



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique
pour l'Afrique Centrale



RENFORCER LES CAPACITÉS MACROECONOMIQUES EN
AFRIQUE CENTRALE

EXECUTION 2019, PROGRAMME DE TRAVAIL 2020,
PERSPECTIVES 2021 ET 2022

26 mars 2019

AFRITAC Centre est une initiative du FMI soutenue par les Etats membres et les partenaires au développement suivants :



Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands

Liste d'acronymes et abréviations

AFR	Département Afrique du Fonds monétaire international
AFRISTAT	Observatoire économique et statistique de l'Afrique subsaharienne
AFRITAC	Centre d'assistance technique pour l'Afrique
AFRITAC Centre ou AFC	Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique centrale
AFRITAC Sud ou AFS	Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique australe
AT	Assistance technique
BRB	Banque de la République du Burundi
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CFA	Communauté financière africaine
CMR	Cameroun
CNUCED	Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement
CUT	Compte unique du trésor
COBAC	Commission bancaire de l'Afrique centrale
EUROSTAT	Direction générale de la Commission européenne chargée de l'information statistique à l'échelle communautaire
EPN	Etablissements publics nationaux
FMI	Fonds monétaire international
FY	<i>Fiscal year</i> - Année fiscale
GIZ	<i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> - Coopération allemande
ICAAP	<i>Internal Capital Adequacy Assessment Process</i> – Processus d'évaluation de l'adéquation des fonds propres
IDC	Institut pour le développement des capacités
IFA	Institut de formation pour l'Afrique
IFRS	<i>International Financial Reporting Standards</i> - Normes internationales d'information financière
ISORA	<i>International Survey on Revenue Administration</i> – Enquête internationale sur l'administration fiscale
MSFP	Manuel des statistiques des finances publiques
NBE	Nomenclature du budget de l'Etat
PAF	Plan annuel de financement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF	Partenaire technique et financier
RCA	République Centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
RGCP	Règlement général de la comptabilité publique
SADC	<i>Southern African Development Community</i> - Communauté de développement d'Afrique australe
SCN	Système de comptabilité nationale
SDMT	Stratégie de la dette à moyen terme
SFP	Statistiques des finances publiques
SGDD	Système général de diffusion des données
STP	Sao Tomé-et-Principe
TEC	Tarif extérieur commun
TOFE	Tableau des opérations financières de l'Etat
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne
UEAC	Union économique des Etats d'Afrique centrale

Table des matières

I. Introduction et Contexte.....	7
Le programme.....	7
L’AFC.....	7
La vision sur laquelle le programme de travail est fondée	7
Le contexte régional.....	7
Le contexte macroéconomique	8
L’objectif fondamental.....	11
Les objectifs stratégiques.....	11
La collaboration avec les services du FMI et les partenaires extérieurs.....	12
Les défis et les risques liés à l’exécution du programme de travail.....	12
II. Programme de travail d’AFRITAC Centre	12
A. Quelques résultats clés de l’année fiscale 2019	12
B. Indicateurs de performance de l’assistance technique du Centre.....	13
C. Les priorités du Centre pour l’année fiscale 2020.....	18
D. Les moyens d’action envisagés et les modalités opérationnelles	20
E. Exécution et programmation des ressources du Centre.....	23
III. Performance et programmation par domaine.....	27
A. Moderniser les administrations des revenus pour une meilleure mobilisation des ressources fiscales.....	29
A.1 Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus.....	29
A.2 Renforcer les principales fonctions des administrations fiscales.....	30
A.3 Renforcer les principales fonctions des administrations douanières	33
B. Promouvoir une gestion efficace des finances publiques.....	35
B.1 Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	35
B.2 Améliorer la préparation du budget de l’Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	36
B.3 Améliorer l’exécution et le contrôle budgétaire.....	37
B.4 Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers.....	39
B.5 Améliorer la gestion des actifs et des passifs.....	40
C. Renforcer les projections budgétaires.....	41
C.1 Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	41
C.2 Améliorer la préparation du budget de l’Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	41
C.3 Renforcer l’identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires.....	44
D. Favoriser des politiques fiscales et budgétaires cohérentes par des statistiques financières harmonisées.....	45
D.1 Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision.....	45

E. Appuyer à l'élaboration de statistiques macroéconomiques fiables.....	48
E.1 Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision.....	48

F. Contribuer à une meilleure gestion de la dette	50
F.1 Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	50
F.2 Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	52
F.3 Soutenir la viabilité de la dette en fournissant au personnel les compétences requises pour réaliser leur propre analyse de viabilité de la dette	53
F.4 Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	53
F.5 Appuyer les autorités dans la mise en place d'un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette publique.....	54

G. Renforcer la stabilité financière par un cadre robuste de réglementation et de supervision bancaires.....	55
G.1 Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	55
G.2 Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	57
G.3 S'assurer que les banques disposent de fonds propres et de liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier	60
G4. Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement.	61

Encadrés

1- Renforcement des contrôles conjoints douanes – impôts.....	31
2- Cours sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	32
3- Mise en place d'une cellule pour la tutelle financière des établissements publics.....	38
4- Renforcement des dispositifs techniques de cadrage macrobudgétaire.....	42
6- Processus d'adoption de la nouvelle méthodologie d'élaboration du TOFE – Tableau des Opérations Financières de l'Etat (Situation au 6 mars 2019)	46
7- Etablissement des estimations des comptes (Situation au 6 mars 2019).....	49
8- Elaboration et mise en œuvre du plan annuel de financement	51
9- Révision des circulaires prudentielles de la BRB.....	56

Graphiques

Graphique 1 : Cadres logiques par domaine	13
Graphique 2 : Cadres logiques par pays/institutions.....	14
Graphique 3 : Etapes intermédiaires par domaine	14
Graphique 4 : Etapes intermédiaires par pays/institutions.....	15
Graphique 5 : Etapes intermédiaires – Performance globale en fin février 2019	16
Graphique 6 : Performance des étapes intermédiaires par domaine	16
Graphique 7 : Performance des étapes intermédiaires par pays/institutions.....	17
Graphique 8 : Activités par pays (en nombre).....	23
Graphique 9 : Activités par domaine (en nombre).....	24
Graphique 10 : Ressources par pays (en personnes semaines).....	24
Graphique 11 : Ressources par domaine (en personnes semaines).....	25
Graphique 12 : Répartition des ressources par pays	25
Graphique 13 : Répartition des ressources par domaine.....	26
Graphique 14 : Répartition des ressources selon la fragilité du pays bénéficiaire	26

Annexes

1. Activités par pays et domaine
2. Ressources par pays et domaine
3. Séminaires régionaux, cours et visites d'apprentissage par les pairs
4. Cadre logique 2019-2022
5. Rapport financier
6. Personnel

I. INTRODUCTION ET CONTEXTE

Le programme

1. **Ce document présente une synthèse de l'exécution du programme de travail de l'année fiscale 2019, le programme de travail de l'année fiscale 2020 (du 1 mai 2019 au 30 avril 2020) et les perspectives pour les années fiscales 2021-2022 du Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre, ou AFC).**

L'AFC

2. **Établi en novembre 2007 à Libreville au Gabon, AFC a pour objectifs d'aider les pays de la région à renforcer leurs capacités de gestion macroéconomique et de répondre aux besoins d'assistance technique (AT) et de formation en gestion macroéconomique et financière de ses pays membres que sont le *Burundi*, le *Cameroun*, le *Congo*, la *République Centrafricaine*, la *République démocratique du Congo*, le *Gabon*, la *Guinée équatoriale*, *Sao Tomé-et-Principe* et le *Tchad*.**

La vision sur laquelle le programme de travail est fondée

3. **Le programme de travail repose sur la vision d'AFC d'être le centre d'excellence en matière d'assistance technique et d'amélioration des capacités au niveau de la région.** Le Centre fournit des activités d'assistance technique de haut niveau au bénéfice des autorités des pays et des institutions régionales. AFC veille à la qualité de ses activités par une sélection rigoureuse de ses experts ainsi que par le contrôle systématique à posteriori par les services centraux du FMI. Le Centre est en permanence à l'écoute des besoins spécifiques de ses pays membres et adapte ses activités d'assistance technique en fonction de leurs besoins, et en coopération avec les autres partenaires au développement pour faciliter la synergie et la coordination des efforts.

Le contexte régional

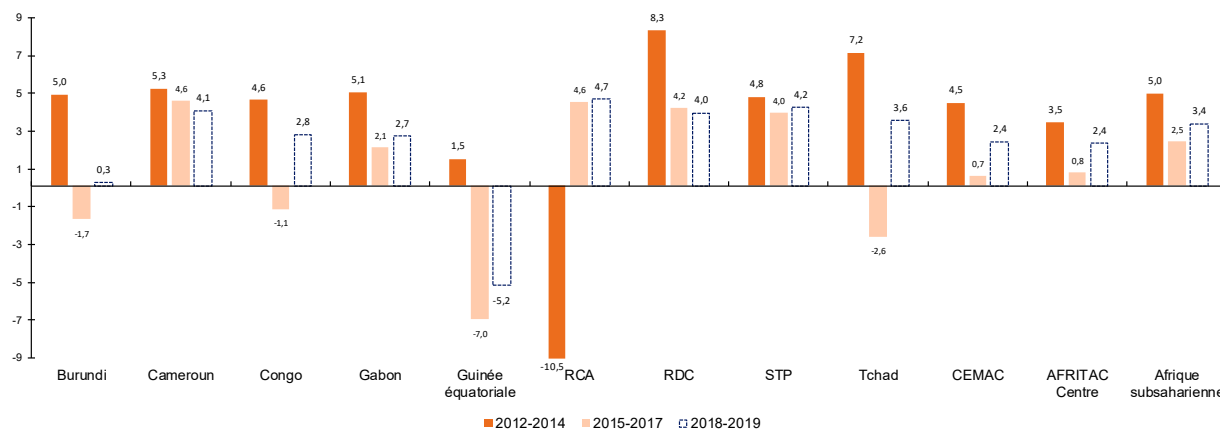
4. **Pouvoir surmonter les défis du développement économique, y compris par la bonne gestion des ressources naturelles et l'intégration régionale, est prioritaire pour ces pays membres.** À l'exception de la RCA, tous les pays de la CEMAC sont des pays exportateurs de pétrole. Parmi les pays membres, le *Burundi* et la *RDC* sont membres du marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). Le *Burundi* a rejoint la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), tandis que la *RDC* est membre de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC). Pour les six pays membres de la CEMAC, le programme de travail tient compte de *l'intégration régionale, ainsi que de la monnaie et de la supervision bancaire commune* à travers la COBAC. Enfin, plusieurs pays membres ont fait face à des défis sécuritaires importants ce qui oblige le Centre à une constante souplesse et adaptation de son programme d'intervention.

- 5. L'objectif de renforcement des capacités d'AFC vise à aider les pays membres à adopter et mettre en œuvre des politiques économiques qui favorisent une croissance inclusive.** Bien que le revenu par habitant varie considérablement d'un pays à l'autre, tous sont confrontés à des problèmes majeurs de développement humain. Ainsi, le *Gabon* et la Guinée équatoriale ont des niveaux de revenu par habitant nettement plus élevés que la moyenne de la région d'Afrique subsaharienne. Le *Congo*, la *RCA*, et le *Tchad* dans la *CEMAC* ainsi que le *Burundi*, la *RDC* et *Sao Tomé-et-Principe* sont des pays en situation de fragilité.

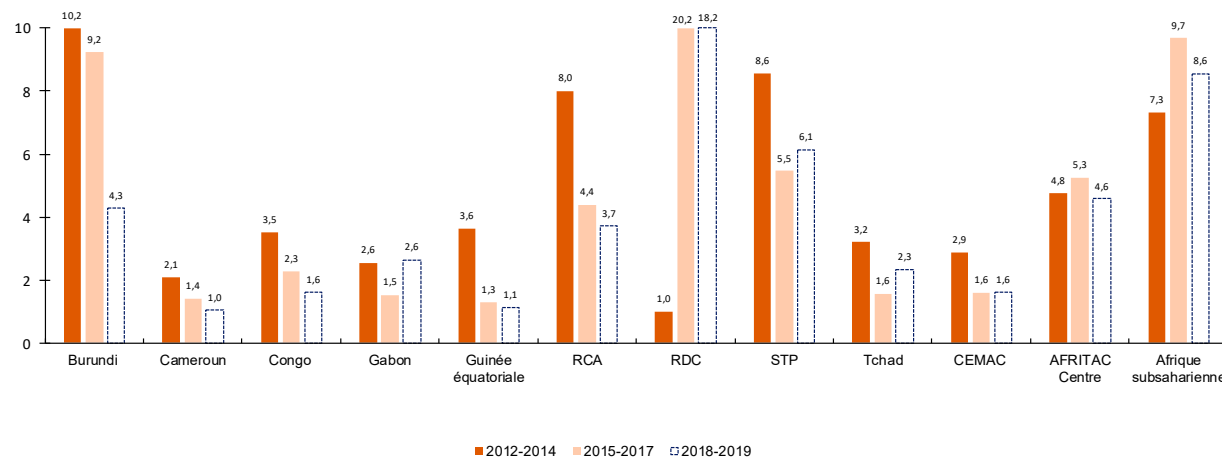
Le contexte macroéconomique

- 6. À l'instar de l'Afrique subsaharienne, les États membres d'AFC ont fait face à des défis macroéconomiques et financiers.** Après une croissance robuste accompagnée d'une situation macroéconomique stable de 2012 à 2014, les programmes de développement économique et social des États membres ont été confrontés à des difficultés entre 2015 et 2017 à la suite de la chute vertigineuse des prix des matières premières. Cette situation s'est traduite par la montée des déficits et la hausse de l'endettement public, ainsi que par l'accroissement des vulnérabilités des établissements bancaires et financiers. Depuis 2017, la rationalisation des choix budgétaires est amorcée dans la plupart des pays membres d'AFC en partie grâce à l'appui du Fonds monétaire international et d'autres partenaires au développement. Des politiques budgétaires ambitieuses sont toujours nécessaires pour préserver la stabilité macroéconomique ainsi que des réformes structurelles pour rétablir une croissance forte et pour renforcer le climat des affaires et l'intégration régionale.

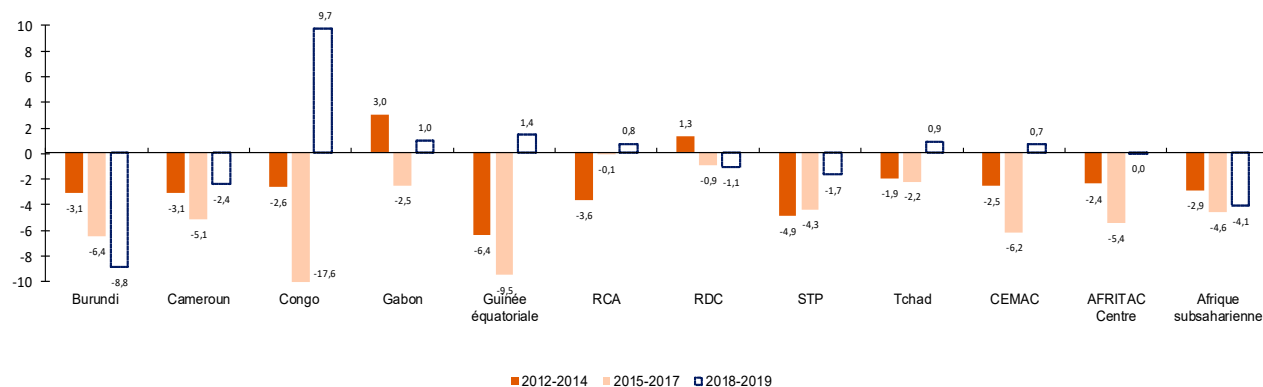
Croissance du PIB (en pourcentage)



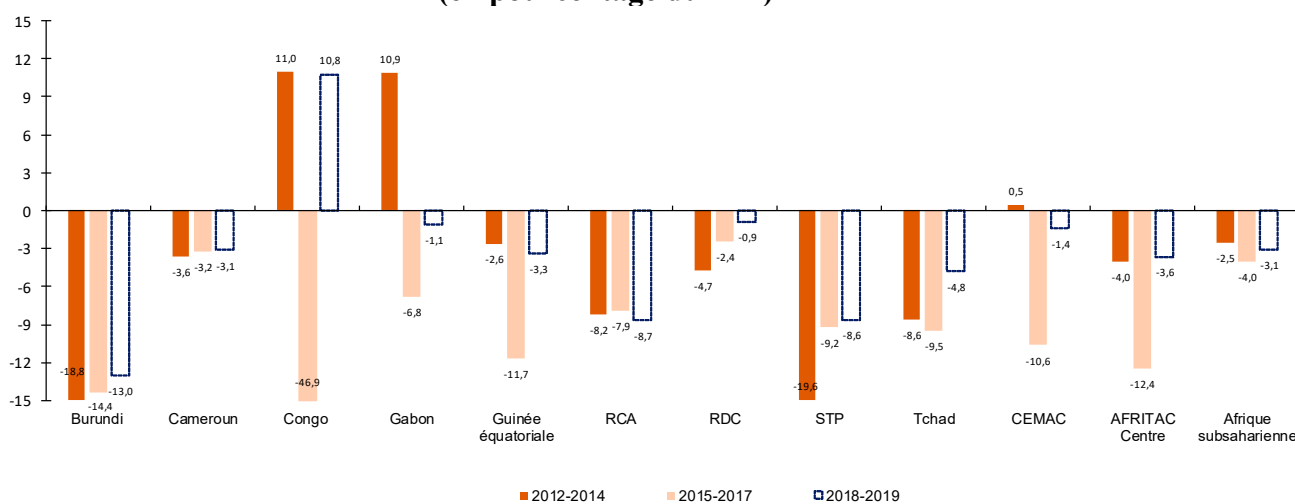
Inflation des prix à la consommation (en pourcentage moyen de la variation annuelle)



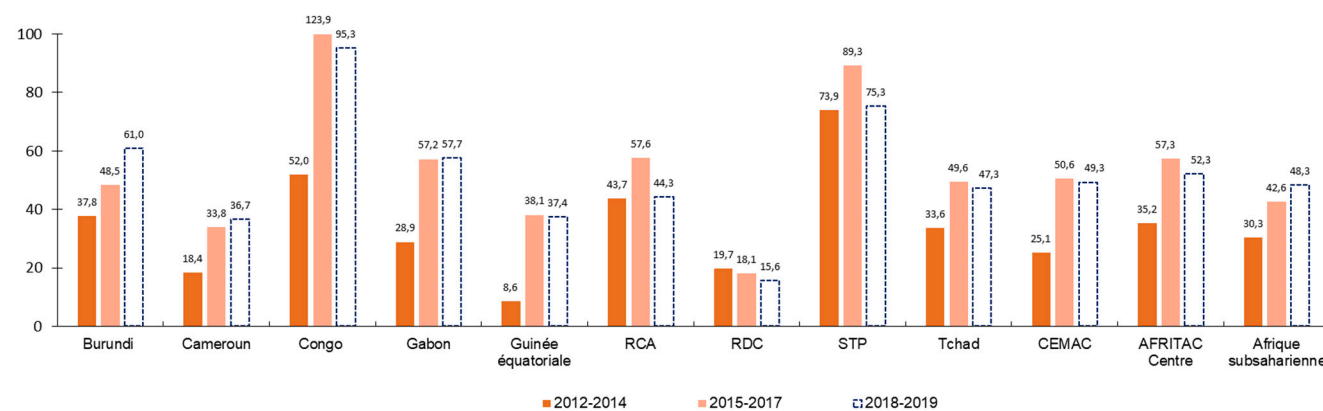
Solde budgétaire global (dons compris) (en pourcentage du PIB)



Solde extérieur courant (dons compris) (en pourcentage du PIB)



Dettes publiques (en pourcentage du PIB)



Source : FMI, base de données du département Afrique et des Perspectives économiques régionales, Octobre 2018.

L'objectif fondamental

7. **L'objectif fondamental du programme de travail est de contribuer au renforcement des capacités institutionnelles, techniques et humaines des pays et des institutions régionales membres d'AFRITAC Centre** pour les aider à faire face aux défis macroéconomiques et pour les accompagner dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).
8. **Cet objectif s'insère dans le cadre de la stratégie de développement des capacités du département Afrique du FMI.** Le Centre mettra à profit son expertise dans les questions macroéconomiques et financières ainsi que son envergure régionale pour épauler les États membres dans leurs efforts de renforcement des capacités humaines et institutionnelles. Le programme d'assistance technique prend également en compte les objectifs d'intégration régionale et d'harmonisation des politiques entre les pays membres et trouve son fondement dans les stratégies de renforcement des capacités développées pour chaque pays en consultation avec le département Afrique du FMI.

Les objectifs stratégiques

9. **Le programme de travail exécuté au cours de la période sous revue se décline des objectifs stratégiques retenus dans le cadre du troisième cycle de financement d'AFC couvrant la période novembre 2017- avril 2022 ¹.** Ces objectifs sont les suivants :
 - Moderniser les cadres institutionnels et renforcer les principales fonctions des administrations des revenus en vue d'améliorer la mobilisation des recettes douanières et fiscales,
 - Améliorer la gestion des finances publiques, y compris le cadre légal, la préparation et le contrôle de l'exécution ainsi que le soutien à la mise en œuvre des directives régionales au niveau des pays,
 - Appuyer la réalisation de prévisions budgétaires fiables et régulières, y compris les prévisions de revenus tirés du pétrole et d'autres ressources naturelles en particulier dans les pays en situation de fragilité,
 - Renforcer les statistiques macroéconomiques et des finances publiques, contribuer au rattrapage des retards de publication des comptes, et harmoniser les statistiques régionales,
 - Réduire le coût et le risque de la dette publique, développer les marchés financiers locaux et régionaux de la dette intérieure dans le contexte d'une solide gestion de la dette publique et d'un appui aux investissements dans la région,
 - Améliorer la régulation et la supervision des institutions financières, notamment en renforçant la convergence des cadres réglementaires qui leur sont applicables conformément aux normes internationales en la matière ainsi qu'aux bonnes pratiques de la supervision basée sur les risques.

¹ Document programme pour le troisième cycle de financement 2017-2022 ; Téléchargeable [ici](#).

La collaboration avec les services du FMI et les partenaires extérieurs

10. Le programme de travail annuel est élaboré en étroite collaboration avec les services du FMI sur la base des besoins exprimés par les États membres. Le programme d'AFC est ainsi intégré dans le cadre général de renforcement des capacités mis à la disposition des pays membres par le FMI pour appuyer leurs réformes. Le programme pour l'année fiscale 2020 est aussi marqué par une intégration accrue de l'assistance technique dans les activités de prêt et de surveillance du FMI.

11. Pour favoriser les synergies et éviter les duplications possibles, les activités sont coordonnées et parfois menées conjointement avec les autres partenaires impliqués dans la mise en œuvre des réformes dans les pays membres. Ces partenaires sont les suivants : AFRISTAT, Banque africaine de développement, Banque européenne d'investissement, Banque mondiale, Chine, CNUCED, Coopération allemande, Coopération française, EUROSTAT, Expertise France, GIZ, PNUD-Pôle de Dakar, et Union européenne.

Les défis et les risques liés à l'exécution du programme de travail

12. Les défis et les risques liés à l'exécution du programme de travail ont les composantes principales suivantes : le risque d'instabilité de la situation sécuritaire dans quelques pays membres, un engagement insuffisant à l'égard des réformes, des besoins importants en renforcement des capacités humaines, un taux de rotation élevé des personnels et des limitations techniques (par exemple, l'absence d'infrastructures informatiques et télécoms), l'indisponibilité des équipes nationales et/ou régionales, le désistement après confirmation de participation et l'annulation de certaines activités en raison de changements de priorité, le retard de transmission par les pays des documents de désignation et de voyage pour leurs participants aux activités régionales ainsi que des ressources financières insuffisantes.

II. PROGRAMME DE TRAVAIL D'AFRITAC CENTRE

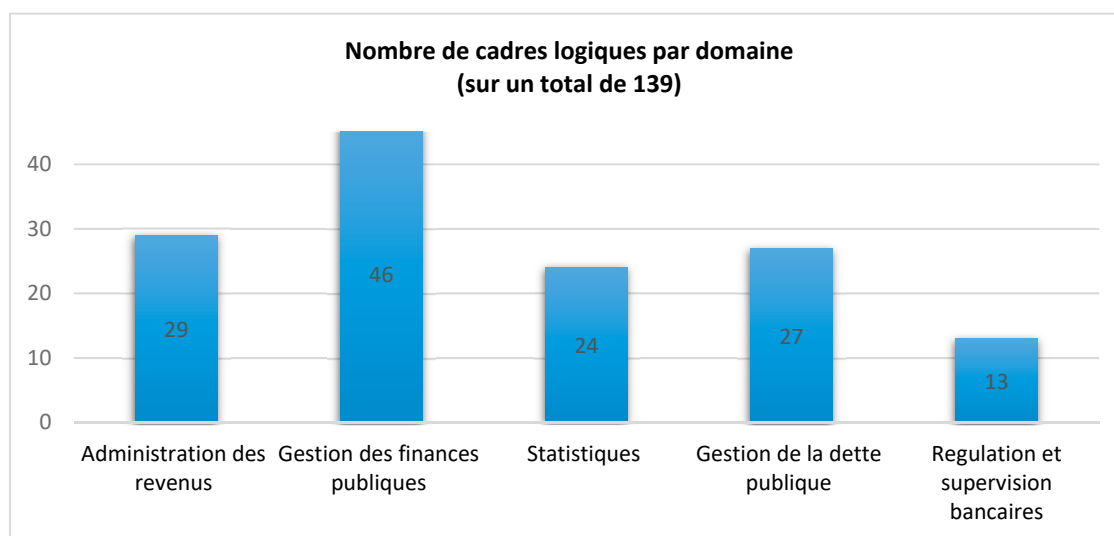
A. Quelques résultats clés de l'année fiscale 2019

- Appui aux travaux préparatoires de lancement de la Page Nationale Récapitulative des Données (PNRD) du SGDD-amélioré en *Guinée-équatoriale*,
- Contribution à la rédaction des textes d'application du nouveau code des douanes régional avec la *CEMAC*,
- Création d'une cellule pour assurer la tutelle financière des établissements publics nationaux et le suivi des entreprises publiques au *Gabon*,
- Développement d'une première ébauche de la Stratégie de la dette à Moyen Terme au *Congo* et au *Tchad*,
- Rattrapage de l'affichage des statistiques des finances publiques (SFP) dans l'annuaire du FMI pour le *Cameroun*, le *Congo*, le *Gabon* la *RDC* et à *STP*,
- Renforcement des contrôles conjoints douanes – impôts au *Cameroun* et au *Gabon*,
- Renforcement des dispositifs techniques de cadrage macrobudgétaire en *RCA* et *RDC*,
- Révision du cadre juridique du marché des titres publics pour en améliorer l'accès aux pays membres de la *CEMAC*,
- Révision des circulaires prudentielles de la BRB.

B. Indicateurs de performance de l'assistance technique du Centre

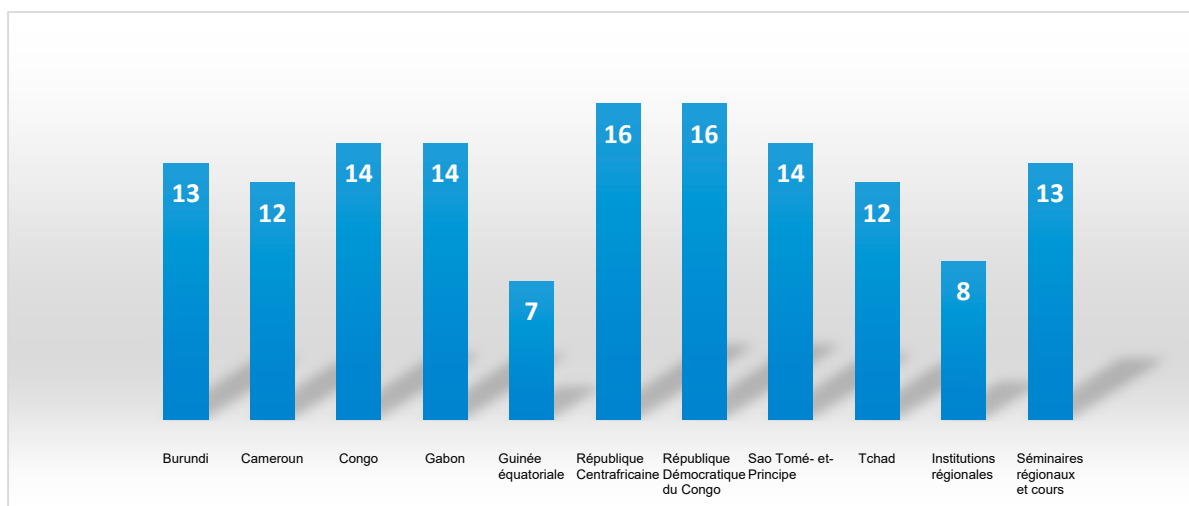
- 13. L'ensemble des missions d'assistance technique du Centre sont intégrées dans des cadres logiques (ou cadres de résultats) qui permettent de suivre la performance de l'ensemble des activités d'assistance technique d'AFRITAC.** Cette année, le Centre a élaboré des cadres logiques pour les années fiscales 2019, 2020, 2021 et 2022. Cette approche permet une visibilité à moyen terme des objectifs stratégiques du Centre ainsi qu'une meilleure planification de ses activités.
- 14. Les performances décrites ci-dessous concernent uniquement l'année fiscale 2019.** Les performances ont été obtenues sur la base des informations renseignées dans la plate-forme de gestion axée sur les résultats du FMI par les conseillers résidents du Centre dans leurs domaines respectifs. L'analyse de la performance de l'assistance technique du Centre se base sur les informations extraites de la plate-forme de gestion axée sur les résultats en date du 20 février 2019².
- 15. Les cadres logiques comprennent les objectifs, les résultats escomptés, les indicateurs, les étapes intermédiaires ainsi que les risques liés aux objectifs de l'assistance technique.** Les graphiques 1 et 2 présentent le nombre de cadres logiques par domaine et par pays et/ou institutions régionales pour l'année fiscale 2019.

Graphique 1 : Cadres logiques par domaine

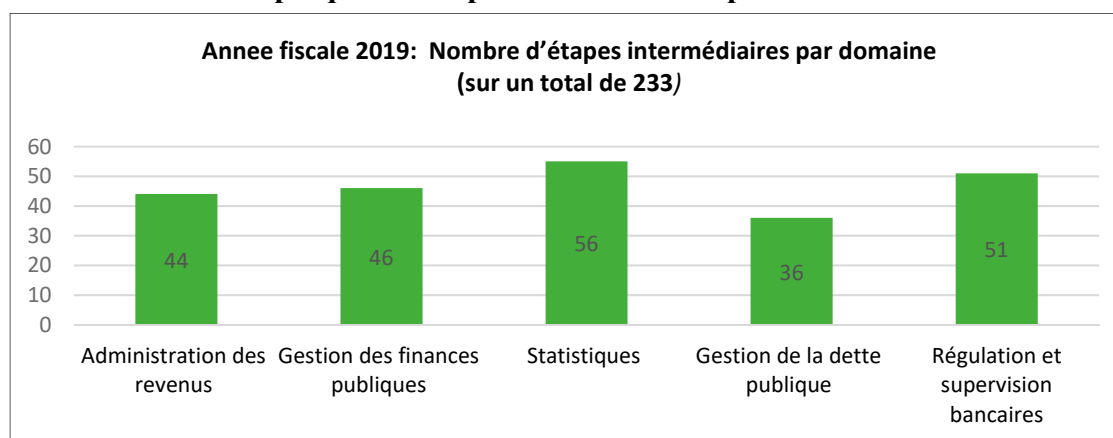


- L'administration des revenus inclut l'administration douanière et fiscale.
- La gestion des finances publiques inclut le budget, la comptabilité publique et la gestion de la trésorerie, et l'analyse et les prévisions macroéconomiques et budgétaires.
- Les statistiques comprennent les statistiques des finances publiques et les statistiques macroéconomiques.

² L'année fiscale s'achevant le 30 avril 2019, plusieurs étapes intermédiaires ont été notées par anticipation.

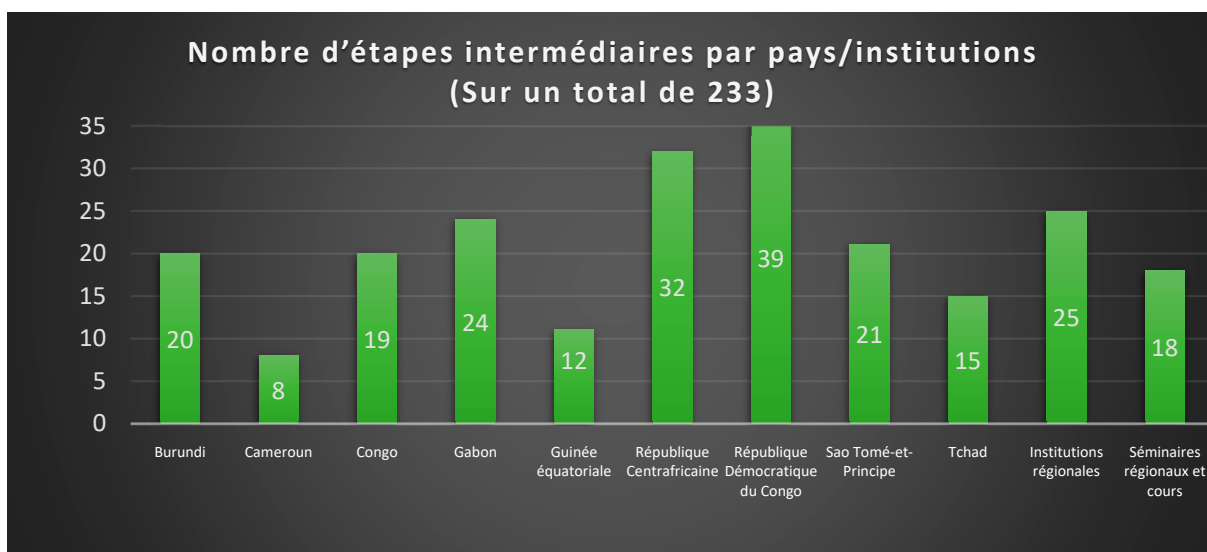
Graphique 2 : Cadres logiques par pays/institutions

16. Les étapes intermédiaires sont un élément important de la chaîne de résultat d'AFRITAC Centre. Elles constituent des jalons préalables à la réalisation des résultats. Elles sont délimitées dans le temps et fixées après une consultation tripartite impliquant le conseiller résident, le siège du FMI et les autorités nationales et les institutions bénéficiaires. Pour l'année fiscale 2019, les graphiques 3 et 4 présentent le nombre d'étapes intermédiaires par domaine et par pays/institutions (233 étapes intermédiaires pour l'année ce qui représente une hausse de + 42 % par rapport à l'année fiscale 2018).

Graphique 3 : Etapes intermédiaires par domaine

17. Au cours de l'année fiscale 2019, il y a eu une plus grande appropriation de l'approche de gestion axée par les résultats par les pays membres et les conseillers engendrant ainsi une meilleure planification et un meilleur séquençage des étapes intermédiaires. Par ailleurs, si l'année fiscale 2018 a été celle du démarrage du nouveau cycle d'AFRITAC Centre (2017-2022), l'année 2019 a été celle où le Centre a accéléré la mise en œuvre de son programme d'assistance technique. Le Centre a également significativement développé ses activités dans les domaines de l'analyse et des prévisions macroéconomiques et budgétaires. Les experts en charge de la comptabilité publique et des statistiques macroéconomiques ont aussi rejoint AFRITAC Centre en cours d'année fiscale.

Graphique 4 : Etapes intermédiaires par pays/institutions



18. Jusqu'à la fin février 2019, la performance globale indique que 140 étapes intermédiaires (60%) ont été atteintes (graphique 5). Les Etats et institutions bénéficiaires ont globalement bien appliqué le cahier de route des réformes que les cadres logiques du Centre sont censés couvrir. C'est un signal positif dans le cadre des objectifs et résultats à atteindre au cours des prochaines années fiscales.

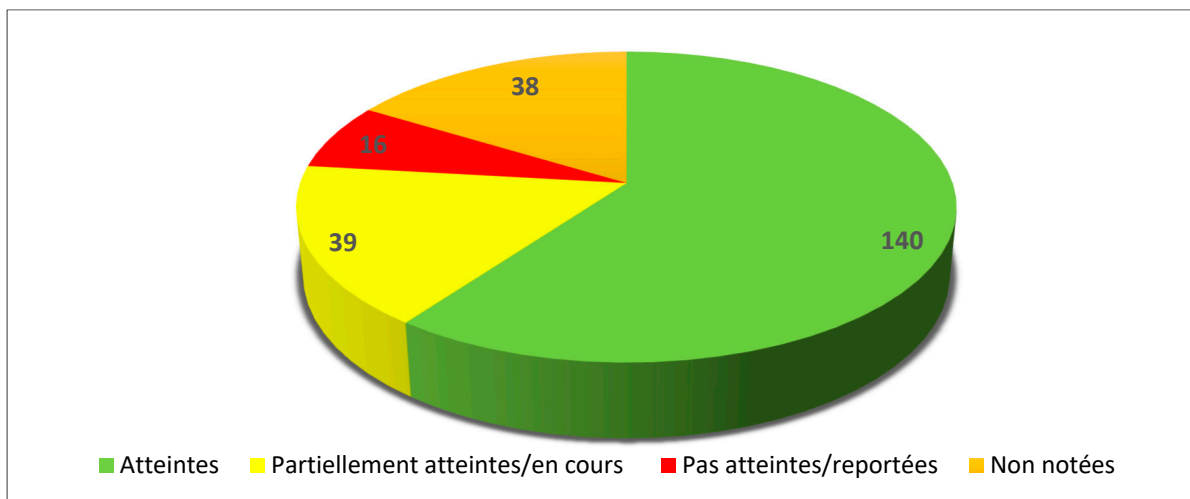
19. Les 39 étapes intermédiaires (16%) qui ont partiellement été atteintes s'expliquent par différentes raisons notamment l'insuffisance des moyens humains, techniques et financiers pour mettre en œuvre les réformes envisagées. Le Centre fournira des efforts supplémentaires au cours des prochaines années pour tenir compte de ces limites institutionnelles. Le séquençage de certaines étapes intermédiaires est également un domaine sur lequel le Centre travaillera davantage afin de rester au plus près des besoins et des capacités réels des Etats et institutions bénéficiaires à appliquer les recommandations du Centre.

20. 16 étapes intermédiaires (7%) n'ont pas été atteintes ou ont été reportées. Si ce chiffre est relativement faible, les raisons résident dans la faiblesse des moyens à disposition pour enclencher les réformes ainsi que par des périodes d'instabilité politique et institutionnelle dans certains pays (République démocratique du Congo, République Centrafricaine) qui affectent l'atteinte des résultats intermédiaires et, plus globalement, la réussite des réformes. L'instabilité institutionnelle dans certains pays de la sous-région (Burundi, Congo, Tchad et Sao Tomé-et-Principe) engendre également des changements fréquents de priorités rendant ainsi caduques certaines étapes intermédiaires formulées en début d'année fiscale. Les délais de mise en œuvre de certaines étapes intermédiaires ont parfois posé un problème. En effet, certaines étapes intermédiaires ne pouvaient être réalisées dans la période initialement prévue en raison de leur complexité supposée, du manque de moyens des bénéficiaires (comme précédemment cité) ou encore par le report *sine die* et l'annulation de certaines étapes intermédiaires à la suite de changements de priorités.

21. Les 38 étapes intermédiaires (17%) qui n'ont pas été notées sont celles dont les échéances arrivent à terme le 30 avril 2019. Ces étapes intermédiaires seront notées en fin d'année fiscale. Le Centre prévoit une performance globale des étapes intermédiaires qui sera supérieure à 80%.

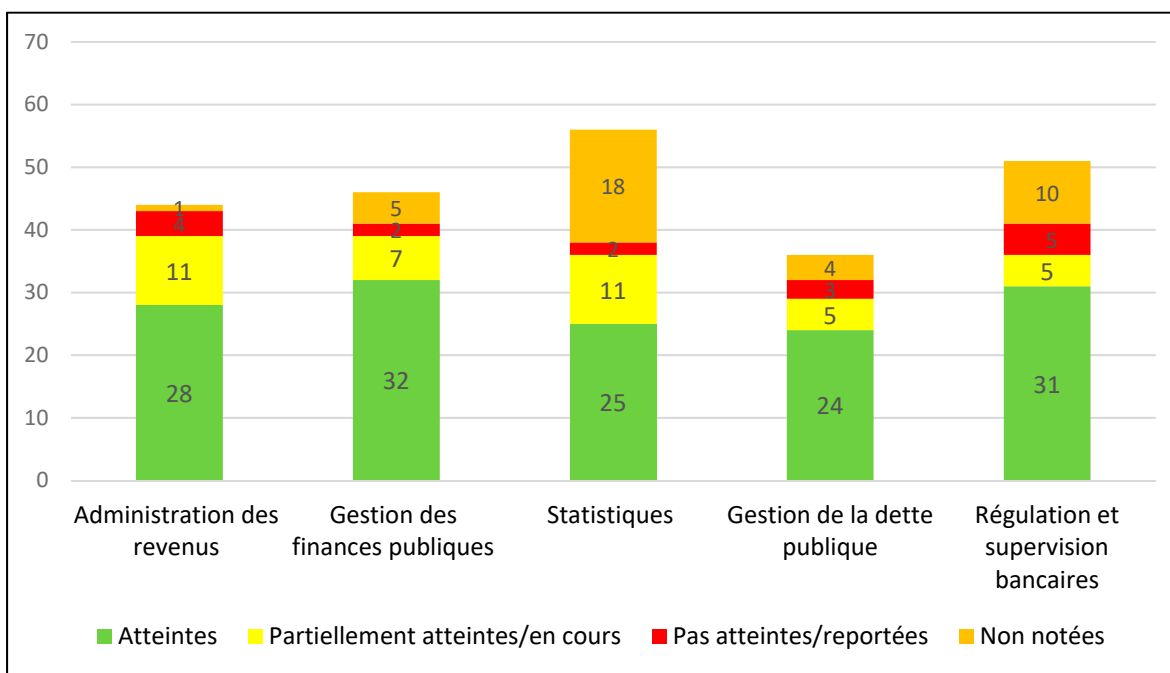
Graphique 5 : Etapes intermédiaires – Performance globale en fin février 2019

(Sur un total de 233 étapes intermédiaires)

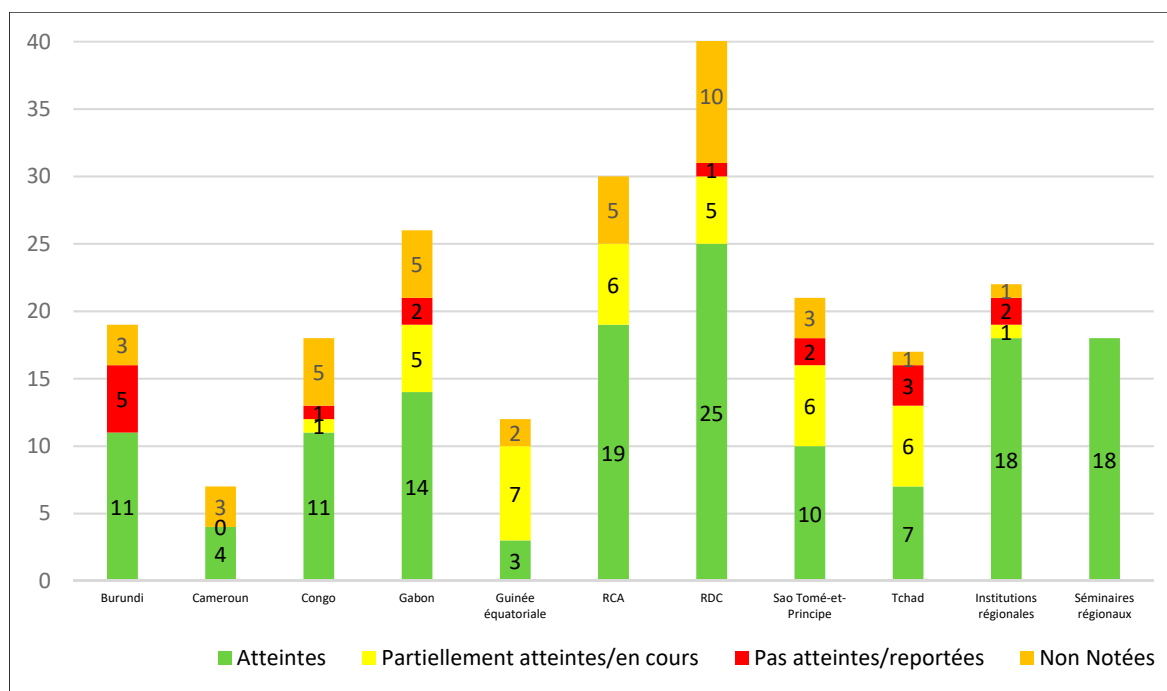


Graphique 6 : Performance des étapes intermédiaires par domaine

(Sur un total de 233 étapes intermédiaires)



Graphique 7 : Performance des étapes intermédiaires par pays/institutions
(Sur un total de 233 étapes intermédiaires)



La gestion axée sur les résultats a contribué à :

- Une meilleure planification et une meilleure appropriation des activités du Centre.** Les cadres logiques du Centre ont été élaborés avant le début de l'année fiscale afin de permettre une meilleure planification du programme de travail à travers un processus inclusif. Ainsi les cadres logiques ont été élaborés en concertation avec les bénéficiaires, AFRITAC Centre et les départements techniques du FMI puis renvoyés aux autorités nationales pour validation. Cette étape a également permis de s'assurer de la pertinence des activités d'assistance technique du Centre au regard des besoins des pays membres et de leur appropriation par les parties concernées.
- Une meilleure communication sur les activités et les résultats.** Le Centre a sensiblement amélioré ses outils de communication afin de mettre davantage l'accent sur les résultats et l'impact de ses activités d'assistance technique. Ainsi, au cours de l'année fiscale le Centre a restructuré son bulletin trimestriel de façon à présenter ses activités au regard des objectifs à atteindre par domaine. La structure des rapports (annuels et semestriels) a également été modifiée et simplifiée afin de mettre davantage en évidence le lien entre l'exécution et la programmation des activités du Centre.
- Un recueil systématique des meilleures pratiques du Centre.** Au cours de l'année fiscale 2019, le Centre a poursuivi le recueil et la dissémination de ses meilleures pratiques. Les meilleures pratiques (ou réussites remarquables) sont des activités spécifiques d'as-

sistance technique ayant produit des résultats probants et un impact durable. Elles ont vocation à être répliquées par les autres pays/institutions membres d'AFC et à améliorer des pratiques existantes. Les meilleures pratiques d'AFRITAC Centre sont régulièrement mises à jour et publiées dans les différents rapports du Centre.

- **Une meilleure rationalisation des missions du Centre.** L'année fiscale 2019 a également vu la systématisation d'une nouvelle procédure pré et post mission. Les conseillers se rendant en mission stipulent les objectifs et les résultats attendus de la mission au regard des cadres logiques de leurs domaines. Après leurs missions, les conseillers listent la contribution de la mission aux résultats attendus ainsi que les étapes intermédiaires achevées. Cette rationalisation permet de s'assurer que les missions ne dévient pas des objectifs et des résultats escomptés tels que définis dans leurs cadres logiques.
- 22. Qu'il s'agisse de la préparation des cadres logiques, de l'enregistrement systématique dans sa plateforme opérationnelle, ou de la génération des documents pré et post mission,** AFRITAC Centre a fourni un effort collectif conséquent pour renforcer les capacités de son personnel international et administratif afin de permettre l'ancrage durable d'une approche de gestion axée sur les résultats dans les activités globales du Centre.

C. Les priorités du Centre pour l'année fiscale 2020

Alignement avec les stratégies de renforcement des capacités et les objectifs de développement durable

- 23. Les priorités du programme de travail pour l'année fiscale 2020 s'alignent sur les stratégies de renforcement de capacités mises en place pour les États membres** avec l'intervention des principales parties prenantes. Elles reflètent les demandes de renforcement des capacités formulées par les membres, y compris les plus fragiles d'entre eux (notamment au Burundi, au Congo, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, à Sao Tomé-et-Principe et au Tchad).
- 24. Les priorités du programme de travail sont étroitement liées aux engagements du FMI à l'égard du Programme de financement du développement (Pfd) pour faciliter la réalisation des *objectifs de développement durable*** grâce à une mobilisation accrue des ressources nationales, à une meilleure utilisation des ressources publiques, à une inclusion financière élargie et à l'amélioration de la compilation et de la diffusion des statistiques pour renforcer des prises de décision qui soient cohérentes en matière de politique économique. Le Centre développera ses activités d'assistance technique et de formation dans les domaines de l'analyse et des prévisions macroéconomiques et budgétaires, de la gestion des finances publiques, ainsi que dans l'administration des revenus tout en maintenant son appui dans les domaines de la gestion de la dette et de la supervision bancaire, condition préalable à l'inclusion financière et au renforcement du rôle du secteur bancaire dans le soutien à l'économie.

Priorisation par la gestion axée sur les résultats (GAR)

25. La mise en œuvre de la gestion axée sur les résultats au sein d'AFRITAC Centre est un processus qui s'inscrit sur le long terme. Dans un premier temps, le Centre a posé les bases de l'approche de la GAR et a développé des outils nécessaires à sa mise en œuvre effective. En second lieu le Centre a opérationnalisé ces outils durant l'année fiscale 2019. Les processus de transition et de consolidation des acquis se poursuivront au cours de l'année fiscale 2020. Sous la responsabilité du Conseiller en gestion axée sur les résultats, le Centre va mettre en œuvre les priorités suivantes :

- **Une meilleure planification des étapes intermédiaires du CDPORT** – Si des progrès considérables ont été constatés dans la planification des activités en 2019, un nombre important d'étapes intermédiaires a été rajouté en cours d'exercice fiscal. Cela constitue pour AFC un défi lorsqu'il s'agit de rapporter sur les résultats obtenus à la lumière des résultats escomptés. AFC va donc fournir un effort conséquent pour améliorer la planification de ses activités.
- **Une consolidation des réformes et l'amélioration de la qualité des cadres logiques** – La mise en œuvre de la gestion axée sur les résultats dans les activités d'AFRITAC Centre a permis de développer dans un laps de temps relativement court de nombreux outils qui ont permis d'améliorer la planification, le suivi, les rapports d'activités ainsi que la communication et la redevabilité du Centre. L'année fiscale 2020 ainsi que les années fiscales suivantes doivent permettre de consolider ces réformes afin de les ancrer durablement dans le temps. L'amélioration de la qualité des cadres logiques est également une priorité du Centre. L'année fiscale 2019 a permis d'identifier les points à améliorer dans l'élaboration des cadres logiques. Des efforts supplémentaires seront consacrés en 2020 pour rédiger des étapes intermédiaires plus précises, plus réalistes et séquencées de manière plus cohérentes.
- **Un suivi plus exhaustif des recommandations** – Durant l'année fiscale 2019, le Centre a commencé à réfléchir à un mécanisme de suivi des recommandations qui permettrait de connaître précisément le niveau d'implémentation de ces recommandations par les bénéficiaires ainsi que les changements auxquels elles ont contribué. L'exercice entend également assurer un suivi plus systématique des recommandations afin de comprendre les raisons pour lesquelles certaines d'entre elles n'ont pas été mises en œuvre.
- **Une évaluation des acquis du Centre en vue de mesurer objectivement les progrès et les points d'amélioration possible dans la mise en œuvre de la gestion axée sur les résultats.**

Objectifs transversaux : Réduction des inégalités, environnement et genre

26. Le Centre contribuera à la réduction des inégalités et lutte contre la pauvreté. Les efforts du Centre pour aider les pays membres à mobiliser des ressources nationales et améliorer l'utilisation des ressources publiques ont pour objectif la réalisation des objectifs de développement durable y compris la réduction des inégalités, la lutte contre la pauvreté et la bonne préservation de l'environnement.

27. Le Centre mettra un accent particulier dans les questions de genre. Au cours de l'année fiscale 2020, le Centre accordera une attention aux questions de genre dans le suivi et l'évaluation des activités de formation auprès des pays membres ainsi que lors de la désignation des participants aux séminaires régionaux. L'objectif visé étant d'augmenter la participation des femmes aux séminaires, formations, et aux cours régionaux organisés en partenariat avec Institut de Formation pour l'Afrique (IFA) du FMI. Le programme de travail de l'année fiscale 2020 intègre la question du genre dans le domaine de la gestion des finances publiques. A ce titre à la suite du forum des hauts fonctionnaires du budget sur la budgétisation axée sur le genre, et dans le cadre de la mise en œuvre des réformes du budget programme, le Centre aidera les pays membres à refléter l'identification du genre dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques.

D. Les moyens d'action envisagés et les modalités opérationnelles

Modalités opérationnelles

28. Les modalités d'activités prévues sont les suivantes :

- **Des missions menées par les conseillers résidents :**

Quatre conseillers résidents dans la gestion des finances publiques – un pour l'administration des recettes, deux pour la gestion des dépenses publiques (budget et comptabilité publique) et un pour l'analyse et les prévisions macroéconomiques et budgétaires.

Deux conseillers résidents en statistiques des finances publiques et du secteur réel.

Deux conseillers résidents pour le secteur financier, l'un dans le domaine de la gestion de la dette et l'autre dans le domaine de la régulation et de la supervision bancaires.

- **Des missions menées par les experts court terme,** pour compléter le travail des conseillers résidents.
- **Les séminaires et ateliers régionaux.** Ces ateliers continueront à proposer une formation pratique et une plateforme de partage des connaissances et d'échanges d'expériences entre pairs. En se basant sur les résultats des années fiscales 2018 et 2019, le Centre organisera 9 séminaires au cours de l'année fiscale 2020. Les thèmes abordés lors de ces séminaires découlent des priorités identifiées dans les rapports de mission d'assistance technique ou lors des discussions avec les bénéficiaires de l'assistance technique.
- **Les visites d'apprentissage par les pairs** afin de promouvoir le partage d'expérience régional et interrégional, de développer l'expertise régionale et de favoriser la coopération entre les pays. A titre d'exemple, les cadres des comptes nationaux du Gabon et du Tchad ont participé à une visite d'étude au Burkina Faso sur la mise en place des indicateurs infra annuels afin d'en faciliter l'implémentation dans leurs pays respectifs au cours de l'année fiscale 2019. En 2020, le Centre compte organiser une visite d'apprentissage au

profit des cadres du Congo auprès de leur pairs du Cameroun sur le cadre institutionnel de gestion de la dette.

- **Les participations aux missions du siège et aux séminaires** organisés par d'autres partenaires au développement. Le Centre financera une mission du siège dans le domaine de l'administration fiscale sur une thématique relevant de la mobilisation des recettes.
- **La coordination avec le *Backstopping* du siège du FMI**, afin d'assurer que les conseils d'assistance technique prodigués par le Centre sont de haute qualité et cohérents avec les politiques économiques du FMI et les meilleures pratiques internationales.
- **Les activités de formation.** L'institut pour le développement des capacités organisera deux cours régionaux couvrant l'analyse de politiques budgétaires³ et la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles. Parallèlement, le programme prévoit des actions visant à améliorer les synergies entre l'assistance technique et la formation, y compris le développement de modules de formation et la participation de conseillers résidents à des ateliers nationaux de formation. Les cours en ligne proposés par l'IDC permettront de compléter ces efforts de formation.
- **Pour les pays fragiles**, des efforts continueront à être fournis pour délivrer des formations par l'intermédiaire des conseillers résidents d'AFRITAC Centre et par le biais de missions d'assistance technique plus longues.

Communication et visibilité

29. En s'appuyant sur la stratégie dessinée pour la Phase 3, le Centre continuera à améliorer la visibilité de ses activités en s'appuyant sur les progrès déjà réalisés.

Les activités de communication et de visibilité sont basées sur une stratégie proactive qui sera régulièrement actualisée et présentée dans les rapports d'activités du Centre. Au cours de l'année fiscale 2020, le Centre poursuivra :

- **La mise à jour de son site internet⁴.** Depuis le début de la Phase 3, le Centre utilise pleinement son nouveau site web plus attractif et dont la navigation a été facilitée. Le Centre effectue toutes les mises à jour hebdomadaires de son contenu (actualités, événements) afin de le rendre plus dynamique et d'élargir son audience. Sur cet espace, le Centre publie les programmes de travail, les lettres trimestrielles, les rapports semestriels, les rapports annuels et les rapports d'évaluation indépendante.
- **L'actualisation du *SharePoint*** (espace de partage sécurisé). C'est un site privatif sécurisé du FMI réservé aux membres du comité d'orientation. Sur cet espace sécurisé intégré à son site internet, le Centre publie les rapports des missions d'assistance technique et les documents confidentiels adressés au comité d'orientation.

³Le lien de téléchargement du catalogue de formation de l'IDC est le suivant : [Lien](#)

⁴ www.afritaccentre.org

- **L'utilisation de la plateforme *Partner's Connect*.** Les représentants des pays membres et des partenaires au développement d'AFC auront désormais accès aux rapports d'activités du Centre via la plateforme. Cette nouvelle passerelle est conçue pour fournir aux partenaires un accès en ligne via une plateforme centrale pour visualiser la situation financière et leurs engagements vis-à-vis des programmes auxquels ils contribuent.
- **La publication de sa lettre trimestrielle,** qui permet de faire un point régulier sur les activités et les réalisations du Centre et renseigne sur les activités prévues pour les mois à venir. Elle continuera à être distribuée aux membres du Comité d'orientation via le site web du Centre, l'espace partagé sécurisé (*SharePoint*) et par email. Elle continue d'être publiée sur le site Internet du Centre afin de permettre une diffusion plus large des réalisations et résultats atteints par l'assistance technique du Centre. Pendant l'année fiscale 2020, il est prévu de l'améliorer avec de nouvelles rubriques et des liens interactifs avec le site internet.
- **Les rencontres avec les partenaires au développement et avec les autorités.** Le Coordonnateur du Centre conduit régulièrement des missions dans les pays membres pour rencontrer toutes les parties prenantes. Les missions d'assistance technique et les séminaires régionaux seront davantage utilisés pour favoriser la diffusion d'informations sur les activités du centre.
- **Les rencontres avec les médias dans les pays membres.** Le Coordonnateur du Centre aura l'occasion de rencontrer la presse à diverses occasions, particulièrement lors de l'ouverture des séminaires et des réunions du comité d'orientation.
- **Sa présence sur les réseaux sociaux.** Durant l'année fiscale passée et pour le futur, le Centre renforcera sa présence sur les réseaux sociaux via sa page d'informations sur *Facebook*⁵ afin de partager avec ses partenaires et l'ensemble des parties prenantes le plus grand nombre d'informations sur ses activités.

⁵ [Facebook.com/AFRITACcentre](https://www.facebook.com/AFRITACcentre)

E. Exécution et programmation des ressources du Centre

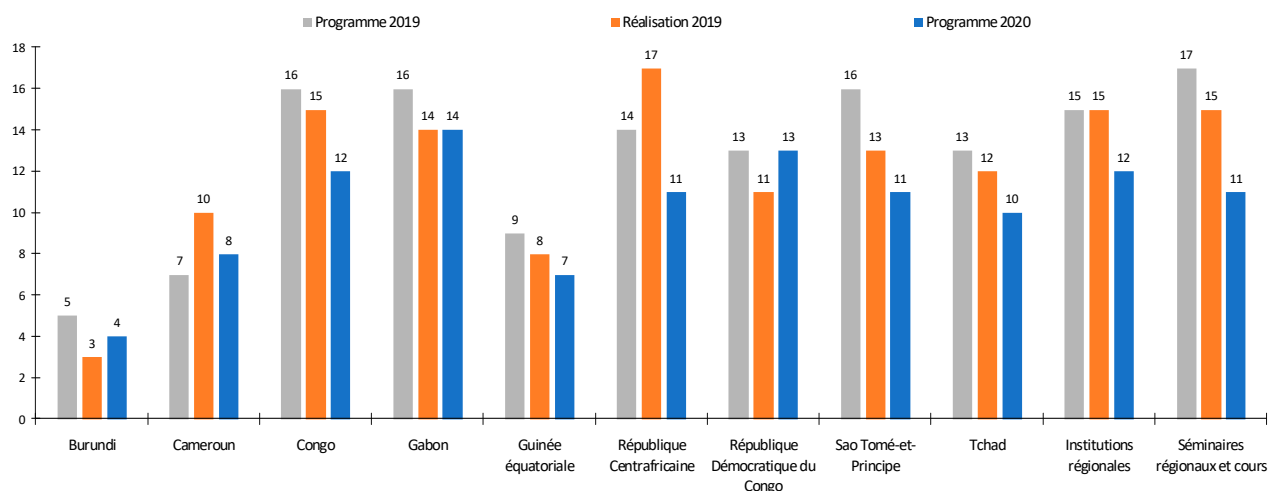
30. Durant l'exercice fiscal 2019, le Centre a atteint son plus haut niveau d'activités en raison de l'accroissement de la demande d'assistance technique par les pays membres et la nécessité de soutien des programmes économiques engagés par certains d'entre eux avec le FMI. Pour l'exercice 2020, le Centre prévoit de maintenir son assistance technique aux pays membres pour ainsi continuer de soutenir les réformes économiques engagées dans ces pays avec l'appui du FMI et des partenaires au développement avec les moyens budgétaires mis à sa disposition.

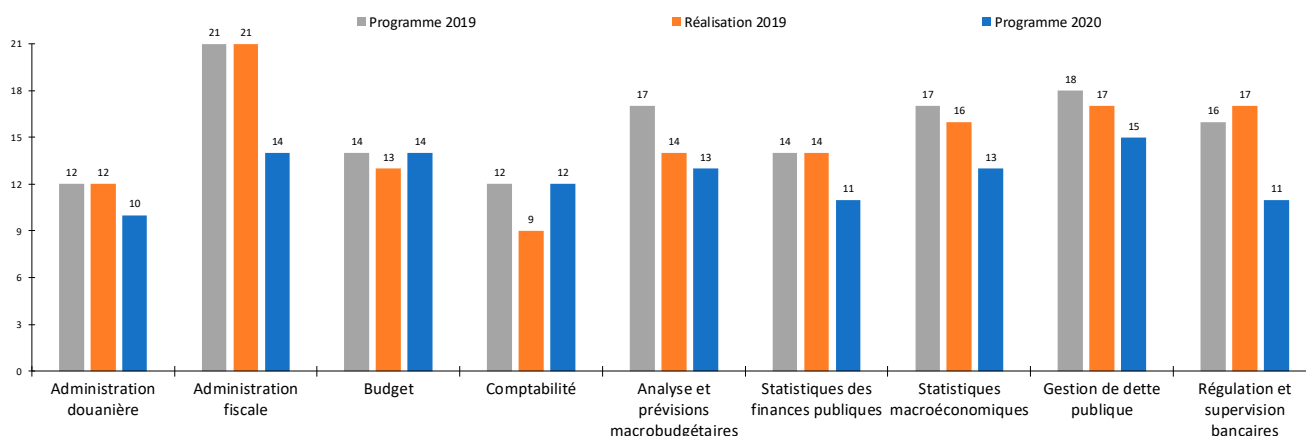
Activités

31. Au cours de l'année fiscale 2019, le Centre a réalisé son plus haut niveau d'activité avec une exécution de 94% des activités prévues de son programme de travail (133 activités réalisées ; cf. annexe 1). Les missions d'assistance technique du Centre ont couvert l'ensemble de ses domaines d'intervention (annexe 1 et graphique 8 et 9). Sur le volet des appuis aux institutions régionales, le Centre a réalisé l'ensemble des activités prévues.

32. Pour l'année fiscale 2020, le Centre prévoit des activités couvrant l'ensemble des domaines (annexe 1, graphiques 8 et 9). Cela inclut 99 missions, 9 séminaires régionaux, 2 cours, 1 visite professionnelle. Par ailleurs, le Centre compte financer des missions d'assistance technique du siège au profit de ses pays membres dans le domaine de l'administration fiscale et de la gestion des finances publiques (annexe 1 et graphique 9).

Graphique 8 : Activités par pays (en nombre)

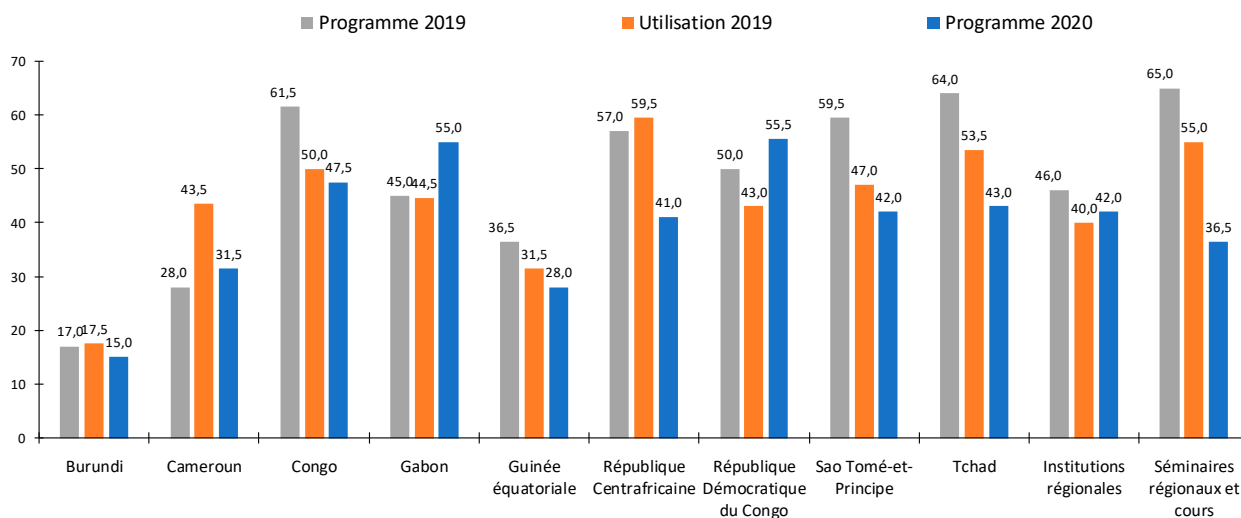


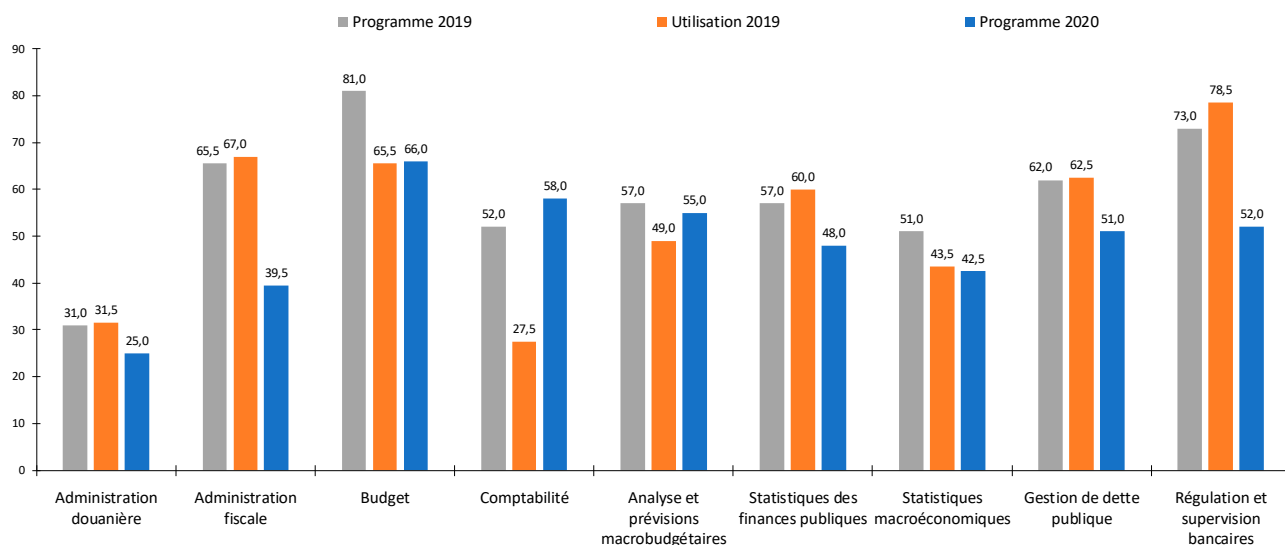
Graphique 9 : Activités par domaine (en nombre)

Ressources

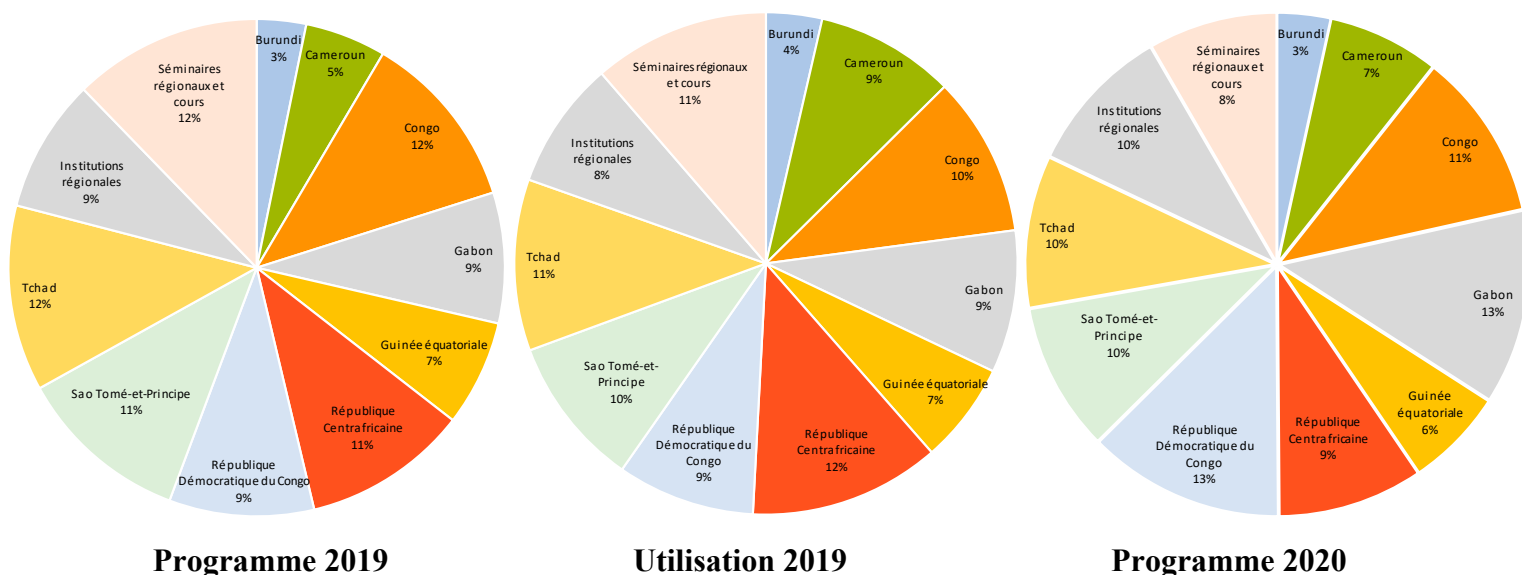
33. Au cours de l'année fiscale 2019, le Centre a consacré 485 personnes semaines au renforcement des capacités des administrations des pays membres et a utilisé 92% de ses ressources à la mise en œuvre du programme de travail (annexe 2, graphiques 10 et 11). Les chiffres montrent un niveau d'utilisation des ressources autour de 90% en faveur des pays fragiles et ceux de la CEMAC.

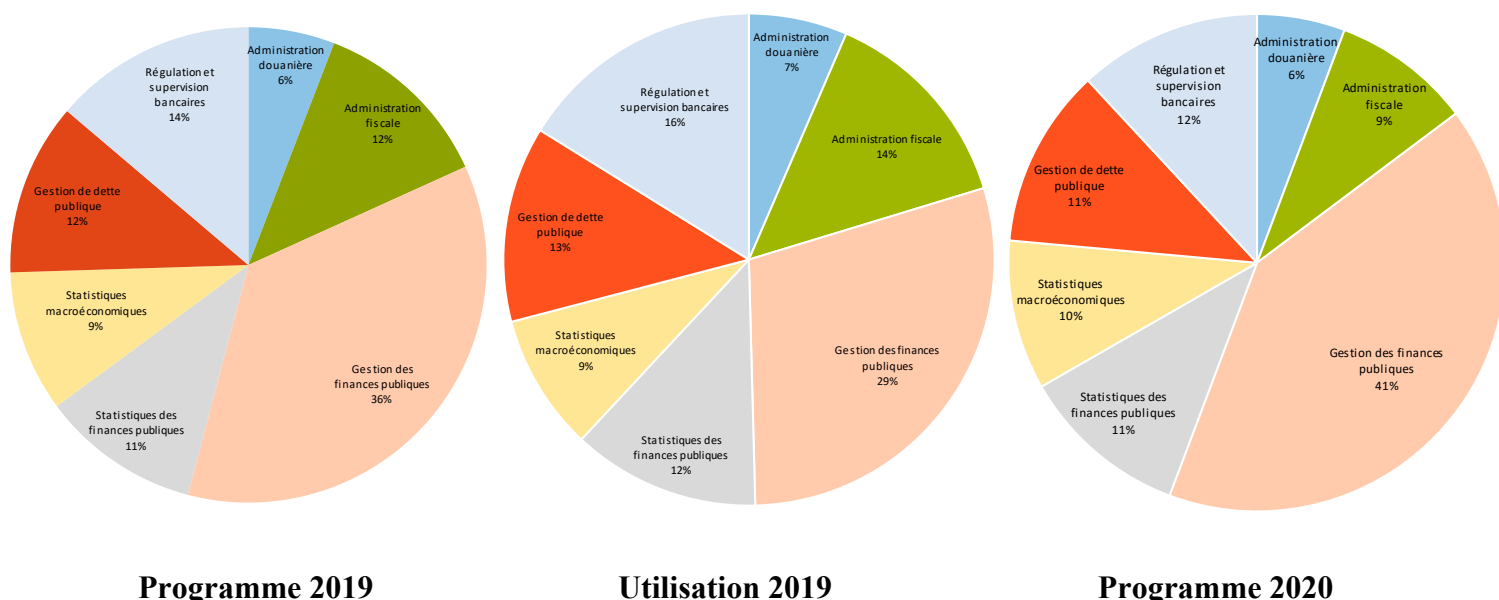
34. Pour l'année fiscale 2020, le Centre prévoit un niveau soutenu des ressources pour le renforcement des capacités au profit des pays membres et des institutions régionales dans tous les domaines d'intervention du Centre (annexe 2, graphiques 10 et 11). Les pays fragiles et ceux de la CEMAC bénéficient respectivement de plus de 50 % des ressources programmées.

Graphique 10 : Ressources par pays (en personnes semaines)

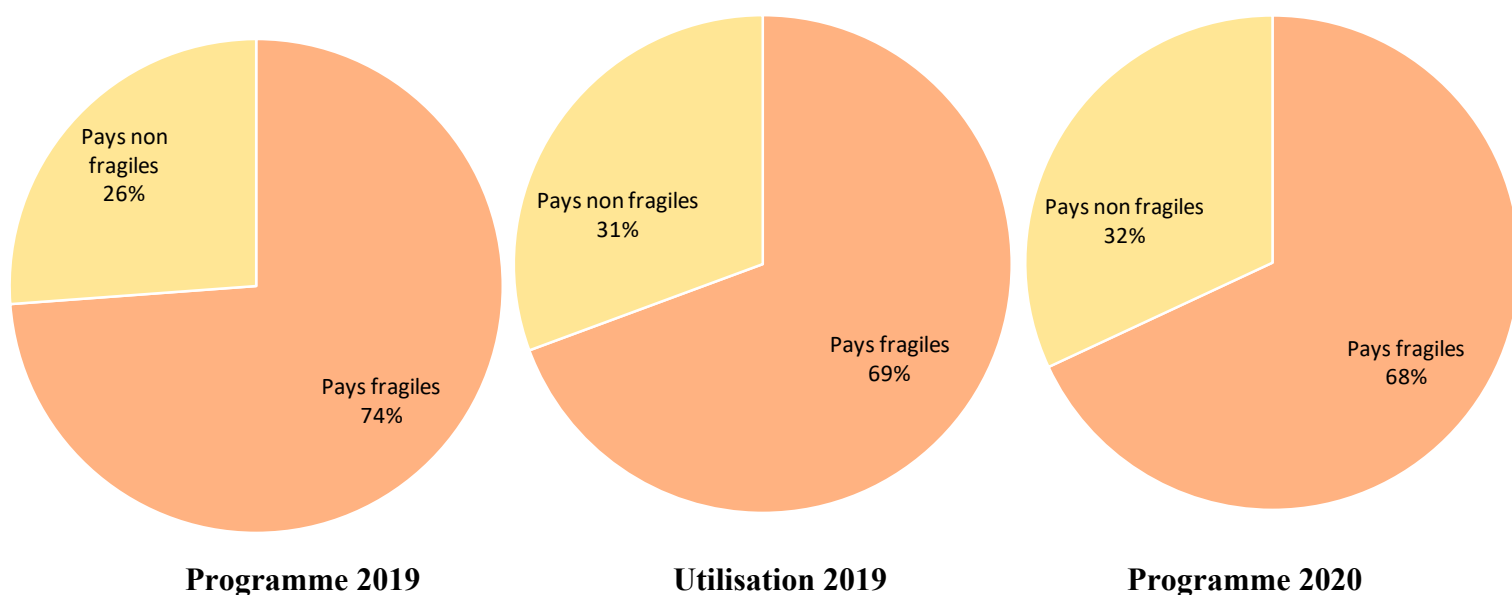
Graphique 11 : Ressources par domaine (en personnes semaines)

35. Au cours de l'année fiscale 2019, le Centre a consacré la moitié des ressources utilisées à l'appui aux réformes des finances publiques (administration des revenus et gestion des finances publiques), 29 % de ses ressources à la gestion de la dette publique et à la régulation et supervision bancaires, 21% au renforcement des statistiques. Environ 20% de ses ressources ont été utilisés pour les séminaires régionaux et les appuis aux institutions régionales (graphiques 12 et 13). Cela confirme l'intérêt des pays membres à impulser des réformes structurelles dans le contexte régional actuel. Au cours de l'année fiscale 2020, le Centre consacrera une proportion équivalente de ses ressources aux séminaires régionaux et aux institutions régionales (graphique 12).

Graphique 12 : Répartition des ressources par pays

Graphique 13 : Répartition des ressources par domaine⁶

36. Durant l'année fiscale 2019, le Centre a consacré près de 70% de ses ressources aux pays membres en situation de fragilité et le même niveau de ressources sera maintenu en 2020 (graphique 14) Ainsi, le Centre contribue à la mise en œuvre de l'initiative des États fragiles du FMI et des priorités fixées par le Fonds pour le renforcement des capacités.

Graphique 14 : Répartition des ressources selon la fragilité du pays bénéficiaire





















































































































































⁶ La gestion des finances publiques inclut les activités du budget, de la comptabilité publique et de l'analyse macroéconomique et budgétaire.

III. PERFORMANCE ET PROGRAMMATION PAR DOMAINE

37. Les principaux résultats atteints par domaine au cours de l'année fiscale 2019 sont mentionnés dans les sections suivantes de ce rapport. Le tableau 1 ci-après synthétise la mise en œuvre du cadre logique d'AFRITAC Centre au 30 avril 2019 et évalue schématiquement les résultats accomplis dans les différents domaines d'expertise couverts.

Tableau 1. Mise en œuvre du cadre logique d'AFRITAC Centre au 30 avril 2019

Progrès accomplis :	Aucune étape intermédiaire prévue sur la période allant de mai 2018 à avril 2019		1 - Résultats non atteints		2 - Résultats partiellement atteints			3 - Résultats atteints		4 - Résultats largement atteints	
	Région AFRITAC	CEMAC	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	RCA	RDC	STP	Tchad
ADMINISTRATION DES REVENUS											
Administration douanière											
Objectif 1 : Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières											
Objectif 2 : Renforcer les principales fonctions des administrations douanières											
Administration fiscale											
Objectif 1 : Moderniser le cadre institutionnel des administrations fiscales											
Objectif 2 : Renforcer les principales fonctions des administrations fiscales											
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES											
Objectif 1 : Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques											
Objectif 2 : Améliorer la préparation du budget de l'Etat											
Objectif 3 : Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires											
Objectif 4 : Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers											
Objectif 5 : Améliorer la gestion des actifs et des passifs											
ANALYSE ET PREVISIONS MACROECONOMIQUES ET BUDGETAIRES											
Objectif 1 : Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques											
Objectif 2 : Améliorer la préparation du budget de l'Etat											

Progrès accomplis :	Aucune étape intermédiaire prévue sur la période allant de mai 2018 à avril 2019		1 - Résultats non atteints		2 - Résultats partiellement atteints			3 - Résultats atteints		4 - Résultats largement atteints	
											
	Région AFRITAC	CEMAC	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	RCA	RDC	STP	Tchad
ANALYSE ET PREVISIONS MACROECONOMIQUES ET BUDGETAIRES (Suite)											
Objectif 3 : Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires											
STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES											
Objectif 1 : Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques financières pour la prise de décision											
Objectif 2 : Améliorer la transparence des statistiques financières											
STATISTIQUES MACROECONOMIQUES											
Objectif : Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques											
GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE											
Objectif 1 : Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT)											
Objectif 2 : Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette											
Objectif 3 : Soutenir la viabilité de la dette											
Objectif 4 : Développer le marché domestique de la dette											
Objectif 5 : Développer le marché des Sukuk											
Objectif 6 : Appuyer les autorités dans la mise en place d'un cadre institutionnel											
REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES											
Objectif 1 : Renforcer la surveillance du secteur financier											
Objectif 2 : Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision											
Objectif 3 : S'assurer que les banques disposent de fonds propres et de liquidités solides											

A. Moderniser les administrations des revenus pour une meilleure mobilisation des ressources fiscales

A.1 Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus

Résultats au 30 avril 2019

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale sont les suivants :

Résultat escompté : Lois fiscales et douanières modernisées, simplifiées et mieux alignées

- La vérification formelle du projet de code communautaire des douanes de la *CEMAC* et de tous les textes qui s'y réfèrent,
- La rédaction de seize (16) textes d'application du projet de code *CEMAC* en cours de révision,
- L'appui à la validation du projet de code *CEMAC* ayant permis la mise à disposition d'un projet de code, prêt à être présenté aux représentants pays.

Résultat escompté : Procédures douanières modernisées, simplifiées et conformes aux normes et protocoles internationaux

- La rédaction d'une instruction-cadre relative à la modernisation de la procédure douanière simplifiée, cohérente, prête à être automatisée et conforme aux standards internationaux au *Burundi*,
- La rédaction d'une instruction cadre pour la mise en place d'une procédure de dédouanement rationnelle à *Sao Tomé-et-Principe*.

Résultat escompté : Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.

- La rédaction d'instructions-cadres pour moderniser les procédures douanières au *Gabon* ;
- L'élaboration d'un plan de vérification des entreprises pouvant porter des risques de minoration de valeur des marchandises importées en *Guinée équatoriale*,

Programme de l'année fiscale 2020

Sous ce même registre, le programme de travail de l'année fiscale 2020 sera articulé autour de trois axes majeurs à savoir :

- La mise en œuvre des actions de mobilisation des recettes fiscales,

- La mise en œuvre des réformes visant le renforcement de la facilitation,
- La mise en œuvre des mesures visant la promotion de l'intégration régionale en zone CEMAC.

De manière spécifique, les réformes envisagées incluent :

- L'appui à la rédaction de dix (10) textes d'application du projet de code *CEMAC* en cours d'adoption,
- L'appui à la validation desdits textes dans le cadre des réunions organisées par la Commission de la *CEMAC*,
- Le renforcement des capacités au profit des cadres de la *région* en matière de gestion macroéconomique des ressources naturelles,
- Le renforcement de la gouvernance des administrations fiscales et douanières.

Perspectives 2021 et 2022

Sur cet objectif, les perspectives des années fiscales futures sont les suivantes :

- La poursuite de la mise en œuvre des réformes visant le renforcement de la facilitation du commerce international,
- La mise en œuvre des mesures visant la promotion de l'intégration régionale en zone *CEMAC*,
- La modernisation des procédures fiscales à travers l'appui à la mise en œuvre des procédures de télédéclaration et de télépaiement,
- La modernisation des structures centrales et la poursuite de la mise en œuvre du concept de segmentation fiscale.

A.2 Renforcer les principales fonctions des administrations fiscales

Résultats au 30 avril 2019

Les activités d'assistance technique délivrées dans le domaine de l'administration fiscale ont contribué aux résultats escomptés ci-après :

Résultat escompté : Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués

Résultat escompté : Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales

- Des programmes de renforcement des contrôles fiscaux sur la base de l'analyse des risques au *Cameroun* et au *Congo*,


Résultat escompté : Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales

Résultat escompté : Des entreprises respectent leur obligation de paiement conformément aux règles fiscales

- L'identification des mesures correctives ou additionnelles visant à maintenir le cap de mobilisation accrue des ressources internes au cours de l'exercice budgétaire 2018 au *Gabon* (**Encadré 1**),
- L'amélioration de la qualité des contrôles et le renforcement des capacités des agents en charge des enquêtes et du suivi de l'exploitation des informations fiscales au *Gabon*.








Encadré 1

Contexte : Le Gabon s'est engagé dans le renforcement de l'intégration des missions douanes et impôts pour une lutte conjointe contre la fraude douanière et fiscale.

Renforcement des contrôles conjoints douanes – impôts
Pays : Gabon  Domaine d'intervention : Administration des revenus Date de mise en œuvre : 2014-2018
Objectifs de l'appui : Renforcer le contrôle de la valeur en douane en utilisant des informations déclarées par les entreprises et disponibles auprès des services fiscaux. Rôle d'AFC dans l'appui : L'appui d'AFC a permis aux services douaniers et fiscaux de coopérer ensemble. Ces derniers ont identifié les entreprises à fort potentiel de risque, en lien avec la minoration de la valeur en douane. AFC a dispensé plusieurs formations dont la dernière à Yaoundé (Cameroun) en février 2018, pour former les cadres des douanes et des impôts sur la comptabilité des entreprises. Principaux résultats obtenus : Dans une première phase, la douane a pu identifier 7 entreprises qui ont fait l'objet d'un redressement de 3,6 milliards FCFA de droits simples. La seconde phase consiste en la poursuite de l'activité de contrôle à une liste étendue de nouvelles entreprises. Impact du projet : L'impact sur les recettes budgétaires est visible puisque le projet a permis une augmentation significative des recettes fiscales. A moyen terme, un impact sur le comportement déclaratif est attendu s'il y a une mise en œuvre soutenue de la réforme. Facteurs de succès : La détermination des cadres de la douane et des services fiscaux à mettre en œuvre la réforme a été un élément essentiel du succès de la réforme qui bénéficie de l'appui continu d'AFC pour son appropriation. Leçons apprises : La collaboration douanes – impôts est un levier d'accroissement des recettes fiscales et constitue une piste efficace de lutte contre la fraude.

Encadré 2

AFRITAC Centre et AFRITAC Sud, en collaboration avec l'Institut pour le Développement des Capacités (IDC) du FMI, ont conjointement organisés un cours sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles. Ce cours s'est déroulé au sein de l'Institut de Formation pour l'Afrique (IFA)

Cours sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	
Pays :	 Burundi  Cameroun  Gabon  République démocratique du Congo  République Centrafricaine  Sao Tomé et Príncipe  et Tchad
Domaine d'intervention :	Gestion macroéconomique
Date de mise en œuvre :	Du 5 au 13 mars 2018
Objectifs de l'appui :	Aider les pays de la sous-région à mieux cerner les défis soulevés par la gestion de leurs ressources naturelles.
Rôle d'AFC dans l'appui :	Le Centre a permis d'identifier dans sa zone d'intervention des responsables des administrations impliqués dans l'élaboration et/ou à la mise en œuvre des politiques de gestion des ressources naturelles et disposant d'une bonne connaissance des questions macroéconomiques, budgétaires et financières.
Principaux résultats obtenus :	Le cours a offert aux participants les compétences analytiques nécessaires pour comprendre les problèmes, formuler et mettre en œuvre un large éventail de politiques macroéconomiques, y compris les régimes fiscaux et règles budgétaires, monétaire et de change, ainsi que les réformes structurelles associées.
Impact du projet :	L'impact attendu du cours est une amélioration significative des compétences analytiques des politiques macroéconomiques. Les participants ont d'ailleurs indiqué que les compétences acquises pendant le cours leurs seront très utiles pour leur travail.
Facteurs de succès :	La grande majorité des participants a estimé que les sessions et les modules de formations ont été très bien conçus.
Leçons apprises :	Le succès du cours a reposé sur l'étroite collaboration entre les différents services du FMI qui ont permis aux économistes de l'Institut pour le Développement des Capacités (IDC) de se concentrer sur la préparation et la délivrance du cours.

- L'élaboration d'un plan de contrôle fiscal basé sur des risques déclaratifs identifiés en *Guinée équatoriale*,
- L'élaboration d'un plan de vérification des entreprises portant des risques de minoration ou dissimulation des recettes au *Congo*, en *RDC* et au *Tchad*,
- L'identification des pistes de mobilisation des recettes à court terme et modernisation de la loi sur le minimum de perception à *Sao Tomé-et-Principe*.

Résultat escompté : Renforcement de l'intégrité de la base et du registre des contribuables

- La fiabilisation du répertoire des contribuables et la sécurisation de l'utilisation de l'identification fiscale par la douane en *Guinée équatoriale*,

Résultat escompté : Amélioration de la capacité de réforme grâce à une stratégie de réforme claire et adaptée

- Le renforcement des capacités des cadres de la *région* à l'utilisation de la plateforme d'information fiscale ISORA,
- Sur le plan régional, le Centre a organisé un séminaire régional sur l'administration performante de la TVA, une trentaine de cadres représentant les pays membres a participé à cette rencontre.

Programme de l'année fiscale 2020

Le Centre a pour ambition de poursuivre le renforcement des capacités opérationnelles des administrations fiscales en vue d'accroître les efforts de mobilisation des recettes intérieures.

A cet effet, les activités prévues en 2020 incluent :

- Le renforcement de la programmation et l'appui à la conduite des contrôles fiscaux au *Burundi*, au *Cameroun*, en *RDC* et au *Tchad*,
- Le renforcement des services d'enquêtes fiscales au *Cameroun*, au *Congo*, et en *RCA*,
- L'élargissement de l'assiette fiscale à travers le fichier des contribuables et l'immatriculation en *Guinée Equatoriale*,
- La gestion efficace d'arriérés fiscaux au *Congo* et au *Gabon*,
- Sur le plan régional, le Centre organisera un séminaire sur le renforcement de la gouvernance des administrations fiscales et douanières au profit des cadres de la *région*.

Perspectives 2021 et 2022

Sur cet objectif, les perspectives des années fiscales futures sont les suivantes :

- La poursuite de la mobilisation des recettes fiscales dans tous les pays couverts par le Centre,
- L'amélioration de la gestion de la TVA dans tous les pays couverts par le Centre.

A.3 Renforcer les principales fonctions des administrations douanières

Résultats au 30 avril 2019

La mise en œuvre des réformes vise le renforcement des principales fonctions de l'administration douanière. L'objectif de renforcement des capacités opérationnelles des services douaniers afin de mobiliser de manière optimale les recettes fiscales s'est traduite par :

Résultat escompté : Les contrôles à posteriori contribuent plus efficacement au respect des règles douanières

Résultat escompté : Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.

- L'assistance à l'élaboration d'un plan de vérification des entreprises bénéficiaires d'exonération fiscale, ayant détourné de leur objet la destination finale des marchandises exonérées pour le *Cameroun* et le *Tchad*,
- L'assistance à l'élaboration d'un plan de vérification, formulation d'une méthodologie de contrôle – sanction concernant les entreprises pouvant porter des risques de minoration de la valeur en douane pour la *RDC* et le *Tchad*,
- L'appui à la correction des taux d'assujettissement dans le but de les mettre en conformité avec les taux du TEC CEMAC au *Congo*,
- L'assistance à l'élaboration d'un plan de vérification, formulation d'une méthodologie de contrôle – sanction concernant les entreprises pouvant porter des risques de minoration de la valeur en douane pour la *RDC* et le *Tchad*,
- Sur le plan régional, le Centre a organisé un séminaire régional sur la maîtrise et le contrôle de la valeur en douane en faveur des cadres représentants les pays membres. Ce séminaire a connu la participation d'une trentaine d'experts douaniers représentants les pays couverts par le Centre.

Programme de l'année fiscale 2020

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2020 est le suivant :

- Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane au *Burundi*, au *Cameroun*, au *Congo*, au *Gabon*, en *République centrafricaine*, en *République démocratique du Congo*, à *Sao Tomé-et-Principe*,
- Suivi des régimes suspensifs et du contrôle des exonérations au *Cameroun* et au *Tchad*,
- Actualisation de la stratégie de réforme de l'administration douanière au *Congo*.

Perspectives 2021 et 2022

Sur cet objectif, la principale perspective des années fiscales futures est :

- La poursuite de la mise en œuvre des actions de mobilisation des recettes fiscales.

B. Promouvoir une gestion efficace des finances publiques

B.1 Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques

Résultats au 30 avril 2019

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale sont les suivants :

Résultat escompté : Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques

- Présentation des innovations de la loi de règlement dans les directives des finances publiques aux cadres de la *région* lors d'un atelier régional de la *CEMAC* et de l'UE sur le thème de l'élaboration du rapport sur l'exécution des lois de finances.

Résultat escompté : Adoption d'un cadre juridique plus complet couvrant toutes les étapes du cycle de la gestion des finances publiques

- Revue de conformité des projets de textes de transposition (Règlement général de la comptabilité publique et tableau des opérations financières de l'Etat) du *Cameroun*.

Programme de l'année fiscale 2020

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2020 est le suivant :

- Participation à la revue des textes à distance et aux ateliers de la *CEMAC*,
- Sensibilisation des cadres de la *région* à l'amélioration de la gestion des investissements publics et à un meilleur encadrement des contrats de partenariat public et privé,
- Amélioration des affectations de recettes et de la tutelle des entités publiques dans la *région*,
- Contribution à l'amélioration du contrôle interne comptable dans les pays de la *région*,
- Mise en place d'un référentiel harmonisé de la comptabilité matière dans l'espace AFRITAC Centre.

Perspectives 2021 et 2022

Sur cet objectif, les perspectives des années fiscales futures sont les suivantes :

- Sensibiliser les cadres de la *région* à la nécessité d'adapter les administrations budgétaires au nouveau paradigme de la gestion budgétaire,
- Rationaliser les affectations de recettes en dehors du budget général et améliorer la tutelle financière des entités publiques dans la *région*,

- Finaliser le référentiel harmonisé de la comptabilité matière dans la *région*.

B.2 Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques

Résultats au 30 avril 2019

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale sont les suivants :

Résultat escompté : Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié

- Réalisation des projets annuels de performance dans 4 ministères au *Congo* et animation de deux ateliers au Parlement sur le Débat d'orientation budgétaire,
- Appui à la préparation du budget et à la gestion de la masse salariale au *Tchad*,
- Finalisation de la mise en place de la nouvelle nomenclature budgétaire dans le système d'information au *Tchad* et du projet d'arrêté d'application de la nouvelle NBE,
- Rédaction d'un projet de guide d'élaboration des projets annuels de performance et des rapports annuels de performance pour la *République démocratique du Congo*,
- Finalisation de la mise en place de la nouvelle NBE dans le système d'information au *Tchad*.

Programme de l'année fiscale 2020

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2020 est le suivant :

- Poursuite des travaux sur le budget programme et les Projets annuels de performance au *Congo* et en *République démocratique du Congo*, et renforcement des capacités dans le domaine de la gestion des investissements publics,
- Rationalisation des affectations de recettes en dehors du budget général de l'Etat au *Gabon*,
- Appui à la mise en place de la nouvelle nomenclature budgétaire de l'Etat en conformité avec les directives de la *CEMAC*,
- Opérationnalisation de la nouvelle nomenclature du budget de l'Etat au *Tchad pour l'exercice budgétaire 2020*.

Perspectives 2021 et 2022

Sur cet objectif, les perspectives des années fiscales futures sont les suivantes :

- Poursuite des travaux sur le budget programme et mise en place de la nouvelle documentation budgétaire relative aux investissements publics dans les ministères prioritaires au *Congo* et en *République démocratique du Congo*,
- Amélioration de la tutelle financière des établissements publics et la documentation budgétaire sur les politiques publiques relatives aux inégalités hommes-femmes au *Gabon*,
- Appui à la mise en place de la nouvelle classification des opérations budgétaires et leur alignement sur les directives de la CEMAC en *Guinée équatoriale*,
- Appui à la mise en place de la tutelle financière des établissements publics.

B.3 Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire

Résultats au 30 avril 2019

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale 2019 sont les suivants :

Résultat escompté : Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget

- Mise en place d'une cellule pour la tutelle financière des établissements publics auprès du directeur général du budget au *Gabon* (**Encadré 3**).

Programme de l'année fiscale 2020

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2020 est le suivant :

- Elaboration d'un guide d'utilisation de la directive relative au référentiel de comptabilité matière pour la *CEMAC* et la zone AFRITAC Centre,
- Appui à la mise en place du dispositif de la comptabilité matière dans le cadre du contrôle interne budgétaire et son opérationnalisation au *Cameroun*,
- Mise en place des plans d'engagement sectoriels et global et formation des informaticiens en *République Centrafricaine* et à *Sao Tomé-et-Principe*.


Perspectives 2021 et 2022

Sur cet objectif, les perspectives des années fiscales futures sont les suivantes :

- Poursuite de l'élaboration d'un guide d'utilisation de la directive relative au référentiel de comptabilité matière pour la CEMAC,
- Poursuite de la mise en place du contrôle interne budgétaire et son opérationnalisation au Cameroun,
- Mise en place des plans d'engagement sectoriels et global, et formation des informaticiens en République Centrafricaine et à Sao Tomé-et-Principe.

Encadré 3

Le Gabon a engagé une réforme dans la mise en place de la tutelle financière des établissements publics nationaux

Mise en place d'une cellule pour la tutelle financière des établissements publics
Pays : Gabon  Domaine d'intervention : Préparation et exécution du budget Date de mise en œuvre : 2018
Objectif de l'appui : Renforcer le cadre organisationnel de la Direction Générale du Budget et des Finances Publiques dans l'amélioration de l'exhaustivité du budget et la maîtrise des risques des entités publiques autonomes et mettre en place de la tutelle financière du ministre en charge du budget sur les établissements publics nationaux. Rôle d'AFC dans l'appui : Trois (3) missions d'assistance technique sur les affectations de ressources en dehors du budget général : comptes d'affectation spéciale, budget autonome des établissements publics nationaux. L'organisation d'une mission d'immersion à la direction générale du portefeuille de l'Etat en République de Côte d'Ivoire. La revue du projet de texte portant création de la cellule en charge de la tutelle des EPN et du suivi des entreprises publiques. Principaux résultats obtenus : Les missions ont permis : (1) l'amélioration de l'exhaustivité du budget, (2) une présentation plus conforme de la structure du budget de l'Etat (budget général, compte d'affectation spéciale), (3) la création d'une cellule dédiée aux activités de tutelle financière des EPN. Impact du projet : Amélioration de la sincérité et de la lisibilité des opérations budgétaires de l'Etat retracées dans la loi de finances. Facteurs de succès : L'engagement des services techniques et du cabinet du ministère du budget, la communication entre AFRITAC Centre, le département des finances publiques et le département géographique. Leçons apprises : La communication permanente entre les parties prenantes aux réformes est indispensable à la réalisation des actions de réforme.

B.4 Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers

Résultats au 30 avril 2019

Sur cet objectif, le principal résultat atteint au cours de l'année fiscale est le suivant :

Résultat escompté : Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires

- Amélioration de la qualité comptable dans la perspective de la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale au *Congo*, au *Gabon* et en *République Centrafricaine*.

Programme de l'année fiscale 2020

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2020 est le suivant :

- Elaboration des référentiels fonctionnels ou opérationnels de mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale au *Cameroun*,
- Amélioration de la qualité des comptes produits au *Congo*,
- Appui à l'apurement des comptes d'attente au *Gabon*, en *République Centrafricaine* et en *République démocratique du Congo*,
- Mise en place d'un système comptable base caisse en *Guinée équatoriale*.

Perspectives 2021 et 2022

Sur cet objectif, les perspectives des années fiscales futures sont les suivantes :

- Poursuite de l'élaboration des référentiels fonctionnels ou opérationnels de mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale au *Cameroun*,
- Poursuite de l'amélioration de la qualité des comptes produits au *Congo*,
- Poursuite de l'appui à l'apurement des comptes d'attente au *Gabon* et en *République Centrafricaine* et en *République démocratique du Congo*,
- Poursuite de la mise en place d'un système comptable base caisse en *Guinée équatoriale*.

B.5 Améliorer la gestion des actifs et des passifs

Résultats au 30 avril 2019

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale 2019 sont les suivants :

Résultat escompté : Amélioration de la précision et de la coordination des prévisions des flux de trésorerie pour l'administration centrale

- Amélioration des prévisions de flux de trésorerie des unités budgétaires au *Cameroun*,

Résultat escompté : Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)

- Amélioration de la centralisation quotidienne des soldes de trésorerie dans le CUT et de la mise à jour des plans de trésorerie au *Congo*, au *Gabon*, en *République Centrafricaine*, au *Tchad* et à *Sao Tomé-et-Principe*.

Programme de l'année fiscale 2020

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2020 est le suivant :

- Amélioration des prévisions de flux de trésorerie des unités budgétaires au *Cameroun*,
- Appui à la centralisation quotidienne des soldes de trésorerie dans le CUT et à la mise à jour des plans de trésorerie au *Congo*, au *Gabon*, en *République Centrafricaine*, au *Tchad* et à *Sao Tomé-et-Principe*.

Perspectives 2021 et 2022

Sur cet objectif, les perspectives des années fiscales futures sont les suivantes :

- Poursuite de l'amélioration des prévisions de flux de trésorerie des unités budgétaires au *Cameroun*,
- Poursuite de l'appui à la centralisation quotidienne des soldes de trésorerie dans le CUT et à la mise à jour des plans de trésorerie au *Congo*, au *Gabon*, en *République Centrafricaine*, au *Tchad* et à *Sao Tomé-et-Principe*.

C. Renforcer les projections budgétaires

C.1 Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques

Résultats au 30 avril 2019

Sur cet objectif, le principal résultat atteint au cours de l'année fiscale 2019 est le suivant :

Résultat escompté : Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques

- Opérationnalisation des comités de cadrage macroéconomique au Congo, en Guinée équatoriale, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et à Sao Tomé-et-Principe.

Programme de l'année fiscale 2020

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2020 est le suivant :

- Poursuite de l'opérationnalisation des comités de cadrage macroéconomique au Congo, en Guinée équatoriale, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et à Sao Tomé-et-Principe.

Perspectives 2021 et 2022

Sur cet objectif, la principale perspective des années fiscales futures est la suivante :

- Renforcement des comités de cadrage macroéconomique au Congo, en Guinée équatoriale, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et à Sao Tomé-et-Principe.

C.2 Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques

Résultats au 30 avril 2019



Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale 2019 sont les suivants :

Résultat escompté : Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget

- Redynamisation des dispositifs et modèles de cadrage macrobudgétaire au Congo, en République Centrafricaine et en République démocratique du Congo, et au Tchad (Encadré 4),

Encadré 4

Contexte : La République Centrafricaine et la République démocratique du Congo ont développé des modèles ou projets de modèles macroéconomiques globaux qui n'ont pas abouti.

Renforcement des dispositifs techniques de cadrage macrobudgétaire
<p>Pays : République Centrafricaine  et République démocratique du Congo </p> <p>Domaine d'intervention : Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires</p> <p>Date de mise en œuvre : Processus continu de 2018 à 2022</p> <p>Objectifs de l'appui : Pour la RCA, opérationnaliser le modèle quasi-comptable de cadrage macroéconomique et budgétaire (MQC-RCA) élaboré par un Consultant international en 2011. Pour la RDC, opérationnaliser le modèle quasi-comptable centré sur les tableaux ressources-emplois (MQCC-TRE) qui n'a pas été mis à jour depuis son élaboration en 2014.</p> <p>Rôle d'AFC dans l'appui : Les premières interventions d'AFC en 2018 ont permis d'opérer des aménagements techniques sur ces deux modèles, en auditant leur fonctionnement, et en corrigeant les défaillances constatées.</p> <p>Principaux résultats obtenus : Les travaux ont permis de disposer de modèles fonctionnels, bien qu'encore perfectibles. Des plans d'actions pluriannuels (2018-2022) pour leur renforcement ainsi que leur appropriation par les cadres ont été élaborés.</p> <p>Impact du projet : Le projet, dont le processus est en cours, contribue à une meilleure organisation de la fonction macrobudgétaire.</p> <p>Facteurs de succès : Trois facteurs conditionnent le bon déroulement de ce projet, à savoir : (1) l'existence et fonctionnement optimal d'un Comité de cadrage macroéconomique et budgétaire, (2) l'utilisation dans le processus de prise de décision des cadrages macro-budgétaires élaborés par les techniciens, et (3) la détermination des cadres formés à s'approprier les dispositifs élaborés.</p> <p>Leçons apprises : La volonté politique est un ingrédient majeur et la synergie entre IDC, AFR, AFC et les PTF intervenants dans ce domaine est primordiale. De plus, il conviendrait d'inscrire le développement, l'utilisation, la maintenance, l'appropriation des modèles macroéconomiques et budgétaires des pays dans une vision dynamique et continue.</p>

- Définition d'un plan d'action pluriannuel d'assistance technique en *Guinée équatoriale* et à *Sao Tomé-et-Principe*,
- Formation des cadres de tous les pays sur des aspects thématiques et méthodologiques de suivi de la conjoncture et des prévisions macroéconomiques et budgétaires au cours d'un séminaire régional conjoint avec *AFRISTAT* et la *CEMAC*,
- Formation des cadres de la *Guinée Equatoriale*, du *Cameroun*, et du *Tchad* sur le cadrage macroéconomique et la programmation financière au cours d'ateliers nationaux conjoints avec IDC et AFR,
- Formation des cadres de tous les pays (à l'exception du *Burundi* et de la *Guinée Equatoriale*) sur l'analyse de la politique budgétaire à travers un cours régional conjoint avec IDC, IFA et AFRITAC Sud,
- Renforcement des dispositifs d'élaboration des cadres budgétaires à moyen terme en *Centrafrique* et à *Sao Tomé-et-Principe*,

- Mission d'apprentissage par les pairs au Sénégal sur les dispositifs institutionnels, techniques et organisationnels de cadrage macroéconomique et budgétaire au bénéfice des cadres de la *République Centrafricaine et du Congo*.

Programme de l'année fiscale 2020

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2020 est le suivant :

- Formation des cadres de tous les pays sur des aspects thématiques et méthodologiques de suivi de la conjoncture et des prévisions macroéconomiques et budgétaires au cours d'un séminaire régional conjoint avec *AFRISTAT* et la *CEMAC*,
- Renforcement de la préparation et la programmation budgétaire pluriannuelle au *Congo*, en *Centrafrique*, en *République démocratique du Congo*, en *Guinée équatoriale*, à *Sao Tomé-et-Principe*, et au *Tchad*,
- Renforcement de la capacité des cadres de la *région* en matière de prévision des recettes budgétaires au cours d'un séminaire régional,
- Formation des cadres du *Gabon* sur le cadrage macroéconomique et la programmation financière au cours d'ateliers nationaux conjoints avec IDC et AFR,
- Formation des cadres de tous les pays de la *région* sur l'analyse de la politique budgétaire à travers un cours régional conjoint avec IDC, IFA et AFRITAC Sud.

Perspectives 2021 et 2022

Sur cet objectif, les perspectives des années fiscales futures sont les suivantes :

- Formation des cadres de tous les pays sur des aspects thématiques et méthodologiques de suivi de la conjoncture et des prévisions macroéconomiques et budgétaires au cours d'un séminaire régional conjoint avec *AFRISTAT* et la *CEMAC*,
- Poursuite du renforcement de la préparation et la programmation budgétaire pluriannuelle au *Congo*, en *Centrafrique*, en *République démocratique du Congo*, en *Guinée équatoriale*, à *Sao Tomé-et-Principe*, et au *Tchad*,
- Développement des modèles de prévision des recettes budgétaires au *Congo*, en *Centrafrique*, au *Gabon*, en *Guinée équatoriale*, à *Sao Tomé-et-Principe*, et au *Tchad*,
- Renforcement de la capacité des cadres de la *région* en matière de programmation pluriannuelle et infra annuelle des dépenses publiques,
- Poursuite de la formation des cadres de tous les pays de la *région* sur l'analyse de la politique budgétaire à travers un cours régional conjoint avec IDC, IFA et AFS.

C.3 Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires

Résultats au 30 avril 2019

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale 2019 sont les suivants :

Résultat escompté : Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques

- Sensibilisation des cadres de la *région* à l'identification, au suivi et à la gestion des risques budgétaires au cours d'un séminaire régional,
- Elaboration des premiers rapports annuels sur les risques budgétaires au *Congo* et au *Tchad*, annexés aux projets de Lois de Finances.

Programme de l'année fiscale 2020

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2020 est le suivant :

- Sensibilisation des cadres du *Cameroun*, du *Gabon*, de la *République démocratique du Congo* et du *Tchad* à l'identification, au suivi et à la gestion des risques budgétaires au cours d'ateliers nationaux,
- Elaboration des premiers rapports annuels sur les risques budgétaires au *Cameroun*, au *Gabon*, et en *République démocratique du Congo*, annexés aux projets de Lois de Finances.

Perspectives 2021 et 2022

Sur cet objectif, les perspectives des années fiscales futures sont les suivantes :

- Sensibilisation des cadres de la *République Centrafricaine*, de *Sao Tome et Principe* et de *Guinée équatoriale* à l'identification, au suivi et à la gestion des risques budgétaires au cours d'ateliers nationaux,
- Elaboration des premiers rapports annuels sur les risques budgétaires en République Centrafricaine, à *Sao Tomé-et-Principe* et en *Guinée équatoriale*, annexés aux projets de Lois de Finances,
- Formation sur l'intégration du suivi des risques budgétaires dans les cadres budgétaires à moyen terme au cours d'un séminaire régional.

D. Favoriser des politiques fiscales et budgétaires cohérentes par des statistiques financières harmonisées

D.1 Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision

Résultats au 30 avril 2019


Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale 2019 sont les suivants :

Résultat escompté : Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques

- Au Cameroun, les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de vérification de l'intégrité/exhaustivité des données sources et ces méthodes sont appliquées au Tableau de bord des finances publiques -TABBORD - (**Encadré 5**),

Encadré 5

Contexte : AFC a initié une visite d'apprentissage au profit des cadres du Cameroun en charge de l'élaboration du TOFE pour accélérer la mise en œuvre de la directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 portant TOFE - Tableau des Opérations Financières de l'Etat.

Adoption de la nouvelle méthodologie du TOFE
Pays : Cameroun  , Hôte (Sénégal) Domaine d'intervention : Statistiques des finances publiques (SFP) Date de mise en œuvre : Processus continu de 2018 à 2022 Objectifs de l'appui : Partager et émuler les bonnes pratiques dans la mise en œuvre de la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 portant TOFE - Tableau des Opérations Financières de l'Etat. Rôle d'AFC dans l'appui : Délivrer des appuis techniques appropriés notamment sur l'identification des pays les mieux performants, ainsi que l'accompagnement des pays ciblés pour l'apprentissage par un meilleur encadrement. Principaux résultats obtenus : (1) Accélération de la mise en œuvre des directives communautaires sur les finances publiques, notamment sur la migration du TOFE suivant le MSFP 2001/2014 ; (2) Amélioration de l'organisation pour l'élaboration du TOFE basé sur le MSFP 2001/2014 ; (3) Amélioration de la documentation et des maquettes relatives au processus et aux outils de confection du TOFE. Impact du projet : Une adoption de la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 portant TOFE plus rapide tout en évitant les obstacles auxquels le pays hôte s'est heurté pour arriver au stade où il se trouve aujourd'hui. Facteurs de succès : L'expertise des cadres du TOFE, l'intérêt et le soutien affichés aux SFP par la hiérarchie.

Résultat escompté : Une nouvelle série de SFP relatives aux unités de l'administration centrale (ou au secteur public et/ou à ses sous-secteurs) est établie et diffusée, comme le recommandent les principes fondamentaux des MSFP 2001/2014

- Mise à jour de la série des statistiques des finances publiques, jusqu'à fin 2017 pour le *Gabon, le Cameroun, le Congo, la RCA, la RDC et Sao Tomé-et-Principe*,

Résultat escompté : Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement

- Etat des lieux de la mise en œuvre de la directive portant TOFE dans les pays membres (**Encadré 6**),

Encadré 6

Contexte : AFC appuie ses pays membres dans le processus de migration vers la méthodologie du Manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014).

Processus d'adoption de la nouvelle méthodologie d'élaboration du TOFE – Tableau des Opérations Financières de l'Etat (Situation au 6 mars 2019)																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
Pays : Tous les pays membres d'AFC																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
Domaine d'intervention : Statistiques des finances publiques (SFP)																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
Date de mise en œuvre : Processus continu de 2016 à 2022																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
Objectifs de l'appui : Accompagner les pays AFC dans le processus d'adoption de la méthodologie du MSFP 2001/2014.																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
Rôle d'AFC dans l'appui : Délivrer des appuis techniques appropriés notamment sur l'identification et le retraitement des données source au TOFE nouveau format.																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
Principaux résultats obtenus : Le graphique ci-dessous représente l'état d'avancement des pays du processus de migration au MSFP 2001/2014																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
<table><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></</td></tr></table>																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	</
					</																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												

Impact du projet : Production des statistiques de finances publiques fiables et exhaustives et disponibles en temps opportun pour une application et un suivi de la politique budgétaire par les autorités. Mise à disposition de données statistiques aux bailleurs de fonds (multilatéraux ou bilatéraux), au secteur privé, aux investisseurs étrangers, aux agences de notation ainsi qu'au public, des éléments d'information pour les projections/prévisions budgétaires, dans le cadre du cadrage macroéconomique.

Facteurs de succès : Engagement des autorités et l'expertise des cadres techniques pour le basculement vers la nouvelle méthode.

- Elaboration des TOFE des années 2016 et 2017 pour la *Guinée équatoriale* sous le nouveau format du TOFE CEMAC,
- Amélioration de l'outil d'élaboration du TOFE sur base des données d'exécution budgétaire et de la Balance des Comptes au *Cameroun*, au *Congo*, en *RCA*, en *RDC* et *Sao Tomé-et-Principe*,
- Optimisation des outils d'élaboration du TOFE au *Tchad*.

Programme de l'année fiscale 2020

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2020 est le suivant :

- Mise en œuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001-2014 (MSFP 2001-2014) au *Cameroun*, du *Congo*, du *Gabon*, en *Guinée équatoriale*, en *République Centrafricaine* et au *Tchad* ; Appui à la mise œuvre du MSFP 2001-2014 au *Burundi*, en *République démocratique du Congo* et à *Sao Tomé-et-Principe* : Extension du champ des SFP aux autres sous-secteurs (extra budgétaire, sécurité sociale et collectivités locales,
- Elaboration des TOFE pour tous les *pays membres* et transmission des données pour leur publication dans l'annuaire du département statistique du FMI.

Perspectives 2021 et 2022

Sur cet objectif, les perspectives des années fiscales futures sont les suivantes :

- Poursuite de la mise en œuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001-2014 (MSFP 2001-2014) au *Cameroun*, au *Congo*, au *Gabon*, en *Guinée équatoriale*, en *République Centrafricaine* et au *Tchad* ; Poursuite de la mise en œuvre du MSFP 2001-2014 au *Burundi*, en *République démocratique du Congo* et à *Sao Tomé-et-Principe* : Etablissement des bilans financiers, intégration des postes non monétaires et des autres flux économiques,
- Poursuite de l'élaboration des TOFE pour tous les *pays membres* et transmission des données pour leur publication dans l'annuaire du département statistique du FMI.

E. Appuyer à l'élaboration de statistiques macroéconomiques fiables

E.1 Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision

Résultats au 30 avril 2019

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale 2019 sont les suivants :

Résultat escompté : L'établissement de données se fait à l'aide des techniques statistiques appropriées, notamment la gestion des sources de données et/ou l'évaluation et la validation des données et des résultats statistiques intermédiaires

- Appui à la mise en place d'une nouvelle année de base 2016 des comptes nationaux requis dans la planification et la prise de décision ainsi que la souscription à la Norme Spéciale de Dissémination des Données (NSDD) au *Cameroun*,

Résultat escompté : Données mises à disposition en interne et auprès du public de façon plus ponctuelle (réduction des retards)

- Production d'une série de comptes des années 2001-2015 et démarrage de la production des comptes des années 2016 et 2017 au *Gabon*,
- Elaboration des comptes nationaux de 2016 et 2017 et mise en cohérence de la série 2005-2015 existante en *République Centrafricaine*,

Résultat escompté : Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion

- Amélioration des capacités des cadres du *Gabon* et du *Tchad* dans l'élaboration des comptes nationaux trimestriels,
- Appui aux travaux préparatoires de lancement de la Page Nationale Récapitulative des Données (PNRD) du SGDD-amélioré en *Guinée-équatoriale*,

Résultat escompté : Les données sources sont adéquates pour l'établissement des comptes nationaux

- Appui à l'élaboration des comptes nationaux de 2016 et 2017 au *Congo*,
- Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour la série allant jusqu'à 2016 en République démocratique du Congo,

Résultat escompté : Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux

- Appui aux travaux préparatoires de traitement des données sur les entreprises et révision de la série 2005-2016 au *Tchad*,

- Appui à l'estimation des comptes nationaux annuels en vue de leur publication officielle via les plateformes de dissémination des données (**Encadré 7**).

Encadré 7

Etablissement des estimations des comptes (Situation au 6 mars 2019)	
Types de comptes disponibles	
Pays membres	Comptes nationaux annuels
Burundi	2005-2017
Cameroun	2005-2017
Congo	2005-2015
Gabon	2013-2016
Guinée équatoriale	2006-2017
RCA	2005-2017
RDC	2005-2017
Sao Tome-et-Principe	2008-2017
Tchad	2005-2017

Programme de l'année fiscale 2020

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2020 est le suivant :

- Appui au passage au *SCN 2008* avec changement d'année de base au *Burundi*, au *Cameroun*, au *Gabon*, en *République Centrafricaine*, en *République démocratique du Congo*, au *Tchad*,
- Appui à l'élaboration des comptes nationaux annuels au *Cameroun*, au *Congo*, en *République Centrafricaine*, en *République démocratique du Congo*, à *Sao Tomé-et-Principe*,
- Elaboration des comptes nationaux trimestriels au *Burundi*, au *Gabon* et à *Sao Tomé-et-Principe*,
- Amélioration de la compréhension des cadres de la *région* aux activités de changement de l'année de base et du passage au *SCN 2008*.

Perspectives 2021 et 2022

Sur cet objectif, les perspectives des années fiscales futures sont les suivantes :

- Renforcement de la coordination des travaux statistiques régionaux avec *AFRISTAT* et la *CEMAC*,
- Appui au passage au *SCN 2008* avec changement d'année de base au *Burundi*, au *Cameroun*, au *Gabon*, en *République Centrafricaine*, en *République démocratique du Congo*, au *Tchad*,

- Elaboration des comptes nationaux annuels au *Cameroun*, au *Congo*, en *République Centrafricaine*, en *République démocratique du Congo*, à *Sao Tomé-et-Principe*
- Elaboration des comptes nationaux trimestriels cohérents avec les comptes nationaux annuels au *Burundi*, au *Cameroun*, au *Gabon*, en *Guinée équatoriale* et à *Sao Tomé-et-Principe*,
- Mise en œuvre du SCN 2008 et appui au changement d'année de base des comptes nationaux annuels par les pays membres.

F. Contribuer à une meilleure gestion de la dette

F.1 Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics

Résultats au 30 avril 2019

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale 2019 sont les suivants :

Résultat escompté : Connaissance renforcée du cadre et des outils analytiques de la SDMT et amélioration de la capacité analytique grâce à une meilleure identification, une meilleure évaluation et une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette

- Elaboration d'un projet de document SDMT couvrant la période 2018-2021 au *Congo* et au *Tchad*,
- Appui à l'élaboration d'une SDMT au *Gabon* et en *République démocratique du Congo*,
- Formation des cadres de la *région* à l'élaboration du Plan Annuel de Financement (**Encadré 8**),
- Sensibilisation des cadres de la *région* à l'importance de s'approprier les outils quantitatifs et les techniques d'aide à l'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme et à la réalisation d'un cadrage macro budgétaire crédible.

Programme de l'année fiscale 2020

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2020 est le suivant :

- Appui à l'élaboration d'une SDMT en *République du Congo*,
- Appropriation du cadre d'analyse de la SDMT en *République Centrafricaine* et au *Tchad*,

- Formation des cadres de la *région* sur le cadre SDMT et l'outil quantitatif SDMT révisé.

Perspectives 2021 et 2022

Sur cet objectif, les perspectives des années fiscales futures sont les suivantes :

- Appropriation du cadre d'analyse de la SDMT et appui à l'élaboration d'une SDMT au Congo, en République Centrafricaine et au Tchad,
- Formation des cadres de la *région* sur le cadre SDMT et l'outil quantitatif SDMT révisé.

Encadré 8

Contexte : L'absence d'un Plan Annuel de Financement (PAF) ne favorise pas une meilleure gestion de la dette et de la mobilisation des financements dans les pays de la région notamment dans le contexte d'absence de Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) et de manque de coordination entre la gestion de la dette et la gestion de la trésorerie.

Elaboration et mise en œuvre du plan annuel de financement
<p>Pays : Tous les pays membres d'AFC</p> <p>Domaine d'intervention : Gestion de la dette publique</p> <p>Date de mise en œuvre : A partir de 2018</p> <p>Objectifs de l'appui : Mieux préparer les gestionnaires de la dette au processus de mise en œuvre de la SDMT (Stratégie de la dette à moyen terme) et la mobilisation des financements en permettant à ces derniers de s'approprier les techniques et les démarches recommandées en matière d'élaboration du Plan Annuel de Financement.</p> <p>Rôle d'AFC dans l'appui : (1) Apporter une assistance technique en vue d'appuyer les gestionnaires de la dette à élaborer un PAF dans un contexte d'existence ou non d'une SDMT et (2) Apprendre à mettre en œuvre et à actualiser ce plan de financement suivant l'évolution des conditions des marchés intérieur et extérieur.</p> <p>Principaux résultats obtenus : (1) Une nouvelle approche basée sur les meilleures pratiques de gestion de la dette est instaurée ; (2) Les gestionnaires de la dette se sont appropriés la démarche recommandée en matière d'élaboration du PAF et (3) Les gestionnaires de la dette sont mieux préparés en vue de mettre en œuvre la SDMT dans leur pays et de mobiliser les financements requis.</p> <p>Impact du projet : L'impact attendu consiste en : (1) une amélioration des pratiques de gestion de la dette dans les pays de la région ; (2) une meilleure coordination entre la gestion de la dette et la gestion de la trésorerie ; et (3) une plus grande visibilité des résultats notamment avec les ateliers pays qui seront organisés lors des prochains exercices.</p> <p>Facteurs de succès : Un bon ciblage des structures et personnes concernées pour la mise en place des nouvelles pratiques, une bonne qualité des experts utilisés et une identification préalable des besoins additionnels d'appui technique propres à chaque pays.</p> <p>Leçons apprises : La bonne identification des priorités des bénéficiaires est déterminante dans la réussite de l'assistance technique.</p>

F.2 Développer une analyse périodique des risques du portefeuille de la dette et mettre en place un cadre efficace de gestion des risques permettant de renseigner la stratégie de gestion de la dette et la viabilité de la dette et conduisant à un solide portefeuille de dette

Résultats au 30 avril 2019

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale 2019 sont les suivants :

Résultat escompté : Les services ont amélioré leur capacité à réaliser des analyses quantitatives et qualitatives

- Renforcement des capacités sur les notions financières de base sur lesquelles s'appuient l'analyse quantitative et la gestion des opérations de la dette publique à *Sao Tomé et-Principe*,

Résultat escompté : Le reporting sur les risques et la gestion des risques liés au portefeuille de la dette dans le rapport de gestion de la dette répond à des pratiques saines

- Production d'un projet de rapport annuel de la dette publique pour l'année 2017 en *République Centrafricaine*,
- Amélioration de la gestion de la dette en *République Centrafricaine* par la formation des cadres sur le système de gestion automatisé de la dette publique.

Programme de l'année fiscale 2020

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2020 est le suivant :

- Renforcement des capacités d'analyse du portefeuille de la dette en *République Centrafricaine*,
- Amélioration de la gestion de la dette et de l'analyse financière du portefeuille de la dette au Cameroun et au *Gabon*.

Perspectives 2021 et 2022

Sur cet objectif, les perspectives des années fiscales futures sont les suivantes :

- Renforcement des capacités d'analyse du portefeuille de la dette en *République Centrafricaine*,
- Amélioration de la gestion de la dette et de l'analyse financière du portefeuille de la dette au *Gabon* et à *Sao Tomé-et-Principe*.

F.3 Renforcer les capacités analytiques des gestionnaires de la dette sur l'analyse de viabilité de la dette (AVD)

Résultats au 30 avril 2019

Sur cet objectif, le principal résultat atteint au cours de l'année fiscale 2019 est le suivant :

Résultat escompté : Améliorer la connaissance sur le cadre d'analyse de viabilité de la dette et son outil AVD qui informent le personnel sur la dynamique de la dette et les risques de surendettement

- Formation pratique sur l'utilisation du cadre révisé de l'analyse de viabilité de la dette pour les pays à faible revenus à l'intention des cadres de la *région*.

Programme de l'année fiscale 2020

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2020 est le suivant :

- Appropriation du cadre d'analyse de la viabilité de la dette au *Cameroun*, au *Gabon* et en *République démocratique du Congo*,
- Renforcement des compétences des cadres *régionaux* en matière de viabilité et gestion de la dette dans les pays à faible revenu,

Perspectives 2021 et 2022

Sur cet objectif, les perspectives des années fiscales futures sont les suivantes :

- Appropriation du cadre d'analyse de la viabilité de la dette *au Congo en République Centrafricaine* et au *Tchad*,
- Renforcement des compétences des cadres de la *région* en matière de viabilité et gestion de la dette dans les pays à faible revenu.

F.4 Établir une infrastructure pour le marché des titres qui soit efficace et corresponde au stade de développement du marché

Résultats au 30 avril 2019

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale 2019 sont les suivants :

Résultat escompté : Mise en œuvre d'un processus d'émissions bien défini pour les titres d'État

- Participation à la révision du cahier des charges des spécialistes en valeurs du trésor de la *CEMAC* et à la mise à niveau du cadre réglementaire des émissions et de la gestion des bons et obligations du trésor émis sur le marché sous-régional,

Programme de l'année fiscale 2020

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2020 est le suivant :

- Révision du cadre de gouvernance du marché des titres publics à la *CEMAC*,
- Amélioration du cadre juridique et réglementaire du marché des titres de l'Etat en *République démocratique du Congo* et à *Sao Tomé-et-Principe*,

Perspectives 2021 et 2022

Sur cet objectif, les perspectives des années fiscales futures sont les suivantes :

- Révision du cadre de gouvernance du marché des titres publics à la *CEMAC*,
- Amélioration du cadre juridique et réglementaire du marché des titres de l'Etat en *République démocratique du Congo* et à *Sao Tomé-et-Principe*,
- Appui à la politique d'émission des titres publics au *Congo* et en *République Centrafricaine*.

F.5 Améliorer la capacité des autorités à assurer une gestion efficace de la dette publique en fixant des objectifs organisationnels, tout en définissant clairement les rôles et en favorisant la coordination, par le biais notamment du partage des informations

Résultats au 30 avril 2019

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale 2019 sont les suivants :

Résultat escompté : Les fonctions du bureau de gestion de la dette sont affectées sur la base de pratiques internationales reconnues

- Amélioration du cadre juridique et institutionnel de la gestion de la dette au *Congo*, en *République Centrafricaine* et à *Sao Tomé et-Principe*.

Programme de l'année fiscale 2020

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2020 est le suivant :

- Amélioration du cadre institutionnel et organisationnel de gestion de la dette au *Congo* et en *République démocratique du Congo*.

Perspectives 2021 et 2022

Sur cet objectif, les perspectives des années fiscales futures sont les suivantes :

- Amélioration du cadre institutionnel et organisationnel de gestion de la dette au Congo et en République démocratique du Congo.

G. Renforcer la stabilité financière par un cadre robuste de réglementation et de supervision bancaires

G.1 Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales

Résultats au 30 avril 2019

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale sont les suivants :

Résultat escompté : Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque

Résultat escompté : Les instances de contrôle suivent les groupes bancaires et leurs ratios prudentiels sur une base consolidée

Résultat escompté : Les instances de supervision et réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour mettre en place, entre autres choses, des conseils d'administration et une supervision de la direction efficaces et un solide environnement de contrôle


Résultat escompté : Les fondements légaux/ réglementaires du régime d'agrément définissent les mesures et critères essentiels qui régissent l'octroi (et le retrait) des agréments et imposent des conditions réglementaires le cas échéant

- Revue des principaux règlements existants de la COBAC en vue d'y introduire des exigences prudentielles relatives à la supervision sur base consolidée des groupes bancaires de la CEMAC, dans l'attente d'un projet global de mise en œuvre du dispositif de Bâle II/III sur base sociale et consolidée,
- Révision générale de l'ensemble des projets de circulaires prudentielles révisées (14 au total), établis en application de la loi bancaire révisée de la *Banque de la République du Burundi (Encadré 9)*,
- Achèvement de la révision des 5 projets d'instructions modifiées relatives aux règles prudentielles qualitatives applicables aux établissements de crédit : instructions n° 17 (contrôle interne et conformité), n° 18 (agréments et autorisations préalables), n° 19 (commissaires aux comptes), n° 21 (gouvernance) et n° 22 (gestion des risques) de la *Banque Centrale du Congo*,

- Révision de la réglementation prudentielle relative au contrôle interne et à la gestion des risques dans les banques au sein de la *Banque Centrale de Sao Tomé-et-Principe*.

Encadré 9

Contexte : La Banque de la République du Burundi est engagée dans la mise à niveau du cadre de la régulation bancaire pour le mettre en conformité avec les normes internationales et en harmonie avec les principes directeurs déterminés au sein de la Communauté Est-Africaine.

Révision des circulaires prudentielles de la BRB
<p>Pays : Burundi </p> <p>Domaine d'intervention : Régulation et supervision bancaires</p> <p>Date de mise en œuvre : 28 mai – 18 juin 2018</p> <p>Objectifs de l'appui : Relecture des projets de circulaires réglementaires préparées par la BRB pour mettre à jour l'ensemble des exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit, en application de la loi bancaire révisée n° 1/17, publiée le 22 août 2017.</p> <p>Rôle d'AFC dans l'appui : A cet égard, la BRB a sollicité l'appui d'AFC, dans la phase finale de son projet, pour s'assurer que les nouvelles circulaires seraient conformes aux normes internationales du Comité de Bâle pour un contrôle bancaire efficace.</p> <p>Principaux résultats obtenus : Au cours de cette étape du projet, 14 des 16 circulaires susceptibles d'être examinées ont été relues par les experts du Centre. Un rapport de synthèse complété par les 14 circulaires commentées a été remis à la BRB dès le 18 juin. La BRB a ainsi pu exploiter les observations d'AFC avant de finaliser la rédaction des versions définitives des circulaires réglementaires.</p> <p>Impact du projet : La BRB a ainsi réussi à achever la révision de l'ensemble de sa réglementation prudentielle dans les délais impartis, avant la date anniversaire de la loi n° 1/17, et a publié l'ensemble des instructions validées en août 2018 sur son site internet. Ce résultat constitue une réussite remarquable de la BRB qui a pu mettre à niveau l'essentiel de son cadre prudentiel en l'espace d'une année, même s'il reste encore des évolutions à effectuer pour transposer complètement les normes internationales.</p> <p>Facteurs de succès : L'appui d'AFC a été utile à la BRB, pour plusieurs raisons, notamment : (1) le soutien de la politique de réforme ambitieuse dans laquelle la BRB s'est engagée avec volontarisme ; (2) la qualité du dialogue mutuel et de la coopération entre AFC et la BRB, laquelle a permis de restructurer la mission sans difficulté ; (3) la souplesse et la réactivité d'AFC pour reconsidérer le planning et le mode opératoire de son intervention ; et (4) le strict respect des délais raccourcis imposés par la BRB.</p> <p>Leçons apprises : La BRB devra poursuivre sa dynamique de réforme dans plusieurs domaines prudentiels ciblés, notamment la transposition complète et adaptée des dispositifs de Bâle II/III. La BRB devra également s'assurer de la mise en œuvre effective des nouvelles exigences prudentielles par les établissements de crédit, afin que la réforme réglementaire produise, à terme, ses pleins effets.</p>

Programme de l'année fiscale 2020

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2020, établi en concertation avec les Autorités bénéficiaires de l'assistance technique, est le suivant :

- Révision de la réglementation prudentielle applicable aux institutions de microfinance, à la *Banque de la République du Burundi*,
- Elaboration d'une « feuille de route » pour la mise en place du cadre de la réglementation prudentielle relative aux établissements de paiement et aux services de paiement, à la *Banque Centrale du Congo*,
- Finalisation de l'élaboration du nouveau règlement relatif à la gestion des risques dans les établissements de crédit, ainsi que d'un projet de lignes directrices à l'attention de la profession bancaire en ce domaine, à la *Banque Centrale de Sao Tomé-et-Príncipe*.

Perspectives 2021 et 2022

Sur cet objectif, les perspectives des années fiscales futures sont notamment les suivantes, à affiner le moment venu avec les Autorités bénéficiaires de l'assistance technique, en fonction de l'évolution de leurs besoins et des résultats atteints durant l'année fiscale 2020 :

- Poursuite de la révision générale de la réglementation prudentielle pour sa mise en conformité avec les normes internationales, à la *Banque Centrale de Sao Tomé-et-Príncipe*,
- Poursuite de la révision de la réglementation prudentielle, en cohérence avec sa mise en pleine conformité avec le dispositif de Bâle II/III (cf. G.3), à la *Banque de la République du Burundi*,
- Mise en place d'un cadre de la réglementation prudentielle relative aux établissements de paiement et aux services de paiement, à la *Banque Centrale du Congo*,
- Engagement d'un projet de révision de l'ensemble de la réglementation prudentielle, dans le cadre global de la mise en œuvre du dispositif de Bâle II/III sur base sociale et consolidée, à la *COBAC* (cf. G.3).

G.2 Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire

Résultats au 30 avril 2019

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale sont les suivants :

Résultat escompté : Les instances de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle

Résultat escompté : Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques

Résultat escompté : Les instances de contrôle agissent en temps opportun face aux pratiques ou activités dangereuses qui pourraient poser des risques pour les banques ou pour le système bancaire

- Revue des principaux processus et des modes opératoires du contrôle permanent des établissements de crédit, assortie d'une « feuille de route » pour finaliser la mise en place de la supervision basée sur les risques, à la *COBAC*,
- Revue des principaux processus et des modes opératoires du contrôle sur place des établissements de crédit assortie d'une « feuille de route » complémentaire pour finaliser la mise en place de la supervision basée sur les risques, à la *COBAC*,
- Elaboration d'une méthodologie de contrôle sur place du risque opérationnel dans les établissements de crédit, à la *COBAC*,
- Elaboration d'une méthodologie de contrôle sur place du risque de liquidité dans les établissements de crédit, à la *COBAC*,
- Revue des modes opératoires de la supervision des plans d'actions correctives des établissements de microfinance en situation fragile, à la *COBAC*,
- Recommandations relatives à la mise en œuvre opérationnelle de la supervision consolidée des groupes bancaires de la CEMAC, à la *COBAC*,
- Formation au contrôle du risque informatique et élaboration d'un guide du contrôle du risque informatique dans les établissements de crédit, à la *Banque de la République du Burundi*,
- Formation au contrôle sur place des établissements de paiement et rédaction d'un projet de guide méthodologique détaillé y relatif, à la *Banque de la République du Burundi*,
- Refonte complète de l'outil de notation des établissements de crédit selon leur profil de risque, à la *Banque de la République du Burundi*,
- Elaboration d'un outil de notation des établissements de crédit selon leur profil de risque, à la *Banque Centrale de São Tomé-et-Príncipe*,
- Formation des superviseurs bancaires en vue (i) de l'amélioration de la mise en œuvre des contrôles du respect par les banques des nouvelles exigences prudentielles relatives aux instructions qualitatives révisées et (ii) du renforcement des capacités d'analyse des états financiers des banques, à la *Banque Centrale du Congo*,

- Renforcement des capacités des Autorités de supervision bancaire de la *sous-région* pour structurer un projet global de mise en œuvre de la supervision basée sur les risques,
- Renforcement des capacités des Autorités de supervision bancaire de la *sous-région* pour améliorer le contrôle de la gouvernance et de la transparence financière des établissements de crédit.

Programme de l'année fiscale 2020

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2020, établi en concertation avec les Autorités bénéficiaires de l'assistance technique, est le suivant :

- Renforcement des capacités de contrôle de la qualité de l'information comptable et prudentielle déclarée par les établissements de crédit, à la *Banque de la République du Burundi*,
- Finalisation de la rédaction du guide méthodologique d'utilisation de l'outil de notation des établissements de crédit selon leur profil de risque, à la *Banque de la République du Burundi*,
- Mise à en conformité de la méthodologie de notation des établissements de crédit avec les normes et les bonnes pratiques internationales, à la *Banque Centrale du Congo*,
- Formation à ICAAP des superviseurs, à la *Banque Centrale du Congo*,
- Finalisation de la rédaction d'une méthodologie pratique de contrôle sur place du contrôle interne, de la gestion des risques et de la gouvernance, à la *Banque Centrale du Congo*,
- Formation pratique des nouveaux contrôleurs informaticiens à procéder au contrôle sur place du risque informatique dans les banques, à la *Banque Centrale du Congo*,
- Revue du processus opérationnel de traitement des situations d'infraction des établissements de crédit, à la *COBAC*,
- Élaboration d'une méthodologie de contrôle sur place du risque de crédit dans les établissements de crédit, à la *COBAC*,
- Élaboration d'une méthodologie de contrôle sur place du risque de marché dans les établissements de crédit, à la *COBAC*,
- Finalisation de la révision du manuel méthodologique de notation des banques, à la *Banque Centrale de Sao Tomé-et-Principe*,

- Renforcement des capacités des Autorités de supervision bancaire de la *sous-région* pour la mise en œuvre d'une démarche de contrôle efficace dans le domaine de la cybersécurité dans les établissements de crédit.

Perspectives 2021 et 2022

Sur cet objectif, la principale perspective des années fiscales futures est la suivante, à affiner le moment venu avec les Autorités bénéficiaires de l'assistance technique, en fonction de l'évolution de leurs besoins et des résultats atteints durant l'année fiscale 2020 :

- Renforcement des capacités opérationnelles de mise en œuvre de la supervision basée sur les risques, à la *Banque de la République du Burundi*, à la *Banque Centrale du Congo*, à la *Banque Centrale de Sao Tomé-et-Principe* et à la *COBAC*, au moyen de la révision des modes opératoires, de l'appui à la rédaction de manuels méthodologiques de supervision et de formations opérationnelles.

G.3 S'assurer que les banques disposent de fonds propres et de liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier

Résultats au 30 avril 2019

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale sont les suivants :

Résultat escompté : La législation et réglementation bancaire est alignée sur les exigences de Bâle II/ III

- Révision du règlement relatif au calcul des fonds propres pour assurer son alignement sur les normes de Bâle III, à la *COBAC*,
- Elaboration de directives pour l'établissement d'un projet de nouveau règlement prudentiel relatif au ratio de levier, en conformité avec les normes de Bâle III, à la *COBAC*.

Programme de l'année fiscale 2020

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2020, établi en concertation avec les Autorités bénéficiaires de l'assistance technique, est le suivant :

- Préparation de la stratégie de réforme relative à la refonte de la réglementation prudentielle en vue de la transposition complète du dispositif de Bâle II/III (« feuille de route »), à la *COBAC*.

Perspectives 2021 et 2022

Sur cet objectif, la principale perspective des années fiscales futures est la suivante, à affiner le moment venu avec les Autorités bénéficiaires de l'assistance technique, en fonction de l'évolution de leurs besoins et des résultats atteints durant l'année fiscale 2020 :

- Appui technique aux projets de révision de la réglementation prudentielle en vue de la transposition du dispositif de Bâle II/III, notamment à la *Banque de la République du Burundi* et à la *COBAC*, également à la *Banque Centrale du Congo* et à la *Banque Centrale de Sao Tomé-et-Principe*.

G4. Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement.

Programme de l'année fiscale 2020

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2020, établi en concertation avec les Autorités bénéficiaires de l'assistance technique, est le suivant :

- Formation et orientations méthodologiques en vue de la mise en œuvre de l'IFRS 9, relative à la classification et au provisionnement des créances en souffrance, dans la réglementation prudentielle, à la *Banque de la République du Burundi*.

Perspectives 2021 et 2022

Sur cet objectif, la principale perspective des années fiscales futures est la suivante, à affiner le moment venu avec les Autorités bénéficiaires de l'assistance technique, en fonction de l'évolution de leurs besoins et des résultats atteints durant l'année fiscale 2020 :

- Appui technique aux projets de révision de la réglementation prudentielle en vue de l'application de l'IFRS 9, à la *Banque de la République du Burundi*, à la *COBAC*, à la *Banque Centrale du Congo* et à la *Banque Centrale de Sao Tomé-et-Principe*.



ANNEXE 1 ACTIVITES PAR PAYS



1- Programmation et réalisation 2019 (en nombre d'activité)

Pays /Type d'activité (en nombre d'activité)	Année fiscale 2019												
	Programmation						Réalisation						
	Total	Par type d'activité					Total	Par type d'activité					Taux de réalisation (en %)
		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours	
Burundi	5	5	0	0	0	0	3	3	0	0	0	0	60
Cameroun	7	6	0	1	0	0	10	8	0	1	1	0	143
Congo	16	14	0	1	1	0	15	13	0	1	1	0	94
Gabon	16	13	0	3	0	0	14	10	0	2	2	0	88
Guinée équatoriale	9	8	0	0	1	0	8	7	0	0	1	0	89
République Centrafricaine	14	13	0	1	0	0	17	15	0	2	0	0	121
République Démocratique du Congo	13	11	0	2	0	0	11	10	0	1	0	0	85
Sao Tomé-et-Principe	16	16	0	0	0	0	13	13	0	0	0	0	81
Tchad	13	11	0	1	1	0	12	10	0	1	1	0	92
Institutions régionales	15	14	0	1	0	0	15	15	0	0	0	0	100
Séminaires régionaux et cours	17	0	15	0	0	2	15	0	13	0	0	2	88
Total	141	111	15	10	3	2	133	104	13	8	6	2	94
Pays fragiles	77	70	0	5	2	0	71	64	0	5	2	0	92
Pays de la CEMAC	75	65	0	7	3	0	76	63	0	7	6	0	101

2- Programmation 2020 (en nombre d'activité)

Pays/Type d'activité (en nombre d'activités)	Année fiscale 2020												
	Programmation						Réalisation						
	Total	Par type d'activité					Total	Par type d'activité					Taux de réalisation (en %)
		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours	
Burundi	4	4	0	0	0	0							
Cameroun	8	8	0	0	0	0							
Congo	12	10	0	1	1	0							
Gabon	14	14	0	0	0	0							
Guinée équatoriale	7	6	0	0	1	0							
République Centrafricaine	11	11	0	0	0	0							
République Démocratique du Congo	13	13	0	0	0	0							
Sao Tomé-et-Principe	11	11	0	0	0	0							
Tchad	10	10	0	0	0	0							
Institutions régionales	12	12	0	0	0	0							
Séminaires régionaux et cours	11	0	9	0	0	2							
Total	113	99	9	1	2	2	-	-	-	-	-	-	-
Pays fragiles	61	59	0	1	1	0	-	-	-	-	-	-	-
Pays de la CEMAC	62	59	0	1	2	0	-	-	-	-	-	-	-

Pays fragiles : Burundi, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et Tchad

Pays de la CEMAC : Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine et Tchad

ANNEXE 1 ACTIVITES PAR DOMAINE

1- Programmation et réalisation 2019 (en nombre d'activité)

Domaine/Type d'activité (en nombre d'activité)	Année fiscale 2019												
	Programmation						Réalisation						
	Total	Par type d'activité					Total	Par type d'activité					Taux de réalisation (en %)
		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours	
Administration douanière	12	11	1	0	0	0	12	11	1	0	0	0	100
Administration fiscale	21	16	2	1	1	1	21	15	2	0	3	1	100
Gestion des finances publiques	43	32	5	3	2	1	36	26	3	3	3	1	84
Budget	14	8	3	1	2	0	13	8	2	1	2	0	93
Comptabilité	12	11	1	0	0	0	9	8	0	0	1	0	75
Analyse et prévisions macrobudgétaires	17	13	1	2	0	1	14	10	1	2	0	1	82
Statistiques des finances publiques	14	10	2	2	0	0	14	10	2	2	0	0	100
Statistiques macroéconomiques	17	14	1	2	0	0	16	13	1	2	0	0	94
Gestion de dette publique	18	14	2	2	0	0	17	14	2	1	0	0	94
Régulation et supervision bancaires	16	14	2	0	0	0	17	15	2	0	0	0	106
Total	141	111	15	10	3	2	133	104	13	8	6	2	94

2- Programmation 2020 (en nombre d'activité)

Domaine/Type d'activité (en nombre d'activités)	Année fiscale 2020												
	Programmation						Réalisation						
	Total	Par type d'activité					Total	Par type d'activité					Taux de réalisation (en %)
		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours	
Administration douanière	10	10	0	0	0	0							
Administration fiscale	14	11	1	0	1	1							
Gestion des finances publiques	39	33	4	0	1	1							
Budget	14	11	2	0	1	0							
Comptabilité	12	11	1	0	0	0							
Analyse et prévisions macrobudgétaires	13	11	1	0	0	1							
Statistiques des finances publiques	11	10	1	0	0	0							
Statistiques macroéconomiques	13	12	1	0	0	0							
Gestion de dette publique	15	13	1	1	0	0							
Régulation et supervision bancaires	11	10	1	0	0	0							
Total	113	99	9	1	2	2	-	-	-	-	-	-	-

Note : Le domaine Gestion des finances publiques inclus le budget, la comptabilité et la gestion de la trésorerie, et l'analyse et les prévisions macrobudgétaires.

ANNEXE 2 RESSOURCES PAR PAYS

1- Programmation et utilisation 2019 (en personnes semaines)

Pays /Type d'activité (en personnes semaines)	Année fiscale 2019												
	Programmation						Utilisation						
	Total	Par type d'activité					Total	Par type d'activité					Taux d'utilisation (en%)
		Mission	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours	
Burundi	17,0	17,0	0,0	0,0	0,0	0,0	17,5	17,5	0,0	0,0	0,0	0,0	102,9
Cameroun	28,0	27,0	0,0	1,0	0,0	0,0	43,5	30,0	0,0	3,0	10,5	0,0	155,4
Congo	61,5	50,0	0,0	1,0	10,5	0,0	50,0	46,5	0,0	1,0	2,5	0,0	81,3
Gabon	45,0	41,5	0,0	3,5	0,0	0,0	44,5	30,5	0,0	2,0	12,0	0,0	98,9
Guinée équatoriale	36,5	24,5	0,0	0,0	12,0	0,0	31,5	23,5	0,0	0,0	8,0	0,0	86,3
République Centrafricaine	57,0	56,0	0,0	1,0	0,0	0,0	59,5	57,5	0,0	2,0	0,0	0,0	104,4
République Démocratique du Congo	50,0	48,0	0,0	2,0	0,0	0,0	43,0	40,0	0,0	3,0	0,0	0,0	86,0
Sao Tomé-et-Principe	59,5	59,5	0,0	0,0	0,0	0,0	47,0	47,0	0,0	0,0	0,0	0,0	79,0
Tchad	64,0	51,0	0,0	1,0	12,0	0,0	53,5	40,5	0,0	1,0	12,0	0,0	83,6
Institutions régionales	46,0	0,0	61,5	0,0	0,0	3,5	40,0	39,0	0,0	1,0	0,0	0,0	87,0
Séminaires régionaux et cours	65,0	44,5	0,0	1,5	0,0	0,0	55,0	0,0	51,5	0,0	0,0	3,5	84,6
Total	529,5	419,0	61,5	11,0	34,5	3,5	485,0	372,0	51,5	13,0	45,0	3,5	91,6
Pays fragiles	309,0	281,5	0,0	5,0	22,5	0,0	270,5	249,0	0,0	7,0	14,5	0,0	87,5
Pays de la CEMAC	292,0	250,0	0,0	7,5	34,5	0,0	282,5	228,5	0,0	9,0	45,0	0,0	96,7

2- Programmation 2020 (en personnes semaines)

Pays/Type d'activité (en personnes semaines)	Année fiscale 2020												
	Programmation						Utilisation						
	Total	Par type d'activité					Par type d'activité						
		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours	Total	Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours	Taux d'utilisation (en %)
Burundi	15,0	15,0	0,0	0,0	0,0	0,0							
Cameroun	31,5	31,5	0,0	0,0	0,0	0,0							
Congo	47,5	41,0	0,0	0,5	6,0	0,0							
Gabon	55,0	55,0	0,0	0,0	0,0	0,0							
Guinée équatoriale	28,0	21,0	0,0	0,0	7,0	0,0							
République Centrafricaine	41,0	41,0	0,0	0,0	0,0	0,0							
République Démocratique du Congo	55,5	55,5	0,0	0,0	0,0	0,0							
Sao Tomé-et-Principe	42,0	42,0	0,0	0,0	0,0	0,0							
Tchad	43,0	43,0	0,0	0,0	0,0	0,0							
Institutions régionales	42,0	42,0	0,0	0,0	0,0	0,0							
Séminaires régionaux et cours	36,5	0,0	33,0	0,0	0,0	3,5							
Total	437,0	387,0	33,0	0,5	13,0	3,5	-	-	-	-	-	-	-
Pays fragiles	244,0	237,5	0,0	0,5	6,0	0,0	-	-	-	-	-	-	-
Pays de la CEMAC	246,0	232,5	0,0	0,5	13,0	0,0	-	-	-	-	-	-	-

Pays fragiles : Burundi, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et Tchad

Pays de la CEMAC : Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine et Tchad

ANNEXE 2 RESSOURCES PAR DOMAINE

1- Programmation et utilisation 2019 (en personnes semaines)

Domaine /Type d'activité (en personnes semaines)	Année fiscale 2019												
	Programmation						Utilisation						
	Total	Par type d'activité					Total	Par type d'activité					Taux d'utilisation (en %)
		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours	
Administration douanière	31,0	27,5	3,5	0,0	0,0	0,0	31,5	28,0	3,5	0,0	0,0	0,0	101,6
Administration fiscale	65,5	48,0	5,0	1,5	10,5	0,5	67,0	40,0	4,0	0,0	22,5	0,5	102,3
Gestion des finances publiques	190,0	137,0	23,0	3,0	24,0	3,0	142,0	100,5	13,0	3,0	22,5	3,0	74,7
Budget	81,0	47,0	9,0	1,0	24,0	0,0	65,5	37,5	7,0	1,0	20,0	0,0	80,9
Comptabilité	52,0	43,0	9,0	0,0	0,0	0,0	27,5	24,0	1,0	0,0	2,5	0,0	52,9
Analyse et prévisions macrobudgétaires	57,0	47,0	5,0	2,0	0,0	3,0	49,0	39,0	5,0	2,0	0,0	3,0	86,0
Statistiques des finances publiques	57,0	45,0	10,0	2,0	0,0	0,0	60,0	44,0	10,0	6,0	0,0	0,0	105,3
Statistiques macroéconomiques	51,0	44,0	5,0	2,0	0,0	0,0	43,5	36,5	5,0	2,0	0,0	0,0	85,3
Gestion de dette publique	62,0	54,5	5,0	2,5	0,0	0,0	62,5	54,5	6,0	2,0	0,0	0,0	100,8
Régulation et supervision bancaires	73,0	63,0	10,0	0,0	0,0	0,0	78,5	68,5	10,0	0,0	0,0	0,0	107,5
Total	529,5	419,0	61,5	11,0	34,5	3,5	485,0	372,0	51,5	13,0	45,0	3,5	91,6

2- Programmation 2020 (en personnes semaines)

Pays/Type d'activité (en personnes semaines)	Année fiscale 2020												
	Programmation						Utilisation						
	Total	Par type d'activité					Total	Par type d'activité					Taux d'utilisation (en %)
		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours	
Administration douanière	25,0	25,0	0,0	0,0	0,0	0,0							
Administration fiscale	39,5	29,5	3,5	0,0	6,0	0,5							
Gestion des finances publiques	179,0	154,0	15,0	0,0	7,0	3,0							
Budget	66,0	53,0	6,0	0,0	7,0	0,0							
Comptabilité	58,0	54,0	4,0	0,0	0,0	0,0							
Analyse et prévisions macrobudgétaires	55,0	47,0	5,0	0,0	0,0	3,0							
Statistiques des finances publiques	48,0	44,0	4,0	0,0	0,0	0,0							
Statistiques macroéconomiques	42,5	37,5	5,0	0,0	0,0	0,0							
Gestion de dette publique	51,0	47,0	3,5	0,5	0,0	0,0							
Régulation et supervision bancaires	52,0	50,0	2,0	0,0	0,0	0,0							
Total	437,0	387,0	33,0	0,5	13,0	3,5	-	-	-	-	-	-	-

ANNEXE 2
RESSOURCES PAR PAYS

Programmation et réalisation de l'année fiscale 2019 - Programmation de l'année fiscale 2020
(En personnes semaines)

Pays/Domaine d'intervention	Année fiscale 2019									Année fiscale 2020			
	Ressources programmées				Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)	Ressources programmées			
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total		Conseillers		ECT	Total
	Siège	Site			Siège	Site				Siège	Site		
I - MISSIONS													
Burundi	4,0	6,0	7,0	17,0	4,5	6,0	7,0	17,5	102,9	3,0	6,0	6,0	15,0
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	0,0	0,5		0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	0,0	0,0	0,5		0,5	2,0	0,0	2,5
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	3,0	4,0	5,0	12,0	3,5	6,0	7,0	16,5		2,0	4,0	4,0	10,0
Cameroun	8,0	8,0	12,0	28,0	11,5	14,0	18,0	43,5	155,4	9,5	12,0	10,0	31,5
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	0,5	2,0	0,0	2,5	1,0	4,0	8,0	13,0		0,5	2,0	0,0	2,5
Gestion des finances publiques	4,0	4,0	8,0	16,0	4,0	3,0	6,0	13,0		3,0	4,0	4,0	11,0
Statistiques des finances publiques	3,0	2,0	2,0	7,0	4,0	3,0	2,0	9,0		2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	4,0	0,0	6,0		3,0	4,0	0,0	7,0
Gestion de dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,5	0,0	2,0	2,5
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Congo	15,5	22,0	24,0	61,5	14,0	14,0	22,0	50,0	81,3	10,5	13,0	24,0	47,5
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	2,0	4,0	12,0	18,0	2,0	4,0	4,0	10,0		1,0	2,0	8,0	11,0
Gestion des finances publiques	7,0	10,0	6,0	23,0	6,0	4,0	8,0	18,0		4,0	5,0	6,0	15,0
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	0,0	2,0	4,0		2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	2,0	2,0	2,0	6,0	1,5	2,0	2,0	5,5		0,5	0,0	2,0	2,5
Gestion de dette publique	2,0	4,0	0,0	6,0	2,0	4,0	4,0	10,0		2,5	4,0	4,0	10,5
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	14,0	19,0	12,0	45,0	11,5	12,0	21,0	44,5	98,9	16,0	19,0	20,0	55,0
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	2,5	5,0	4,0	11,5	2,5	3,0	12,0	17,5		1,0	4,0	2,0	7,0
Gestion des finances publiques	4,0	6,0	0,0	10,0	2,5	2,0	2,0	6,5		9,0	9,0	10,0	28,0
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0		2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	3,0	2,0	2,0	7,0	2,0	2,0	0,0	4,0		1,0	0,0	2,0	3,0
Gestion de dette publique	2,0	4,0	2,0	8,0	2,0	3,0	3,0	8,0		2,5	4,0	2,0	8,5
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée équatoriale	9,5	8,0	19,0	36,5	6,5	5,0	20,0	31,5	86,3	7,0	8,0	13,0	28,0
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	1,0	2,0	4,0	7,0	1,0	2,0	4,0	7,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques	5,0	4,0	11,0	20,0	3,0	3,0	12,0	18,0		4,0	8,0	10,0	22,0
Statistiques des finances publiques	2,0	0,0	2,0	4,0	1,0	0,0	2,0	3,0		2,0	0,0	1,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	0,0	0,0	1,0		1,0	0,0	2,0	3,0
Gestion de dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
République Centrafricaine	17,0	18,0	22,0	57,0	18,5	20,0	21,0	59,5	104,4	11,0	14,0	16,0	41,0
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	0,5	2,0	2,0	4,5	1,0	2,0	2,0	5,0		0,5	2,0	0,0	2,5
Gestion des finances publiques	7,0	8,0	10,0	25,0	7,0	8,0	10,0	25,0		5,0	6,0	10,0	21,0
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	3,0	2,0	3,0	8,0		2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	3,0	4,0	2,0	9,0	2,0	2,0	2,0	6,0		2,0	2,0	2,0	6,0
Gestion de dette publique	4,0	2,0	4,0	10,0	5,0	6,0	2,0	13,0		1,0	2,0	0,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
République Démocratique du Congo	14,0	18,0	18,0	50,0	12,0	17,0	14,0	43,0	86,0	13,5	21,0	21,0	55,5
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5		1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des finances publiques	4,0	6,0	6,0	16,0	2,0	2,0	4,0	8,0		5,0	7,0	7,0	19,0
Statistiques des finances publiques	3,0	2,0	2,0	7,0	4,0	3,0	2,0	9,0		2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0		1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	2,0	0,0	2,0	4,0	1,0	2,0	0,0	3,0		2,0	4,0	2,0	8,0
Régulation et supervision bancaires	3,0	6,0	6,0	15,0	3,0	6,0	6,0	15,0		2,0	4,0	4,0	10,0
Sao Tomé-et-Principe	16,5	19,0	24,0	59,5	13,0	18,0	16,0	47,0	79,0	11,0	11,0	20,0	42,0
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	1,0	2,0	4,0	7,0	0,5	2,0	2,0	4,5		0,5	0,0	2,0	2,5
Gestion des finances publiques	5,0	2,0	8,0	15,0	2,0	2,0	4,0	8,0		4,0	5,0	6,0	15,0
Statistiques des finances publiques	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0		2,0	1,0	2,0	5,0
Statistiques macroéconomiques	2,0	4,0	0,0	6,0	2,0	4,0	0,0	6,0		1,0	2,0	0,0	3,0
Gestion de dette publique	3,5	6,0	4,0	13,5	3,5	6,0	0,0	9,5		1,0	1,0	0,0	2,0
Régulation et supervision bancaires	2,5	4,0	4,0	10,5	2,5	3,0	6,0	11,5		2,0	2,0	8,0	12,0
Tchad	16,0	22,0	26,0	64,0	14,5	15,0	24,0	53,5	83,6	12,0	16,0	15,0	43,0
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	2,0	0,0	2,5		0,5	2,0	0,0	2,5
Gestion des finances publiques	6,0	8,0	14,0	28,0	6,0	5,0	14,0	25,0		6,0	6,0	7,0	19,0
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0		2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	3,0	4,0	2,0	9,0	3,0	2,0	2,0	7,0		1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	4,0	6,0	4,0	14,0	2,5	4,0	4,0	10,5		2,0	4,0	2,0	8,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0

ANNEXE 2
RESSOURCES PAR PAYS
Programmation et réalisation de l'année fiscale 2019 - Programmation de l'année fiscale 2020
(En personnes semaines)

Pays/Domaine d'intervention	Année fiscale 2019									Taux d'utilisation (en %)	Année fiscale 2020			
	Ressources programmées				Ressources utilisées				Ressources programmées					
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total		
	Siège	Site			Siège	Site			Siège				Site	
I - MISSIONS														
AFRISTAT	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,0	0,0	1,5	
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques macroéconomiques	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,0	0,0	1,5	
Gestion de dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
BEAC	1,0	0,0	0,5	1,5	1,5	1,0	0,0	2,5	166,7	1,0	2,0	2,0	5,0	
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion de dette publique	1,0	0,0	0,5	1,5	1,5	1,0	0,0	2,5		1,0	2,0	2,0	5,0	
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
CEMAC	7,5	6,0	4,0	17,5	4,5	1,5	6,0	12,0	68,6	5,5	4,0	8,0	17,5	
Administration douanière	1,0	0,0	4,0	5,0	1,5	0,0	6,0	7,5		1,0	0,0	4,0	5,0	
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion des finances publiques	6,0	5,0	0,0	11,0	3,0	1,5	0,0	4,5		4,0	3,0	4,0	11,0	
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques macroéconomiques	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0		0,5	1,0	0,0	1,5	
Gestion de dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
COBAC	5,5	12,0	8,0	25,5	6,5	11,0	8,0	25,5	100,0	4,0	8,0	6,0	18,0	
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion de dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Régulation et supervision bancaires	5,5	12,0	8,0	25,5	6,5	11,0	8,0	25,5		4,0	8,0	6,0	18,0	
Total	129,0	159,0	176,5	464,5	118,5	134,5	177,0	430,0	92,6	104,5	135,0	161,0	400,5	
Pays/Domaine d'intervention	Année fiscale 2019								Taux d'utilisation (en %)	Année fiscale 2020				
	Ressources programmées				Ressources utilisées					Ressources programmées				
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total		Conseillers		ECT	Total	
	Siège	Site			Siège	Site				Siège	Site			
II - SEMINAIRES ET COURS														
Administration douanière	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	2,0	3,5		0,0	0,0	0,0	0,0	
Administration fiscale	1,5	2,0	2,0	5,5	1,5	2,0	1,0	4,5		1,0	1,0	2,0	4,0	
Gestion des finances publiques	9,0	9,0	8,0	26,0	5,0	7,0	4,0	16,0		7,0	6,0	5,0	18,0	
Statistiques des finances publiques	4,0	2,0	4,0	10,0	5,0	2,0	3,0	10,0		2,0	1,0	1,0	4,0	
Statistiques macroéconomiques	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0		2,0	1,0	2,0	5,0	
Gestion de dette publique	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	2,0	6,0		1,5	1,0	1,0	3,5	
Régulation et supervision bancaires	4,0	2,0	4,0	10,0	4,0	2,0	4,0	10,0		1,0	1,0	0,0	2,0	
Total	23,0	19,0	23,0	65,0	20,0	17,0	18,0	55,0	84,6	14,5	11,0	11,0	36,5	
TOTAL MISSIONS + SEMINAIRES ET COURS (I+II)	152,0	178,0	199,5	529,5	138,5	151,5	195,0	485,0	91,6	119,0	146,0	172,0	437,0	
Pays fragiles ¹	83,0	105,0	121,0	309,0	76,5	90,0	104,0	270,5	87,5	61,0	81,0	102,0	244,0	
Pays de la CEMAC ²	80,0	97,0	115,0	292,0	76,5	80,0	126,0	282,5	96,7	66,0	82,0	98,0	246,0	

¹ Burundi, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et Tchad

² Cameroun, République du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine et Tchad

Le domaine Gestion des finances publiques inclut les sous-domaines budget, comptabilité et gestion de la trésorerie, et analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires.

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

BURUNDI

Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Burundi	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Atelier sur la modernisation de la procédure douanière	(Annulée)	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	0,0	0,5
Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	(Annulée)	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	0,0	0,0	0,5
Burundi	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Révision de la réglementation prudentielle en application de la nouvelle loi bancaire de la BRB	18-29 juin 2018	1,5	1,0	0,0	2,5	1,5	2,0	2,0	5,5
Burundi	Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Double activité. 1°/ Renforcement des capacités de contrôle des risques informatiques dans les banques par la BRB. 2°/ Formation de la BRB au contrôle des servives de paiement.	24 septembre - 04 octobre 2018	1,0	2,0	3,0	6,0	1,0	2,0	3,0	6,0
Burundi	Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Appui au renforcement des capacités pour la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques à la BRB	21 janvier - 01 février 2019	0,5	1,0	2,0	3,5	1,0	2,0	2,0	5,0
Burundi	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Mission sur les comptes nationaux trimestriels aux prix courants (optique demande) : T1 2005-T4 2017	(Reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

CAMEROUN

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mission STX d'assistance au renforcement du contrôle à destination des marchandises exonérées	9 au 20 Juillet 2018	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Mission du Département des Finances Publiques du FMI et d' Afitac Centre : Elaboration d' un plan strategique de modernisation des administration fiscale et douanière	10-21 Décembre 2018	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	2,0	8,0	10,5
Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX d'assistance aux activités d'enquetes et de recherches	Avril 2019	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Formation sur le cadrage macroéconomique et la programmation financière	14 au 18 janvier 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	2,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgetaires	Analyse de sensibilité macro-budgétaire	(Reportée)	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères ordonnateurs de budgets	07 au 18 Mai 2018	2,0	2,0	4,0	8,0	2,0	2,0	4,0	8,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Amélioration de la gestion de la trésorerie	Janvier 2019	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0
Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	21 janvier au 01 février 2019	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

CAMEROUN

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Visite d'apprentissage entre pairs en République du Sénégal	27 au 31 aout 2018	1,0	0,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	3-14 Décembre 2018	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	Mars 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

CONGO

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mission STX d'assistance d'appui à la correction des taux de taxation conformément aux dispositions légales en vigueur (TEC, TVA, DA)	15 au 26 octobre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscale et douanière	Mission du Département des Finances Publiques du FMI et d' Afitac Centre : Elaboration d' un plan strategique de modernisation des administration fiscale et douanière	25 juin au 06 juillet 2018	0,5	2,0	8,0	10,5	0,5	2,0	0,0	2,5
Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission STX d'assistance aux activités de recouvrement des arriérés fiscaux	22 octobre au 2 novembre 2018	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX d'appui au renforcement de la gestion des contribuables	14-25 Janvier 2019	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5
Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission STX d'assistance aux activités d'enquetes et de recherches	12 au 23 novembre 2018	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à une mission de FAD	(Annulée)	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des modèles de cadrages macroéconomiques et budgétaires	01 au 12 octobre 2018	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

CONGO

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Organisation de mission d'etudes sur le CBMT et l'articulation avec la preparation du budget annuel	3 au 14 décembre 2018	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0
Gestion de dette publique	Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme	Atelier/Formation sur la SDMT	11 au 21 septembre 2018	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette	Renforcement du cadre institutionnel de gestion de la dette publique	15 au 26 avril 2019	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite des travaux sur le budget programme et les Projets annuels de performance	23 Juillet au 03 Aout 2018	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	4,0	8,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Ameliorer la couverture et la qualité des données financières	Poursuite des travaux de fiabilisation des comptes de la balance	22 octobre au 2 novembre 2018	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	0,0	2,0	3,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Ameliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Avril 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	0,0	2,0	3,0
Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	3 au 14 décembre 2018	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	0,0	2,0	4,0

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

CONGO

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour 2016-2017	3-14 décembre 2018	1,0	2,0	0,0	3,0	0,5	0,0	2,0	2,5
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration et publication des comptes nationaux pour la période allant jusqu'à 2017	Avril 2019	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

GABON

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mission STX d'assistance à la modernisation des procédures douanières et de modernisation des services douaniers	10 au 21 septembre 2018	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission STX d'assistance aux activités d'enquêtes et de recherches	8 au 19 octobre 2018	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	10 au 14 septembre 2018	0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	1,0	0,0	1,5
Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Visite professionnelle d'immersion pour cadres de l'administration gabonaise en Ile Maurice	(Annulée)	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel et de bonne gouvernance	Mission LTX+STX d'assistance aux activités de recouvrement des arriérés fiscaux	Mars 2019	0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscale et douanière	Mission du Département des Finances Publiques du FMI et d' Afritac Centre : Elaboration d' un plan stratégique de modernisation des administration fiscale et douanière	12 au 22 novembre 2018	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,0	8,0	9,5
Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission d' assistance a la gestion efficace de la fonction du recouvrement et des arriérés fiscaux	Avril 2019	0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	1,0	0,0	1,5

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

GABON

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des modèles de cadrages macroéconomiques et budgétaires	(Reportée)	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de dette publique	Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme	Assistance Technique sur la SDMT - Mission conjointe FMI/AFC	5 au 9 Novembre 2018	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0
Gestion de dette publique	Renforcer les capacités en termes d'Analyse de Viabilité de la Dette	Atelier conjoint AFC/SPR sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette AVD-PAM	25 février au 08 mars 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Visite d'etude dans un pays sur le suivi des établissements publics	Novembre 2018	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Ameliorer la couverture et la qualité des données financières	Amelioration des la qualite des informations comptables	8 au 19 octobre 2018	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Ameliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	(Reportée)	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	A compléter	A compléter	14 au 27 novembre 2018	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	2,0	0,0	2,5
Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	12 au 23 novembre 2018	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

GABON

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	28 Mai au 08 Juin 2018	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Mise en place des indicateurs infra-annuels	3 au 7 septembre 2018	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Mise en place des indicateurs infra-annuels	(Annulée)	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

GUINEE-EQUATORIALE

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mission STX d'assistance à au controle de la valeur en douane	8 au 19 Octobre 2018	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscale et douanière	Mission LTX + STX d'assistance à la modernisation des procédures fiscales	7 au 18 mai 2018	0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	2,0	2,0	4,5
Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission STX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	22 octobre au 2 novembre 2018	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement de la fonction macro-budgétaire	14 au 22 juin 2018	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier sur le nouveau cadre harmonisé et les modalités de mise en œuvre.	Février 2019	2,0	1,0	1,0	4,0	2,0	1,0	2,0	5,0
Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Mission diagnostic avec FAD	Avril 2019	2,0	2,0	8,0	12,0	0,0	0,0	8,0	8,0
Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	29 octobre au 9 novembre 2018	1,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	2,0	3,0

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

GUINEE-EQUATORIALE

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	(Reportée)	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Mise en place des indicateurs infra-annuels	Janvier 2019	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	0,0	0,0	1,0

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mission STX d'assistance à au renforcement du contrôle de la valeur en douane	Février 2019	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX d'assistance technique au renforcement de la direction des moyennes entreprises et l' informatisation des indicateurs de performance	Mars 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	2,0	0,0	2,5
Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission STX d'assistance technique au renforcement de la direction des moyennes entreprises et l' informatisation des indicateurs de performance	10 au 21 décembre 2018	0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Redynamisation des processus de cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen terme (dispositifs et modèles)	9 au 20 juillet 2018	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Organisation d'une mission d'études sur le dispositif institutionnel et technique de cadrage macroéconomique et budgétaire	3 au 14 décembre 2018	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Elaboration d'un CBMT	4-15 Mars 2019	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette	Appui à l'élaboration du Rapport annuel de la dette	19 au 27 juin 2018	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Gestion de dette publique	Améliorer la gestion du portefeuille de la dette	Détachement de 3 cadres auprès de la Caisse Congolaise d'Amortissement	24 au 28 septembre 2018	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	1,0
Gestion de dette publique	Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	14 au 25 janvier 2019	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette	Appui à l'élaboration d'un manuel de procédures des opérations de gestion de la dette publique	21 au 29 novembre 2018	2,0	0,0	2,0	4,0	2,0	2,0	0,0	4,0
Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Mise en place des plans d'engagement	4 au 18 décembre 2018	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	15 au 26 octobre 2018	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	0,0	2,0	3,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	Janvier 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	01 au 05 Avril 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	3,0

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	25 au 29 juin 2018	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	1,0	2,0	5,0
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Comptes nationaux annuels	24 septembre au 5 octobre 2018	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour 2016-2017	11 au 22 mars 2019	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	0,0	2,0	3,0

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mission STX d'assistance à au renforcement du bureau de la valeur en douane	09 au 20 Juillet 2018	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	09 au 20 juillet 2018	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5
Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission STX d'assistance technique au renforcement de la Gestion de la TVA	Avril 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Diagnostic du modèle MCMB et identification des besoins de la fonction macro-budgétaire	30 juillet au 10 août 2018	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette	Détachement des cadres	(Annulée)	1,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de dette publique	Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme	Assistance/Formation sur la SDMT	27 août au 05 septembre 2018	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Mise en place des Projets annuels de performance et suivi des affectations à l'intérieur du budget général	(Annulée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Mise en place des Projets annuels de performance et suivi des affectations à l'interieur du budget général	3 au 7 Septembre 2018	2,0	2,0	4,0	8,0	1,0	0,0	2,0	3,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Ameliorer la couverture et la qualité des données financières	Fiabilisation des comptes	(Reportée)	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Révision de la réglementation prudentielle qualitative de la BCC	28 mai au 08 juin 2018	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Révision de la réglementation prudentielle qualitative de la BCC	03 au 14 septembre 2018	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Renforcement des capacités des superviseurs bancaires de la BCC	11 au 22 mars 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	18 au 29 mars 2019	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Visite d'apprentissage entre pairs en Cote d'Ivoire	5 au 9 novembre 2018	1,0	0,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	3,0

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	23 juillet au 03 aout 2018	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

SAO TOME-ET-PRINCIPE

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mission STX d'assistance à la modernisation des procédures douanières et de modernisation des services douaniers	21 mai au 1 juin 2018	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission STX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	17 au 28 septembre 2018	0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	2,0	2,0	4,5
Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Mission STX d'assistance à la modernisation des procédures fiscales	(Annulée)	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement de la fonction macro-budgétaire	03 au 14 septembre 2018	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	2,0	4,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement du suivi de la conjoncture et élaboration d'un modele simple de prevision macroeconomique	14 au 25 janvier 2019	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	1,0	2,0	4,0
Gestion de dette publique	Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette	Formation de base sur la gestion du portefeuille de la dette publique	28 mai au 01 juin 2018	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Gestion de dette publique	Développer le marché domestique de la dette intérieure	Appui au développement du marché des titres publics	Avril 2019	1,5	2,0	2,0	5,5	1,5	2,0	0,0	3,5

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

SAO TOME-ET-PRINCIPE

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Gestion de dette publique	Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette	Réforme du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette publique	26 octobre au 2 novembre 2018	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Mise en place des plans d'engagement des dépenses	(Annulée)	2,0	1,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité et de la fiabilité des informations financières	(Reportée)	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Révision de la réglementation prudentielle qualitative de la BCSTP	07-18 mai 2018	1,5	2,0	2,0	5,5	1,5	2,0	2,0	5,5
Régulation et supervision bancaires	Mieux utiliser les ressources dédiées à la supervision afin de contrôler plus efficacement les risques inhérents au système bancaire	Renforcement des outils du contrôle permanent de la BCSTP pour la supervision basée sur les risques	10-14 décembre 2018	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	1,0	4,0	6,0
Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Décembre 2018	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0
Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	28 février au 01 mars 2019	1,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	1,0	2,0

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

SAO TOME-ET-PRINCIPE

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	18 au 29 juin 2018	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	Mars 2019	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

TCHAD

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mission STX d'assistance d'appui au renforcement du bureau de la valeur en Douane	4 au 11 novembre 2018	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	5 au 16 novembre 2018	0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	2,0	0,0	2,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des fonctionnalités des modèles de cadrages macroéconomiques et budgétaires	21 janvier au 01 février 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	1,0	2,0	4,0
Gestion de dette publique	Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme	Assistance Technique sur la SDMT - Mission conjointe FMI/BM/AFC	24 septembre au 05 octobre 2018	1,5	2,0	0,0	3,5	1,5	2,0	2,0	5,5
Gestion de dette publique	Accompagner les pays dans le développement du marché des Sukuk	AT sur l'identification des préalables pour l'émission des SUKUK	(Reportée)	1,5	2,0	2,0	5,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de dette publique	Renforcer les capacités en termes d'Analyse de Viabilité de la Dette	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette AVD-PFR révisé	25 mars au 05 avril 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Mission diagnostic avec FAD	02 au 13 Juillet 2018	2,0	2,0	8,0	12,0	2,0	2,0	8,0	12,0

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

TCHAD

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite des travaux de mise place de la nouvelle nomenclature	28 Mai au 08 Juin 2018	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Mars 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	0,0	2,0	3,0
Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	16 au 27 juillet 2018	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Mise en place des indicateurs infra-annuels	23 Juillet au 03 Aout 2018	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Mise en place des indicateurs infra-annuels	3 au 7 septembre 2018	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui aux travaux de passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	Mars 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	0,0	2,0	3,0

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

INSTITUTIONS REGIONALES

Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Prévues				Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
					Bureau	Site			Bureau	Site		
AFRISTAT	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Atelier d'AFRISTAT en comptabilité nationale	(Reportée)	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	Gestion de dette publique	Développer le marché des valeurs du Trésor de la CEMAC.	Participation à un atelier organisé par la BEAC sur la révision du cadre juridique du marché des valeurs du Trésor de la CEMAC.	9 au 13 juillet 2018	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,0	0,0	1,5
BEAC	Gestion de dette publique	Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette	Détachement des cadres de la BEAC	(Annulée)	1,0	0,0	0,5	1,5	1,0	0,0	0,0	1,0
CEMAC	Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mission STX d'assistance à la vérification formelle du Code Communautaire révisé	Décembre 2018	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
CEMAC	Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mission STX d'assistance à la rédaction des textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé	Décembre 2018				0,0	0,5	0,0	2,0	2,5
CEMAC	Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mission STX d'assistance à la rédaction des textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé	Novembre 2018	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire semestriel conjoint AFRISTAT/CEMAC/AFC sur la conjoncture et la prevision	(Reportée)	1,0	1,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire semestriel conjoint AFRISTAT/CEMAC/AFC sur la conjoncture et la prevision	3 au 7 décembre 2018	1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	0,0	2,0
CEMAC	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation au séminaire CEMAC sur l'élaboration du rapport d'exécution des lois de finances	26 au 29 juin 2018	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

INSTITUTIONS REGIONALES

Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Prévues				Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
					Bureau	Site			Bureau	Site		
CEMAC	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	1 - Appui à l'avis de conformité de la CEMAC 2- Séminaires de renforcement des capacités organisés par la CEMAC	Septembre 2018	2,0	2,0	0,0	4,0	1,0	0,0	0,0	1,0
CEMAC	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Revue à distance/Atelier CEMAC	Septembre 2018	2,0	1,0	0,0	3,0	1,0	0,0	0,0	1,0
CEMAC	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Séminaire CEMAC / CEEAC	(Reportée)	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Mise en œuvre de la supervision sur base consolidée à la COBAC (poursuite du projet engagé en FY 2017), en attendant la convergence vers Bâle II/III	30 juillet - 10 août 2018	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Appui au renforcement des capacités pour la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques à la COBAC	16-27 juillet 2018	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Appui au renforcement des capacités pour la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques à la COBAC	15-26 octobre 2018	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Renforcement des capacités de contrôle du risque opérationnel par la COBAC	15-26 octobre 2018	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	0,0	2,0	3,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Renforcement des capacités de la COBAC pour le contrôle sur pièces et sur place des groupes bancaires sur base consolidée	12-23 novembre 2018	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Mise à jour de la réglementation relative au contrôle interne	01-12 avril 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0



PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS/INSTITUTION

INSTITUTIONS REGIONALES

Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Prévues				Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
					Bureau	Site			Bureau	Site		
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Renforcer les capacités d'analyse des difficultés des établissements de microfinance par la COBAC	25 février-01 mars 2019	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	1,0	0,0	1,5

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019

SEMINAIRES REGIONAUX ET COURS

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Séminaire régional sur le renforcement du contrôle de la valeur en douanes	10 au 15 février 2019	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	2,0	3,5
Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Séminaire interrégional conjoint AFC/ AFW1/ ISORA	28 mai au 1 juin 2018	0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	1,0	0,0	1,5
Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Séminaire régional sur la TVA	22 au 26 octobre 2018	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	1,0	2,5
Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	18 au 22 mars 2019	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Séminaire sur les risques macro-budgétaires	27 au 31 août 2018	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Cours régional sur l'analyse et la prévision budgétaire (APB)	4-15 février 2019	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Gestion de dette publique	Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme	Séminaire régional sur l'élaboration du plan de financement	16 au 20 Juillet 2018	2,0	1,0	1,0	4,0	2,0	1,0	2,0	5,0

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019

SEMINAIRES REGIONAUX ET COURS

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Gestion de dette publique	Renforcer les capacités en termes d'Analyse de Viabilité de la Dette	Séminaire régional conjoint AFC/SPR sur la viabilité et gestion de la dette dans les pays à faible revenu (AVD-PFR)	21 au 25 mai 2018	0,0	1,0	0,0	1,0	0,0	1,0	0,0	1,0
Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire conjoint avec AFW1 sur la gestion des investissements publics	(Reportée)	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire sur les défis et enjeux de la comptabilité des matières dans le contrôle interne budgétaire	5 au 9 Novembre 2018	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0
Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : Budgétisation axée sur les inégalités (Genre)	4 au 7 mars 2019	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	2,0	1,0	4,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire conjoint avec AFW1 sur la gestion des investissements publics	(Reportée)	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire sur l'optimisation du compte unique du trésor	(Reportée)	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : Budgétisation axée sur le Genre	4 au 7 mars 2019	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	1,0	0,0	1,0

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019

SEMINAIRES REGIONAUX ET COURS

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Régulation et supervision bancaires	Mieux utiliser les ressources dédiées à la supervision afin de contrôler plus efficacement les risques inhérents au système bancaire	Séminaire régional sur la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques (SREP)	09-13 juillet 2018	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Séminaire régional sur la gouvernance des banques et la transparence financière	7 au 11 janvier 2019	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0
Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques financières pour la prise de décision	Séminaire régional multidisciplinaire	22-26 octobre 2018	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0
Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques financières pour la prise de décision	Séminaire régional sur les statistiques des finances publiques	22-26 avril 2019	2,0	1,0	2,0	5,0	3,0	1,0	1,0	5,0
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Séminaire formation au SCN 2008 ou aux comptes nationaux trimestriels	4 au 8 février 2019	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTION

BURUNDI

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	6-17 janvier 2020	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	6-17 janvier 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement.	Définition d'un cadre réglementaire et d'une méthodologie d'application de la norme comptable internationale IFRS 9 concernant la comptabilisation et le provisionnement des créances en souffrance.	17-28 juin 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales.	Révision de la réglementation prudentielle de la BRB applicable aux institutions de microfinance (IMF).	14-25 octobre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
TOTAL :				3,0	6,0	6,0	15,0

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTION

CAMEROUN

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	6-17 juillet 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	9-20 décembre 2019	0,5	2,0	0,0	2,5
Gestion de dette publique	Soutenir la viabilité de la dette en fournissant au personnel concerné les compétences requises pour réaliser leur propre analyse de viabilité de la dette	Atelier de formation sur l'utilisation du cadre révisé d'analyse de viabilité de la dette AVD-PFR	Janvier 2020	0,5	0,0	2,0	2,5
Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Relecture des textes organiques de la comptabilité matière	08 au 24 mai 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Renforcement de la gestion de la trésorerie	Janvier 2020	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques des finances publiques	Mieux utiliser les ressources dédiées à la supervision afin de contrôler plus efficacement les risques inhérents au système bancaire.	Séminaire régional sur la cybersécurité et le risque informatique	23-26 septembre 2019	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	3 au 14 juin 2019	2,0	2,0	0,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	30 Sept au 11 Octobre 2019	1,0	2,0	0,0	3,0
TOTAL :				9,5	12,0	10,0	31,5

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTION

CONGO

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	8-19 juin 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Modernisation de la comptabilisation des recettes et renforcement du recouvrement fiscal	7-18 septembre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales et renforcement des principales fonctions fiscales	Actualisation de la stratégie de réforme de l'administration fiscale	Octobre 2019	0,0	2,0	4,0	6,0
Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	4-15 mai 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcer les dispositifs institutionnelles et techniques de programmation budgétaire pluriannuelle	Mai 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	Appuyer les autorités dans la mise en place d'un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette publique.	Détachement de 4 cadres de la Caisse Congolaise d'Amortissement auprès de la Caisse Autonome du d'Amortissement (Cameroun).	Juin 2019	0,5	0,0	0,0	0,5
Gestion de dette publique	Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Assistance Technique sur la SDMT	Septembre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	Appuyer les autorités dans la mise en place d'un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette publique.	Assistance technique sur la révision du cadre organisationnel des services de gestion de la dette publique	Juin 2019	1,0	2,0	2,0	5,0

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTION

CONGO

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Atelier sur les autorisations d'engagements et les crédits de paiement (AE/CP)	01 au 05 juillet 2019	1,0	1,0	2,0	4,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Poursuite des travaux d'amélioration du système de comptable de l'Etat	Septembre 2019	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Septembre 2019	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour 2017-2018	14 au 25 octobre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
TOTAL :				10,5	13,0	24,0	47,5

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTION

GABON

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi de la mise en oeuvre des principales recommandations de la mission FAD de Novembre 2018	7- 18 septembre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Suivi de la mise en oeuvre des principales recommandations de la mission FAD de Novembre 2019	15-26 juillet 2019	0,5	2,0	0,0	2,5
Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la collaboration douanes-impôts pour lutter contre la fraude à la TVA	10-21 février 2020	0,5	2,0	2,0	4,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Approfondissement des processus d'elaboration des cadrages macroéconomiques et budgétaires et Analyse de sensibilité macro-budgétaire	Juin 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Atelier pays sur l'analyse de sensibilité macro-budgétaire	Octobre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	Soutenir la viabilité de la dette en fournissant au personnel concerné les compétences requises pour réaliser leur propre analyse de viabilité de la dette.	Séminaire régional conjoint AFC/SPR/Banque mondiale sur le cadre révisé de l'analyse de viabilité de la dette dans les pays à faible revenu (AVD-PFR))	Juillet 2019	0,5	1,0	0,0	1,5
Gestion de dette publique	Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics,	Formation sur la gestion du portefeuille de la dette publique	Février 2020	1,0	1,0	0,0	2,0
Gestion de dette publique	Soutenir la viabilité de la dette en fournissant au personnel concerné les compétences requises pour réaliser leur propre analyse de viabilité de la dette,	Atelier sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette AVD-PAM	Octobre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTION

GABON

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Appui à la mise en place du cadre de pilotage du contrôle interne budgétaire	17 au 29 juillet 2019	2,0	2,0	2,0	6,0
Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Revue des affectations de recettes aux administrations publiques	29 mai au 12 juin 2019	1,0	1,0	2,0	4,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	Septembre 2019	2,0	0,0	2,0	4,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Décembre 2019	2,0	2,0	0,0	4,0
Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Novembre 2019	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	18 au 29 Novembre 2019	1,0	0,0	2,0	3,0
TOTAL :				16,0	19,0	20,0	55,0

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTION

GUINEE-EQUATORIALE

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcer les dispositifs institutionnelles et techniques de programmation budgétaire pluriannuelle	Juin 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	A déterminer	Avril 2020	1,0	2,0	4,0	7,0
Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Conception de macro processus pour l'exécution du budget en mode déconcentré	17 au 28 juin 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	Septembre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Juillet 2019	1,0	0,0	0,0	1,0
Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Décembre 2019	1,0	0,0	1,0	2,0
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux trimestriels	18 au 29 Novembre 2019	1,0	0,0	2,0	3,0
TOTAL :				7,0	8,0	13,0	28,0

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTION
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	12-23 octobre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	2-13 décembre 2019	0,5	2,0	0,0	2,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des dispositifs techniques de cadrages macroéconomiques et budgétaires	Juillet 2019	1,0	0,0	2,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Elaboration d'un CBMT (mission de suivi)	Mars 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette et l'utilisation de l'outil SDMT	Aout 2019	1,0	2,0	0,0	3,0
Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Connexion du module plan d'engagement au module exécution du budget (GESCO)	10 au 21 septembre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	Janvier 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Janvier 2020	1,0	0,0	2,0	3,0

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTION

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Juin 2019	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	5 au 16 aout 2019	1,0	2,0	0,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour 2017-2018	17 au 28 fevrier 2020	1,0	0,0	2,0	3,0
TOTAL :				11,0	14,0	16,0	41,0

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTION

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	16 - 27 septembre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	Mai 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	18-29 novembre 2019	0,5	2,0	0,0	2,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Approfondissement des processus d'élaboration des cadrages macroéconomiques et budgétaires et Analyse de sensibilité macro-budgétaire	13 au 24 Mai 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	Soutenir la viabilité de la dette en fournissant au personnel concerné les compétences requises pour réaliser leur propre analyse de viabilité de la dette.	Atelier de formation sur l'utilisation du cadre révisé d'analyse de viabilité de la dette AVD-PFR	Janvier 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	Appuyer les autorités dans la mise en place d'un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette publique.	Renforcement du cadre institutionnel de gestion de la dette publique par la création d'une structure de coordination (CNDP)	Juillet 2019	1,0	2,0	0,0	3,0
Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Atelier sur le projet de guide d'élaboration des PAP et des rapports annuels de performance (RAP)	Mai 2019	1,0	1,0	1,0	3,0
Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Revue qualité de 10 projets annuels de performance (PAP) réalisés par les services nationaux	Janvier 2020	1,0	2,0	2,0	5,0

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTION

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Fiabilisation des comptes	Octobre 2019	2,0	2,0	2,0	6,0
Régulation et supervision bancaires	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire. Assurer que les banques disposent de fonds propres et liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier.	(i) Développement d'une méthodologie pratique de contrôle sur place du contrôle interne, de la gestion des risques et de la gouvernance par la BCC. (ii) Formation sur ICAAP (évaluation interne des besoins de fonds propres par les banques).	27 mai - 06 juin 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire	Révision de la méthodologie de notation des banques selon l'approche basée sur les risques.	02-13 décembre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mars 2020	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour 2016-2017	23 juillet - 03 août 2018	1,0	2,0	2,0	5,0
TOTAL :				13,5	21,0	21,0	55,5

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTION

SAO TOME-ET-PRINCIPE

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	7-18 décembre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Renforcement de la conduite des projets de réforme de l'administration fiscale	21 octobre - 1 novembre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcer les dispositifs institutionnelles et techniques de programmation budgétaire pluriannuelle	Mai 2019	1,0	1,0	2,0	4,0
Gestion de dette publique	Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics,	Formation sur la gestion des risques liés au portefeuille de la dette publique	Décembre 2019	1,0	1,0	0,0	2,0
Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Atelier sur le plan d'engagement et le plan de trésorerie	6 au 17 août 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Janvier 2020	2,0	2,0	2,0	6,0

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTION

SAO TOME-ET-PRINCIPE

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Régulation et supervision bancaires	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Finalisation de la révision de la méthodologie de notation des banques par la BCSTP.	06-17 mai 2019	1,0	1,0	4,0	6,0
Régulation et supervision bancaires	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales.	Refonte de la réglementation prudentielle de la BCSTP relative à la gestion des risques. Préparation d'un document destiné à la profession bancaire comportant les recommandations de la BCSTP pour l'application des nouvelles normes prudentielles de gestion des risques.	11-22 novembre 2019	1,0	1,0	4,0	6,0
Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Aout 2019	1,0	1,0	1,0	3,0
Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Février 2020	1,0	0,0	1,0	2,0
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour 2016-2017	22 juin au 03 juillet 2019	1,0	2,0	0,0	3,0
TOTAL :				11,0	11,0	20,0	42,0

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTION

TCHAD

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi des régimes suspensifs et contrôle des exonérations	2-19 décembre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	6-17 juillet 2019	0,5	2,0	0,0	2,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcer les dispositifs institutionnels et techniques de programmation budgétaire pluriannuelle	Avril 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Atelier pays sur l'analyse de sensibilité macro-budgétaire	Aout 2019	1,0	1,0	1,0	3,0
Gestion de dette publique	Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Assistance Technique sur la SDMT	Septembre 2019	1,0	2,0	0,0	3,0
Gestion de dette publique	Appuyer les autorités dans la mise en place d'un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette publique.	Assistance technique sur la révision du cadre organisationnel des services de gestion de la dette publique	Mai 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Préparation du budget de l'Etat 2020 sur la base de la nouvelle nomenclature du budget de l'Etat (NBE)	05 au 17 juin 2019	2,0	1,0	2,0	5,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Novembre 2019	2,0	2,0	2,0	6,0

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTION

TCHAD

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mai 2019	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	17 au 28 juin 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
TOTAL :				12,0	16,0	15,0	43,0

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTION

INSTITUTIONS REGIONALES

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
AFRISTAT	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Atelier d'AFRISTAT en comptabilité nationale	20 au 24 avril 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
BEAC	Gestion de dette publique	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Assistance technique sur la réforme du cadre institutionnel et de gouvernance du marché des titres publics de la CEMAC.	Octobre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
CEMAC	Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mise en oeuvre pratique du Code régional des douanes révisé	6-17 mai 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
CEMAC	Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Participation au Comité de suivi de mise en oeuvre du Code des douanes régional révisé	9-20 décembre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire semestriel conjoint AFRISTAT/CEMAC/AFC sur la conjoncture et la prévision	06 au 18 mai 2019	1,0	1,0	0,0	2,0
CEMAC	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Elaboration d'un référentiel et de son guide d'utilisation sur la comptabilité matière	15 au 30 juin 2019	1,0	1,0	4,0	6,0
CEMAC	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Ameliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Revue à distance/Atelier CEMAC	Tout au long de l'année	2,0	1,0	0,0	3,0
CEMAC	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Séminaire CEMAC / CEEAC	27 au 30 avril 2020	0,5	1,0	0,0	1,5

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTION

INSTITUTIONS REGIONALES

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
					Bureau	Site		
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Assurer que les banques disposent de fonds propres et liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier.	Préparation de la stratégie de réforme de la COBAC relative à la révision globale de la réglementation prudentielle en vue de la transposition du dispositif de Bâle II/III.	08-19 juillet 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Révision de la méthodologie de contrôle sur place des établissements de crédit, dans le domaine du risque de crédit, par la COBAC.	02-13 septembre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Revue du processus opérationnel de traitement des situations d'infraction des établissements de crédit par la COBAC, ainsi que de préparation des décisions de sanction.	24 février - 06 mars 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Suivi de la mise en œuvre du plan d'actions de la COBAC concernant la mise en place de la supervision basée sur les risques	20-30 avril 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
TOTAL :					11,0	15,0	16,0	42,0

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020

SEMINAIRES REGIONAUX ET COURS

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			Total
				Conseiller		ECT	
Bureau	Site						
Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	18 au 22 mars 2020	0,5	0,0	0,0	0,5
Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Séminaire régional sur la modernisation du cadre de gouvernance des administrations fiscales et douanières	14-18 octobre 2019	0,5	1,0	2,0	3,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l’Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Cours régional sur l'analyse et la prévision budgétaire (APB)	Février 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l’Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire régional sur les prévisions de recettes budgétaires	Aout 2019	2,0	1,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Séminaire régional sur l’élaboration de la SDMT	Avril 2020	1,5	1,0	1,0	3,5
Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	9ème Edition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : Les affectations de recettes et la tutelle des entités publiques	Mars 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire interrégional conjoint avec AFRITAC Ouest sur la gestion des investissements publics	Juin 2019	1,0	1,0	1,0	3,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Ameliorer la gestion des actifs et des passifs	Séminaire régional sur le compte unique du trésor	Novembre 2019	2,0	1,0	1,0	4,0

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020

SEMINAIRES REGIONAUX ET COURS

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Régulation et supervision bancaires	Mieux utiliser les ressources dédiées à la supervision afin de contrôler plus efficacement les risques inhérents au système bancaire.	Séminaire régional sur la cybersécurité et le risque informatique	23-26 septembre 2019	1,0	1,0	0,0	2,0
Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Séminaire régional sur le traitement des opérations du sous-secteur de la sécurité sociale	Avril 2020	2,0	1,0	1,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Séminaire régional sur le changement de l'année de base et le passage au SCN 2008	01 au 05 juillet 2019	2,0	1,0	2,0	5,0
TOTAL :				14,5	11,0	11,0	36,5

RESSOURCES PAR DOMAINE
Programmation et réalisation de l'année fiscale 2019 - Programmation de l'année fiscale 2020
(En personnes semaines)

Domaine d'intervention/Pays	Année fiscale 2019									Année fiscale 2020				
	Ressources programmées				Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)	Ressources programmées				
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total		Conseillers		ECT	Total	
	Siège	Site			Siège	Site				Siège	Site			
I - MISSIONS														
Administration douanière	5,5	0,0	22,0	27,5	6,0	0,0	22,0	28,0	101,8	5,0	0,0	20,0	25,0	
Burundi	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	0,0	0,5		0,5	0,0	2,0	2,5	
Cameroun	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		0,5	0,0	2,0	2,5	
Congo	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		0,5	0,0	2,0	2,5	
Gabon	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		0,5	0,0	2,0	2,5	
Guinée équatoriale	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		0,0	0,0	0,0	0,0	
République Centrafricaine	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		0,5	0,0	2,0	2,5	
République Démocratique du Congo	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		0,5	0,0	2,0	2,5	
Sao Tomé-et-Principe	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		0,5	0,0	2,0	2,5	
Tchad	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		0,5	0,0	2,0	2,5	
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
CEMAC	1,0	0,0	4,0	5,0	1,5	0,0	6,0	7,5		1,0	0,0	4,0	5,0	
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Administration fiscale	9,0	23,0	28,0	60,0	9,5	21,0	32,0	62,5	104,2	5,5	16,0	14,0	35,5	
Burundi	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	0,0	0,0	0,5		0,5	2,0	0,0	2,5	
Cameroun	0,5	2,0	0,0	2,5	1,0	4,0	8,0	13,0		0,5	2,0	0,0	2,5	
Congo	2,0	4,0	12,0	18,0	2,0	4,0	4,0	10,0		1,0	2,0	8,0	11,0	
Gabon	2,5	5,0	4,0	11,5	2,5	3,0	12,0	17,5		1,0	4,0	2,0	7,0	
Guinée équatoriale	1,0	2,0	4,0	7,0	1,0	2,0	4,0	7,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
République Centrafricaine	0,5	2,0	2,0	4,5	1,0	2,0	2,0	5,0		0,5	2,0	0,0	2,5	
République Démocratique du Congo	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5		1,0	2,0	2,0	5,0	
Sao Tomé-et-Principe	1,0	2,0	4,0	7,0	0,5	2,0	2,0	4,5		0,5	0,0	2,0	2,5	
Tchad	0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	2,0	0,0	2,5		0,5	2,0	0,0	2,5	
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion des finances publiques	48,0	53,0	63,0	164,0	35,5	30,5	60,0	126,0	76,8	44,0	53,0	64,0	161,0	
Burundi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Cameroun	4,0	4,0	8,0	16,0	4,0	3,0	6,0	13,0		3,0	4,0	4,0	11,0	
Congo	7,0	10,0	6,0	23,0	6,0	4,0	8,0	18,0		4,0	5,0	6,0	15,0	
Gabon	4,0	6,0	0,0	10,0	2,5	2,0	2,0	6,5		9,0	9,0	10,0	28,0	
Guinée équatoriale	5,0	4,0	11,0	20,0	3,0	3,0	12,0	18,0		4,0	8,0	10,0	22,0	
République Centrafricaine	7,0	8,0	10,0	25,0	7,0	8,0	10,0	25,0		5,0	6,0	10,0	21,0	
République Démocratique du Congo	4,0	6,0	6,0	16,0	2,0	2,0	4,0	8,0		5,0	7,0	7,0	19,0	
Sao Tomé-et-Principe	5,0	2,0	8,0	15,0	2,0	2,0	4,0	8,0		4,0	5,0	6,0	15,0	
Tchad	6,0	8,0	14,0	28,0	6,0	5,0	14,0	25,0		6,0	6,0	7,0	19,0	
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
CEMAC	6,0	5,0	0,0	11,0	3,0	1,5	0,0	4,5		4,0	3,0	4,0	11,0	
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques des finances publiques	18,0	13,0	16,0	47,0	20,0	13,0	17,0	50,0	106,4	16,0	13,0	15,0	44,0	
Burundi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Cameroun	3,0	2,0	2,0	7,0	4,0	3,0	2,0	9,0		2,0	2,0	2,0	6,0	
Congo	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	0,0	2,0	4,0		2,0	2,0	2,0	6,0	
Gabon	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0		2,0	2,0	2,0	6,0	
Guinée équatoriale	2,0	0,0	2,0	4,0	1,0	0,0	2,0	3,0		2,0	0,0	1,0	3,0	
République Centrafricaine	2,0	2,0	2,0	6,0	3,0	2,0	3,0	8,0		2,0	2,0	2,0	6,0	
République Démocratique du Congo	3,0	2,0	2,0	7,0	4,0	3,0	2,0	9,0		2,0	2,0	2,0	6,0	
Sao Tomé-et-Principe	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0		2,0	1,0	2,0	5,0	
Tchad	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0		2,0	2,0	2,0	6,0	
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques macroéconomiques	16,0	22,0	8,0	46,0	14,5	18,0	6,0	38,5	83,7	11,5	14,0	12,0	37,5	
Burundi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Cameroun	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	4,0	0,0	6,0		3,0	4,0	0,0	7,0	
Congo	2,0	2,0	2,0	6,0	1,5	2,0	2,0	5,5		0,5	0,0	2,0	2,5	
Gabon	3,0	2,0	2,0	7,0	2,0	2,0	0,0	4,0		1,0	0,0	2,0	3,0	
Guinée équatoriale	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	0,0	0,0	1,0		1,0	0,0	2,0	3,0	
République Centrafricaine	3,0	4,0	2,0	9,0	2,0	2,0	2,0	6,0		2,0	2,0	2,0	6,0	
République Démocratique du Congo	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0		1,0	2,0	2,0	5,0	
Sao Tomé-et-Principe	2,0	4,0	0,0	6,0	2,0	4,0	0,0	6,0		1,0	2,0	0,0	3,0	
Tchad	3,0	4,0	2,0	9,0	3,0	2,0	2,0	7,0		1,0	2,0	2,0	5,0	
AFRISTAT	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0		0,5	1,0	0,0	1,5	
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
CEMAC	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0		0,5	1,0	0,0	1,5	
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	

RESSOURCES PAR DOMAINE
Programmation et réalisation de l'année fiscale 2019 - Programmation de l'année fiscale 2020
(En personnes semaines)

Domaine d'intervention/Pays	Année fiscale 2019									Année fiscale 2020			
	Ressources programmées				Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)	Ressources programmées			
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total		Conseillers		ECT	Total
	Siège	Site			Siège	Site				Siège	Site		
I - MISSIONS													
Gestion de dette publique	18,5	22,0	16,5	57,0	17,5	26,0	13,0	56,5	99,1	12,5	21,0	14,0	47,5
Burundi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Cameroun	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,5	0,0	2,0	2,5
Congo	2,0	4,0	0,0	6,0	2,0	4,0	4,0	10,0		2,5	4,0	4,0	10,5
Gabon	2,0	4,0	2,0	8,0	2,0	3,0	3,0	8,0		2,5	4,0	2,0	8,5
Guinée équatoriale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
République Centrafricaine	4,0	2,0	4,0	10,0	5,0	6,0	2,0	13,0		1,0	2,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	2,0	0,0	2,0	4,0	1,0	2,0	0,0	3,0		2,0	4,0	2,0	8,0
Sao Tomé-et-Principe	3,5	6,0	4,0	13,5	3,5	6,0	0,0	9,5		1,0	1,0	0,0	2,0
Tchad	4,0	6,0	4,0	14,0	2,5	4,0	4,0	10,5		2,0	4,0	2,0	8,0
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	1,0	0,0	0,5	1,5	1,5	1,0	0,0	2,5		1,0	2,0	2,0	5,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	14,0	26,0	23,0	63,0	15,5	26,0	27,0	68,5	108,7	10,0	18,0	22,0	50,0
Burundi	3,0	4,0	5,0	12,0	3,5	6,0	7,0	16,5		2,0	4,0	4,0	10,0
Cameroun	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Congo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée équatoriale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
République Centrafricaine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
République Démocratique du Congo	3,0	6,0	6,0	15,0	3,0	6,0	6,0	15,0		2,0	4,0	4,0	10,0
Sao Tomé-et-Principe	2,5	4,0	4,0	10,5	2,5	3,0	6,0	11,5		2,0	2,0	8,0	12,0
Tchad	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	5,5	12,0	8,0	25,5	6,5	11,0	8,0	25,5		4,0	8,0	6,0	18,0
Total général	129,0	159,0	176,5	464,5	118,5	134,5	177,0	430,0	92,6	104,5	135,0	161,0	400,5
Domaine d'intervention	Année fiscale 2019									Année fiscale 2020			
	Ressources programmées				Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)	Ressources programmées			
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total		Conseillers		ECT	Total
	Siège	Site			Siège	Site				Siège	Site		
II - SEMINAIRES ET COURS													
Administration douanière	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	2,0	3,5		0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	1,5	2,0	2,0	5,5	1,5	2,0	1,0	4,5		1,0	1,0	2,0	4,0
Gestion des finances publiques	9,0	9,0	8,0	26,0	5,0	7,0	4,0	16,0		7,0	6,0	5,0	18,0
Statistiques des finances publiques	4,0	2,0	4,0	10,0	5,0	2,0	3,0	10,0		2,0	1,0	1,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0		2,0	1,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	2,0	6,0		1,5	1,0	1,0	3,5
Régulation et supervision bancaires	4,0	2,0	4,0	10,0	4,0	2,0	4,0	10,0		1,0	1,0	0,0	2,0
Total général	23,0	19,0	23,0	65,0	20,0	17,0	18,0	55,0	84,6	14,5	11,0	11,0	36,5
TOTAL MISSIONS + SEMINAIRES ET COURS (I+II)	152,0	178,0	199,5	529,5	138,5	151,5	195,0	485,0	91,6	119,0	146,0	172	437,0

Le domaine Gestion des finances publiques inclut les sous-domaines budget, comptabilité et gestion de la trésorerie, et analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires.

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE

ADMINISTRATION DOUANIÈRE

Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Burundi	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Atelier sur la modernisation de la procédure douanière	(Annulée)	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	0,0	0,5
Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mission STX d'assistance au renforcement du contrôle à destination des marchandises exonérées	9 au 20 Juillet 2018	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mission STX d'assistance à la vérification formelle du Code Communautaire révisé	Décembre 2018	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mission STX d'assistance à la rédaction des textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé	Décembre 2018				0,0	0,5	0,0	2,0	2,5
CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mission STX d'assistance à la rédaction des textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé	Novembre 2018	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mission STX d'assistance d'appui à la correction des taux de taxation conformément aux dispositions légales en vigueur (TEC, TVA, DA)	15 au 26 octobre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Gabon	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mission STX d'assistance à la modernisation des procédures douanières et de modernisation des services douaniers	10 au 21 septembre 2018	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Guinée équatoriale	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mission STX d'assistance à au contrôle de la valeur en douane	8 au 19 Octobre 2018	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE

ADMINISTRATION DOUANIERE

Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
République Centrafricaine	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mission STX d'assistance à au renforcement du controle de la valeur en douane	Février 2019	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mission STX d'assistance à au renforcement du bureau de la valeur en douane	09 au 20 Juillet 2018	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Sao Tomé-et-Principe	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mission STX d'assistance à la modernisation des procédures douanières et de modernisation des services douaniers	21 mai au 1 juin 2018	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Séminaires régionaux et cours	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Séminaire régional sur le renforcement du controle de la valeur en douanes	10 au 15 février 2019	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	2,0	3,5
Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mission STX d'assistance d'appui au renforcement du bureau de la valeur en Douane	4 au 11 novembre 2018	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE
ADMINISTRATION FISCALE**

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	(Annulée)	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	0,0	0,0	0,5
Cameroun	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Mission du Département des Finances Publiques du FMI et d' AFRITAC Centre : Elaboration d' un plan strategique de modernisation des administration fiscale et douanière	10-21 Décembre 2018	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	2,0	8,0	10,5
Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX d'assistance aux activités d'enquetes et de recherches	Avril 2019	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5
Congo	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscale et douanière	Mission du Département des Finances Publiques du FMI et d' AFRITAC Centre : Elaboration d' un plan strategique de modernisation des administration fiscale et douanière	25 juin au 06 juillet 2018	0,5	2,0	8,0	10,5	0,5	2,0	0,0	2,5
Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission STX d'assistance aux activités de recouvrement des arriérés fiscaux	22 octobre au 2 novembre 2018	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX d'appui au renforcement de la gestion des contribuables	14-25 Janvier 2019	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5
Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission STX d'assistance aux activités d'enquetes et de recherches	12 au 23 novembre 2018	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE
ADMINISTRATION FISCALE**

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission STX d'assistance aux activités d'enquêtes et de recherches	8 au 19 octobre 2018	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	10 au 14 septembre 2018	0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	1,0	0,0	1,5
Gabon	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Visite professionnelle d'immersion pour cadres de l'administration gabonaise en Ile Maurice	(Annulée)	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	Modernisation du cadre institutionnel et de bonne gouvernance	Mission LTX+STX d'assistance aux activités de recouvrement des arriérés fiscaux	Mars 2019	0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Gabon	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscale et douanière	Mission du Département des Finances Publiques du FMI et d' Afritac Centre : Elaboration d' un plan stratégique de modernisation des administration fiscale et douanière	12 au 22 novembre 2018	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,0	8,0	9,5
Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission d' assistance a la gestion efficace de la fonction du recouvrement et des arriérés fiscaux	Avril 2019	0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	1,0	0,0	1,5
Guinée équatoriale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscale et douanière	Mission LTX + STX d'assistance à la modernisation des procédures fiscales	7 au 18 mai 2018	0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	2,0	2,0	4,5

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE
ADMINISTRATION FISCALE**

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Guinée équatoriale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission STX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	22 octobre au 2 novembre 2018	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
République Centrafricaine	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX d' assistance technique au renforcement de la direction des moyennes entreprises et l' informatisation des indicateurs de performance	Mars 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	2,0	0,0	2,5
République Centrafricaine	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission STX d' assistance technique au renforcement de la direction des moyennes entreprises et l' informatisation des indicateurs de performance	10 au 21 décembre 2018	0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	0,0	2,0	2,5
République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	09 au 20 juillet 2018	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5
République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission STX d'assistance technique au renforcement de la Gestion de la TVA	Avril 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sao Tomé-et-Principe	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission STX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	17 au 28 septembre 2018	0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	2,0	2,0	4,5
Sao Tomé-et-Principe	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Mission STX d'assistance à la modernisation des procédures fiscales	(Annulée)	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE
ADMINISTRATION FISCALE**

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Séminaires régionaux et cours	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Séminaire interrégional conjoint AFC/ AFW1/ ISORA	28 mai au 1 juin 2018	0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	1,0	0,0	1,5
Séminaires régionaux et cours	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Séminaire régional sur la TVA	22 au 26 octobre 2018	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	1,0	2,5
Séminaires régionaux et cours	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	18 au 22 mars 2019	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5
Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	5 au 16 novembre 2018	0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	2,0	0,0	2,5

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES-BUDGET**

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Cameroun	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères ordonnateurs de budgets	07 au 18 Mai 2018	2,0	2,0	4,0	8,0	2,0	2,0	4,0	8,0
CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation au séminaire CEMAC sur l'élaboration du rapport d'exécution des lois de finances	26 au 29 juin 2018	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5
CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	1 - Appui à l'avis de conformité de la CEMAC 2- Séminaires de renforcement des capacités organisés par la CEMAC	Septembre 2018	2,0	2,0	0,0	4,0	1,0	0,0	0,0	1,0
Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite des travaux sur le budget programme et les Projets annuels de performance	23 Juillet au 03 Aout 2018	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	4,0	8,0
Gabon	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Visite d'etude dans un pays sur le suivi des établissements publics	Novembre 2018	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0
Guinée équatoriale	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier sur le nouveau cadre harmonisé et les modalités de mise en œuvre.	Février 2019	2,0	1,0	1,0	4,0	2,0	1,0	2,0	5,0
Guinée équatoriale	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Mission diagnostic avec FAD	Avril 2019	2,0	2,0	8,0	12,0	0,0	0,0	8,0	8,0
République Centrafricaine	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Mise en place des plans d'engagement	4 au 18 décembre 2018	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES-BUDGET**

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Mise en place des Projets annuels de performance et suivi des affectations à l'interieur du budget général	(Annulée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Mise en place des Projets annuels de performance et suivi des affectations à l'interieur du budget général	3 au 7 Septembre 2018	2,0	2,0	4,0	8,0	1,0	0,0	2,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Mise en place des plans d'engagement des dépenses	(Annulée)	2,0	1,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire conjoint avec AFW1 sur la gestion des investissements publics	(Reportée)	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire sur les défis et enjeux de la comptabilité des matières dans le contrôle interne budgétaire	5 au 9 Novembre 2018	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0
Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : Budgétisation axée sur les inégalités (Genre)	4 au 7 mars 2019	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	2,0	1,0	4,0
Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Mission diagnostic avec FAD	02 au 13 Juillet 2018	2,0	2,0	8,0	12,0	2,0	2,0	8,0	12,0

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES-BUDGET**

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite des travaux de mise place de la nouvelle nomenclature	28 Mai au 08 Juin 2018	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES-COMPTABILITE**

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Cameroun	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Amélioration de la gestion de la trésorerie	Janvier 2019	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0
CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Revue à distance/Atelier CEMAC	Septembre 2018	2,0	1,0	0,0	3,0	1,0	0,0	0,0	1,0
Congo	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Poursuite des travaux de fiabilisation des comptes de la balance	22 octobre au 2 novembre 2018	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	0,0	2,0	3,0
Congo	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Avril 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	0,0	2,0	3,0
Gabon	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration des la qualite des informations comptables	8 au 19 octobre 2018	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0
Gabon	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	(Reportée)	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	A compléter	A compléter	14 au 27 novembre 2018	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	2,0	0,0	2,5
République Centrafricaine	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	15 au 26 octobre 2018	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	0,0	2,0	3,0

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES-COMPTABILITE**

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
République Centrafricaine	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	Janvier 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
République Démocratique du Congo	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Fiabilisation des comptes	(Reportée)	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sao Tomé-et-Principe	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité et de la fiabilité des informations financières	(Reportée)	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire conjoint avec AFW1 sur la gestion des investissements publics	(Reportée)	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire sur l'optimisation du compte unique du trésor	(Reportée)	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : Budgétisation axée sur le Genre	4 au 7 mars 2019	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	1,0	0,0	1,0
Tchad	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Mars 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	0,0	2,0	3,0

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE
ANALYSE ET PREVISIONS MACROECONOMIQUES ET BUDGETAIRES**

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Cameroun	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Formation sur le cadrage macroéconomique et la programmation financière	14 au 18 janvier 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	2,0
Cameroun	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Analyse de sensibilité macro-budgétaire	(Reportée)	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire semestriel conjoint AFRISTAT/CEMAC/AFC sur la conjoncture et la prevision	(Reportée)	1,0	1,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire semestriel conjoint AFRISTAT/CEMAC/AFC sur la conjoncture et la prévision	3 au 7 décembre 2018	1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	0,0	2,0
Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à une mission de FAD	(Annulée)	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des modèles de cadrages macroéconomiques et budgétaires	01 au 12 octobre 2018	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Organisation de mission d'etudes sur le CBMT et l'articulation avec la preparation du budget annuel	3 au 14 décembre 2018	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0
Gabon	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des modèles de cadrages macroéconomiques et budgétaires	(Reportée)	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE
ANALYSE ET PREVISIONS MACROECONOMIQUES ET BUDGETAIRES**

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Guinée équatoriale	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement de la fonction macro-budgétaire	14 au 22 juin 2018	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	2,0	2,0	5,0
République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Redynamisation des processus de cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen terme (dispositifs et modèles)	9 au 20 juillet 2018	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Organisation d'une mission d'études sur le dispositif institutionnel et technique de cadrage macroéconomique et budgétaire	3 au 14 décembre 2018	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0
République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Elaboration d'un CBMT	4-15 Mars 2019	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0
République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Diagnostic du modèle MCMB et identification des besoins de la fonction macro-budgétaire	30 juillet au 10 aout 2018	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Sao Tomé-et-Principe	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement de la fonction macro-budgétaire	03 au 14 septembre 2018	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	2,0	4,0
Sao Tomé-et-Principe	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement du suivi de la conjoncture et elaboration d'un modele simple de prevision macroeconomique	14 au 25 janvier 2019	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	1,0	2,0	4,0

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE
ANALYSE ET PREVISIONS MACROECONOMIQUES ET BUDGETAIRES**

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Séminaires régionaux et cours	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Séminaire sur les risques macro-budgétaires	27 au 31 août 2018	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0
Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Cours régional sur l'analyse et la prévision budgétaire (APB)	4-15 février 2019	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des fonctionnalités des modèles de cadrages macroéconomiques et budgétaires	21 janvier au 01 février 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	1,0	2,0	4,0

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE
STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES**

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Cameroon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	21 janvier au 01 février 2019	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Cameroon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Visite d'apprentissage entre pairs en République du Sénégal	27 au 31 août 2018	1,0	0,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	3,0
Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	3 au 14 décembre 2018	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	0,0	2,0	4,0
Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	12 au 23 novembre 2018	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	29 octobre au 9 novembre 2018	1,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	2,0	3,0
Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	(Reportée)	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	01 au 05 Avril 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	3,0

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE
STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES**

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	25 au 29 juin 2018	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	1,0	2,0	5,0
République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	18 au 29 mars 2019	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Visite d'apprentissage entre pairs en Cote d'Ivoire	5 au 9 novembre 2018	1,0	0,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Décembre 2018	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	28 février au 01 mars 2019	1,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	1,0	2,0
Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques financières pour la prise de décision	Séminaire régional multidisciplinaire	22-26 octobre 2018	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0
Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques financières pour la prise de décision	Séminaire régional sur les statistiques des finances publiques	22-26 avril 2019	2,0	1,0	2,0	5,0	3,0	1,0	1,0	5,0

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE
STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES**

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	16 au 27 juillet 2018	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE
STATISTIQUES MACROECONOMIQUES**

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
AFRISTAT	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Atelier d'AFRISTAT en comptabilité nationale	(Reportée)	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Burundi	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Mission sur les comptes nationaux trimestriels aux prix courants (optique demande) : T1 2005-T4 2017	(Reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	3-14 Décembre 2018	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	Mars 2019	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0
CEMAC	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Séminaire CEMAC / CEEAC	(Reportée)	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Congo	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour 2016-2017	3-14 décembre 2018	1,0	2,0	0,0	3,0	0,5	0,0	2,0	2,5
Congo	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration et publication des comptes nationaux pour la période allant jusqu'à 2017	Avril 2019	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Gabon	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	28 Mai au 08 Juin 2018	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE
STATISTIQUES MACROECONOMIQUES**

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Gabon	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Mise en place des indicateurs infra-annuels	3 au 7 septembre 2018	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0
Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Mise en place des indicateurs infra-annuels	(Annulée)	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Mise en place des indicateurs infra-annuels	Janvier 2019	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	0,0	0,0	1,0
République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Comptes nationaux annuels	24 septembre au 5 octobre 2018	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0
République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour 2016-2017	11 au 22 mars 2019	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	0,0	2,0	3,0
République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	23 juillet au 03 août 2018	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	18 au 29 juin 2018	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE
STATISTIQUES MACROECONOMIQUES**

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	Mars 2019	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Séminaire formation au SCN 2008 ou aux comptes nationaux trimestriels	4 au 8 février 2019	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0
Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Mise en place des indicateurs infra-annuels	23 Juillet au 03 Aout 2018	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Mise en place des indicateurs infra-annuels	3 au 7 septembre 2018	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0
Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui aux travaux de passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	Mars 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	0,0	2,0	3,0

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE
GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
BEAC	Développer le marché des valeurs du Trésor de la CEMAC.	Participation à un atelier organisé par la BEAC sur la révision du cadre juridique du marché des valeurs du Trésor de la CEMAC.	9 au 13 juillet 2018	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,0	0,0	1,5
BEAC	Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette	Détachement des cadres de la BEAC	(Annulée)	1,0	0,0	0,5	1,5	1,0	0,0	0,0	1,0
Congo	Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme	Atelier/Formation sur la SDMT	11 au 21 septembre 2018	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Congo	Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette	Renforcement du cadre institutionnel de gestion de la dette publique	15 au 26 avril 2019	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Gabon	Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme	Assistance Technique sur la SDMT - Mission conjointe FMI/AFC	5 au 9 Novembre 2018	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0
Gabon	Renforcer les capacités en termes d'Analyse de Viabilité de la Dette	Atelier conjoint AFC/SPR sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette AVD-PAM	25 février au 08 mars 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
République Centrafricaine	Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette	Appui à l'élaboration du Rapport annuel de la dette	19 au 27 juin 2018	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0
République Centrafricaine	Améliorer la gestion du portefeuille de la dette	Détachement de 3 cadres auprès de la Caisse Congolaise d'Amortissement	24 au 28 septembre 2018	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	1,0

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE
GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
République Centrafricaine	Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	14 au 25 janvier 2019	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0
République Centrafricaine	Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette	Appui à l'élaboration d'un manuel de procédures des opérations de gestion de la dette publique	21 au 29 novembre 2018	2,0	0,0	2,0	4,0	2,0	2,0	0,0	4,0
République Démocratique du Congo	Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette	Détachement des cadres	(Annulée)	1,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République Démocratique du Congo	Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme	Assistance/Formation sur la SDMT	27 août au 05 septembre 2018	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette	Formation de base sur la gestion du portefeuille de la dette publique	28 mai au 01 juin 2018	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Développer le marché domestique de la dette intérieure	Appui au développement du marché des titres publics	Avril 2019	1,5	2,0	2,0	5,5	1,5	2,0	0,0	3,5
Sao Tomé-et-Principe	Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette	Réforme du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette publique	26 octobre au 2 novembre 2018	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE
GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Séminaires régionaux et cours	Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme	Séminaire régional sur l'élaboration du plan de financement	16 au 20 Juillet 2018	2,0	1,0	1,0	4,0	2,0	1,0	2,0	5,0
Séminaires régionaux et cours	Renforcer les capacités en termes d'Analyse de Viabilité de la Dette	Séminaire régional conjoint AFC/SPR sur la viabilité et gestion de la dette dans les pays à faible revenu (AVD-PFR)	21 au 25 mai 2018	0,0	1,0	0,0	1,0	0,0	1,0	0,0	1,0
Tchad	Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme	Assistance Technique sur la SDMT - Mission conjointe FMI/BM/AFC	24 septembre au 05 octobre 2018	1,5	2,0	0,0	3,5	1,5	2,0	2,0	5,5
Tchad	Accompagner les pays dans le développement du marché des Sukuk	AT sur l'identification des préalables pour l'émission des SUKUK	(Reportée)	1,5	2,0	2,0	5,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Tchad	Renforcer les capacités en termes d'Analyse de Viabilité de la Dette	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette AVD-PFR révisé	25 mars au 05 avril 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE

REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Régulation et supervision bancaires	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Révision de la réglementation prudentielle en application de la nouvelle loi bancaire de la BRB	18-29 juin 2018	1,5	1,0	0,0	2,5	1,5	2,0	2,0	5,5
Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficience de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	1°/ Renforcement des capacités de contrôle des risques informatiques dans les banques par la BRB. 2°/ Formation de la BRB au contrôle des servives de paiement.	24 septembre - 04 octobre 2018	1,0	2,0	3,0	6,0	1,0	2,0	3,0	6,0
Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficience de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Appui au renforcement des capacités pour la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques à la BRB	21 janvier - 01 février 2019	0,5	1,0	2,0	3,5	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Mise en œuvre de la supervision sur base consolidée à la COBAC (poursuite du projet engagé en FY 2017), en attendant la convergence vers Bâle II/III	30 juillet - 10 août 2018	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficience de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Appui au renforcement des capacités pour la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques à la COBAC	16-27 juillet 2018	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficience de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Appui au renforcement des capacités pour la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques à la COBAC	15-26 octobre 2018	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficience de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Renforcement des capacités de contrôle du risque opérationnel par la COBAC	15-26 octobre 2018	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	0,0	2,0	3,0

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE

REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Renforcement des capacités de la COBAC pour le contrôle sur pièces et sur place des groupes bancaires sur base consolidée	12-23 novembre 2018	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Révision de la réglementation prudentielle qualitative de la BCC	28 mai au 08 juin 2018	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Révision de la réglementation prudentielle qualitative de la BCC	03 au 14 septembre 2018	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Renforcement des capacités des superviseurs bancaires de la BCC	11 au 22 mars 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Révision de la réglementation prudentielle qualitative de la BCSTP	07-18 mai 2018	1,5	2,0	2,0	5,5	1,5	2,0	2,0	5,5
Régulation et supervision bancaires	Mieux utiliser les ressources dédiées à la supervision afin de contrôler plus efficacement les risques inhérents au système bancaire	Renforcement des outils du contrôle permanent de la BCSTP pour la supervision basée sur les risques	10-14 décembre 2018	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	1,0	4,0	6,0
Régulation et supervision bancaires	Mieux utiliser les ressources dédiées à la supervision afin de contrôler plus efficacement les risques inhérents au système bancaire	Séminaire régional sur la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques (SREP)	09-13 juillet 2018	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE

REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES

Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
				Prévues				Utilisées			
				Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site			Bureau	Site		
Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Séminaire régional sur la gouvernance des banques et la transparence financière	7 au 11 janvier 2019	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Mise à jour de la réglementation relative au contrôle interne	01-12 avril 2019	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Renforcer les capacités d'analyse des difficultés des établissements de microfinance par la COBAC	25 février-01 mars 2019	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	1,0	0,0	1,5

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE
ADMINISTRATION DOUANIERE

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maitrise et du contrôle de la valeur en douane	6-17 janvier 2020	0,5	0,0	2,0	2,5
Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maitrise et du contrôle de la valeur en douane	6-17 juillet 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mise en oeuvre pratique du Code régional des douanes révisé	6-17 mai 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Participation au Comité de suivi de mise en oeuvre du Code des douanes régional révisé	9-20 décembre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maitrise et du contrôle de la valeur en douane	8-19 juin 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi de la mise en oeuvre des principales recommandations de la mission FAD de Novembre 2018	7- 18 septembre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
République Centrafricaine	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maitrise et du contrôle de la valeur en douane	12-23 octobre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maitrise et du contrôle de la valeur en douane	16 - 27 septembre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE
ADMINISTRATION DOUANIERE

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Sao Tomé-et-Principe	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	7-18 décembre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi des régimes suspensifs et contrôle des exonérations	2-19 décembre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
TOTAL :				5,0	0,0	20,0	25,0

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE
ADMINISTRATION FISCALE

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	6-17 janvier 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	9-20 décembre 2019	0,5	2,0	0,0	2,5
Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Modernisation de la comptabilisation des recettes et renforcement du recouvrement fiscal	7-18 septembre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Congo	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales et renforcement des principales fonctions fiscales	Actualisation de la stratégie de réforme de l'administration fiscale	Octobre 2019	0,0	2,0	4,0	6,0
Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	4-15 mai 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Suivi de la mise en oeuvre des principales recommandations de la mission FAD de Novembre 2019	15-26 juillet 2019	0,5	2,0	0,0	2,5
Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la collaboration douanes-impôts pour lutter contre la fraude à la TVA	10-21 février 2020	0,5	2,0	2,0	4,5
République Centrafricaine	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	2-13 décembre 2019	0,5	2,0	0,0	2,5

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE
ADMINISTRATION FISCALE

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	Mai 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	18-29 novembre 2019	0,5	2,0	0,0	2,5
Sao Tomé-et-Principe	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Renforcement de la conduite des projets de réforme de l'administration fiscale	21 octobre -1 novembre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Séminaires régionaux et cours	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	18 au 22 mars 2020	0,5	0,0	0,0	0,5
Séminaires régionaux et cours	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Séminaire régional sur la modernisation du cadre de gouvernance des administrations fiscales et douanières	14-18 octobre 2019	0,5	1,0	2,0	3,5
Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	6-17 juillet 2019	0,5	2,0	0,0	2,5
TOTAL :				6,5	17,0	16,0	39,5

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES - BUDGET

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Cameroun	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Relecture des textes organiques de la comptabilité matière	08 au 24 mai 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
CEMAC	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Elaboration d'un référentiel et de son guide d'utilisation sur la comptabilité matière	15 au 30 juin 2019	1,0	1,0	4,0	6,0
Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Atelier sur les autorisations d'engagements et les crédits de paiement (AE/CP)	01 au 05 juillet 2019	1,0	1,0	2,0	4,0
Gabon	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Appui à la mise en place du cadre de pilotage du contrôle interne budgétaire	17 au 29 juillet 2019	2,0	2,0	2,0	6,0
Gabon	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Revue des affectations de recettes aux administrations publiques	29 mai au 12 juin 2019	1,0	1,0	2,0	4,0
Guinée équatoriale	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	A déterminer	Avril 2020	1,0	2,0	4,0	7,0
Guinée équatoriale	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Conception de macro processus pour l'exécution du budget en mode déconcentré	17 au 28 juin 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
République Centrafricaine	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Connexion du module plan d'engagement au module exécution du budget (GESCO)	10 au 21 septembre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES - BUDGET

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Atelier sur le projet de guide d'élaboration des PAP et des rapports annuels de performance (RAP)	Mai 2019	1,0	1,0	1,0	3,0
République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Revue qualité de 10 projets annuels de performance (PAP) réalisés par les services nationaux	Janvier 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Sao Tomé-et-Principe	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Atelier sur le plan d'engagement et le plan de trésorerie	6 au 17 aout 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	9ème Edition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : Les affectations de recettes et la tutelle des entités publiques	Mars 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire interrégional conjoint avec AFRITAC Ouest sur la gestion des investissements publics	Juin 2019	1,0	1,0	1,0	3,0
Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Préparation du budget de l'Etat 2020 sur la base de la nouvelle nomenclature du budget de l'Etat (NBE)	05 au 17 juin 2019	2,0	1,0	2,0	5,0
TOTAL :				16,0	21,0	29,0	66,0

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES - COMPTABILITE ET GESTION DE LA TRESORERIE

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Cameroun	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Renforcement de la gestion de la trésorerie	Janvier 2020	2,0	2,0	2,0	6,0
CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Revue à distance/Atelier CEMAC	Tout au long de l'année	2,0	1,0	0,0	3,0
Congo	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Poursuite des travaux d'amélioration du système de comptable de l'Etat	Septembre 2019	2,0	2,0	2,0	6,0
Gabon	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	Septembre 2019	2,0	0,0	2,0	4,0
Gabon	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Décembre 2019	2,0	2,0	0,0	4,0
Guinée équatoriale	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	Septembre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
République Centrafricaine	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	Janvier 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
République Centrafricaine	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Janvier 2020	1,0	0,0	2,0	3,0

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES - COMPTABILITE ET GESTION DE LA TRESORERIE

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
République Démocratique du Congo	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Fiabilisation des comptes	Octobre 2019	2,0	2,0	2,0	6,0
Sao Tomé-et-Principe	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Janvier 2020	2,0	2,0	2,0	6,0
Séminaires régionaux et cours	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Séminaire régional sur le compte unique du trésor	Novembre 2019	2,0	1,0	1,0	4,0
Tchad	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Novembre 2019	2,0	2,0	2,0	6,0
TOTAL :				21,0	18,0	19,0	58,0

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE
ANALYSE ET PREVISIONS MACROECONOMIQUES ET BUDGETAIRES

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
CEMAC	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire semestriel conjoint AFRISTAT/CEMAC/AFC sur la conjoncture et la prévision	06 au 18 mai 2019	1,0	1,0	0,0	2,0
Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcer les dispositifs institutionnelles et techniques de programmation budgétaire pluriannuelle	Mai 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Gabon	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Approfondissement des processus d'elaboration des cadrages macroéconomiques et budgétaires et Analyse de sensibilité macro-budgétaire	Juin 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Gabon	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Atelier pays sur l'analyse de sensibilité macro-budgétaire	Octobre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Guinée équatoriale	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcer les dispositifs institutionnelles et techniques de programmation budgétaire pluriannuelle	Juin 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des dispositifs techniques de cadrages macroéconomiques et budgétaires	Juillet 2019	1,0	0,0	2,0	3,0
République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Elaboration d'un CBMT (mission de suivi)	Mars 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
République Démocratique du Congo	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Approfondissement des processus d'elaboration des cadrages macroéconomiques et budgétaires et Analyse de sensibilité macro-budgétaire	13 au 24 Mai 2019	1,0	2,0	2,0	5,0

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE
ANALYSE ET PREVISIONS MACROECONOMIQUES ET BUDGETAIRES

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Sao Tomé-et-Principe	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcer les dispositifs institutionnelles et techniques de programmation budgétaire pluriannuelle	Mai 2019	1,0	1,0	2,0	4,0
Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Cours régional sur l'analyse et la prévision budgétaire (APB)	Février 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire régional sur les prévisions de recettes budgétaires	Aout 2019	2,0	1,0	2,0	5,0
Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcer les dispositifs institutionnels et techniques de programmation budgétaire pluriannuelle	Avril 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Tchad	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Atelier pays sur l'analyse de sensibilité macro-budgétaire	Aout 2019	1,0	1,0	1,0	3,0
TOTAL :				14,0	20,0	21,0	55,0

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE
STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Cameroun	Mieux utiliser les ressources dédiées à la supervision afin de contrôler plus efficacement les risques inhérents au système bancaire.	Séminaire régional sur la cybersécurité et le risque informatique	23-26 septembre 2019	2,0	2,0	2,0	6,0
Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Septembre 2019	2,0	2,0	2,0	6,0
Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Novembre 2019	2,0	2,0	2,0	6,0
Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Juillet 2019	1,0	0,0	0,0	1,0
Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Décembre 2019	1,0	0,0	1,0	2,0
République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Juin 2019	2,0	2,0	2,0	6,0
République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mars 2020	2,0	2,0	2,0	6,0
Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Aout 2019	1,0	1,0	1,0	3,0

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE
STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Février 2020	1,0	0,0	1,0	2,0
Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Séminaire régional sur le traitement des opérations du sous-secteur de la sécurité sociale	Avril 2020	2,0	1,0	1,0	4,0
Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mai 2019	2,0	2,0	2,0	6,0
TOTAL :				18,0	14,0	16,0	48,0

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE
STATISTIQUES MACROECONOMIQUES

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
AFRISTAT	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Atelier d'AFRISTAT en comptabilité nationale	20 au 24 avril 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	3 au 14 juin 2019	2,0	2,0	0,0	4,0
Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	30 Sept au 11 Octobre 2019	1,0	2,0	0,0	3,0
CEMAC	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Séminaire CEMAC / CEEAC	27 au 30 avril 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Congo	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour 2017-2018	14 au 25 octobre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	18 au 29 Novembre 2019	1,0	0,0	2,0	3,0

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE
STATISTIQUES MACROECONOMIQUES

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux trimestriels	18 au 29 Novembre 2019	1,0	0,0	2,0	3,0
République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	5 au 16 aout 2019	1,0	2,0	0,0	3,0
République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour 2017-2018	17 au 28 février 2020	1,0	0,0	2,0	3,0
République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour 2016-2017	23 juillet au 03 aout 2018	1,0	2,0	2,0	5,0
Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour 2016-2017	22 juin au 03 juillet 2019	1,0	2,0	0,0	3,0
Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Séminaire régional sur le changement de l'année de base et le passage au SCN 2008	01 au 05 juillet 2019	2,0	1,0	2,0	5,0



ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE
STATISTIQUES MACROECONOMIQUES

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	17 au 28 juin 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
TOTAL :				13,5	15,0	14,0	42,5

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE
GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
BEAC	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Assistance technique sur la réforme du cadre institutionnel et de gouvernance du marché des titres publics de la CEMAC.	Octobre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Cameroun	Soutenir la viabilité de la dette en fournissant au personnel concerné les compétences requises pour réaliser leur propre analyse de viabilité de la dette	Atelier de formation sur l'utilisation du cadre révisé d'analyse de viabilité de la dette AVD-PFR	Janvier 2020	0,5	0,0	2,0	2,5
Congo	Appuyer les autorités dans la mise en place d'un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette publique.	Détachement de 4 cadres de la Caisse Congolaise d'Amortissement auprès de la Caisse Autonome du d'Amortissement (Cameroun).	Juin 2019	0,5	0,0	0,0	0,5
Congo	Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Assistance Technique sur la SDMT	Septembre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Congo	Appuyer les autorités dans la mise en place d'un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette publique.	Assistance technique sur la révision du cadre organisationnel des services de gestion de la dette publique	Juin 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Gabon	Soutenir la viabilité de la dette en fournissant au personnel concerné les compétences requises pour réaliser leur propre analyse de viabilité de la dette.	Séminaire régional conjoint AFC/SPR/Banque mondiale sur le cadre révisé de l'analyse de viabilité de la dette dans les pays à faible revenu (AVD-PFR)	Juillet 2019	0,5	1,0	0,0	1,5

ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE
GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Gabon	Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics,	Formation sur la gestion du portefeuille de la dette publique	Février 2020	1,0	1,0	0,0	2,0
Gabon	Soutenir la viabilité de la dette en fournissant au personnel concerné les compétences requises pour réaliser leur propre analyse de viabilité de la dette,	Atelier sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette AVD-PAM	Octobre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
République Centrafricaine	Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette et l'utilisation de l'outil SDMT	Aout 2019	1,0	2,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Soutenir la viabilité de la dette en fournissant au personnel concerné les compétences requises pour réaliser leur propre analyse de viabilité de la dette.	Atelier de formation sur l'utilisation du cadre révisé d'analyse de viabilité de la dette AVD-PFR	Janvier 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
République Démocratique du Congo	Appuyer les autorités dans la mise en place d'un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette publique.	Renforcement du cadre institutionnel de gestion de la dette publique par la création d'une structure de coordination (CNDP)	Juillet 2019	1,0	2,0	0,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics,	Formation sur la gestion des risques liés au portefeuille de la dette publique	Décembre 2019	1,0	1,0	0,0	2,0



ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE
GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Séminaires régionaux et cours	Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Séminaire régional sur l'élaboration de la SDMT	Avril 2020	1,5	1,0	1,0	3,5
Tchad	Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Assistance Technique sur la SDMT	Septembre 2019	1,0	2,0	0,0	3,0
Tchad	Appuyer les autorités dans la mise en place d'un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette publique.	Assistance technique sur la révision du cadre organisationnel des services de gestion de la dette publique	Mai 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
TOTAL :				14,0	22,0	15,0	51,0



ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE

REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Burundi	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement.	Définition d'un cadre réglementaire et d'une méthodologie d'application de la norme comptable internationale IFRS 9 concernant la comptabilisation et le provisionnement des créances en souffrance.	17-28 juin 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Burundi	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales.	Révision de la réglementation prudentielle de la BRB applicable aux institutions de microfinance (IMF).	14-25 octobre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
COBAC	Assurer que les banques disposent de fonds propres et liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier.	Préparation de la stratégie de réforme de la COBAC relative à la révision globale de la réglementation prudentielle en vue de la transposition du dispositif de Bâle II/III.	08-19 juillet 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
COBAC	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Révision de la méthodologie de contrôle sur place des établissements de crédit, dans le domaine du risque de crédit, par la COBAC.	02-13 septembre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
République Démocratique du Congo	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire. Assurer que les banques disposent de fonds propres et liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier.	(i) Développement d'une méthodologie pratique de contrôle sur place du contrôle interne, de la gestion des risques et de la gouvernance par la BCC. (ii) Formation sur ICAAP (évaluation interne des besoins de fonds propres par les banques).	27 mai - 06 juin 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
République Démocratique du Congo	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire	Révision de la méthodologie de notation des banques selon l'approche basée sur les risques.	02-13 décembre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0



ANNEXE 2
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE

REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES

Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
				Prévues			
				Conseiller		ECT	Total
				Bureau	Site		
Sao Tomé-et-Principe	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Finalisation de la révision de la méthodologie de notation des banques par la BCSTP.	06-17 mai 2019	1,0	1,0	4,0	6,0
Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales.	Refonte de la réglementation prudentielle de la BCSTP relative à la gestion des risques. Préparation d'un document destiné à la profession bancaire comportant les recommandations de la BCSTP pour l'application des nouvelles normes prudentielles de gestion des risques.	11-22 novembre 2019	1,0	1,0	4,0	6,0
Séminaires régionaux et cours	Mieux utiliser les ressources dédiées à la supervision afin de contrôler plus efficacement les risques inhérents au système bancaire.	Séminaire régional sur la cybersécurité et le risque informatique	23-26 septembre 2019	1,0	1,0	0,0	2,0
COBAC	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Revue du processus opérationnel de traitement des situations d'infraction des établissements de crédit par la COBAC, ainsi que de préparation des décisions de sanction.	24 février - 06 mars 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
COBAC	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Suivi de la mise en œuvre du plan d'actions de la COBAC concernant la mise en place de la supervision basée sur les risques	20-30 avril 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
TOTAL :				11,0	19,0	22,0	52,0

Annexe 3

Séminaires régionaux/ Rencontres régionales/ Ateliers/Cours - Realisations pour l'année fiscale 2019

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Nombre de participants	Lieu	Période	Dates	Contact
Séminaires régionaux							
1	Administration douanière	Séminaire régional sur le contrôle de la valeur en douane	30	Douala	T4	25 février au 1 mars 2019	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org
2	Administration fiscale	Séminaire sur l'administration performante de la TVA	30	Libreville	T2	22-26 Octobre 2018	
3		Séminaire interrégional conjoint avec AFRITAC Ouest sur la plateforme ISORA	18	Abidjan	T1	28 Mai - 1 Juin 2018	
4	Gestion des finances publiques	Séminaire régional sur les défis et enjeux de la comptabilité des matières dans le contrôle interne budgétaire	26	Libreville	T3	5-9 Novembre 2018	Abdoulaye Toure - AToure3@imf.org
5		8 ^{ème} Edition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) - Thème : La Budgétisation sensible au genre : réduire les inégalités entre hommes et femmes pour accélérer le développement	20	Brazzaville	T4	11-15 Mars 2019	
6	Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires	Séminaire régional sur les risques macro-budgétaires	36	Brazzaville	T2	27-31 Aout 2018	Séverin Yves Kamgna - Skamgna@imf.org
7	Statistiques des finances publiques	Séminaire régional multidisciplinaire de formation sur la méthodologie du Manuel des Statistiques de la Dette du Secteur Public 2011 (MDSP 2011)	27	Brazzaville	T2	22-26 Octobre 2018	Francis Gahizi - Fgahizi@imf.org
8		Séminaire régional sur les statistiques des finances publiques	45	Sao Tomé-et-Principe	T4	22-26 Avril 2019	
9	Statistiques macroéconomiques	Mise en cohérence des comptes nationaux trimestriels avec les comptes nationaux annuels	27	Brazzaville	T4	4-8 Février 2019	Sebastien Manzi - SManzi@imf.org
10	Gestion de la dette publique	Séminaire régional sur l'élaboration du plan de financement	30	Libreville	T1	16-20 Juillet 2018	Chaker Soltani - CSoltani@imf.org
11		Séminaire régional du département SPR sur le cadre révisé d'analyse de viabilité de la dette dans les pays à faible revenu	20	Libreville	T1	21-25 Mai 2018	
12	Régulation et supervision bancaires	Séminaire régional sur la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques (SREP)	25	Libreville	T1	09-13 Juillet 2018	Alexis Boher - ABoher@imf.org
13		Séminaire interrégional avec AFRITAC Ouest sur la gouvernance des banques et la transparence financière	20	Libreville	T3	07-11 Janvier 2019	
Cours							
1	Administration fiscale	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles (Code : GPR)	27	Ebene	T4	11-22 Mars 2018	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org
2	Analyse et prévision macroéconomiques et budgétaires	Cours régional sur l'analyse et les prévisions budgétaires (Code : APB)	15	Ebene	T4	4-15 février 2018	Séverin Yves Kamgna - Skamgna@imf.org

Annexe 3
Visite d'apprentissage par les pairs - Realisations pour l'année fiscale 2019

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Pays		Lieu	Nombre de participants	Date	Durée (en semaine)	Contact
			Bénéficiaire	D'accueil					
1	Gestion des finances publiques	Suivi des établissements publics	GABON	COTE D'IVOIRE	Abidjan	5	18-22 Mars 2019	1	Abdoulaye Toure - AToure3@imf.org
2	Analyse et prévision macroéconomiques et budgétaires	Dispositif institutionnel et technique de cadrage macroéconomique et budgétaire	RCA	SENEGAL	Dakar	5	3-14 Décembre 2018	2	Séverin Yves Kamgna - Skamgna@imf.org
3		Organisation de mission d'études sur le CBMT et l'articulation avec la préparation du budget annuel	CONGO			3			
4	Statistiques des finances publiques	Mise en oeuvre du Manuel des statistiques des finances publiques du FMI	CAMEROUN	SENEGAL	Dakar	5	20-24 Aout 2018	1	Francis Gahizi - Fgahizi@imf.org
5			RDC	COTE D'IVOIRE	Abidjan	5	3-7 Septembre 2018	1	
6	Statistiques Macroéconomiques	Visite d'étude sur la mise en place des indicateurs infra-annuels	GABON	BURKINA-FASO	Ouagadougou	3	3-7 Septembre 2018	3	Sébastien Manzi - Smanzi@imf.org
7			TCHAD			3		3	
8	Gestion de la dette publique	Détachement de professionnels en vue de la formation sur la gestion de la base des données de la dette SYGADE	RCA	CONGO	Brazzaville	3	24-28 Septembre 2018	1	Chaker Soltani - CSoltani@imf.org

Annexe 3

Séminaires régionaux / Rencontres régionales / Ateliers / Cours - Programme pour l'année fiscale 2020

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Nombre de participants	Lieu	Période	Date	Contact
Séminaires régionaux							
1	Administration fiscale et douanière	Séminaire régional sur la modernisation du cadre de gouvernance des administrations fiscales et douanières	20	Brazzaville	T2	14-18 Octobre 2019	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org
2	Gestion des finances publiques	Séminaire interrégional conjoint avec AFRITAC Ouest sur la gestion des investissements publics	20	Libreville	T1	Juin 2019	Abdoulaye Toure - AToure3@imf.org
3		9ème Edition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC)	20	Sao Tomé	T4	Mars 2020	
4		Séminaire régional sur le compte unique du trésor	20	Libreville	T2	Octobre 2019	Blaise Yehouenou - Byehouenou@imf.org
5	Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires	Séminaire régional sur les prévisions de recettes budgétaires	20	Douala	T2	Août 2019	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
6	Statistiques des finances publiques	Séminaire régional sur le traitement des opérations du sous-secteur de la sécurité sociale	20	Kinshasa	T4	Avril 2020	Francis Gahizi - Fgahizi@imf.org
7	Statistiques macroéconomiques	Séminaire régional sur le changement de l'année de base et le passage au SCN 2008	20	Douala	T1	01-05 juillet 2019	Sebastien Manzi - SManzi@imf.org
8	Gestion de la dette publique	Séminaire régional sur l'élaboration de la SDMT	20	Libreville	T1	Juin 2019	Chaker Soltani - CSoltani@imf.org
N/A		Séminaire régional conjoint AFC/SPR/Banque mondiale sur le cadre révisé de l'analyse de viabilité de la dette dans les pays à faible revenu (AVD-PFR)	20	Libreville	T2	Octobre 2019	
9	Régulation et supervision bancaires	Séminaire régional conjoint avec AFRITAC Ouest et MCM sur la cybersécurité et le risque informatique	20	Cotonou	T2	23-26 septembre 2019	Alexis Boher - ABoher@imf.org
Cours							
1	Administration fiscale	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles (Code : GPR)	20	Ebene	T4	Mars 2020	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org
2	Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires	Cours régional sur l'analyse et les prévisions budgétaires (Code : APB)	15	Ebene	T4	Février 2020	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org



Annexe 3
Visite d'apprentissage par les pairs - Programme pour l'année fiscale 2020

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Pays		Lieu	Nombre de participants	Date	Durée (en semaine)	Contact
			Bénéficiaire	D'accueil					
1	Gestion de la dette publique	Mise en place d'un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette publique - Echange d'expérience sur l'organisation du bureau de la dette	Congo	Cameroun	Yaoundé	3	Juin 2019	1	Chaker Soltani - CSoltani@imf.org



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique
pour l'Afrique Centrale



Annexe 4

CADRES LOGIQUES
Années Fiscales 2019, 2020, 2021 et 2022

Renforcer les capacités macroéconomiques en Afrique Centrale

Cadres logiques du Centre Régional d'assistance technique pour l'Afrique centrale (AFRITAC Centre) (Années fiscales 2019, 2020, 2021 et 2022)

Comment ont-été élaborés les cadres logiques du Centre ?

Les cadres logiques présentés en annexe du rapport au Comité d'orientation pour l'année fiscale 2019 ont été préparés par les conseillers résidents du Centre sur la base du Catalogue de gestion axée sur les résultats du Fonds Monétaire International. Les cadres ont été préparés en concertation avec le FMI dans les 7 domaines d'intervention du Centre, à savoir :

- Administration des revenus (Administrations douanière et fiscale)
- Gestion des finances publiques
- Analyse et prévision macroéconomiques et budgétaires
- Statistiques des finances publiques
- Statistiques macroéconomiques
- Gestion de la dette publique
- Régulation et supervision bancaires

Les cadres logiques ont été envoyés aux Etats membres et aux institutions bénéficiaires pour commentaires et suggestions et seront annexés au rapport d'exécution du Centre.




Que contiennent les cadres logiques ?


Les cadres logiques présentent l'ensemble de la chaîne de résultats du Centre à savoir les objectifs, les résultats escomptés et ses indicateurs, les étapes intermédiaires ainsi que les risques inhérents à la réalisation des objectifs. Des colonnes spécifiant les dates de réalisations prévues et les dates de réalisation effectives des étapes intermédiaires ont été ajoutés et permettent de connaître les échéances précises de réalisation. Cette année, le Centre présente des cadres logiques qui couvrent les années fiscales 2019, 2020, 21 et 22. Cette approche permet une visibilité à plus long terme des objectifs stratégiques du Centre ainsi qu'une meilleure planification de ses activités.

Le contenu des cadres logiques est-il définitif ?

Le contenu des cadres logiques n'est pas figé et peut évoluer en fonction des besoins et des priorités des Etats membres et des institutions bénéficiaires. Il peut également évoluer en fonction de la situation sécuritaire du pays et de la possibilité pour le Centre de conduire ses activités d'assistance technique de manière optimale. Il est cependant fortement recommandé, après l'approbation des cadres logiques par le Comité d'orientation du Centre, de ne pas toucher au contenu des cadres logiques de l'année fiscale prochaine, afin de faciliter le suivi et l'évaluation des activités d'assistance technique du Centre.

CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE
(En date du 22 février 2019)


Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
AFRITAC CENTRAL (AFC)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Séminaire régional sur la « Maitrise et contrôle de la valeur en douane »	4		4/30/2019	3/15/2019	Séminaire régional	s.o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Conditions extérieures & climat : faible Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
		Les contrôles à posteriori contribuent plus efficacement au respect des règles douanières	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	Maitrise et contrôle des exonérations fiscales (Séminaire régional)			4/30/2020				
		Les opérateurs du commerce extérieur accomplissent leurs obligations de déclarations et de paiements conformément aux règles fiscales en vigueur	Les procédures douanières, y compris le transit, sont alignées aux standards régionaux et internationaux	Modernisation de la procédure de transit (Séminaire régional)			4/30/2021				
	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Une organisation moderne susceptible d'assurer une meilleure administration des réformes est mise en place	Une structure organisationnelle construite autour des lignes fonctionnelles et une organisation opérationnelle par segment d'entreprise sont renforcées	La modernisation du cadre de gouvernance des administrations fiscales et douanières (Séminaire régional)			4/30/2020		Séminaire régional	s.o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Conditions extérieures & climat : faible Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
Burundi (BDI)	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Procédures douanières modernisées, simplifiées et plus conformes aux normes et protocoles internationaux	Meilleur alignement des procédures douanières avec les normes internationales	Rédaction d'une instruction-cadre sur la procédure de dédouanement			4/30/2019		Mission d'assistance technique		Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Conditions extérieures & climat : élevé Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.

CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE


(En date du 22 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Burundi (BDI)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Mise en place d'un dispositif de maîtrise de la valeur et du contrôle des entreprises présentant un risque de minoration de la valeur			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Conditions extérieures & climat : élevé Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
		Les contrôles à posteriori contribuent plus efficacement au respect des règles douanières	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	Amélioration du contrôle des exemptions et des régimes suspensifs			4/30/2021				
		Les opérateurs du commerce extérieur accomplissent leurs obligations de déclaration et de paiement conformément aux règles fiscales en vigueur	Les procédures douanières, y compris le transit, sont alignées aux standards régionaux et internationaux	Rédaction d'une instruction-cadre relative à la modernisation du transit douanier			4/30/2022				
République centrafricaine (CAF)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Appui au recrutement d'un contractant en charge d'assister les services douaniers à la maîtrise et au contrôle de la valeur en douane	3		2/28/2019	3/31/2019	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Conditions extérieures & climat : élevé Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Amélioration de l'évaluation en douane des marchandises			4/30/2020				
				Contrôle des exemptions et des régimes suspensifs			4/30/2021				
		Les contrôles à posteriori contribuent plus efficacement au respect des règles douanières	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	Elaboration des outils de contrôle des entreprises bénéficiaires des exonérations			4/30/2022		Mission d'assistance technique		
CEMAC — Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CE6)	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Lois fiscales et douanières modernisées, simplifiées et mieux alignées	Dispositions de fond des lois fiscales et douanières alignées sur les normes et protocoles modernes et largement diffusées	Textes d'application du Code régional des douanes validés et plan de communication élaboré (Partie II)	4		7/31/2018	6/30/2018	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Conditions extérieures & climat : moyen Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Textes d'application du Code régional des douanes validés et plan de communication élaboré (Partie I)			12/31/2019				
				Vérification formelle du projet de code révisé de la CEMAC	4		4/30/2019	9/30/2018			
				Textes d'application du Code régional des douanes validés et plan de communication élaboré (Partie III)	4		4/30/2019	12/14/2018			
				Elaboration des textes d'application du Code régional des douanes	3		12/28/2018	3/15/2019			
				Participation au Comité de suivi chargé de la préparation des textes d'application et du projet de code CEMAC en cours d'adoption.	4		1/30/2019	1/2/2019			


CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE
(En date du 22 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint




Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
CEMAC — Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CE6)				Textes d'application du Code régional des douanes validés et plan de communication élaboré (Partie IV)			4/30/2019				
				Textes d'application du Code régional des douanes validés et plan de communication élaboré (Partie V)			4/30/2020				
				Participation au Comité de suivi chargé de la préparation des textes d'application et du projet de code CEMAC en cours d'adoption.			4/30/2020				
				Textes d'application du Code régional des douanes validés (partie I)			4/30/2021				
				Textes d'application du Code régional des douanes validés (partie II)			4/30/2022				
Cameroun (CMR)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles à posteriori contribuent plus efficacement au respect des règles douanières	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	Les outils de suivi et de contrôle des entreprises ayant bénéficié des régimes suspensifs ou d'exonération sont disponibles	4		12/30/2018	7/31/2018	Mission d'assistance technique	AfDB	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Conditions extérieures & climat : faible Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Les outils de suivi et de contrôle des entreprises ayant bénéficié des régimes suspensifs ou d'exonération sont disponibles			12/30/2020				
				Elaboration des outils pour le contrôle des droits d'accise et du TEC en vue de vérifier leur conformité			4/30/2021				
		Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Un dispositif de maîtrise et un plan de contrôle des entreprises portant des risques de minoration de valeur en douane est disponible			4/30/2020		Mission d'assistance technique & apprentissage entre pairs		
			Application plus systématique de la sélectivité des contrôles en fonction du risque	Conception d'un cadre sur la sélectivité des contrôles en fonction du risque (partie I)			4/30/2021				
				Échange de bonnes pratiques entre pairs avec la Côte d'Ivoire sur la sélectivité			4/30/2021				
				Mise en œuvre de la sélectivité des contrôles en fonction du risque (Partie II)			4/30/2022				



CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE
(En date du 22 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (COD)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Un dispositif de maîtrise et un plan de contrôle des entreprises portant des risques de minoration de valeur en douane est disponible			4/30/2020				Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : moyen Conditions extérieures & climat : élevé Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o
				Élaboration d'un plan d'action pour renforcer l'unité d'évaluation en douane	3		4/30/2019	7/30/2018			
		Les contrôles à posteriori contribuent plus efficacement aux respects des règles douanières	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	Les outils de suivi et de contrôle des entreprises ayant bénéficié des régimes suspensifs ou d'exonération sont disponibles (Partie I)			4/30/2020		Mission d'assistance technique		
				Les outils de suivi et de contrôle des entreprises ayant bénéficié des régimes suspensifs ou d'exonération sont disponibles (Partie II)			4/30/2021				
République du Congo (COG)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles à posteriori contribuent plus efficacement aux respects des règles douanières	Un cadre d'échange de renseignements entre administrations fiscale et douanière et d'autres administrations financières est renforcé	Élaboration des outils en vue de la correction des anomalies identifiées par la mission FAD/AFC	2		12/30/2018	10/30/2018	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Conditions extérieures & climat : moyen Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Elaboration des outils de contrôle sur la base du croisement d'information douanes/impôts permettant la détection des entreprises portant des risques de minoration de valeur (Partie I)			4/30/2020				
				Elaboration des outils de contrôle sur la base du croisement d'information douanes/impôts permettant la détection des entreprises portant des risques de minoration de valeur (Partie II)			4/30/2021		Mission d'assistance technique		
		Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Un dispositif de maîtrise et un plan de contrôle des entreprises portant des risques de minoration de valeur en douane est disponible (Partie I)			12/31/2019		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Conditions extérieures & climat : moyen Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Un dispositif de maîtrise et un plan de contrôle des entreprises portant des risques de minoration de valeur en douane est disponible (Partie II)			4/30/2020				
				Mise en conformité des tarifs et des droits d'accise à la réglementation CEMAC			4/30/2021				

CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE
(En date du 22 février 2019)




Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Gabon (GAB)	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Procédures douanières modernisées, simplifiées et plus conformes aux normes et protocoles internationaux	Meilleur alignement des procédures douanières avec les normes internationales	Rédaction d'instructions-cadres pour moderniser les procédures douanières	3		30/11/2018	10/10/2018	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Conditions extérieures & climat : : s.o. Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	La mise en œuvre des lois et procédures alignées aux standards régionaux et internationaux s'améliore progressivement	Rédaction d'une instruction cadre afin de moderniser les procédures douanières	3		11/30/2018	10/10/2018	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Conditions extérieures & climat : : s.o. Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Un plan actualisé de mise en œuvre des mesures préconisées pour une meilleure mobilisation des recettes douanières est disponible			4/30/2020				
			Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	Elaboration des outils de contrôle des entreprises bénéficiaires d'exonération			4/30/2021				
			Application plus systématique de la sélectivité des contrôles en fonction du risque	Conception d'un cadre d'élaboration des outils de sélectivité en fonction des risques (Partie I)			4/30/2021				
				Mise en œuvre de la sélectivité en fonction des risques (Partie II)			4/30/2022				
Guinée équatoriale (GNQ)	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Procédures douanières modernisées, simplifiées et plus conformes aux normes et protocoles internationaux	Meilleur alignement des procédures douanières avec les normes internationales	Elaboration d'une instruction-cadre relative à la modernisation des procédures de dédouanement			12/30/2020		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Conditions extérieures & climat : : s.o.
		Règles d'organisation permettant la bonne exécution de la stratégie et des réformes	Le cadre institutionnel mis en place permet une meilleure implémentation des réformes	Adoption des textes régissant la modernisation des structures organisationnelles			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.

CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE


(En date du 22 février 2019)


Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Guinée équatoriale (GNQ)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	Application plus effective des procédures d'évaluation en douane et d'établissement de l'origine des marchandises	Renforcement des capacités sur l'évaluation des importations conforme aux bonnes pratiques internationales	2		11/30/2018	11/2/2018	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Conditions extérieures & climat : s.o. Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Un dispositif de maitrise et un plan de contrôle des entreprises portant des risques de minoration de valeur en douane est disponible			4/30/2021				
				Elaboration des outils de contrôle des entreprises bénéficiaires d'exonération			4/30/2022				
São Tomé-et- Príncipe (STP)	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Procédures douanières modernisées, simplifiées et plus conformes aux normes et protocoles internationaux	Meilleur alignement des procédures douanières avec les normes internationales	Modernisation d'une procédure de dédouanement des marchandises	4		12/31/2018	6/30/2018	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Conditions extérieures & climat : moyen Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Adoption et mise en œuvre de procédures douanières et modernisation conformes aux normes internationales	4		4/30/2019	8/15/2018			
	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Un dispositif de maitrise et un plan de contrôle des entreprises portant des risques de minoration de valeur en douane est disponible			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s.o.	
				Les contrôles à posteriori contribuent plus efficacement au respect des règles douanières	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	Elaboration des outils de contrôle des entreprises bénéficiaires d'exonérations douanières					





CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE




(En date du 22 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tchad (TCD)	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Procédures douanières modernisées, simplifiées et plus conformes aux normes et protocoles internationaux	Meilleur alignement des procédures douanières avec les normes internationales	Procédures douanières simplifiées et conformes aux normes internationales rédigées			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Adéquation des ressources : Conditions extérieures & climat : Autres risques : Commentaires de l'évaluation du risque :
				Adoption et diffusion de règles douanières simplifiées et conformes aux normes internationales			4/30/2021				
				Modernisation des procédures douanières conformes aux normes internationales			4/30/2021				
	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles à posteriori contribuent plus efficacement aux respects des règles douanières	Un cadre d'échange de renseignements entre administrations fiscale et douanière et d'autres administrations financières est renforcé	Le croisement d'informations provenant des services douaniers et des états financiers des entreprises permet d'identifier les entreprises à fort potentiel de risque			6/30/2020		Mission d'assistance technique & apprentissage entre pairs	Banque mondiale	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Conditions extérieures & climat : élevé Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
			Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	Elaboration des outils de contrôle des entreprises bénéficiaires d'exonération			4/30/2021				
		Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Un dispositif de maîtrise et un plan de contrôle des entreprises portant des risques de minoration de valeur en douane est disponible (partie I)	3		12/28/2018	12/14/2018			
				Un dispositif de maîtrise et un plan de contrôle des entreprises portant des risques de minoration de valeur en douane est disponible (partie II)			4/30/2020				
				Apprentissage entre pairs avec le Cameroun portant sur la réorganisation des services opérationnels			4/30/2021				

CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE
(En date du 22 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires et notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
AFRITAC CENTRE (AFC)	Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	Amélioration de la capacité de réforme grâce à une stratégie de réforme claire et adaptée	Mise en place des principaux indicateurs de performance, faisant l'objet de contrôles et de rapports réguliers	Evaluation de la gestion de la performance de la DGI au moyen de l'outil ISORA (Séminaire régional)	4		7/31/2018	6/30/2018	Séminaire régional	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique: faible Adéquation des ressources : faible Climat/situation extérieures : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Mise en place des principaux indicateurs de performance de l'administration fiscale au moyen de ISORA (Séminaire régional)			6/30/2021				
		L'organisation mise en place répond à une meilleure mise en œuvre de la stratégie et des réformes	Renforcement de l'organisation sur la base des lignes fonctionnelles et de la segmentation des entreprises.	Amélioration du cadre de gouvernance des administrations fiscales et douanières (Séminaire régional)			4/30/2020				
				Organisation d'un séminaire régional sur la TVA	4		11/30/2018	10/26/2018			
		Mise à jour, simplification et meilleur alignement de la législation fiscale et/ou douanière	Alignement des principales dispositions de la législation fiscale et douanière avec les normes modernes	Renforcement des procédures de contrôle conjoint dans le cadre de la collaboration entre les administrations fiscale et douanière			4/30/2021				
Burundi (BDI)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	Les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	1		4/30/2019		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : élevé Climat/situation extérieures : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2020				
				Amélioration de l'administration performante de la TVA			4/30/2021				
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2021				
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2022				
		Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	Le nombre des entreprises qui respectent leurs obligations de paiement augmente progressivement (TADAT - POA5-14)	Amélioration de l'action de recouvrement d'arriérés fiscaux			4/30/2021				
				Amélioration de l'action de recouvrement d'arriérés fiscaux			4/30/2022				

CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE

(En date du 22 février 2019)






Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires et notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République centrafricaine (CAF)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : risque élevé Adéquation des ressources : élevé Climat/situation extérieure : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Amélioration de l'administration performante de la TVA			4/30/2021				
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2022				
		Respect des obligations de paiement par une plus grande part des contribuables	Amélioration de la gestion des arriérés d'impôts (TADAT DA5- 15)	Recouvrement de 10% des arriérés d'impôts	2	🟡	4/30/2019	4/30/2019	Mission d'assistance technique		
				Recouvrement de 20% des arriérés d'impôts	2	🟡	4/30/2019	1/15/2019			
				Renforcement des fonctions essentielles de la DGI a travers la saisie des déclarations et la prise en charge des émissions suite a contrôle							
		Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	Le nombre des entreprises qui respectent leurs obligations de paiement augmente progressivement (TADAT - POA5-14)	Amélioration de l'action de recouvrement d'arriérés fiscaux			4/30/2021				
				Modernisation des procédures de remboursement crédit TVA (TADAT POA - 24)			4/30/2022				
Cameroun (CMR)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	3	🟢	4/30/2019	4/30/2019	Mission d'assistance technique	GIZ & AfdB	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/situation extérieures : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2020				
				Amélioration de la gestion performante de la TVA			4/30/2021				
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2022				
		Des entreprises respectent leur obligation de paiement conformément aux règles fiscales	Amélioration de la gestion des arriérés (TADAT POA5-15)	Amélioration de la gestion des arriérés fiscaux			4/30/2021				

CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE

(En date du 22 février 2019)






Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires et notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (COD)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	Le nombre d'entreprises qui respectent leurs obligations de paiement s'accroît progressivement (TADAT POA- 14) La gestion des remboursements des crédits TVA s'améliore (TADAT POA8-24)	Élaboration des mesures pratiques de mobilisation des recettes fiscales	3		4/30/2019	7/30/2018	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : faible Climat/situation extérieures : faible Autres risques : faible Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Renforcement du recouvrement d'arriérés fiscaux	4		8/31/2018	7/23/2018			
				Amélioration de la gestion performante de la TVA			4/30/2020				
				Renforcement des remboursements des crédits TVA			4/30/2020				
		Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	4		9/24/2018	7/23/2018			
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	3		8/31/2018	7/23/2018			
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2020				
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2021				
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2022				
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2022				
République démocratique du Congo (COD)	Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	L'organisation mise en place répond à une meilleure mise en œuvre de la stratégie et des réformes	Renforcement de l'organisation sur la base des lignes fonctionnelles et de la segmentation des entreprises.	Création de nouveaux réseaux de moyennes entreprises	2		2/28/2019	2/4/2019	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : faible Climat/situation extérieures : faible Autres risques : faible Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Création de nouveaux réseaux de moyennes entreprises			4/30/2020				
				Création de nouveaux réseaux de moyennes entreprises			4/30/2021				
		Les procédures fiscales simplifiées et alignées aux standards internationaux sont en place	Les procédures fiscales simplifiées et alignées aux standards internationaux sont appliquées et largement diffusées	Automatisation des procédures de déclaration et de paiement des principales obligations fiscales			4/30/2021				

CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE







(En date du 22 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires et notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République du Congo (COG)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Renforcement des contrôles fiscaux sur la base de l'analyse des risques	4		4/30/2019	6/30/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/situation extérieures : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Renforcement des contrôles fiscaux sur la base de l'analyse des risques	3		4/30/2019	6/30/2018			
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	3		2/28/2019	12/20/2018			
				Amélioration de la gestion performante de la TVA			4/30/2021				
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2022				
	Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	Le nombre d'entreprises qui respectent leurs obligations de paiement accroît progressivement (TADAT POA- 14)	Modernisation des procédures de recouvrement	Modernisation des procédures de recouvrement			2/28/2019				
				Modernisation des procédures de recouvrement			4/30/2020				
				Renforcement du recouvrement d'arriérés fiscaux			4/30/2020				
				Renforcement du recouvrement d'arriérés fiscaux			4/30/2021				
	Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	Les procédures fiscales simplifiées et alignées aux standards internationaux sont en place	Les procédures fiscales simplifiées et alignées aux standards internationaux sont appliquées et largement diffusées	Automatisation des procédures de déclaration et de paiement des principales obligations fiscales			4/30/2021				
Gabon (GAB)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	2		4/30/2019	4/30/2019	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	Coopération française (AFD) et AfdB	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/situation extérieures : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2020				
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2021				
		Des entreprises respectent leur obligation de paiement conformément aux règles fiscales	Amélioration de la gestion des arriérés (TADAT POA5-15)	Amélioration de la gestion des arriérés fiscaux et la modernisation de la procédure d'encaissement et de comptabilisation des recettes.	3		4/30/2019	4/2/2019			

CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE
(En date du 22 février 2019)




Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires et notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Gabon (GAB)			La gestion des remboursements des crédits TVA s'améliore (TADAT POA8-24)	Amélioration de la gestion des arriérés fiscaux			4/30/2022				
				Gestion du remboursement de la TVA fondée sur une analyse du risque			4/30/2021				
				Gestion du remboursement de la TVA fondée sur une analyse du risque			4/30/2022				
		Des entreprises respectent leurs obligations déclaratives	Le nombre d'entreprise qui respectent leurs obligations déclaratives s'accroît progressivement	Mise en œuvre des mécanismes de surveillance conjoint Douanes-Impôts en vue de lutter contre la fraude: signalement systématique des inactifs par les services douaniers	2		4/30/2019	4/30/2019			
	Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	Modifications de l'organisation afin de mettre en œuvre la stratégie et les réformes de manière efficace	Établissement d'une structure claire et fonctionnelle et/ou segmentation des contribuables	Organisation d'un apprentissage par les pairs (Gabon-Île Maurice) dans le cadre du projet d'agence autonome en charge des recettes au Gabon	1		4/30/2019				
Guinée équatoriale (GNQ)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Renforcement de l'intégrité de la base et du registre des contribuables	Les données des contribuables sont fiables, sécurisées dans une base de données centrale	Modernisation de la procédure d'immatriculation des contribuables	4		6/30/2018	5/31/2018	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Climat/situation extérieure : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Élaboration d'audits ciblés pour atténuer les risques recensés	2		12/28/2018	12/7/2018			
				Actualisation des fichiers des contribuables			4/30/2021				
				Actualisation des fichiers des contribuables			4/30/2021				
		Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	2		6/30/2018	5/31/2018			
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	2		6/30/2018	5/31/2018			
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2020				
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2022				
				Apprentissage par les pairs à Cabo Verde sur l'organisation et la conduite des contrôles fiscaux			4/30/2021				

CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE

(En date du 22 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint





Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires et notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
São Tomé-et- Príncipe (STP)	Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	L'organisation mise en place répond à une meilleure mise en œuvre de la stratégie et des réformes	Renforcement de l'organisation sur la base des lignes fonctionnelles et de la segmentation des entreprises.	Simplification et modernisation des procédures budgétaires			12/31/2022		Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/situation extérieures : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Mise en place d'une équipe-projet			4/30/2020				
				Modernisation de l'organisation structurelle de l'administration fiscale			4/30/2021				
	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Renforcement des services d'enquête pour étendre la base des contribuables	1		4/30/2019		Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/situation extérieures : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	2		4/30/2019				
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2020				
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2021				
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2022				
		Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	Amélioration de la gestion des arriérés d'impôts (TADAT DA5- 15)	Renforcement du recouvrement d'arriérés fiscaux	2		4/30/2019	10/12/2018			
Tchad (TCD)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	Amélioration de la gestion des arriérés d'impôts (TADAT DA5- 15)	Renforcement du recouvrement d'arriérés fiscaux			4/30/2020		Mission d'assistance technique et dialogues entre pairs	Banque mondiale	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Climat/situation extérieures : élevé Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
				Amélioration de l'administration performante de la TVA	2		12/28/2018	12/3/2018			
				Renforcement du recouvrement d'arriérés fiscaux			4/30/2020				
		Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	2		4/30/2019				
				Apprentissage par les pairs (visite en immersion) au Cameroun pour les agents de l'administration fiscale du Tchad sur les réformes fiscales mises en œuvre au Cameroun			4/30/2021				
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2020				
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés			4/30/2021				
				Amélioration de la gestion performante de la TVA (digitalisation, législation et contrôle)			4/30/2022				




CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE
(En date du 22 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint





Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires et notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					



CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 27 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint




Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
AFRITAC CENTRE (AFC)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité de la planification et la budgétisation des investissements publics	Inclusion des projections à moyen terme pour les investissements (PEFA PI- 11.3, CTFP 2.1.4)	Formation de 25 cadres du Ministère du budget et des ministères sectoriels au nouvel outil de gestion des investissements publics (conjoint avec AFW1)			6/30/2019		Séminaire régional	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Part des opérations de l'administration centrale non comptabilisées dans les états financiers (PEFA PI.6)	La budgétisation sensible au genre (Séminaire régional d'AFC et AFW1)			1/30/2022				
	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Inclusion dans le budget d'informations sur les ressources et les résultats par projet	Disponibilité d'informations sur la performance relative à la prestation de services (PEFA PI-8, CTFP 2.3.2)	Forum régional des hauts fonctionnaires du budget des États membres de l'AFC sur le thème « budget et inégalité » (FOHBAC)	4		3/31/2019	3/30/2019	Séminaire régional	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les fonctionnaires du ministère du budget des pays membres d'AFC sont formés sur le thème " des établissements publics nationaux et les recettes affectées"			4/30/2021				
				Forum régional des hauts fonctionnaires du budget des États membres de l'AFC (FOHBAC) sur le thème « macroprocessus budgétaires et informatisations »			4/30/2022				
				Forum régional des hauts fonctionnaires du budget des États membres de l'AFC (FOHBAC)			4/30/2022				
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Formation de 15 cadres sur l'analyse de la politique budgétaire	4		4/30/2019	2/15/2019	Cours de formation		
				Formation de 15 cadres sur l'analyse de la politique budgétaire			4/30/2020				
				Formation de 15 cadres sur l'analyse de la politique budgétaire			4/30/2021				
				Formation de 15 cadres sur l'analyse de la politique budgétaire			4/30/2022				
				Formation de 18 cadres sur les techniques de prévisions macroéconomiques	4		11/30/2018	12/7/2018	Séminaire régional	AFRISTAT, CEMAC	
				Formation de 18 cadres sur les techniques de prévisions macroéconomiques			5/31/2019				
				Formation de 18 cadres sur les techniques de prévisions macroéconomiques			5/31/2020				


CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 27 février 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint





Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
AFRITAC CENTRE (AFC)				Formation de 18 cadres sur les techniques de prévisions macroéconomiques			5/31/2021				
				Formation de 36 cadres sur les dispositifs de prévisions des recettes budgétaires			8/31/2019				
				Formation 36 cadres sur les dispositifs de prévisions et de programmation des dépenses publiques			8/31/2020				
	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	Efficacité des contrôles internes des dépenses non salariales (PEFA PI-25)	Formation de 27 cadres des administrations financières sur le contrôle interne budgétaire	4		12/31/2018	11/12/2018	Séminaire régional	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Réforme de la structure organisationnelle	Réorganisation des fonctions budgétaires (conjoint avec AFW1)			1/30/2021		Séminaire régional	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : s. o. Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Formation de 30 cadres sur l'évaluation des risques macrobudgétaires	4		4/30/2019	8/31/2018	Séminaire régional	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Formation de 30 cadres sur l'articulation entre le cadre budgétaire à moyen terme et les risques budgétaires			8/31/2021				
				Séminaire régional sur le reporting des risques budgétaires			1/31/2022				
	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Rapidité du transfert des recettes recouvrées vers le Trésor (PEFA PI-20.2)	Séminaire régional sur l'optimisation du compte unique du Trésor (CUT)			4/30/2019		Séminaire régional	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Séminaire régional sur la qualité de la comptabilité			4/30/2020				
				Séminaire régional sur l'élaboration des états financiers			4/30/2021				
				Séminaire régional sur l'audit interne de la comptabilité			4/30/2022				



CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 27 février 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint





Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Burundi (BDI)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Exhaustivité des documents de budget (PEFA PI-5)	Identification des besoins d'assistance technique sur le processus et les outils de préparation du budget (Mission exploratoire)			12/31/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : Très élevé Engagement de l'encadrement et du personnel techniques : élevé Adéquation des ressources : élevé Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Évaluation du risque Commentaires (le cas échéant): s. o.
				Amélioration de la documentation du budget (partie I)			4/30/2020				
				Amélioration de la documentation du budget (partie II)			4/30/2021				
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme	Renforcement des processus et outils macrobudgétaires à moyen terme			12/31/2021				
République centrafricaine (RCA)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Rapprochement mensuel de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale			4/30/2019		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : s. o. Autres risques : s. o. Évaluation du risque Commentaires (le cas échéant): Climat politique fragile
				Un rapprochement de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale est effectué toutes les semaines au moins au niveau agrégé et généralement à une semaine de la fin de chaque mois au niveau détaillé			4/30/2020				
				Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale			4/30/2021				
				Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale			4/30/2022				
	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Inventaire exhaustif de tous les comptes bancaires actifs existants ouverts dans des banques commerciales	4		12/30/2018	10/31/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Évaluation du risque Commentaires (le cas échéant): s. o.
				Plan exhaustif identifiant les exigences techniques et politiques, et organisant le séquençage de la migration ordonnée des soldes de trésorerie des banques commerciales au moyen de dispositions transitoires			12/30/2019				

CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 27 février 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint





Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République centrafricaine (RCA)				Une prévision des flux de trésorerie est préparée par l'exercice budgétaire et mise à jour tous les mois sur la base des entrées et sorties effectives de trésorerie			4/30/2020				
				Une prévision des flux de trésorerie est préparée pour l'exercice budgétaire et mise à jour tous les mois sur la base des entrées et sorties effectives de trésorerie			4/30/2020				
				Une prévision des flux de trésorerie est préparée par l'exercice budgétaire et mise à jour tous les mois sur la base des entrées et sorties effectives de trésorerie			4/30/2021				
	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	Prévisibilité de l'affectation des ressources en cours d'exercice (PEFA PI-21)	Mise en œuvre d'un plan d'engagements de dépenses dans le Système intégré d'information relatif à la gestion financière (IFMIS)	4		4/30/2019	1/28/2019	Apprentissage entre pairs et mission AT	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Préparation de l'ordre de plafonnement périodique des dépenses du ministère des Finances			12/31/2020				
				Plafond de dépenses annuel (mensuel) lié au budget annuel			4/30/2021				
				Formation au serveur SQL pour l'équipe IT	4		12/31/2018	1/15/2019			
				Préparation du plan d'engagements de dépenses des ministères pour l'exercice budgétaire 2019	4		12/31/2018	1/15/2019			
				Apprentissage entre pairs au bénéfice de 5 cadres de la RCA au Burkina Faso sur la déconcentration de l'ordonnancement			8/30/2021				
				Relier le module informatique du plan d'engagement au module informatique de l'exécution du budget			4/30/2021				
	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Plans d'action stratégiques et/ou opérationnels de gestion des finances publiques	L'unité/le Comité macrobudgétaire est mise sur pied avec un plan de travail pluriannuel comportant des mécanismes de coordination	3		4/30/2019	12/31/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Opérationnalisation de l'unité/le comité macrobudgétaire			12/31/2020				


CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 27 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint





Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)		
				Descriptions	Valeurs	Couleurs							
République centrafricaine (RCA)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Un outil de prévision macrobudgétaire simple est développé et utilisé pour développer le cadre de dépenses à moyen terme	3		4/30/2019	7/20/2018	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.		
				Élaboration d'un outil de prévision fiscale			12/31/2020						
				Élaboration de scénarios de prévision budgétaire basés sur différentes hypothèses macroéconomiques			12/31/2021						
				Apprentissage entre pairs sur les processus et outils macrobudgétaires	4		12/31/2018	12/31/2018					
		Intégration d'un cadre budgétaire à moyen terme plus crédible au processus du budget annuel	Perspectives à moyen terme du cadre budgétaire (PEFA PI-16, CTFP 2.1.3)	Élaboration d'un cadre budgétaire à moyen terme			4/30/2019		Mission d'assistance technique				
		Amélioration de la crédibilité de la planification et la budgétisation des investissements publics	Inclusion des projections à moyen terme pour les investissements (PEFA PI- 11.3, FTC 2.1.4)	Les personnels sont formés à l'utilisation des outils méthodologiques qui permettent l'élaboration d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme	3		4/30/2019	3/15/2019	Mission d'assistance technique				
				Un guide d'utilisation pour l'élaboration d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme est élaboré			6/30/2019						
				Formation de 25 cadres des services financiers centraux et sectoriels au nouveau cadre de gestion des investissements publics			4/30/2021						
				Mise en place du nouveau cadre de gestion des investissements publics dans 5 ministères prioritaires			4/30/2022						
		Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Amélioration de l'intégrité des données financières en termes de régularité et de ponctualité dans le rapprochement des comptes en banque, des comptes d'attente et des comptes d'avance du Trésor			4/30/2019				Mission d'assistance technique	s. o.
	Un organe, une unité ou une équipe est chargé(e) de vérifier l'intégrité des données financières est mis(e) sur pied et rendu(e) opérationnel(le)						4/30/2019						


CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 27 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint





Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République centrafricaine (CAF)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Les comptes inactifs détenus par les agences du gouvernement dans des banques commerciales sont clôturés et leurs soldes sont rapatriés dans le CUT			12/30/2019		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
CEMAC — Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CE6)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Adoption d'un cadre juridique plus complet couvrant toutes les étapes du cycle de la gestion des finances publiques	Législation exhaustive sur la gestion des finances publiques (FTC 2.2.1)	Préparation à l'atelier de la CEMAC (contribution intellectuelle, documents de référence, etc.)	3		4/30/2019	6/25/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Révision du projet de cadre juridique de la gestion des finances publiques dans les États membres de la CEMAC			4/30/2019				
				Préparation à l'atelier de la CEMAC (contribution intellectuelle, documents de référence, etc.)			4/30/2020				
				Révision du projet de cadre juridique de la gestion des finances publiques dans les États membres de la CEMAC			4/30/2020				
				Préparation à l'atelier de la CEMAC (contribution intellectuelle, documents de référence, etc.)			4/30/2021				
				Révision du projet de cadre juridique de la gestion des finances publiques dans les États membres de la CEMAC			4/30/2021				
				Préparation à l'atelier de la CEMAC (contribution intellectuelle, documents de référence, etc.)			4/30/2022				
				Révision du projet de cadre juridique de la gestion des finances publiques dans les États membres de la CEMAC			4/30/2022				
	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Le modèle macroéconomique de la Commission de la CEMAC est opérationnel			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel techniques : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : faible Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les équipes du siège de la CEMAC et des pays de la CEMAC sont formées à l'utilisation du modèle à des fins de surveillance multilatérale			4/30/2022				
				Au moins 4 pays de la CEMAC ont élaboré leur rapport de surveillance multilatéral annuel			4/30/2021				


CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 27 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint





Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
CEMAC — Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CE6)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du bilan des risques budgétaires dans les documents de surveillance multilatérale (dont risques macroéconomiques)			12/31/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : faible Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Inclusion du bilan des risques budgétaires dans les documents de surveillance multilatéraux (y compris les risques budgétaires liés aux entreprises publiques et aux PPP)			4/30/2022				
		Amélioration de la présentation et de l'analyse de la viabilité budgétaire à long terme	Diffusion de l'analyse de viabilité budgétaire à long terme (CTFP 3.1.3)	Au moins 2 pays sont capables d'élaborer leur programme de convergence triennal en utilisant le nouveau format			4/30/2021		Mission d'assistance technique		
Cameroun (CMR)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Amélioration de la précision et de la coordination des prévisions des flux de trésorerie pour l'administration centrale	Ponctualité et précision des prévisions et du suivi de la trésorerie (PEFA PI-21.2)	Une prévision des flux de trésorerie est préparée pour l'exercice budgétaire et mise à jour tous les mois sur la base des entrées et sorties effectives de trésorerie	4		4/30/2019	1/20/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Tous les soldes bancaires et de trésorerie sont consolidés sur une base quotidienne			4/30/2020		Mission d'assistance technique		
	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Le rapprochement des comptes d'attente et des comptes d'avance a lieu au moins une fois par mois, dans un délai d'un mois à compter de la fin du mois. Tous les comptes d'avance sont apurés dans les meilleurs délais, ainsi que les comptes d'attente, au plus tard à la fin de l'exercice sauf justification contraire.			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : très élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : Évaluation du risque: Commentaires (le cas échéant) :
				Un organe, une unité ou une équipe chargé(e) de vérifier l'intégrité des données financières est mis(e) sur pied et rendu(e) opérationnel(le)			4/30/2021				
				Un rapprochement bancaire de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale est effectué toutes les semaines au moins au niveau agrégé et généralement à une semaine de la fin de chaque mois au niveau détaillé			4/30/2022				




CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 27 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint




Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Cameroun (CMR)	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	Efficacité des contrôles internes des dépenses non salariales (PEFA PI-25)	Conception d'un plan pour le contrôle interne du ministère de l'Éducation	2		4/30/2019	5/18/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) :moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Finalisation d un cadre de contrôle interne des dépenses non salariales (comptabilité matières)			4/30/2020				
				Mettre en place le cadre du réseau des comptables matières			4/30/2021				
				Préparation du cahier des charges pour la mise en place du module informatique de la comptabilité matière			4/30/2022				
	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Réforme de la structure organisationnelle	Un nouveau comité macrobudgétaire est mis sur pied avec un plan de travail assorti de mécanismes de coordination impliquant les ministères des Finances et de l'Économie, et la banque centrale			12/31/2019		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Adéquation des ressources : Climat/conditions extérieur(es) : Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Intégration d'un cadre budgétaire à moyen terme plus crédible au processus du budget annuel	Explication et rapprochement des changements successifs apportés aux prévisions budgétaires (CTFP 2.4.3)	Élaboration d'un manuel/guide sur le processus de cadre de dépenses à moyen terme			4/30/2019		Mission d'assistance technique	ONU Femmes	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Élaboration d'une nouvelle base de données de projets d'investissement public			12/31/2019				
		Amélioration de la crédibilité de la planification et la budgétisation des investissements publics	Inclusion des projections à moyen terme pour les investissements (PEFA PI- 11.3, CTFP 2.1.4)	Formation sur la programmation financière et les cadres macroéconomiques			1/31/2019		Formation et Mission d'assistance technique		
				Amélioration des modèles de prévision fiscale			4/30/2020				
		Inclusion d'informations sur les ressources et les résultats par programme dans la documentation du budget	Disponibilité des informations sur la performance pour la prestation des services (PEFA PI-8)	Préparation d un guide de budgétisation sensible au genre			4/30/2021		Mission d'assistance technique		
				Produire une annexe à la loi de finances sur la budgétisation sensible au genre			2/28/2022				

CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 27 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint




Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Cameroun (CMR)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Formation des acteurs nationaux sur l'identification et la gestion des risques budgétaires			4/30/2020		Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen
				Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques			12/31/2020				
				Apprentissage par les pairs sur l'évaluation et le suivi des risques macrobudgétaires			12/31/2020				
				Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques et des risques liés aux entreprises publiques			4/30/2022				Autres risques : s. o. moyen Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) :
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Réforme de la structure organisationnelle	Les nouvelles fonctions budgétaires en matière de gestion des performances sont incorporées dans l'organisation du bureau du budget			1/12/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : Engagement de l'encadrement et du personnel techniques : Adéquation des ressources : Climat/conditions extérieur(es) : Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
				L'unité/la commission macrobudgétaire est renforcée avec un plan de travail pluriannuel comportant des mécanismes de coordination	4		4/30/2019				
	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Inclusion dans le budget d'informations sur les ressources et les résultats par projet	Disponibilité des informations sur la performance pour la prestation des services (PEFA PI-8, CTFP 2.3.2)	Revue de la qualité de 10 projets annuels de performance préparés par les services nationaux			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) :
				Préparation du budget programme et de ses clauses d'exécution est validée			4/30/2020				
				Revue de la qualité de 15 projets annuels de performance préparés par les services nationaux			4/30/2021				
				Elaboration des rapports annuels de performance pour 5 ministères prioritaires			4/30/2021				
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Préparation du cadre de gestion des investissements publics pour 5 ministères prioritaires			4/30/2022		Mission d'assistance technique	s. o.	
				Identification des besoins d'assistance technique sur le processus et les outils de préparation du budget (Mission exploratoire)	4		12/31/2018				
				Renforcement du modèle macrobudgétaire global	4		12/31/2019				




CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 27 février 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint




Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Rapprochement trimestriel des comptes d'attente			4/30/2019		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Rapprochement trimestriel des comptes d'avance pour les marchés publics			12/14/2019				
				Une unité ou une équipe chargée de vérifier la qualité de la balance est mise en place et est opérationnelle			12/14/2019				
				Un rapprochement de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale est effectué toutes les semaines au moins au niveau agrégé et généralement à une semaine de la fin de chaque mois au niveau détaillé			4/30/2021				
République du Congo (COG)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Exhaustivité des documents de budget (PEFA PI-5)	La planification pour la documentation du budget est disponible	2	⚠	4/30/2022	11/24/2017	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : Engagement faible du top management du Trésor.
				Soutien des autorités à l'élaboration d'un projet de performance annuel pour 4 ministères de tutelle	2	⚠	8/15/2018	8/15/2018			
				Formation au nouveau cadre de gestion des investissements publics (AECF)			7/31/2019				
				Mise en place du nouveau cadre de gestion des investissements publics (AECF) pour 5 ministères prioritaires			7/31/2021				
				Mise en place du nouveau cadre de gestion des investissements publics (AECF) pour 5 autres ministères prioritaires			4/30/2022				
		Inclusion dans le budget d'informations sur les ressources et les résultats par projet	Disponibilité des informations sur la performance pour la prestation des services (PEFA PI-8, CTFP 2.3.2)	Mise en œuvre d'un cadre annuel de performance pour les ministères de tutelle			4/30/2020		Mission d'assistance technique		
				Soutien au suivi pluriannuel des investissements publics AE/CP			4/30/2022				
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Révision et renforcement du modèle macrobudgétaire global	3	✅	4/30/2019	8/31/2018	Mission d'assistance technique		
				Développement d'outils de prévision budgétaire			4/30/2021				
				Élaboration de scénarios de prévision budgétaire basés sur différentes hypotheses macroéconomiques			12/31/2021				





CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 27 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint





Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République du Congo (COG)		Intégration d'un cadre budgétaire à moyen terme plus crédible au processus du budget annuel	Perspective à moyen terme dans le cadre budgétaire (PEFA PI-16, CTFP 2.1.3)	Apprentissage par les pairs sur le processus et les outils du cadre budgétaire à moyen terme			4/30/2019		Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	s. o.	
	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Régularisation mensuelle des comptes suspendus	2		4/30/2019	10/31/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation (le cas échéant): s. o.
				Régularisation annuelle des comptes d'avance			7/31/2019				
				Création d'une piste d'audit			10/15/2020				
	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques.	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques	3		4/30/2019	1/12/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation (le cas échéant): s. o.
	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Plans d'action stratégiques et/ou opérationnels de gestion des finances publiques	Renforcement de l'unité/la commission macrobudgétaire avec un plan de travail pluriannuel comportant des mécanismes de coordination	3		4/30/2019	1/12/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation (le cas échéant): s. o.
				Opérationnalisation de l'unité/le comité macrobudgétaire			4/30/2020				
	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Inventaire exhaustif de tous les comptes bancaires actifs existants ouverts dans des banques commerciales	1		3/30/2019	10/31/2018	Mission d'assistance technique		Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel techniques : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation (le cas échéant): s. o.
				Clôture des comptes inactifs dans les banques commerciales			12/30/2019				
				Plan exhaustif identifiant les exigences techniques et politiques, et organisant le séquençage de la migration ordonnée des soldes de trésorerie des banques commerciales au moyen de dispositions transitoires			12/30/2019				
				Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale			4/30/2020				



CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 27 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint





Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Gabon (GAB)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Plan exhaustif identifiant les exigences techniques et politiques, et organisant le séquençage de la migration ordonnée des soldes de trésorerie des banques commerciales au moyen de dispositions transitoires	2		12/30/2018	11/30/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) :
				Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale	4		4/30/2019	11/30/2018			
				Clôture des comptes inactifs dans les banques commerciales	4		4/30/2019	11/30/2018			
				Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale			4/30/2020				
				Clôture des comptes inactifs dans les banques commerciales			4/30/2020				
Gabon (GAB)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Présentation de la part des recettes, des dépenses et du financement des entités de l'administration centrale sur une base brute (unité budgétaire) (CTFP 2.1.1)	Création d'une cellule de supervision des établissements publics nationaux	4		10/30/2018	10/31/2018	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	ONU Femmes	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Apprentissage par les pairs de 5 cadres du Gabon en Côte d'Ivoire sur la tutelle financière des établissements publics nationaux			4/30/2019				
				Conception d'une stratégie et d'une feuille de route pour la tutelle des établissements publics nationaux			12/31/2021				
				Diagnostic des recettes affectées aux établissements publics nationaux			6/30/2019				
				Conception des procédures de tutelle des établissements publics nationaux			4/30/2022				
				Mise en œuvre effective de la tutelle des établissements publics nationaux			4/30/2022				
		Inclusion d'informations sur les ressources et les résultats par programme dans la documentation du budget	Disponibilité des informations sur la performance pour la prestation des services (PEFA PI-8)	Préparation d'un guide et d'une feuille de route sur la budgétisation sensible au genre			2/28/2021		Mission d'assistance technique		



CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 27 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint





Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Gabon (GAB)		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Amélioration du modèle macrobudgétaire global (MEGA)			4/30/2019		Mission d'assistance technique et formation		
				Formation sur la programmation financières et les cadres macroéconomiques			4/30/2020				
				Élaboration de nouveaux modèles de prévisions des recettes fiscales			4/30/2021				
	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	Efficacité des contrôles internes des dépenses non salariales (PEFA PI-25)	Elaboration d'un cadre de gestion des matières (comptabilité matière)			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Elaboration d'un plan d'action national sur le contrôle interne			8/30/2019				
	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Régularisation mensuelle des comptes d'attente	3		12/30/2018	10/31/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : faible Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Régularisation trimestrielle des comptes d'avance			7/31/2019				
				Une unité ou une équipe chargée de vérifier la qualité de la balance est mise en place et est opérationnelle			10/15/2020				
	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Plans d'action stratégiques et/ou opérationnels de gestion des finances publiques	Révision du Comité macrobudgétaire avec un programme de travail pluriannuel	3		4/30/2019	10/31/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.

CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 27 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint



Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Gabon (GAB)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques			4/30/2020		Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques et des risques liés aux entreprises publiques			4/30/2021				
				Apprentissage par les pairs sur l'évaluation et le suivi des risques macrobudgétaires			12/31/2019				
				Formation des acteurs nationaux sur l'identification et la gestion des risques budgétaires			4/30/2019				
Guinée équatoriale (GNQ)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Exhaustivité des documents de budget (PEFA PI-5)	Préparation d'un projet de macroprocessus d'exécution du budget en mode déconcentré (partie I)			12/1/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Préparation d'un projet de macroprocessus d'exécution du budget en mode déconcentré (partie II)			12/1/2021				
				Préparation d'un projet de macroprocessus pour le budget- programme (partie I)			12/31/2021				
				Préparation d'un projet de macroprocessus pour le budget- programme (partie II)			12/31/2022				
				Atelier sur le nouveau cadre des finances publiques lié aux directives de la CEMAC	4		4/30/2019	2/8/2019			
				Mise en œuvre de la nouvelle nomenclature budgétaire			4/30/2022				
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Formation sur la programmation financières et les cadres macroéconomiques			6/30/2018		Mission d'assistance technique et formation		
				Identification des besoins d'assistance technique sur le processus et les outils de préparation du budget (Mission exploratoire)	4		9/17/2018	6/22/2018			
				Un outil de prévision macrobudgétaire simple est développé et utilisé pour élaborer le cadre budgétaire à moyen terme			4/30/2020				
				Élaboration d'un outil de prévisions des recettes budgétaires			4/30/2021				
				Élaboration de scénarios de prévision budgétaire en fonction de différentes hypothèses macroéconomiques			4/30/2022				

CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 27 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint





Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Guinée équatoriale (GNQ)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Plans d'action stratégiques et/ou opérationnels de gestion des finances publiques	L'unité/la commission macrobudgétaire est mise sur pied avec un plan de travail pluriannuel comportant des mécanismes de coordination	2	⚠	12/31/2018	12/31/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Opérationnalisation de l'unité/le comité macrobudgétaire			12/31/2020				
	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Un organe, une unité ou une équipe est chargé(e) de vérifier l'intégrité des données financières est mis(e) sur pied et rendu(e) opérationnel(le)			12/14/2019		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Évaluation du risque: s. o.mments (if any): s. o.
				Rapprochement trimestriel des comptes en attente			4/30/2020				
				Rapprochement trimestriel des comptes d'avance pour les marchés publics			12/14/2020				
São Tomé-et- Príncipe (STP)	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Amélioration de l'évaluation, de la sélection et de la mise en œuvre des investissements publics	Évaluation, sélection, détermination des coûts et suivi des projets d'investissement public (PEFA PI-11)	Conception d'un cadre pluriannuel d'investissements publics			4/30/2022		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Formation de 15 agents au plan d'engagement des dépenses			4/3/2020		Mission d'assistance technique		
		Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	Prévisibilité de l'affectation des ressources en cours d'exercice (PEFA PI-21)	Elaboration des plans d'engagements des dépenses pour 5 ministères			4/30/2021				
				Conception d'un plan d'engagement sectoriel et global			4/30/2022				
				Mise en œuvre dans le système IT du plan d'engagement de dépenses			4/30/2022				
	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Amélioration de la précision et de la coordination des prévisions des flux de trésorerie pour l'administration centrale	Ponctualité et précision des prévisions et du suivi de la trésorerie (PEFA PI-21.2)	Mises à jour trimestrielles des prévisions annuelles de flux de trésorerie			11/30/2018		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) :s. o.
				Mises à jour mensuelles des prévisions annuelles de flux de trésorerie			3/15/2019				
				Mises à jour hebdomadaires des prévisions annuelles de flux de trésorerie			3/15/2020				

CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 27 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint




Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Réforme de la structure organisationnelle	Un nouveau comité macrobudgétaire est mis sur pied avec un plan de travail assorti de mécanismes de coordination impliquant les ministères des Finances et de l'Économie, et la banque centrale			12/31/2019		Mission d'assistance technique		Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Opérationnalisation de l'unité/le comité macrobudgétaire			4/30/2020				
	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Intégration d'un cadre budgétaire à moyen terme plus crédible au processus du budget annuel	Perspective à moyen terme dans le cadre budgétaire (PEFA PI-16, CTFP 2.1.3)	Développement d'un cadre global des dépenses à moyen terme cohérent avec le cadre budgétaire à moyen terme			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
					Amélioration de la crédibilité de la planification et la budgétisation des investissements publics	Inclusion des projections à moyen terme pour les investissements (PEFA PI- 11.3, CTFP 2.1.4)	Formation de 15 acteurs de la gestion des investissements à la programmation et à la gestion des investissements publics				
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Un outil de prévision macrobudgétaire est développé et utilisé pour élaborer le cadre budgétaire à moyen terme			4/30/2020		Mission d'assistance technique		
				Élaboration d'un outil de prévision des recettes budgétaires			4/30/2021				
				Élaboration de scénarios de prévision budgétaire basés sur différentes hypothèses macroéconomiques			4/30/2022				
				Identification des besoins d'assistance technique sur le processus et les outils de préparation du budget (Mission exploratoire)	4	🟡	12/31/2018	9/14/2018			
				Les personnels sont formés a l'utilisation des outils méthodologiques qui permettent l'élaboration d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme	3	🟡	4/30/2019	1/18/2019			
				Un guide d'utilisation pour l'élaboration d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme est élaboré			9/30/2019				


CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 27 février 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint





Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tchad (TCD)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Inventaire exhaustif de tous les comptes bancaires actifs existants ouverts dans des banques commerciales	1	❖	4/30/2019	1/31/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale			4/30/2020				
				Plan exhaustif identifiant les exigences techniques et politiques, et organisant le séquençage de la migration ordonnée des soldes de trésorerie des banques commerciales au moyen de dispositions transitoires			12/30/2019				
				Clôture des comptes inactifs dans les banques commerciales			4/30/2020				
	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Exhaustivité de la documentation du budget (PEFA PI-5)	Mission sur la préparation du budget	2	⚠	7/31/2018	7/20/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Mise à disposition du nouveau cadre budgétaire dans le système IT	2	⚠	12/31/2019	8/29/2017			
				Mise en œuvre de la nouvelle classification budgétaire et intégration dans le système IT	3	✅	12/31/2018	6/15/2018			
				Adoption de l'arrêté d'application de la nouvelle classification budgétaire			12/31/2019				
				Préparation du budget 2020 selon la nouvelle classification budgétaire			4/30/2020				
				Conception d'un cadre juridique sur le contrôle des établissements publics nationaux			4/30/2022				
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Renforcement du modèle macrobudgétaire	3	✅	4/30/2019	2/8/2019	Mission d'assistance technique et formation	s. o.	
				Élaboration de l'outil de prévision des recettes budgétaires			12/31/2019				
				Formation sur la programmation financière et les cadres macroéconomiques			12/31/2019				
		Intégration d'un cadre budgétaire à moyen terme plus crédible au processus du budget annuel	Perspectives à moyen terme du cadre budgétaire (PEFA PI-16, CTFP 2.1.3)	Renforcement du cadre budgétaire à moyen terme			12/31/2019		Mission d'assistance technique	s. o.	
				Atelier sur les projections pluriannuelles des investissements publics			4/30/2020				



CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 27 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint





Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tchad (TCD)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Plans d'actions stratégiques et/ou opérationnels de gestion des finances publiques	Opérationnalisation de l'unité/le comité macrobudgétaire			12/31/2019		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques.	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques	3		4/30/2019	1/12/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation (le cas échéant): s. o.



CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 27 février 2018)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint





Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
AFRITAC CENTRE (AFC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les établir (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	5 compilateurs de SFP formés au calcul de données sources conformes aux MSFP			4/30/2020		Séminaire régional	s.o.	Appui politique : Moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : réduits Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : faible
				5 compilateurs de SFP formés au calcul de données sources conformes aux MSFP			4/30/2021				
				5 compilateurs de SFP formés au calcul de données sources conformes aux MSFP			4/30/2022				
		Les données sont établies en utilisant la couverture et le champ d'application du dernier manuel/guide (DQAF 2.2)	Le champ d'application institutionnel comprend toutes les unités d'importance significative des administrations centrales	Le champ d'application institutionnel des SFP comprend toutes les unités d'importance significative des administrations centrales budgétaires (ACB)			4/30/2020				
				ACB plus unités de sécurité sociale			4/30/2021				
				Ensemble des unités ACB, sécurité sociale et collectivités locales			4/30/2022				
		Les données sont établies en utilisant la ventilation sectorielle du dernier manuel/guide (DQAF 2.3)	Les secteurs institutionnels sont définis conformément aux principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Le champ d'application institutionnel des SFP comprend toutes les unités importantes du sous-secteur des ACB			4/30/2020				
				Le champ d'application institutionnel des SFP comprend toutes les unités importantes du sous-secteur des ACB, plus la sécurité sociale			4/30/2021				
				Le champ d'application institutionnel des SFP comprend toutes les unités des sous-secteurs des ACB, sécurité sociale et collectivités locales			4/30/2022				
		Les données sont établies en utilisant la classification du dernier manuel/guide (DQAF 2.3)	Les opérations portant sur les avoirs et engagements financiers sont classées conformément aux principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Séminaire régional sur les statistiques de la dette publique	4		10/30/2018	11/5/2018			
Burundi (BDI)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision		Les encours de dette sont classés selon les principes directeurs du Guide des statistiques du secteur public (GSDSP) 2011.	5 compilateurs de SFP formés au calcul de données sources conformes au GSDSP 2011			10/31/2019		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : s.o. Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
		Mise à disposition plus rapide des données en interne et/ou publiquement (délais plus courts) (DQAF 4.1.2)	Les SFP annuelles relatives à l'ensemble des administrations (ou au secteur public) ne sont pas diffusées au cours des deux trimestres suivant la fin de la période de référence (calculer le décalage).	La classification utilisée pour l'établissement des données de dette publique est conforme aux principes directeurs du GSDSP 2021			10/30/2022				
				Séminaire régional sur la fréquence de communication des données : fréquence annuelle et infra-annuelle (trimestrielle)	3		4/30/2019	4/30/2019			
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources des SFP annuelles sont recueillies et/ou calculées à temps			4/30/2020				
			Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile.	Les données sources des SFP infra-annuelles sont calculées et rendues disponibles à temps			4/30/2022				
			Les données sources des SFP infra-annuelles sont disponibles en temps utile.								
		Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP pour les administrations centrales (ou le secteur public) et/ou leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Un tableau des opérations financières (TOFE) des administrations est disponible.	1		4/30/2019	2/28/2019			
				Les données de la dette publique des administrations centrales (exercices budgétaires [EB] 2011–16) sont conformes aux principes directeurs du GSDSP			4/30/2020				






CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 27 février 2018)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint





Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
			Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011.	La série de données établie pour les EB 2011–16 est publiée dans l'Annuaire statistique des finances publiques			4/30/2019				
		Les données sont établies en utilisant les concepts et les définitions du dernier manuel/guide (DQAF 2.1)	Une trajectoire et un calendrier d'adoption des principes directeurs des MSFP 2001/2014 ont été établis et entérinés par les hauts responsables	La série de données établie pour les EB 2017-2019 est publiée dans l'Annuaire statistique des finances publiques			4/30/2020				
				Application intégrale du plan d'adoption du MSFP 2014			4/30/2022				
République centrafricaine (R.C.A)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre des agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie MSFP 2014			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : très élevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/MSFP 2014	(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données			4/30/2021				
			Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Toutes les données sources relatives aux administrations centrales (selon le mode d'enregistrement actuel) sont recueillies, y compris les recettes non fiscales et les dépenses urgentes	2		4/30/2019	4/30/2019			
			Les données sources des SFP sont disponibles en temps utile	Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes d'établissement de données non monétaires			4/30/2020				
				Les données sources annuelles pour l'EB 2016 sont collectées, analysées, ajustées et validées pour l'établissement des SFP.			4/30/2021				
				Les données sources pour les exercices précédents(2011-2015) sont recueillies et validées pour établir les SFP relatives aux AC.	2		4/30/2019	4/30/2019			
		Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les données relatives aux SFP annuelles des administrations centrales (Situation des opérations des administrations publiques — EB 2011–16) sont établies conformément à la présentation du MSFP 2014 (et à la directive TOFE de la CEMAC) et diffusées.			4/30/2020				
			Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales est établie et diffusée	Données sur la dette publique des administrations centrales (EB 2011–16) conformes aux principes directeurs du GSDSP 2011.			4/30/2020				
				Données sur la dette publique des administrations centrales (EB 2011–16) conformes aux principes directeurs du GSDSP 2011.			4/30/2020				

CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 27 février 2018)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint





Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Cameroun (CMR)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011.	Les données relatives aux SFP annuelles des administrations centrales (Situation des opérations des administrations publiques — EB 2011–14) sont établies selon la présentation du MSFP 2014 (et la directive TOFE de la CEMAC) et diffusées.	2		4/30/2020	11/17/2017	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : très élevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
				Les données sur la dette publique des administrations centrales (EB 2011–16) conformes aux principes directeurs du GSDSP 2011.	2		4/30/2019	1/31/2019			
			Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	5 compilateurs des SFP formés au calcul des données sources conformément au MSFP			4/30/2020				
				5 compilateurs des SFP formés au calcul des données sources conformément au MSFP			4/30/2021				
				5 compilateurs des SFP formés au calcul des données sources conformément au MSFP			4/30/2022				
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de vérification de l'intégrité/de l'exhaustivité des données sources et ces méthodes sont appliquées au Tableau de bord des finances publiques (TABBORD).	3		4/30/2019	1/31/2019			
				Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales							
			Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile	Les données sources des SFP annuelles de l'ACB sont recueillies et/ou calculées en temps utile			4/30/2020				
				Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile			4/30/2022				
		Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux aspects pratiques de l'élaboration des données sources			4/30/2019				
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014			4/30/2020				
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données			4/30/2021				
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011.	Un TOFE des administrations centrales pour l'EB 2016 est établi conformément aux recommandations du MSFP 2014	3		4/30/2019	1/31/2019	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : moyen Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
				Les TOFE des administrations centrales pour les exercices 2011 à 2016 sont disponibles.			4/30/2020				
			Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les données sur l'endettement des administrations centrales (EB 2011–16) sont conformes aux principes directeurs du GSDSP 2011.	3		4/30/2019	1/31/2019			
				Les TOFE des administrations centrales pour les exercices 2017 à 2019 sont disponibles.			4/30/2021				





CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 27 février 2018)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint





Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Les équipes des SFP recherchent constamment les omissions dans les données sur les charges en appliquant les méthodes d'intégrité des données sources			4/30/2020				
			Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources des unités de tout le secteur public sont collectées pour l'établissement des SFP (recettes fiscales; dons destinés aux projets de développement dépenses/opérations sur les avoirs et les engagements du Trésor)	3		4/30/2019	1/31/2019			
			Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile.	Les données sources des SFP annuelles sont recueillies et/ou calculées en temps utile			4/30/2021				
				Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile			4/30/2022				
		Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	5 agents sont formés aux méthodes de diffusion des données	2		4/30/2019	1/31/2019			
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux aspects pratiques de l'élaboration des données sources			4/30/2019				
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014			4/30/2020				
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données			4/30/2021				
République du Congo (COG)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Les données sources conviennent pour l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Un tableau de passage actualisé entre la nouvelle classification du plan comptable national (harmonisée avec la classification budgétaire) et le MSFP 2014 est disponible			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : élevé Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
			Les données sources de SFP sont disponibles en temps utile	Les données sources des SFP annuelles sont recueillies et/ou calculées en temps utile			4/30/2021				
				Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile			4/30/2022				
		Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les données relatives aux SFP annuelles des administrations centrales (situation des opérations des administrations publiques et bilan financier — EB 2013–16) sont établies selon la présentation du MSFP 2014 (et la directive TOFE de la CEMAC) et diffusées.			4/30/2020				
			Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011	Les données sur l'endettement des administrations centrales (EB 2011–16) conformes aux principes directeurs du GSDSP 2011.			4/30/2019				
		Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux aspects pratiques de l'élaboration des données sources			4/30/2019				
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014			4/30/2020				
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données			4/30/2021				



CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 27 février 2018)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint





Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République du Congo (COG)	Participation au SGDD	Le pays membre commence à participer au système général de diffusion numérique (e-SGDD) (ou actualise intégralement ses métadonnées SGDD)	Les métadonnées e-SGDD sont achevées pour au moins quatre grandes catégories de données	Une série sur 6 ans est publiée			4/30/2019		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Elevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : moyen Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
Gabon (GAB)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Un tableau de passage actualisé entre la nouvelle classification du plan comptable national (harmonisée avec la classification budgétaire) et le MSFP 2014 est disponible.	3		4/30/2019	11/30/2018	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : faible Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
				Les données sources des SFP annuelles sont recoupées mensuellement par le Trésor et la BEAC (statistiques monétaires de la banque centrale).	4		4/30/2019	11/30/2018			
			Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile	Les données sources des SFP annuelles sont recueillies et/ou calculées en temps utile			4/30/2020				
				Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile			4/30/2022				
		Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les données relatives aux SFP annuelles des administrations centrales (situation des opérations des administrations publiques et bilan financier — EB 2011–16) sont établies selon la présentation du MSFP 2014 (et la directive TOFE de la CEMAC) et diffusées.	3		4/30/2019	11/30/2018			
	Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)		Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011	Données sur l'endettement des administrations centrales (EB 2011–16) conformes aux principes directeurs du GSDSP 2011.			4/30/2019				
				Les TOFE des administrations centrales pour les exercices 2017 à 2019 sont disponibles.			4/30/2021				
			Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux aspects pratiques de l'élaboration des données sources			4/30/2019				
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014			4/30/2020				
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données			4/30/2021				
	Participation au SGDD	Le pays membre commence à participer au système général de diffusion numérique (e-SGDD) (ou actualisé intégralement ses métadonnées SGDD)	Les métadonnées e-SGDD sont achevées pour au moins quatre grandes catégories de données	Une série sur 6 ans est publiée	3		1/31/2019	11/30/2018	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur: Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
				Les données annuelles sont publiées régulièrement, y compris toutes les métadonnées			4/30/2020				


CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 27 février 2018)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint




Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Guinée équatoriale (GNQ)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les données relatives aux SFP annuelles des administrations centrales (situation des opérations des administrations publiques) sont établies selon la présentation du MSFP 2014 (et la directive TOFE de la CEMAC) et diffusées (pour les données couvrant les EB 2011–16).	2		4/30/2019	11/30/2018	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : très élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
			Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011.	Données sur l'endettement des administrations centrales conformes aux principes directeurs du GSDSP 2011 (pour les données couvrant les EB 2011–16).			4/30/2020				
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Les données sources couvrant les AC sont intégrées à un système unique.	2		4/30/2019	11/30/2018			
			Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources sont améliorées pour couvrir la balance de vérification du Trésor conformément aux principes figurant dans la directive de la CEMAC			4/30/2021				
			Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile	Les données sources des SFP annuelles sont recueillies et/ou calculées en temps utile			4/30/2020				
		Renforcement des moyens humains des services par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile			4/30/2022				
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014			4/30/2020				
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données			4/30/2022				
São Tomé-et-Principe (STP)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	L'environnement juridique et institutionnel favorise l'établissement des statistiques macroéconomiques et financières; leur pertinence et utilité pratique font l'objet d'un suivi; des processus de gestion sont en place pour surveiller leur qualité; et les pratiques en matière d'intégrité, de transparence et d'éthique sont conformes aux normes statistiques (DQAF 0.1, 0.3, 0.4, 1.1, 1.2 et 1.3)	Une loi appropriée sur les statistiques permet à l'agence qui est chargée de recueillir des données sources de protéger les informations confidentielles au moyen d'obligations et de sanctions (0.1) La responsabilité institutionnelle du recueil, du traitement et de la diffusion de ces statistiques est clairement attribuée, tandis que le partage des données et la coordination entre les agences qui les produisent sont adéquats (0.1.1 et 0.1.2)	Préparation d'un arrêté ministériel ou d'un décret.			4/30/2019		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Elevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Elevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
				Un manuel de procédure est rédigé et distribué aux fournisseurs de données sources et à l'équipe chargée d'établir les SFP.			4/29/2020				
				Nomination d'une équipe dédiée aux statistiques des finances publiques			4/30/2020				
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux aspects pratiques de l'élaboration des données sources			4/30/2019				
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014			4/30/2020				
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données			4/30/2021				
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Un tableau de passage entre la classification du plan comptable national et la classification MSFP est établi et communiqué aux autorités			4/30/2021				
				Une ventilation sectorielle appropriée est effectuée et toutes les unités institutionnelles faisant partie des administrations centrales sont répertoriées pour assurer la couverture exhaustive des données			4/30/2020				
			Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources des SFP annuelles sont recueillies et/ou calculées en temps utile			4/30/2020				
				Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile			4/30/2022				

CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 27 février 2018)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
São Tomé-et-Príncipe (STP)		Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	5 agents (1 spécialiste de la dette, 3 des comptes publics et 1 des statistiques monétaires de la banque centrale) sont formés aux concepts et principes du MSFP 2014. (5) Les agents chargés des SFP sont formés aux aspects pratiques de l'élaboration des données sources (5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014 (5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données			4/30/2021 4/30/2019 4/30/2020 4/30/2021				
Tchad (TCD)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP relative aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Le TOFE des administrations centrales pour les EB 2011–16 est établi conformément aux recommandations du MSFP 2014 Les agents chargés des SFP recueillent les données sources de toutes les unités des administrations centrales et un TOFE (EB 2011–16) à couverture identique est établi conformément à la présentation du MSFP 2014 (et à la directive TOFE de la CEMAC).			4/30/2020 4/30/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Elevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Elevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
			Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011	Les agents chargés des SFP établissent des statistiques d'endettement des administrations centrales conformes au GSDSP 2011 (pour les EB 2011–16).			4/30/2022				
		Les données sources conviennent pour l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Un tableau de passage actualisé entre les classifications du budget et de la comptabilité nationale et le MSFP 2014 est achevé.	2		4/30/2019	7/31/2018			
				Le service chargé des SFP établit une classification des fonctions des administrations publiques (COFOG) à partir de la classification actuelle			4/30/2020				
			Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources des SFP annuelles sont recueillies et/ou calculées en temps utile			4/30/2020				
				Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile			4/30/2022				
		Renforcement des moyens humains des services par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux aspects pratiques de l'élaboration des données sources (5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014 (5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données			4/30/2019 4/30/2020 4/30/2021				



CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 27 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
AFRITAC CENTRE (AFC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Les données sont établies suivant les concepts et les définitions du dernier manuel/guide (DQAF 2.1).	Le cadre général, les concepts et les définitions suivent globalement le SCN 2008	Séminaire régional sur le changement de l'année de base du PIB et la migration au Système de comptabilité nationale (SCN) 2008.			4/30/2020		Séminaire régional	s.o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : s.o Adéquation des ressources : FAIBLE Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Séminaire régional sur la « cohérence entre les comptes nationaux annuels et les comptes nationaux trimestriels »			4/30/2019				
				Séminaire régional sur les « indicateurs de haute fréquence et les comptes nationaux trimestriels »			7/30/2021				
Burundi (BDI)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Des données ont été établies et diffusées plus fréquemment en interne ou auprès du public (DQAF 4.1.1)	Comptes nationaux établis et diffusés trimestriellement ou annuellement.	Une série de données trimestrielles sur le PIB établie selon l'approche de production est disponible aux prix courants.			6/30/2019		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : Moyen Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : Moyen Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat extérieur : Moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les comptes nationaux trimestriels (CNT) sont établis selon l'approche de la demande.			12/31/2019				
				Les CNT corrigés des variations saisonnières sont établis.			6/30/2020				
				Des comptes nationaux trimestriels conformes au SCN sont disponibles			4/30/2022				
		Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les plus récentes sources de données disponibles (recensements, enquêtes, données administratives) sont prises en compte dans l'opération d'étalonnage.			4/30/2021				
				Les CNA pour 2018 établis conformément au SCN 2008 sont disponibles (premiers comptes pour l'année en cours).			12/31/2020				
				La série rétrospectée des comptes nationaux pour 2005-2016 est disponible.			12/31/2021				
				Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles			4/30/2020				
				La version préliminaire du tableau des équilibres ressources et emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.			12/31/2020				
				La version finale des TRE et le nouveau niveau de PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.			12/31/2021				
				La série des comptes nationaux rebasés pour la période 2005-2020 est disponible			4/30/2022				
				Des comptes nationaux trimestriels cohérents avec les comptes nationaux annuels sont disponibles			4/30/2022				



CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 27 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint




Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Burundi (BDI)		Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat	Six agents sont capables d'établir les CNA.			12/31/2019				
				Trois agents sont en mesure d'analyser les données de consommation finale des administrations publiques et les données de consommation des ménages.			12/31/2019				
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières			12/31/2020				
				Trois agents sont capables d'analyser les indicateurs à haute fréquence nécessaires pour établir les comptes nationaux trimestriels.			12/31/2021				
				Deux agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières			12/31/2020				
République centrafricaine (RCA)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi ou diffusé en interne ou auprès du public.	De nouvelles statistiques de comptabilité nationale conformes au SCN 2008 sont disponibles.	Les comptes nationaux trimestriels sont introduits selon l'approche de production			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Moyen Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : Moyen Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat extérieur : Moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				La série des comptes nationaux pour la période allant jusqu'à 2017 est disponible			4/30/2019				
				La version préliminaire du tableau des équilibres ressources et emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.			4/30/2021				
				La version finale des TRE et le niveau du PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.			4/30/2022				
				Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles			4/30/2022				
		Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent.	Deux agents de plus sont recrutés et formés.			4/30/2019				
				Trois agents sont capables d'établir les comptes nationaux annuels			4/30/2020				
				Deux agents sont en mesure d'établir des comptes nationaux trimestriels			12/31/2020				
				Trois agents sont en mesure d'analyser les données sur la consommation finale			12/31/2021				
		Données mises à disposition en interne et auprès du public de façon plus ponctuelle (réduction des retards) (DQAF 4.1.2).	Le nombre et la qualité des ordinateurs et des logiciels sont suffisants à des fins d'établissement et de diffusion des statistiques.	Trois agents sont en mesure de participer activement à l'établissement des TRE pour la nouvelle année de base.			4/30/2022				
				Les CNA des années manquantes (2009-2011) sont disponibles	3		11/30/2018	5/4/2018			
				Finaliser les CNA de 2016 et élaborer les CNA de 2017 à des fins de diffusion.	3		12/31/2018	10/5/2018			
				Formation de comptables nationaux sur le SCN 2008			12/31/2019				
				Les comptes nationaux sont disponibles pour l'année 2018			4/30/2020				

CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 27 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Cameroun (CMR)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	L'établissement de données se fait à l'aide des techniques statistiques appropriées, notamment la gestion des sources de données et/ou l'évaluation et la validation des données et des résultats statistiques intermédiaires (DQAF 3.3 et/ou 3.4).	Des techniques particulières d'établissement sont utilisées, à savoir : • techniques d'analyse comparative appropriées pour garantir la cohérence entre estimations annuelles et trimestrielles • ajustements saisonniers à l'aide des techniques appropriées • Établissement de séries temporelles (estimations) particulières	Les comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières et du nombre de jours ouvrables sont disponibles et diffusés.			4/30/2019		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Faible Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : s.o. Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Actualisation de l'année de base du PIB (de 2005 à 2016) : le TRE est utilisé pour changer l'année de base des comptes nationaux			12/31/2020				
		Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles	Les plus récentes sources de données disponibles (recensements, enquêtes, données administratives) sont prises en compte dans les travaux de changements d'année de base			4/30/2019				
				La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.			12/31/2019				
				La version finale des TRE et le niveau de PIB pour la nouvelle année de base 2016 sont disponibles.			12/31/2020				
				Des comptes nationaux trimestriels cohérents avec les comptes nationaux annuels sont disponibles. La série des comptes nationaux rebasés pour la période 2005- 2020 conforme au SCN 2008 est disponible.			12/31/2021 4/30/2022				
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les plus récentes sources de données disponibles (recensements, enquêtes, données administratives) sont prises en compte dans l'opération d'étalement.	2		12/31/2018	8/15/2018	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : Faible Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : s.o. Adéquation des ressources : Elevé Contexte/climat extérieur : Moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				La série des comptes nationaux allant jusqu'à 2018 est disponible			4/30/2020				
				Établissement du PIB pour 2016 et 2017.	3		8/31/2018				
				La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.			4/30/2021				
				La version finale des TRE et le niveau de PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.			4/30/2022				
		Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent.	Deux agents de plus sont en mesure d'établir les CNA.			12/31/2019				






CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 27 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint



Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateiros	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)		Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1).	Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement et disponibles en temps opportun.	Les données des entreprises sont intégrés aux estimations des CNA.			4/30/2020				
				Des discussions ont été amorcées avec le ministère des Finances, et la couverture des données budgétaires s'est améliorée et est prise en compte dans les estimations des CNA.	3	◆	12/31/2018	8/15/2018			
				Des discussions ont été amorcées avec la Banque Centrale pour discuter des besoins en donnée en relation avec la balance des paiements			12/31/2018				
		Données mises à disposition en interne et auprès du public de façon plus ponctuelle (réduction des retards) (DQAF 4.1.2).	La diffusion des comptes nationaux se fait selon les normes pertinentes : en l'espace d'un trimestre pour les comptes nationaux trimestriels (pour la NSDD) et dans un délai de six à neuf mois pour les comptes annuels, après la fin de la période de référence (pour le SGDD).	Les données des comptes nationaux sont diffusées en temps opportun.			4/30/2019				
République du Congo (COG)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont pris en compte dans les travaux de changements de l'année de base des CAN			4/30/2021		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : Faible Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : Moyen Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				La série rétrospolée des CNA pour 2005-2018 est disponible			12/31/2021				
				Les CNA pour 2020 et les CNA provisoires pour 2021 sont disponibles.			12/31/2022				
				Les comptes nationaux trimestriels sont introduits selon l'approche de production.			4/30/2020				
				La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.			4/30/2021				
				La version finale des TRE et le niveau du PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.			4/30/2022				
		Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2).	Les locaux et l'équipement disponibles sont satisfaisants à des fins d'établissement et de diffusion des données. Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent.	Deux agents de plus sont en mesure d'établir les CNA.			4/30/2019				
		Les données sources sont adéquates pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1).	Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement et disponibles en temps opportun.	Les bilans de toutes les entreprises sont intégrés aux estimations des CNA.	1	◆	6/30/2018	7/3/2018			
				Des discussions ont été amorcées avec le ministère des Finances, et la couverture des données budgétaires s'est améliorée et est prise en compte dans les estimations des CNA.	3	◆	12/31/2018	12/17/2018			
				Des échanges se tiennent avec la Banque centrale du Congo ; des données sur la BdP sont communiquées en temps plus opportun et intégrées aux estimations des CNA.	3	◆	12/31/2018	12/14/2018			
				Les données sur les prix bénéficient de l'amélioration et de la fréquence de la collecte des prix.	2	◆	8/31/2018	8/31/2018			
				Les estimations des comptes nationaux pour la période 2017-2018 sont disponibles.			12/31/2019				

CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 27 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint



Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République du Congo (COG)				Il existe un plan d'amélioration de la couverture des statistiques macroéconomiques. CNA annuels disponibles jusqu'en 2019 et préparation au changement de base des comptes nationaux et au passage au SCN 2008. La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.			4/30/2020 12/31/2020 4/30/2022				
Gabon (GAB)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Données mises à disposition en interne et auprès du public de façon plus ponctuelle (réduction des retards) (DQAF 4.1.2).	La diffusion des comptes nationaux se fait selon les normes pertinentes : en l'espace d'un trimestre pour les comptes nationaux trimestriels (pour la NSDD) et dans un délai de six à neuf mois pour les comptes annuels, après la fin de la période de référence (pour le SGDD).	Les CNA sont disponibles pour les années 2011 à 2014.	3		6/30/2018	6/22/2018	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Moyen Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : Faible Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les CNA sont disponibles pour les années 2015 à 2017.	2		12/31/2018	8/4/2018			
				Les comptes nationaux trimestriels sont introduits selon l'approche de production.			4/30/2020				
				CNA annuels disponibles jusqu'en 2018 et préparation au changement de base des comptes nationaux et au passage au SCN 2008.			12/31/2020				
		Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les plus récentes sources de données disponibles (recensements, enquêtes, données administratives) sont prises en compte dans les travaux de changement de l'année de base.			4/30/2021				
				Les CNA pour 2019 sont disponibles			12/31/2021				
				Les CNA pour 2020 et les CNA provisoires pour 2021 sont disponibles.			12/31/2022				
				La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.			4/30/2022				
				Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles.			4/30/2022				
		Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent.	Deux agents sont en mesure d'établir les CNA.	3		12/31/2017	8/8/2017			
				Quatre agents sont en mesure d'établir les CNA.	3		12/31/2018	6/8/2018			
				Six agents sont en mesure d'établir les CNA.			12/31/2019				
		Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents formés pour établir et diffuser ces statistiques est adéquat.	Apprentissage mutuel (Gabon - Burkina Faso) sur les comptes nationaux trimestriels.	4		12/31/2018	9/7/2018			
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de production.			12/31/2020				
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon les approches de production et de dépenses.			4/30/2022				


CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 27 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint




Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Guinée équatoriale (GNQ)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont pris en compte dans les travaux de changements de l'année de base des CAN			4/30/2022		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : Moyen Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : Moyen Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les estimations des comptes nationaux pour la période 2017- 2018 sont disponibles.			4/30/2020				
				La série de CAN allant jusqu' à 2019 est disponible et le plan des travaux de changement de base et au passage au SCN 2008 est mis en place.			12/31/2020				
				Les comptes nationaux trimestriels sont établis selon l'approche de production.			12/31/2021				
		Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1)	Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement et disponibles en temps opportun.	L'IPI est appliqué conformément à la norme la plus récente et est utilisé pour l'établissement des comptes nationaux.			12/31/2021				
São Tomé-et- Príncipe (STP)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, des méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat.	Deux agents sont en mesure d'établir les CAN et de renseigner la page récapitulative des données (PNRD) du SGDD-amélioré			4/30/2019		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Faible Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : Elevé Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Deux agents de plus sont en mesure d'établir les CNA.			12/31/2020				
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de production.			7/31/2021				
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon les approches de production et de dépenses.			4/30/2022				
		Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Mis en place d'un plan de travaux de rebasage des comptes nationaux			4/30/2020				
				La série des CAN allant jusqu'à 2019 est disponible et établie selon les approches de production et de dépenses.			12/31/2021				
				L'IPI est appliqué conformément à la norme la plus récente et est utilisé pour l'établissement des comptes nationaux.			12/31/2018				
		Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1).	Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement (références d'au moins 5 ans recommandées) et disponibles en temps opportun. Au besoin, les données supplémentaires requis pour l'établissement des tableaux ressources-emplois sont disponibles.								
		Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, des méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat.	Deux agents sont en mesure d'établir les CNA.			4/4/2019				
				Deux agents de plus sont en mesure d'établir les CNA.			12/31/2020				
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de production.			12/31/2019				
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon les approches de production et de dépenses.			12/31/2021				

CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 27 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint





Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tchad (TCD)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent.	Quatre agents sont en mesure d'établir les CNA.			12/31/2018		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale, AFRISTAT	Appui politique : Faible Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : Moyen Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Six agents sont en mesure d'établir les CNA.			12/31/2019				
				La série réétalonnée des CAN rebasés pour 2005–17 est disponible.			4/30/2022				
				La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.			4/30/2021				
				La version finale des TRE et le niveau du PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.			12/31/2021				
				Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles.			4/30/2022				
		Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1).	Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement (références d'au moins 5 ans recommandées) et disponibles en temps opportun. Au besoin, les données supplémentaires requises pour l'établissement des tableaux ressources-emplois sont disponibles.	La collecte et le traitement des données sur les entreprises sont effectués			12/31/2018				
				Des discussions ont été amorcées avec le ministère des Finances, et la couverture des données budgétaires s'est améliorée et est prise en compte dans les estimations des CNA.			12/31/2018				
				Nouvelle année de base du PIB : les équilibres ressources-emplois sont utilisés pour changer l'année de base des comptes nationaux.			12/31/2020				
		Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents formés pour établir et diffuser ces statistiques est adéquat.	Apprentissage par les pairs (Tchad Burkina Faso) sur les comptes nationaux trimestriels.	4		9/7/2018	9/7/2018			
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de production.			7/31/2020				
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon les approches de production et de dépenses.			4/30/2022				






CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
(En date du 18 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint




Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
AFRITAC CENTRE (AFC)	Formuler et soutenir la mise en place d'une stratégie durable de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) conduisant à un solide portefeuille	Préparation d'un plan d'emprunt annuel (PEA) reposant sur des pratiques saines	L'évaluation de compétences des services entre le début du projet et la production du PEA laisse apparaître une amélioration	Production d'une ébauche de rapport sur le PEA	3	◆	7/31/2018	7/31/2018	Séminaire régional	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : s. o. Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Le tableau joint au budget spécifie le montant à emprunter par instrument	Préparation d'un descriptif simplifié des termes et des conditions pour l'enregistrement de la dette	3	◆	7/31/2018	7/31/2018			
			Formation des services sur la modélisation du PEA	3	◆	7/31/2018	7/31/2018				
			Production de scénarios de PEA robustes en termes de paramètres techniques et d'informations	3	◆	7/31/2018	7/31/2018				
		Elaboration du calendrier des émissions intérieures avec les dates d'émissions et les instruments à utiliser	Calendrier des adjudications périodiques précisant les dates d'émissions et les instruments	Production d'un PEA intérieur (détaillé) conforme au document de la SDMT approuvé	3	◆	7/31/2018	7/31/2018			
			Préparation d'une ébauche de calendrier des émissions intérieures	3	◆	7/31/2018	7/31/2018				
		Elaboration du calendrier des émissions extérieures avec les types de financement et les décaissements prévus	Un tableau avec les dates de financement extérieur, les sources d'emprunt et les conditions indicatives	Production d'un PEA extérieur (détaillé) soit dans une rubrique du document de la SDMT, soit dans le budget	3	◆	7/31/2018	7/31/2018			
			Préparation d'une ébauche de calendrier des émissions extérieures	3	◆	7/31/2018	7/31/2018				
	Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Connaissance renforcée du cadre et des outils analytiques de la SDMT, qui prépare le gestionnaire de la dette à sa mission ; amélioration de la capacité analytique grâce à une meilleure identification, une meilleure évaluation et une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette et aux bilans de l'État	Réaliser un exercice consistant à préparer et calculer un tableau d'indicateurs liés au portefeuille de la dette	Les participants s'appuient sur une base de données du portefeuille de la dette pour utiliser l'outil analytique de la SDMT			4/30/2020		Séminaire régional	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : s. o. Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Réaliser des exercices de préparation d'un ensemble de données sur le portefeuille de la dette suffisamment qualitatif pour servir de base à l'outil analytique de la SDMT	Les participants calculent les indicateurs du portefeuille de la dette			4/30/2020				
			Effectuer des présentations et participer à des discussions qui prouvent la maîtrise des 8 étapes du cadre de la SDMT	Les participants assimilent les compétences suffisantes pour maîtriser les 8 étapes du cadre de la SDMT			4/30/2020				
				Les services sont formés à la nouvelle maquette SDMT			4/30/2020				
	Renforcer les capacités analytiques des gestionnaires de la dette sur l'analyse de viabilité de la dette (AVD)	Améliorer la connaissance sur le cadre d'analyse de viabilité de la dette et son outil AVD qui informent le personnel sur la dynamique de la dette et les risques de surendettement	Les participants à l'atelier effectuent des exercices consacrés à la préparation d'une AVD	Les participants réalisent des exercices pendant l'atelier	3	◆	4/30/2019	6/30/2018	Séminaire régional	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : s. o. Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Les participants maîtrisent les interconnexions entre la dette, les politiques macroéconomiques et l'AVD	Les participants réalisent des exercices consacrés aux interconnexions entre la dette, la politique macroéconomique et l'AVD	3	◆	4/30/2019	6/30/2018			
			Les participants maîtrisent l'interprétation des résultats de l'AVD et comprennent le CVD	Les services sont formés à la nouvelle maquette de l'AVD	3	◆	4/30/2019	6/30/2018			







CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
(En date du 18 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint





Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
AFRITAC CENTRE (AFC)	Établir une infrastructure pour le marché des titres qui soit efficace et corresponde au stade de développement du marché	Émissions intérieures régulières basées sur des instruments standards et pilotées par un programme (applicable)	Les participants à l'atelier effectuent des exercices consacrés à la préparation d'une AVD	Les participants réalisent des exercices pendant l'atelier			4/30/2020				
			Les participants maîtrisent les interconnexions entre la dette, les politiques macroéconomiques et l'AVD	Les participants réalisent des exercices consacrés aux interconnexions entre la dette, la politique macroéconomique et l'AVD			4/30/2020				
			Les participants maîtrisent l'interprétation des résultats de l'AVD et comprennent le CVD	Les services sont formés à la nouvelle maquette de l'AVD			4/30/2020				
			Mise en œuvre d'un plan d'emprunt annuel	Préparation de l'ébauche du plan d'emprunt annuel			4/30/2021		Séminaire régional	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adequation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : s. o. Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Établissement d'un calendrier des émissions contenant les dates d'émission et les instruments utilisés	Préparation d'un plan de réforme du marché			4/30/2021				
				Préparation d'une ébauche de calendrier des émissions			4/30/2021				
Burundi	Développer une analyse périodique des risques du portefeuille de la dette et mettre en place un cadre efficace de gestion des risques permettant de renseigner la stratégie de gestion de la dette et la viabilité de la dette et conduisant à un solide portefeuille de dette	Le reporting sur les risques et la gestion des risques liés au portefeuille de la dette dans le rapport de gestion de la dette répond à des pratiques saines	Les rapports annuels ou les rapports internes sur la gestion de la dette laissent apparaître des pratiques saines	Les participants calculent les indicateurs et les flux du portefeuille de la dette du Burundi	1		6/30/2018	12/19/2017	Mission d'assistance technique	s. o.	Soutien politique : élevé Engagement des services d'appui à la gestion des services techniques et des services techniques : moyen Adequation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les participants élaborent un rapport annuel de la gestion de la dette du Burundi	1		9/30/2018	12/19/2017			
				Les participants élaborent le premier bulletin trimestriel sur la gestion de la dette du Burundi	1		6/30/2018	12/19/2017			
BEAC- Banque des États de l'Afrique centrale	Établir une infrastructure pour le marché des titres qui soit efficace et corresponde au stade de développement du marché	Mise en œuvre d'un processus d'émissions bien défini pour les titres d'État	Mise en œuvre de règlements sur le fonctionnement du marché primaire d'ici au [date]	Révision des règles et réglementation de l'émission de titres	4		12/31/2018	7/30/2018	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adequation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Révision des règles et réglementation de l'émission de titres			12/31/2018				
			Annonces publiques de la tenue et du résultat des enchères diffusées simultanément à tous les participants du marché	Préparation d'un plan de réforme portant sur la gouvernance du marché			4/30/2020				
				Approbation par les autorités du plan de réforme portant sur la gouvernance du marché			4/30/2021				
		Marché secondaire opérationnel dans lequel les participants du marché de gros peuvent effectuer des transactions dans des délais et à des coûts raisonnables	Communication des informations post-opération à une autorité centrale sur une base régulière et publication d'informations globales sur les transactions de marché	Mise en œuvre du plan de réforme portant sur la gouvernance du marché			4/30/2022				
				Apprentissage par les pairs au profit de 4 cadres de la BEAC sur le thème de la gouvernance du marché			6/30/2019				
				Révision des règles et réglementation du marché secondaire	4		12/31/2018	7/30/2018			
				Publication d'informations globales sur les transaction de marché sur une base régulière.			4/30/2022				

CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
(En date du 18 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint





Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République centrafricaine (RCA)	Développer une analyse périodique des risques du portefeuille de la dette et mettre en place un cadre efficace de gestion des risques permettant de renseigner la stratégie de gestion de la dette et la viabilité de la dette et conduisant à un solide portefeuille de dette	Le reporting sur les risques et la gestion des risques liés au portefeuille de la dette dans le rapport de gestion de la dette répond à des pratiques saines	Les rapports annuels ou les rapports internes sur la gestion de la dette laissent apparaître des pratiques saines	Les participants calculent les indicateurs et les flux du portefeuille de la dette de la République centrafricaine	3		6/30/2018	6/29/2018	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel techniques : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les participants produisent un rapport annuel sur la gestion de la dette de la République centrafricaine	3		9/30/2018	6/30/2018			
				Les participants produisent un bulletin trimestriel sur la gestion de la dette de la République centrafricaine	4		6/30/2018	10/31/2017			
				Les participants améliorent leurs capacités en termes d'exploitation du système de gestion automatisé de la dette publique.	4			9/30/2018			
		Les services ont amélioré leur capacité à réaliser des analyses quantitatives et qualitatives	Les rapports laissent apparaître une amélioration de la qualité de l'analyse des risques et des compétences des services	Les services sont formés à l'analyse du portefeuille de la dette et à la façon de l'appliquer pour une meilleure gestion de la dette			4/30/2020				
			Les publications ou les documents internes laissent apparaître une utilisation efficace du cadre de gestion des risques	Les services sont formés à l'analyse de la dette et à la façon de l'appliquer pour mieux choisir les instruments à utiliser			4/30/2020				
	Améliorer la capacité des autorités à assurer une gestion efficace de la dette publique en fixant des objectifs organisationnels, tout en définissant clairement les rôles et en favorisant la coordination, par le biais notamment du partage des informations	Création d'un bureau de gestion de la dette. Ses actions sont coordonnées avec la politique budgétaire et monétaire	Les principales variables macroéconomiques et budgétaires sont partagées avec le bureau de gestion de la dette	Projet de décret sur le Comité national de la dette	3		9/30/2018	2/1/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Partage d'informations avec les autorités monétaires s'agissant des transactions actuelles et futures liées à la dette et des flux de trésorerie de l'administration centrale	Projet de directives portant sur les activités du Comité national de la dette	2		9/30/2018	2/1/2018			
		Création d'un bureau de gestion de la dette ou amélioration de la structure institutionnelle	Un organigramme et une législation secondaire définissent les entités concernées par la gestion de la dette et l'émission de garanties d'emprunt, ainsi que leurs rôles et responsabilités	Projet de décret sur le cadre institutionnel régissant la gestion de la dette publique			3/31/2019	11/30/2018			
			Production d'une norme juridique définissant une structure renforcée pour le bureau de gestion de la dette	Projet d'arrêté sur les fonctions du bureau de gestion de la dette			6/30/2019	11/30/2018			
		Les fonctions du bureau de gestion de la dette sont affectées sur la base de pratiques internationales reconnues	Organigramme mettant en évidence la séparation des responsabilités de certaines fonctions clés, ainsi que la présence d'une fonction de surveillance du risque et de conformité	Projet d'un manuel de procédures portant sur la gestion de la dette publique			4/30/2022				


CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
(En date du 18 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint





Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République centrafricaine (RCA)	Renforcer les capacités analytiques des gestionnaires de la dette sur l'analyse de viabilité de la dette (AVD)	Connaissance renforcée du cadre et des outils analytiques de la SDMT, qui prépare le gestionnaire de la dette à sa mission ; amélioration de la capacité analytique grâce à une meilleure identification, une meilleure évaluation et une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette et aux bilans de l'État	Les participants à l'atelier réalisent des exercices consacrés à la préparation d'une AVD	Les participants réalisent des exercices en utilisant les outils du cadre révisé de l'AVD			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Les participants maîtrisent les interconnexions entre la dette, les politiques macroéconomiques et l'AVD	Les participants réalisent des exercices sur les interconnexions entre la dette, les politiques macroéconomiques et l'AVD en utilisant les outils du cadre révisé de l'AVD			4/30/2021				
			Les participants maîtrisent l'interprétation des résultats de l'AVD et comprennent le CVD	Les services sont formés aux outils du cadre révisé de l'AVD			4/30/2021				
				Les services font un usage efficace des outils du cadre révisé de l'AVD			4/30/2022				
	Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Connaissance renforcée du cadre et des outils analytiques de la SDMT, qui prépare le gestionnaire de la dette à sa mission ; amélioration de la capacité analytique grâce à une meilleure identification, une meilleure évaluation et une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette et aux bilans de l'État	Les participants réalisent un exercice consacré à la préparation et au calcul d'un tableau des indicateurs du portefeuille de la dette	Les participants utilisent la base de données du portefeuille de la dette de la RCA pour l'outil analytique de la SDMT			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Les participants réalisent des exercices consacrés à la préparation d'un ensemble de données sur le portefeuille de la dette suffisamment qualitatif pour servir de base à l'outil analytique de la SDMT	Les participants sont capables de calculer les indicateurs du portefeuille de la dette de la RCA			1/31/2019				
			Effectuer des présentations et participer à des discussions qui prouvent la maîtrise des 8 étapes du cadre de la SDMT	Les participants assimilent des compétences suffisantes sur les 8 étapes du cadre de la SDMT			12/31/2021				
				Les participants produisent une ébauche de la SDMT			4/30/2022				
	Établir une infrastructure pour le marché des titres qui soit efficace et corresponde au stade de développement du marché	Mise en œuvre d'un processus d'émissions bien défini pour les titres d'État	Annonces publiques de la tenue et du résultat des enchères diffusées simultanément à tous les participants du marché	Préparation d'un plan d'action destiné à améliorer le plan d'emprunt intérieur de la RCA			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Préparation d'un plan d'action destiné à améliorer le calendrier d'émissions de la RCA			4/30/2021				

CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
(En date du 18 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint





Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Cameroun (CMR)	Développer une analyse périodique des risques du portefeuille de la dette et mettre en place un cadre efficace de gestion des risques permettant de renseigner la stratégie de gestion de la dette et la viabilité de la dette et conduisant à un solide portefeuille de dette	Les services font un usage efficace du cadre de gestion des risques du portefeuille de la dette	Les publications ou les documents internes laissent apparaître une utilisation efficace du cadre	Les services sont formés à l'analyse du portefeuille de la dette et à la façon de la mettre en œuvre pour une meilleure gestion de la dette			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Les services ont amélioré leur capacité à réaliser des analyses quantitatives et qualitatives	Les rapports laissent apparaître une amélioration de la qualité de l'analyse des risques et des compétences des services	Les services sont formés à l'analyse de la dette et à la façon de la mettre en œuvre pour mieux choisir les instruments à utiliser			4/30/2021				
	Renforcer les capacités analytiques des gestionnaires de la dette sur l'analyse de viabilité de la dette (AVD)	Connaissance renforcée du cadre et des outils analytiques de la SDMT, qui prépare le gestionnaire de la dette à sa mission ; amélioration de la capacité analytique grâce à une meilleure identification, une meilleure évaluation et une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette et aux bilans de l'État	Les participants à l'atelier réalisent des exercices consacrés à la préparation d'une AVD	Les participants réalisent des exercices en utilisant les outils du cadre révisé de l'AVD			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Les participants maîtrisent les interconnexions entre la dette, les politiques macroéconomiques et l'AVD	Les participants réalisent des exercices sur les interconnexions entre la dette, les politiques macroéconomiques et l'AVD en utilisant les outils du cadre révisé de l'AVD			4/30/2020				
			Les participants maîtrisent l'interprétation des résultats de l'AVD et comprennent le CVD	Les services sont formés aux outils du cadre révisé de l'AVD			4/30/2020				
	Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Connaissance renforcée du cadre et des outils analytiques de la SDMT, qui prépare le gestionnaire de la dette à sa mission ; amélioration de la capacité analytique grâce à une meilleure identification, une meilleure évaluation et une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette et aux bilans de l'État	Effectuer des présentations et participer à des discussions qui prouvent la maîtrise des 8 étapes du cadre de la SDMT	Les services sont formés aux outils de la nouvelle SDMT			4/30/2022		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement des services d'appui à la gestion et des services techniques : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				La SDMT du Cameroun est améliorée			4/30/2022				
République démocratique du Congo (COD)	Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Connaissance renforcée du cadre et des outils analytiques de la SDMT, qui prépare le gestionnaire de la dette à sa mission ; amélioration de la capacité analytique grâce à une meilleure identification, une meilleure évaluation et une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette et aux bilans de l'État	Les participants réalisent un exercice consacré à la préparation et au calcul d'un tableau des indicateurs du portefeuille de la dette	Les participants assimilent les compétences suffisantes sur les 8 étapes du cadre de la SDMT	3		9/30/2018	9/15/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Les participants réalisent des exercices consacrés à la préparation d'un ensemble de données sur le portefeuille de la dette suffisamment qualitatif pour servir de base à l'outil analytique de la SDMT	Les outils sont utilisés en tant que ressource principale de données et d'analyse pour la préparation de la SDMT			4/30/2021				
			Effectuer des présentations et participer à des discussions qui prouvent la maîtrise des 8 étapes du cadre de la SDMT	Production de l'ébauche de rapport sur la SDMT			4/30/2021				




CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
(En date du 18 février 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint





Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
				Descriptions	Valeurs	Couleurs						
République démocratique du Congo (COD)	Établir une infrastructure pour le marché des titres qui soit efficace et corresponde au stade de développement du marché	Marché secondaire opérationnel dans lequel les participants du marché de gros peuvent effectuer des transactions dans des délais et à des coûts raisonnables	Règles et réglementations portant sur la structure et l'organisation du marché secondaire	Projet de décret sur l'organisation et le fonctionnement des marchés primaire et secondaire			12/31/2019		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
				Les données de marché telles que les cours acheteurs et vendeurs respectent la transparence qui s'impose avant les négociations			4/30/2022					
				Reporting fréquent des informations post négociations à une autorité centrale			4/30/2022					
		Émissions intérieures régulières basées sur des instruments standards et pilotées par un programme (applicable)	Descriptifs des termes et des conditions pour les instruments conformes aux [normes] mis en œuvre au [date]	Préparation d'un projet de règlement portant sur le fonctionnement du marché primaire			12/31/2019					
				Préparation d'un projet de descriptif des termes et conditions des instruments et émissions du premier instrument basé sur ce descriptif			4/30/2021					
		Mise en œuvre d'un processus d'émissions bien défini pour les titres d'État	Règles portant sur le fonctionnement du marché primaire mises en œuvre au [date]	Préparation d'un projet de calendrier d'enchères			12/31/2019					
				Processus de règlement et de garde soutenu par des systèmes de paiement et de garde fiables	Préparation d'un projet de descriptif des termes et conditions des instruments			12/31/2019				
					Formation des services sur la préparation d'un plan d'émissions			4/30/2021				
		Développer une analyse périodique des risques du portefeuille de la dette et mettre en place un cadre efficace de gestion des risques permettant de renseigner la stratégie de gestion de la dette et la viabilité de la dette et conduisant à un solide portefeuille de dette	Le reporting sur les risques et la gestion des risques liés au portefeuille de la dette dans le rapport de gestion de la dette répond à des pratiques saines	Les rapports annuels publiés ou les rapports internes sur la gestion de la dette laissent apparaître des pratiques saines	Les participants calculent les indicateurs et les flux du portefeuille de la dette de la COD	4	🟩	6/30/2018				5/31/2017
	Les participants préparent le rapport annuel de la gestion de la dette de la COD				4	🟩	9/30/2018	5/31/2017				
	Les participants produisent un bulletin trimestriel sur la gestion de la dette de la COD				2	🟡	6/30/2018	5/31/2017				
	Renforcer les capacités analytiques des gestionnaires de la dette sur l'analyse de viabilité de la dette (AVD)	Connaissance renforcée du cadre et des outils analytiques de la SDMT, qui prépare le gestionnaire de la dette à sa mission ; amélioration de la capacité analytique grâce à une meilleure identification, une meilleure évaluation et une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette et aux bilans de l'État	Les participants à l'atelier réalisent des exercices consacrés à la préparation d'une AVD	Les participants réalisent des exercices en utilisant les outils du cadre révisé de l'AVD			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Soutien politique : élevé Engagement des services d'appui à la gestion et des services techniques : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
				Les participants maîtrisent les interconnexions entre la dette, les politiques macroéconomiques et l'AVD	Les participants réalisent des exercices sur les interconnexions entre la dette, les politiques macroéconomiques et l'AVD en utilisant les outils du cadre révisé de l'AVD			4/30/2020				
				Les participants maîtrisent l'interprétation des résultats de l'AVD et comprennent le CVD	Les services sont formés aux outils du cadre révisé de l'AVD			4/30/2020				

CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
(En date du 18 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint





Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (COD)	Améliorer la capacité des autorités à assurer une gestion efficace de la dette publique en fixant des objectifs organisationnels, tout en définissant clairement les rôles et en favorisant la coordination, par le biais notamment du partage des informations	Création d'un bureau de gestion de la dette ou amélioration de la structure institutionnelle	Un organigramme et une législation secondaire définissent les entités concernées par la gestion de la dette et l'émission de garanties d'emprunt, ainsi que leurs rôles et responsabilités	Projet de décret sur le Comité national de la dette			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : faible Climat/conditions extérieur(es) : élevé Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Approbation du décret sur la création du Comité national de la dette			4/30/2021				
			Une convention entre le bureau de gestion de la dette et la banque centrale s'agissant de la mise en œuvre de certaines fonctions liées à la gestion de la dette	Projet d'un manuel de procédures pour le Comité national de la dette			4/30/2021				
				Version finale du manuel de procédures pour le Comité national de la dette			4/30/2022				
République du Congo (COG)	Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Connaissance renforcée du cadre et des outils analytiques de la SDMT, qui prépare le gestionnaire de la dette à sa mission ; amélioration de la capacité analytique grâce à une meilleure identification, une meilleure évaluation et une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette et aux bilans de l'État	Les participants réalisent un exercice consacré à la préparation et au calcul d'un tableau des indicateurs du portefeuille de la dette	Les participants utilisent la base de données du portefeuille de la dette du Congo pour l'outil analytique de la SDMT	2		9/30/2018	5/6/2018	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique: moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Les participants réalisent des exercices consacrés à la préparation d'un ensemble de données sur le portefeuille de la dette suffisamment qualitatif pour servir de base à l'outil analytique de la SDMT	Les participants calculent les indicateurs du portefeuille de la dette du Congo	2		9/30/2018	5/6/2018			
			Effectuer des présentations et participer à des discussions qui prouvent la maîtrise des 8 étapes du cadre de la SDMT	Les participants assimilent des compétences suffisantes sur les 8 étapes du cadre de la SDMT	2		9/30/2018	5/6/2018			
				Les outils sont utilisés en tant que principale ressource de données et d'analyse pour la préparation de la SDMT			4/30/2020				
				Production d'une ébauche de rapport sur la SDMT			4/30/2020				
				Obtention de l'approbation nécessaire des autorités pour la SDMT			4/30/2022				
	Améliorer la capacité des autorités à assurer une gestion efficace de la dette publique en fixant des objectifs organisationnels, tout en définissant clairement les rôles et en favorisant la coordination, par le biais notamment du partage des informations	Les fonctions du bureau de gestion de la dette sont affectées sur la base de pratiques internationales reconnues	Production d'une norme juridique définissant une structure renforcée pour le bureau de gestion de la dette	Révision de l'organigramme du bureau de gestion de la dette			4/30/2019		Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Révision et approbation de l'organigramme du bureau de gestion de la dette			4/30/2020				
			Organigramme mettant en évidence la séparation des responsabilités de certaines fonctions clés, ainsi que la présence d'une fonction de surveillance du risque et de conformité	Apprentissage par les pairs au profit de 3 cadres de la CCA sur le thème de l'organisation du bureau de la dette			4/30/2020				
				Ébauche d'un manuel de procédures pour la gestion de la dette publique			4/30/2021				
				Manuel de procédures définitif pour la gestion de la dette publique			4/30/2022				



CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
(En date du 18 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint





Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République du Congo (COG)	Renforcer les capacités analytiques des gestionnaires de la dette sur l'analyse de viabilité de la dette (AVD)	Connaissance renforcée du cadre et des outils analytiques de la SDMT, qui prépare le gestionnaire de la dette à sa mission ; amélioration de la capacité analytique grâce à une meilleure identification, une meilleure évaluation et une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette et aux bilans de l'État	Les participants à l'atelier réalisent des exercices consacrés à la préparation d'une AVD	Les participants réalisent des exercices en utilisant les outils du cadre révisé de l'AVD			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Les participants maîtrisent les interconnexions entre la dette, les politiques macroéconomiques et l'AVD	Les participants réalisent des exercices sur les interconnexions entre la dette, les politiques macroéconomiques et l'AVD en utilisant les outils du cadre révisé de l'AVD			4/30/2021				
			Les participants maîtrisent l'interprétation des résultats de l'AVD et comprennent le CVD	Les services sont formés aux outils du cadre révisé de l'AVD			4/30/2021				
	Établir une infrastructure pour le marché des titres qui soit efficace et corresponde au stade de développement du marché	Mise en œuvre d'un processus d'émissions bien défini pour les titres d'État	Annonces publiques de la tenue et du résultat des enchères diffusées simultanément à tous les participants du marché	Préparation d'un plan d'action destiné à améliorer le plan d'emprunt intérieur du Congo			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Préparation d'un plan d'action destiné à améliorer le calendrier d'émissions du Congo			4/30/2020				
Gabon (GAB)	Renforcer les capacités analytiques des gestionnaires de la dette sur l'analyse de viabilité de la dette (AVD)	Connaissance renforcée du cadre et des outils analytiques de la SDMT, qui prépare le gestionnaire de la dette à sa mission ; amélioration de la capacité analytique grâce à une meilleure identification, une meilleure évaluation et une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette et aux bilans de l'État	Les participants à l'atelier réalisent des exercices consacrés à la préparation d'une AVD	Les participants réalisent des exercices en utilisant les outils de la nouvelle version de l'AVD des pays ayant accès aux marchés -AVD PAM.			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Les participants maîtrisent les interconnexions entre la dette, les politiques macroéconomiques et l'AVD	Les participants réalisent des exercices sur les interconnexions entre la dette, les politiques macroéconomiques et l'AVD en utilisant les outils de la nouvelle version de l'AVD-PAM			4/30/2020				
			Les participants maîtrisent l'interprétation des résultats de l'AVD et comprennent le CVD	Les services sont formés aux outils de la nouvelle AVD des pays ayant accès aux marchés			4/30/2020				
	Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Connaissance renforcée du cadre et des outils analytiques de la SDMT, qui prépare le gestionnaire de la dette à sa mission ; amélioration de la capacité analytique grâce à une meilleure identification, une meilleure évaluation et une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette et aux bilans de l'État	Les participants réalisent un exercice consacré à la préparation et au calcul d'un tableau des indicateurs du portefeuille de la dette	Les participants utilisent la base de données du portefeuille de la dette du Gabon pour l'outil analytique de la SDMT			4/30/2019		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Les participants réalisent des exercices consacrés à la préparation d'un ensemble de données sur le portefeuille de la dette suffisamment qualitatif pour servir de base à l'outil analytique de la SDMT	Les participants calculent les indicateurs du portefeuille de la dette du Gabon			4/30/2019				
			Effectuer des présentations et participer à des discussions qui prouvent la maîtrise des 8 étapes du cadre de la SDMT	Les participants assimilent des compétences suffisantes sur les 8 étapes du cadre de la SDMT			4/30/2019				




CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
(En date du 18 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint




Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Gabon (GAB)	Développer une analyse périodique des risques du portefeuille de la dette et mettre en place un cadre efficace de gestion des risques permettant de renseigner la stratégie de gestion de la dette et la viabilité de la dette et conduisant à un solide portefeuille de dette	Les services ont amélioré leur capacité à réaliser des analyses quantitatives et qualitatives	Les rapports laissent apparaître une amélioration de la qualité de l'analyse des risques et des compétences des services	Les participants réalisent un exercice sur l'analyse des risques du portefeuille de la dette			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Soutien politique : faible Engagement des services d'appui à la gestion et des services techniques : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les services sont formés à l'analyse de la dette et à la façon de la mettre en œuvre pour une meilleure gestion de la dette			4/30/2020				
		Les services font un usage efficace du cadre de gestion des risques du portefeuille de la dette	Les publications et documents internes mettent en évidence une utilisation efficace du cadre	Les participants utilisent le portefeuille de la dette du Gabon pour l'analyse des risques du portefeuille de la dette			4/30/2021				
				Les services sont formés à l'analyse de la dette et à la façon de la mettre en œuvre pour mieux choisir les instruments à utiliser			4/30/2021				
				Les autorités approuvent le document établissant le cadre politique de gestion du risque de la dette			4/30/2022				
	Améliorer la capacité des autorités à assurer une gestion efficace de la dette publique en fixant des objectifs organisationnels, tout en définissant clairement les rôles et en favorisant la coordination, par le biais notamment du partage des informations	Création d'un bureau de gestion de la dette. Ses actions sont coordonnées avec la politique budgétaire et monétaire	Partage d'informations avec les autorités monétaires s'agissant des transactions actuelles et futures liées à la dette et des flux de trésorerie de l'administration centrale	Projet de décret/d'arrêté sur le Comité national de la dette			4/30/2022		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Création d'un bureau de gestion de la dette ou amélioration de la structure institutionnelle	Un organigramme et une législation secondaire définissent les entités concernées par la gestion de la dette et l'émission de garanties d'emprunt, ainsi que leurs rôles et responsabilités	Production d'un projet de directives sur les activités du Comité			4/30/2022				
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Développer une analyse périodique des risques du portefeuille de la dette et mettre en place un cadre efficace de gestion des risques permettant de renseigner la stratégie de gestion de la dette et la viabilité de la dette et conduisant à un solide portefeuille de dette	Les services ont amélioré leur capacité à réaliser des analyses quantitatives et qualitatives	Les rapports laissent apparaître une amélioration de la qualité de l'analyse des risques et des compétences des services	Les services reçoivent une formation de bases sur l'analyse des risques	3		9/30/2018	6/15/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Soutien politique : faible Engagement des services d'appui à la gestion et des services techniques : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Les services font un usage efficace du cadre de gestion des risques du portefeuille de la dette	Les publications et documents internes mettent en évidence une utilisation efficace du cadre	Les participants réalisent un exercice sur l'analyse des risques du portefeuille de la dette			12/31/2019				
				Les participants utilisent le portefeuille de la dette de STP pour l'analyse de risques			12/31/2019				
		Le reporting sur les risques et la gestion des risques liés au portefeuille de la dette dans le rapport de gestion de la dette répond à des pratiques saines	Les rapports annuels publiés ou les rapports internes sur la gestion de la dette laissent apparaître des pratiques saines	Les participants produisent un rapport annuel sur la gestion de la dette de STP			4/30/2022				
				Les participants produisent un bulletin trimestriel sur la gestion de la dette de STP			4/30/2022				
	Améliorer la capacité des autorités à assurer une gestion efficace de la dette publique en fixant des objectifs organisationnels, tout en définissant clairement les rôles et en favorisant la coordination, par le biais notamment du partage des informations	Création d'un bureau de gestion de la dette ou amélioration de la structure institutionnelle	Un organigramme et une législation secondaire définissent les entités concernées par la gestion de la dette et l'émission de garanties d'emprunt, ainsi que leurs rôles et responsabilités	Projet d'un manuel de procédures pour la gestion de la dette publique			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Création d'un bureau de gestion de la dette. Ses actions sont coordonnées avec la politique budgétaire et monétaire	Les principales variables macroéconomiques et budgétaires sont partagées avec le bureau de gestion de la dette	Projet de décret/d'arrêté sur le Comité national de la dette	2		4/30/2019	11/30/2018			

CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
(En date du 18 février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
São Tomé-et- Príncipe (STP)		Les fonctions du bureau de gestion de la dette sont affectées sur la base de pratiques internationales reconnues	Partage d'informations avec les autorités monétaires s'agissant des transactions actuelles et futures liées à la dette et des flux de trésorerie de l'administration centrale	Production d'un projet de directives sur les activités du Comité	2		4/30/2020	11/30/2018			
			Production d'une norme juridique définissant une structure renforcée pour le bureau de gestion de la dette	Projet d'arrêté sur les fonctions du bureau de gestion de la dette			4/30/2019				
	Établir une infrastructure pour le marché des titres qui soit efficace et corresponde au stade de développement du marché	Mise en œuvre d'un processus d'émissions bien défini pour les titres d'État	Mise en œuvre de règlements sur le fonctionnement du marché primaire d'ici au [date]	Projet de règles sur l'émission de bons du Trésor			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Émissions intérieures régulières basées sur des instruments standards et pilotées par un programme (applicable)	Mise en œuvre d'un plan d'emprunt annuel au [date]	Publication d'un projet de calendrier d'enchères à mettre en œuvre			12/31/2019				
			Mise en œuvre au [date] d'un calendrier d'enchères contenant les dates d'émissions et les instruments utilisés	Les services sont formés aux compétences de base pour préparer un plan d'émissions			12/31/2019				
	Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Connaissance renforcée du cadre et des outils analytiques de la SDMT, qui prépare le gestionnaire de la dette à sa mission ; amélioration de la capacité analytique grâce à une meilleure identification, une meilleure évaluation et une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette et aux bilans de l'État	Les participants réalisent un exercice consacré à la préparation et au calcul d'un tableau des indicateurs du portefeuille de la dette	Les participants utilisent la base de données du portefeuille de la dette de STP pour l'outil analytique de la SDMT			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : faible Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Les participants réalisent des exercices consacrés à la préparation d'un ensemble de données sur le portefeuille de la dette suffisamment qualitatif pour servir de base à l'outil analytique de la SDMT	Les participants sont capables de calculer les indicateurs du portefeuille de la dette de STP			4/30/2021				
			Effectuer des présentations et participer à des discussions qui prouvent la maîtrise des 8 étapes du cadre de la SDMT	Les participants assimilent des compétences suffisantes sur les 8 étapes du cadre de la SDMT			4/30/2022				
Tchad (TCD)	Réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Connaissance renforcée du cadre et des outils analytiques de la SDMT, qui prépare le gestionnaire de la dette à sa mission ; amélioration de la capacité analytique grâce à une meilleure identification, une meilleure évaluation et une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette et aux bilans de l'État	Les participants réalisent un exercice consacré à la préparation et au calcul d'un tableau des indicateurs du portefeuille de la dette	Les participants utilisent la base de données du portefeuille de la dette du Tchad pour l'outil analytique de la SDMT	2		10/31/2018	10/31/2018	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : élevé Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les participants sont capables de calculer les indicateurs du portefeuille de la dette du Tchad	2		10/31/2018	10/31/2018			
			Les participants réalisent des exercices consacrés à la préparation d'un ensemble de données sur le portefeuille de la dette suffisamment qualitatif pour servir de base à l'outil analytique de la SDMT	Les outils sont utilisés comme principale ressource de données et d'analyse pour la préparation de la SDMT			4/30/2020				
				Production d'une ébauche de rapport de la SDMT			4/30/2021				
				Obtention de l'approbation nécessaire de l'État sur la SDMT			4/30/2022				


CADRE LOGIQUE EXERCICES 2019, 2020, 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
(En date du 18 février 2019)


Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tchad (TCD)	Établir une infrastructure juridique et institutionnel efficace du marché des <i>Sukuk</i> compatible avec le niveau de développement du marché	Un plan de développement stratégique qui sert de base à l'émission de Sukuk ou mène à l'émission de Sukuk	Identification et hiérarchisation des plans de développement de l'État sur une horizon de trois à cinq ans	Identification des conditions techniques préalables et préparation d'un plan d'action			12/31/2019		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : élevé Climat/conditions extérieur(es) : moyen
			Description et état actuel des actifs publics et des créances de l'État	Constitution d'une liste des actifs publics			4/30/2021				
		Mise en place de l'environnement juridique et réglementaire pour l'émission de Sukuk	Une loi islamique régissant l'émission de dette et de titres, soutenue par les politiques et procédures nécessaires, notamment des réglementations et des directives réglementaires	Identification des prérequis du cadre juridique			4/30/2022				Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
	Améliorer la capacité des autorités à assurer une gestion efficace de la dette publique en fixant des objectifs organisationnels, tout en définissant clairement les rôles et en favorisant la coordination, par le biais notamment du partage des informations	Les fonctions du bureau de gestion de la dette sont affectées sur la base de pratiques internationales reconnues	Production d'une norme juridique définissant une structure renforcée pour le bureau de gestion de la dette	Projet d'arrêté sur les fonctions du bureau de gestion de la dette			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Soutien politique : moyen Engagement des services d'appui à la gestion et des services techniques : moyen Adéquation des ressources : élevé Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Les principales variables macroéconomiques et budgétaires sont partagées avec le bureau de gestion de la dette	Production d'un projet des directives pour les activités du Comité national de la dette			4/30/2020				
		Création d'un bureau de gestion de la dette. Ses actions sont coordonnées avec la politique budgétaire et monétaire		Approbation des directives définitives sur les activités du Comité national de la dette			4/30/2021				
Tchad (TCD)	Renforcer les capacités analytiques des gestionnaires de la dette sur l'analyse de viabilité de la dette (AVD)	Connaissance renforcée du cadre et des outils analytiques de la SDMT, qui prépare le gestionnaire de la dette à sa mission ; amélioration de la capacité analytique grâce à une meilleure identification, une meilleure évaluation et une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette et aux bilans de l'État	Les participants à l'atelier réalisent des exercices consacrés à la préparation d'une AVD	Les participants réalisent des exercices en utilisant les outils du cadre révisé de l'AVD pour les pays ayant accès aux marchés			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : élevé Climat/conditions extérieur(es) : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les participants réalisent des exercices en utilisant les outils du cadre révisé de l'AVD des pays à faible revenu et les données sur la dette du Tchad			4/30/2022				
			Les participants maîtrisent les interconnexions entre la dette, les politiques macroéconomiques et l'AVD	Les participants réalisent des exercices sur les interconnexions entre la dette, les politiques macroéconomiques et l'AVD en utilisant les outils du cadre révisé de l'AVD			4/30/2022				
			Les participants maîtrisent l'interprétation des résultats de l'AVD et comprennent le CVD	Les services sont formés aux outils du cadre révisé de l'AVD des pays à faible revenu			4/30/2021				
				Les services sont formés aux outils du cadre révisé de l'AVD des pays à faible revenu en utilisant les données de la dette du Tchad			4/30/2022				


CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGLEMENTATION ET CONTROLE BANCAIRES







(En date du 27 Février 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint


 3 : Atteint





 2 : Partiellement atteint

 1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Burundi (BDI)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	Adoption de directives et de réglementations pour mesurer et gérer les risques	Les réglementations prudentielles révisées et actualisées rédigées pour l'application de la nouvelle loi bancaire du Burundi (22 août 2017) sont adoptées.	4		9/30/2018	8/18/2018	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les réglementations prudentielles actualisées rédigées pour l'application de la nouvelle loi bancaire du Burundi (22 août 2017) sont examinées à la demande de la BRB.	4		9/30/2018	8/18/2018	Mission d'assistance technique		
				Les réglementations prudentielles relatives aux institutions de microfinancement sont examinées pour être actualisées conformément aux normes internationales			4/30/2020		Mission d'assistance technique		
				La rédaction des réglementations prudentielles relatives aux institutions de microfinancement est terminée est approuvée, et les réglementations sont adoptées			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
		Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour mettre en place, entre autres, des conseils d'administration et un contrôle de la direction efficaces et un solide environnement de contrôle	Adoption de directives et de réglementations relatives au gouvernement d'entreprise et aux contrôles internes	Des directives sont données sur la mise en œuvre des normes de gouvernement d'entreprise et sur les meilleures pratiques en matière de diffusion de l'information et de transparence (pilier 3 de Bâle II) applicables aux banques (séminaire régional).	4		4/30/2019	1/11/2019	Séminaire régional		
				La réglementation prudentielle relative à la gouvernance des banques est mise à niveau, approuvée et adoptée	4		9/30/2019	8/17/2018	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Les instances de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Les instances de contrôle sont pleinement formées pour être en mesure d'assurer la mise en œuvre du contrôle fondé sur les risques et des autres processus de contrôle	Le contrôle du risque de crédit basé sur les risques est mis en œuvre par les processus de contrôle.			4/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Le projet de réglementation prudentielle sur l'intervention précoce auprès des banques fragiles est examiné.	4		4/30/2019	2/1/2019	Mission d'assistance technique		
				Une réglementation prudentielle sur l'intervention précoce auprès des banques fragiles est adoptée			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Des directives sont données concernant l'approche basée sur les risques pour le contrôle du risque opérationnel dans les établissements de crédit.			4/30/2021		Mission d'assistance technique		
				Le contrôle du risque opérationnel basé sur les risques est mis en œuvre par les processus de contrôle			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
			Les rapports d'inspection sur les banques sont davantage axés sur les risques et ils définissent les principaux risques quantitatifs et qualitatifs	Le contrôle basé sur les risques pour le contrôle interne et les exigences de gestion des risques est mis en œuvre par les processus de contrôle.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Réception des directives sur la méthodologie de réalisation d'inspections sur place, dans les banques, concernant la sécurité des systèmes d'information (expertise en vérification des technologies de l'information).	4		4/30/2019	10/4/2018	Mission d'assistance technique		


CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGLEMENTATION ET CONTROLE BANCAIRES
(En date du 27 Février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Burundi (BDI)				Le projet de méthodologie de réalisation d'inspections sur place concernant le risque en matière de technologies de l'information est terminé et approuvé.			12/31/2018		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	
				Les inspections sur place concernant la gestion du risque en matière de technologies de l'information sont effectuées			6/30/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Réception des directives sur la méthodologie de contrôle des établissements et services de paiement, conformément aux meilleures pratiques et à la réglementation de la BRB (actualisée le 14 juillet 2017).	3		4/30/2019	10/4/2018	Mission d'assistance technique		
				Les directives méthodologiques pour le contrôle effectif des établissements et services de paiement sont terminées et approuvées, sur la base des directives de l'AFC.			6/30/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Le contrôle des établissements et services de paiement est mis en œuvre par les processus de contrôle.			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Réception des directives pour le contrôle basé sur les risques, sur pièces et sur place, des processus comptables des banques et de la qualité des états financiers et prudentiels transmis par les banques à la BRB.			4/30/2020		Mission d'assistance technique		
				Les directives méthodologiques pour le contrôle effectif et efficace des processus comptables des banques et de la qualité des états financiers et prudentiels transmis par les banques à la BRB sont terminées et approuvées, sur la base des directives de l'AFC.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
		Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	Réception des directives sur les principes fondamentaux du contrôle basé sur les risques et sur la manière d'établir un projet de mise en œuvre de manière opérationnelle (séminaire régional).	4		4/30/2019	7/13/2018	Séminaire régional		
				Un projet global pour terminer la mise en œuvre du contrôle basé sur les risques est rédigé et approuvé.	1		12/31/2018		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				La procédure interne de la BRB pour noter les banques en fonction de leur profil de risque est examinée pour augmenter la précision du système de notation CAMELS/ORAP.	4		4/30/2019	2/1/2019	Mission d'assistance technique		
				La procédure interne de la BRB pour noter les banques en fonction de leur profil de risque à l'aide du système de notation CAMELS/ORAP révisé est terminée et approuvée.			6/30/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les banques sont notées conformément au système de notation CAMELS/ORAP révisé.			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		


CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGLEMENTATION ET CONTROLE BANCAIRES
(En date du 27 Février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Burundi (BDI)				Le processus de contrôle sur pièces de la BRB pour la détection précoce des banques fragiles est amélioré après l'examen du cadre des indicateurs de suivi et des indicateurs d'alerte.			4/23/2020		Mission d'assistance technique		Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				La liste des indicateurs d'alerte avancée pertinents est terminée, approuvée et intégrée dans le système informatique pour être automatisée, et les indicateurs sont utilisés par les superviseurs sur pièces.			9/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
	Mettre en application les normes de Bale II et III	Le niveau de fonds propres des banques est conforme à leur profil de risque, à leur stratégie commerciale et à leur niveau de tolérance des risques	1. Les banques envoient aux instances de contrôle un rapport d'évaluation sur leur niveau de fonds propres 2. Les instances de contrôle fixent différents niveaux de fonds propres complémentaires pour tenir compte des profils de risques et des capacités de gestion des risques des différentes banques	Le pilier 2 et l'ICAAP sont mis en œuvre dans les réglementations prudentielles.			4/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	
		La législation et la réglementation bancaires sont alignées sur les exigences de Bâle II/ III	La nouvelle réglementation applicable aux fonds propres et les exigences minimales sont conformes aux exigences de Bâle II/ III	Le nouveau modèle de liquidité à court terme et la réglementation sur le ratio de liquidité sont terminés et adoptés.	4		12/31/2018	8/17/2018	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Le projet de modèle et la réglementation pour un nouveau ratio structurel de liquidité à long terme (ratio conforme aux accords de Bâle III) sont préparés.			4/30/2021		Mission d'assistance technique		
				Le nouveau modèle et la réglementation sur le ratio structurel de liquidité à long terme (ratio conforme aux accords de Bâle III) sont approuvés et adoptés.			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
		Les instances de contrôle ont les compétences voulues pour piloter le processus de mise en œuvre de Bâle II/ III et suivre le respect des nouvelles exigences par les banques	Les instances de contrôle participent à diverses formations et séminaires	La méthodologie pour la mise en œuvre du contrôle du nouveau modèle de liquidité à court terme est rédigée, approuvée et mise en place.			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
		Le niveau de fonds propres des banques est conforme à leur profil de risque, à leur stratégie commerciale et à leur niveau de tolérance des risques	Les banques envoient aux instances de contrôle un rapport d'évaluation sur leur niveau de fonds propres	Le pilier 2 et l'ICAAP sont intégrés dans les exigences prudentielles			4/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
			Les instances de contrôle fixent différent niveaux de fonds propres complémentaires pour tenir compte des profils de risques et des capacités de gestion des risques des différentes banques								


CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGLEMENTATION ET CONTROLE BANCAIRES
(En date du 27 Fevrier 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Burundi (BDI)	1. Améliorer les directives de provisionnement réglementaire par rapport aux normes et pratiques optimales internationales afin de mieux tenir compte du risque de crédit 2. Renforcer la connaissance des IFRS, y compris en ce qui a trait aux interactions entre les IFRS et les règles de provisionnement 3. Accroître l'efficacité du contrôle sur site et sur pièces des banques qui appliquent les IFRS et veiller à la conformité aux normes internationales	Connaissance renforcée des IFRS par les instances de contrôle des BC et par les banques, y compris au regard des questions spécifiques de provisionnement pour concilier les exigences des IFRS et des principes de Bâle	Observation par les banques des IFRS et des règles de provisionnement des créances improductives ainsi que le démontrent a) les rapports des auditeurs des banques ; b) les rapports de contrôle	Les agents de la BRB suivent une formation sur la mise en œuvre de la norme IFRS 9 concernant la comptabilité et le provisionnement des prêts improductifs.			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Les autorités approuvent un plan d'action qui énonce les principales étapes pour la mise en application des recommandations d'AT en vue de la mise en œuvre des IFRS applicables aux créances improductives	1. Plan d'action approuvé 2. Un document de planification approprié est produit pour la mise en œuvre	Les agents de la BRB suivent une formation sur le contrôle sur pièces et sur place des états financiers basés sur les IFRS transmis par les banques.			4/30/2020		Mission d'assistance technique		
				Une feuille de route est rédigée pour que la BRB mette en œuvre de manière appropriée la norme IFRS 9 dans la réglementation prudentielle et les processus de contrôle.			4/30/2020		Mission d'assistance technique		
				Un plan d'action pour la mise en œuvre de la norme IFRS 9 dans la réglementation prudentielle est rédigé et approuvé.			6/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				La réglementation prudentielle sur la classification du risque de crédit et le provisionnement est examinée pour mettre en œuvre la norme IFRS 9, et elle est adoptée.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	Adoption de directives et de réglementations pour mesurer et gérer les risque	De nouvelles réglementations prudentielles concernant le contrôle des établissements de paiement et des services de paiement sont adoptées.			6/30/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les projets de réglementation pour l'application de la réglementation de la COBAC sur le contrôle interne (2016/04), concernant les exigences prudentielles sur la gestion du risque dans les banques, sont examinés.			4/30/2020	8/10/2018	Mission d'assistance technique		
				Les instructions révisées pour l'application de la réglementation de la COBAC sur le contrôle interne (2016/04), concernant les exigences prudentielles sur la gestion du risque dans les banques, sont adoptées.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
		Les instances de contrôle disposent des moyens nécessaires pour mettre à niveau la réglementation bancaire et l'appliquer de manière effective	1. Les instances de contrôle revoient à intervalle régulier le cadre réglementaire et formulent des suggestions pour mettre à niveau la réglementation à partir de l'évolution du secteur bancaire et des normes internationales	Réception des directives méthodologiques pour la mise en œuvre effective du contrôle consolidé sur pièces et sur place des groupes bancaires de la CEMAC.	3		4/30/2019	11/23/2018	Mission d'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGLEMENTATION ET CONTROLE BANCAIRES






(En date du 27 Février 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint

 3 : Atteint





 2 : Partiellement atteint

 1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)		Les instances de contrôle suivent les groupes bancaires et leurs ratios prudentiels sur une base consolidée	2. Les instances de contrôle suivent l'application de cette réglementation dans leurs activités courantes	Les agents chargés du contrôle contrôlent les groupes bancaires de la CEMAC sur une base consolidée ou combinée, à l'aide des processus de contrôle.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	
			Les banques présentent leurs déclarations à titre individuel et sur une base consolidée	Les exigences prudentielles qualitatives pour le contrôle consolidé des groupes bancaires de la CEMAC sont rédigées, sur la base des réglementations en vigueur.	4		4/30/2019	8/10/2018	Mission d'assistance technique		
				Les nouveaux modèles financiers basés sur les IFRS sont transmis par les groupes bancaires sur une base consolidée ou combinée.			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les réglementations prudentielles qualitatives en vigueur sont modifiées, ainsi que les exigences proposées pour le contrôle consolidé des groupes bancaires de la CEMAC, et elles sont adoptées.			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
		Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour mettre en place, entre autres, des conseils d'administration et un contrôle de la direction efficaces et un solide environnement de contrôle	La réglementation exige des banques qu'elles observent les limites prudentielles sur une base consolidée	Les ratios prudentiels pour le contrôle consolidé des groupes bancaires de la CEMAC sont rédigés, sur la base des réglementations en vigueur.	1		4/30/2019	8/10/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	
				La réglementation sur le calcul du capital est examinée pour intégrer les exigences applicables sur une base consolidée.	4		4/30/2019	8/10/2018	Mission d'assistance technique		
				Les ratios prudentiels qualitatifs sont établis sur une base consolidée et intégrés dans le futur cadre des ratios prudentiels pour être actualisés par le projet global Bâle II/III que la COBAC doit lancer.			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Adoption de directives et de réglementations relatives au gouvernement d'entreprise et aux contrôles internes	4		4/30/2019		Séminaire régional		
				Des directives sont données sur la mise en œuvre des normes de gouvernement d'entreprise et sur les meilleures pratiques en matière de diffusion de l'information et de transparence (pilier 3 de Bâle II) applicables aux banques (séminaire régional).			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				La réglementation prudentielle sur la gouvernance est examinée et actualisée conformément aux normes internationales, et elle est adoptée.							
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	Un plan d'action est rédigé pour mettre à niveau le cadre de surveillance bancaire concernant le risque de crédit par les processus de contrôle.	1		12/31/2018		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le
				Les inspecteurs reçoivent des directives méthodologiques pour le contrôle sur place du risque opérationnel dans les banques, notamment du risque de fraude, afin d'actualiser le manuel d'inspection.	4		4/30/2019	10/26/2018	Mission d'assistance technique		
				La révision du manuel d'inspection concernant le risque opérationnel est terminée, la nouvelle version est approuvée, et les directives méthodologiques sont mises en œuvre par les inspections sur place.			6/30/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGLEMENTATION ET CONTROLE BANCAIRES
(En date du 27 Février 2019)


Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)				Un plan d'action est approuvé pour mettre à niveau les processus de contrôle sur place des institutions de microfinancement, sur la base de la feuille de route fournie par l'AFC pour terminer la mise en œuvre ou le contrôle basé sur les risques.	2		12/31/2018	2/5/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	
				Les processus de contrôle sur pièces des banques sont révisés pour évaluer les pratiques actuelles et la nécessité d'une mise à niveau du système de notation SYSCO2. Réception des recommandations pour la mise à niveau.	4		4/30/2019	8/9/2018	Mission d'assistance technique		
				Un plan d'action est approuvé pour mettre à niveau les processus de contrôle sur place des banques, sur la base de la feuille de route fournie par l'AFC pour terminer la mise en œuvre ou le contrôle basé sur les risques.			6/30/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
			Le niveau des effectifs est revu et renforcé	Le cadre de gestion des procédures internes proposé pour les procédures de surveillance bancaire est validé et mis en œuvre.			12/31/2018		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Réception des directives sur les principes fondamentaux du contrôle basé sur les risques et sur la manière d'établir un projet de mise en œuvre de manière opérationnelle (séminaire régional).	4		4/30/2019	7/13/2018	Séminaire régional		
				Un plan d'action global pour terminer la mise en œuvre complète du contrôle basé sur les risques est approuvé et mis en œuvre, sur la base de la feuille de route fournie par l'AFC.			6/30/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Le nombre d'employés et l'expertise requis pour la surveillance bancaire sont évalués, en fonction de critères objectifs et en tenant compte de la portée complète des missions de la BCSTP, et cette évaluation est approuvée.			6/30/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Le niveau des effectifs de la COBAC est significativement renforcé pour s'assurer la mise en œuvre effective de la supervision basée sur les risques			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Un appui opérationnel transitoire est fourni à la COBAC pour atteindre les objectifs de son plan d'action concernant la mise en œuvre complète du contrôle basé sur les risques.			4/30/2020		Mission d'assistance technique		
				Les processus de contrôle sur place des banques sont révisés pour évaluer les pratiques actuelles conformément à un contrôle basé sur les risques. Réception des recommandations pour la mise à niveau.	4		4/30/2019	10/26/2018	Mission d'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGLEMENTATION ET CONTROLE BANCAIRES



(En date du 27 Février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)				Un plan d'action est approuvé pour mettre à niveau les processus de contrôle sur place des établissements de crédit, sur la base de la feuille de route fournie par l'AFC pour terminer la mise en œuvre ou le contrôle basé sur les risques.			6/30/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	
				Les inspecteurs reçoivent des directives méthodologiques pour mettre en œuvre le contrôle basé sur les risques, effectué sur place, du risque de crédit afin d'actualiser le manuel d'inspection.			4/30/2020		Mission d'assistance technique		
				La révision du manuel d'inspection concernant le risque de crédit est terminée, la nouvelle version est approuvée, et les directives méthodologiques sont mises en œuvre par les inspections sur place.			6/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les inspecteurs reçoivent des directives méthodologiques pour mettre en œuvre le contrôle basé sur les risques, effectué sur place, du risque de liquidité afin d'actualiser le manuel d'inspection.			4/30/2019		Mission d'assistance technique		
				La révision du manuel d'inspection concernant le risque de liquidité est terminée, la nouvelle version est approuvée, et les directives méthodologiques sont mises en œuvre par les inspections sur place.			6/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les inspecteurs reçoivent des directives méthodologiques pour mettre en œuvre le contrôle basé sur les risques, effectué sur place, du risque de marché afin d'actualiser le manuel d'inspection.			4/30/2020		Mission d'assistance technique		
				La révision du manuel d'inspection concernant le risque de marché est terminée, la nouvelle version est approuvée, et les directives méthodologiques sont mises en œuvre par les inspections sur place.			6/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
		Les instances de contrôle agissent en temps opportun face aux pratiques ou activités dangereuses qui pourraient poser des risques pour les banques ou pour le système bancaire	Les instances de contrôle imposent des sanctions et des mesures correctives rapides pour faire face aux problèmes bancaires	Examen des pratiques actuelles concernant l'analyse sur pièces des plans d'action correctifs des institutions de microfinancement et réception des directives internes de mise à niveau.			4/30/2019		Mission d'assistance technique		
				Un plan d'action est approuvé pour mettre à niveau le processus d'intervention précoce auprès des institutions de microfinancement confrontées à des difficultés.			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Examen des processus opérationnels concernant la gestion des mesures de contrôle visant à traiter les infractions aux réglementations prudentielles et réception des directives internes pour leur mise à niveau.			4/30/2020		Mission d'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGLEMENTATION ET CONTROLE BANCAIRES
(En date du 27 Février 2019)




Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)			Les instances de contrôle suivent la mise en œuvre des mesures correctives et prennent les autres mesures qui pourraient se révéler nécessaires	Un plan d'action est approuvé afin de mettre à niveau les processus opérationnels concernant la gestion des mesures de contrôle pour traiter les infractions à la réglementation prudentielle.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	
				Examen des processus opérationnels concernant la gestion des mesures disciplinaires (sanctions) prises par la COBAC à l'encontre des établissements de crédit et réception des directives internes pour leur mise à niveau.			4/30/2020		Mission d'assistance technique		
				Un plan d'action est approuvé afin de mettre à niveau les processus opérationnels concernant la gestion des mesures disciplinaires (sanctions).			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Un plan d'action est approuvé pour mettre à niveau le processus d'intervention précoce auprès des banques fragiles.			4/30/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
	Mettre en application les normes de Bâle II et III	La législation et réglementation bancaire est alignée sur les exigences de Bâle II/ III	La nouvelle réglementation applicable aux fonds propres et les exigences minimales sont conformes aux exigences de Bâle II/ III	La réglementation sur le calcul du capital est examinée pour être alignée sur les exigences de Bâle III.	4		4/30/2019	8/10/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Une nouvelle réglementation concernant le ratio de levier est adoptée conformément aux exigences de Bâle III.			4/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Des directives sont données pour rédiger une nouvelle réglementation prudentielle concernant le ratio de levier conformément aux exigences de Bâle III.	4		4/30/2019	8/10/2018	Mission d'assistance technique		
			La nouvelle réglementation applicable aux liquidités est conforme aux exigences de Bâle III	Une réglementation actualisée sur le calcul du capital est adoptée afin de se conformer pleinement à Bâle III.			4/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Une feuille de route est rédigée pour que la COBAC (i) participe à une actualisation globale des réglementations prudentielles sur les normes de fonds propres et les ratios de liquidité pour mettre en œuvre les normes de Bâle II/III et (ii) prépare en conséquence une actualisation ultérieure des réglementations associées.			4/30/2020		Mission d'assistance technique		
				Un plan d'action est rédigé et approuvé par la COBAC pour établir un plan de réforme afin de mettre en œuvre Bâle II/III et d'examiner toutes les réglementations prudentielles touchées sur une base individuelle et consolidée.			6/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Approbation et adoption d'une norme de fonds propres révisée conforme à Bâle II/III.			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		


CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGLEMENTATION ET CONTROLE BANCAIRES





(En date du 27 Février 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)		Le niveau de fonds propres des banques est conforme à leur profil de risque, à leur stratégie commerciale et à leur niveau de tolérance des risques	Les banques envoient aux instances de contrôle un rapport d'évaluation sur leur niveau de fonds propres	Approbation et adoption d'un ratio de liquidité révisé conforme à Bâle II/III.			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	
				Approbation et adoption d'un ratio structurel de liquidité à long terme révisé conforme à Bâle II/III.			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				L'ICAAP est intégré dans les exigences prudentielles et adopté.			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Le pilier 2 est intégré dans les exigences prudentielles et adopté.			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
République démocratique du Congo (RDC)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de supervision et réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour mettre en place, entre autres choses, des conseils d'administrartion et une supervision de la direction efficaces et un solide environnement de contrôle	Adoption de directives et de réglementations relatives au gouvernement d'entreprise et aux contrôles internes.	Le modèle en vigueur du rapport annuel obligatoire des banques sur leur contrôle interne et leur cadre de gestion des risques est examiné.	4		12/31/2018	7/28/2017	Mission d'assistance technique	s. o.	
				Le modèle révisé du rapport annuel obligatoire des banques sur leur contrôle interne et leur cadre de gestion des risques est adopté.			4/30/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Des directives sont données pour la rédaction d'une procédure interne concernant la mise en œuvre de nouvelles réglementations sur le contrôle interne, la conformité et la gouvernance.	4		4/30/2019	9/14/2018	Mission d'assistance technique		
				La méthodologie interne concernant la mise en œuvre de la réglementation révisée sur le contrôle interne, la conformité et la gouvernance est terminée, approuvée et mise en place.			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Adoption de la réglementation révisée sur le gouvernement d'entreprise dans les banques.			4/30/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Des directives sont données sur la mise en œuvre des normes de gouvernement d'entreprise et sur les meilleures pratiques en matière de diffusion de l'information et de transparence (pilier 3 de Bâle II) applicables aux banques (séminaire régional).	4		4/30/2019	1/11/2019	Séminaire régional		
				Des directives sont données pour la rédaction d'une méthodologie de contrôle sur site concernant la mise en place d'une nouvelle réglementation sur la gouvernance (instruction 21)			4/30/2019		Mission d'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGLEMENTATION ET CONTROLE BANCAIRES
(En date du 27 Février 2019)



Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)		Les fondements légaux/ réglementaires du régime d'agrément définissent les mesures et critères essentiels qui régissent l'octroi (et le retrait) des agrément et imposent des conditions réglementaires le cas échéant	Le dispositif réglementaire qui régit les agréments a été revu et les lacunes éventuelles ont été comblées	Examen de la réglementation en vigueur sur les agréments des banques.	4		4/30/2019	6/8/2018	Mission d'assistance technique	s. o.	
				Adoption de la réglementation révisée sur les agréments des banques.			6/30/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Examen de la réglementation en vigueur sur les agréments des administrateurs et des membres du conseil d'administration des banques.	4		4/30/2019	6/8/2018	Mission d'assistance technique		
				Adoption de la réglementation révisée sur les agréments des administrateurs et des membres du conseil d'administration des banques.			6/30/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
			La mise en œuvre des amendements nécessaires à la législation et à la réglementation pour assurer le fondement opérationnel du régime d'agrément a été engagée le [date] comme l'atteste a) une circulaire de contrôle ; b) une évaluation PESF/ les principes fondamentaux de Bâle/ les principes fondamentaux ou une auto-évaluation selon les besoins	Examen de la réglementation en vigueur sur les agréments des auditeurs externes des banques.	4		4/30/2019	2/23/2018	Mission d'assistance technique		
				Adoption de la réglementation révisée sur les agréments des auditeurs externes des banques.			6/30/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
		Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	Adoption de directives et de réglementations pour mesurer et gérer les risques	Des directives sont données pour la rédaction de procédures internes et de modèles opérationnels concernant les demandes officielles reçues par la BCC pour l'octroi d'agrément aux banques, aux administrateurs et aux membres du conseil d'administration ainsi qu'aux auditeurs externes.	2		4/30/2019	9/14/2018	Mission d'assistance technique		
				Publication d'un guide de demande d'agrément définissant les critères quantitatifs et qualitatifs et d'autres exigences pour la présentation de demandes d'agrément			6/30/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Rédaction d'une réglementation prudentielle intégrant des exigences spécifiques applicables aux établissements et services de paiement.			4/30/2020		Mission d'assistance technique		
				Adoption d'une nouvelle réglementation prudentielle applicable aux établissements et services de paiement.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Une feuille de route pour établir une réglementation et un cadre de contrôle des établissements et services de paiement appropriés est rédigée pour la BCC.			4/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Un plan d'action pour la mise en œuvre d'une nouvelle réglementation et d'un nouveau cadre de contrôle pour les établissements de paiement, les services de paiement et la monnaie électronique est rédigé et approuvé.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Adoption de la réglementation révisée sur la gestion des risques dans les banques.			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGLEMENTATION ET CONTROLE BANCAIRES

(En date du 27 Février 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Les instances de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Les instances de contrôle sont pleinement formées pour être en mesure d'assurer la mise en œuvre du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Les agents mettent en œuvre le contrôle basé sur les risques, effectué sur pièces et sur place, du risque de crédit et du risque opérationnel par les processus de contrôle, sur la base des directives fournies.			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les agents des technologies de l'information suivent une formation supplémentaire sur le contrôle sur place des risques liés aux technologies de l'information, sur la base du manuel en vigueur sur ce sujet.			4/30/2020		Mission d'assistance technique		
				Les rapports d'inspection sur les banques sont davantage axés sur les risques et ils définissent les principaux risques quantitatifs et qualitatifs	Les agents débutants suivent une formation pour mettre en œuvre la méthodologie en vigueur (actualisée) concernant les inspections sur place de la sécurité des systèmes d'information (expertise en vérification des technologies de l'information).			4/30/2020	Mission d'assistance technique		
					Les agents effectuent les inspections des risques liés aux technologies de l'information en se basant sur la méthodologie en vigueur.			12/31/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
					D'autres directives sont données aux superviseurs débutants sur la mise en œuvre du contrôle basé sur les risques sur pièces, l'accent étant mis sur la réglementation prudentielle et l'analyse financière des banques.			4/30/2019	Mission d'assistance technique		
					Les agents mettent en œuvre le contrôle basé sur les risques, effectuée sur pièces, de la réglementation prudentielle et de l'analyse financière des banques.			12/31/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
					Les agents de la BCC suivent une formation pour mettre en œuvre de manière opérationnelle les cinq instructions qualitatives révisées (n° 17, 18, 19, 21 et 22), en utilisant une approche basée sur les risques.			12/31/2019	Mission d'assistance technique		
					Les agents mettent en œuvre le contrôle basé sur les risques des cinq instructions qualitatives révisées (n° 17, 18, 19, 21 et 22), par les processus de contrôle.			12/31/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
		Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	Réception des directives sur les principes fondamentaux du contrôle basé sur les risques et sur la manière d'établir un projet de mise en œuvre de manière opérationnelle (séminaire régional).	4		4/30/2019	7/13/2018	Mission d'assistance technique		
				Un plan d'action global pour terminer la mise en œuvre complète du contrôle basé sur les risques est approuvé et mis en œuvre.	1		12/31/2018		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Des directives méthodologiques sont rédigées pour mettre en œuvre le contrôle basé sur les risques, effectuée sur place, du contrôle interne dans les établissements de crédit, sur la base de l'instruction révisée n° 17.			4/30/2020		Mission d'assistance technique		




CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGLEMENTATION ET CONTROLE BANCAIRES
(En date du 27 Février 2019)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)				Des directives méthodologiques sont rédigées pour mettre en œuvre le contrôle basé sur les risques, effectuée sur place, de la gestion des risques dans les établissements de crédit, sur la base de l'instruction révisée n° 22.			4/30/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	
				Des directives méthodologiques sont rédigées pour mettre en œuvre le contrôle basé sur les risques, effectuée sur place, de la gouvernance dans les établissements de crédit, sur la base de l'instruction révisée n° 21.			4/30/2020		Mission d'assistance technique		
				Les manuels de directives méthodologiques rédigés pour les inspections sur place du contrôle interne, de la gestion des risques et de la gouvernance, sur la base des instructions révisées n° 17, 22 et 21, sont approuvés et mis en œuvre.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Le système de notation des banques CAMELS/ORAP en vigueur est examiné et ajusté à l'aide des normes internationales et instructions prudentielles révisées de la BCC les plus récentes.			4/30/2020		Mission d'assistance technique		
				Le système de notation des banques CAMELS/ORAP est approuvé et mis en œuvre.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
	1. Améliorer les directives de provisionnement réglementaire par rapport aux normes et pratiques optimales internationales afin de mieux tenir compte du risque de crédit 2. Renforcer la connaissance des IFRS, y compris en ce qui a trait aux interactions entre les IFRS et les règles de provisionnement 3. Accroître l'efficacité du contrôle sur site et sur pièces des banques qui appliquent les IFRS et veiller à la conformité aux normes internationales	Connaissance renforcée des IFRS par les instances de contrôle des BC et les banques, y compris au regard des questions spécifiques de provisionnement pour concilier les exigences des IFRS et des principes de Bâle	Capacité des instances de contrôle dans l'application des IFRS et dans la conciliation des exigences de comptabilité et de réglementation, ainsi que le démontrent les améliorations des banques au regard du point 1 ci-dessus	La norme IFRS 9 est mise en œuvre dans les réglementations prudentielles.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les banques transmettent les états financiers basés sur les IFRS à la BCC avec exactitude, et les superviseurs peuvent en évaluer la qualité et effectuer leur contrôle et analyse sur place.			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		



CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGLEMENTATION ET CONTROLE BANCAIRES
(En date du 27 Février 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)	Mettre en application les normes de Bale II et III	Le niveau de fonds propres des banques est conforme à leur profil de risque, à leur stratégie commerciale et à leur niveau de tolérance des risques	1. Les banques envoient aux instances de contrôle un rapport d'évaluation sur leur niveau de fonds propres 2. Les instances de contrôle fixent différent niveaux de fonds propres complémentaires pour tenir compte des profils de risques et des capacités de gestion des risques des différentes banques	L'ICAAP est intégré dans les réglementations prudentielles.			12/12/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Les instances de contrôle ont les compétences voulues pour piloter le processus de mise en œuvre de Bâle II/ III et suivre le respect des nouvelles exigences par les banques	1. Les instances de contrôle participent à diverses formations et séminaires sur la question 2. Les instances de contrôle participent activement à l'élaboration de nouvelles réglementations et travaillent sur d'autres parties du projet	Une formation est donnée sur les normes ICAAP et les défis posés par leur mise en œuvre pour la BCC.			4/30/2020		Mission d'assistance technique		
				Une feuille de route est rédigée pour un autre projet de mise en œuvre des réglementations prudentielles des banques par la BCC.			4/30/2020		Mission d'assistance technique		
Sao Tomé-et- Principe (STP)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	Adoption de directives et de réglementations pour mesurer et gérer les risques	Un plan d'action est rédigé pour préparer des réformes qui seront menées à bien avant l'exercice 2022, notamment pour accroître les ressources humaines pour la surveillance bancaire.	2		12/31/2018	2/6/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les processus de contrôle prennent en compte les risques liés aux services de paiement.	2		12/12/2018	2/6/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les réglementations prudentielles sur la gestion des risques sont examinées.	2		4/30/2019	5/18/2018	Mission d'assistance technique		
				Une nouvelle réglementation prudentielle sur les exigences de gestion des risques dans les établissements de crédit est rédigée pour la BCSTP conformément aux normes internationales.			4/30/2020		Mission d'assistance technique		
				La nouvelle réglementation prudentielle sur les exigences de gestion des risques est terminée et adoptée.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Des directives pour la mise en œuvre effective et efficace par les banques de la nouvelle réglementation prudentielle sur la gestion des risques (soulignant les principaux domaines de risques qui doivent être mieux gérés) sont rédigées pour le BCSTP.			4/30/2020		Mission d'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGLEMENTATION ET CONTROLE BANCAIRES
(En date du 27 Février 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Sao Tomé-et-Principe (STP)				Les directives pour la mise en œuvre effective et efficace de la nouvelle réglementation prudentielle sur la gestion des risques (soulignant les principaux domaines de risques qui doivent être mieux gérés) sont complètes, font l'objet de discussions avec le secteur bancaire et sont publiées.			6/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	
				Les réglementations prudentielles concernant la gestion du risque de crédit sont actualisées en bloc pour la BCSTP et doivent être mises à niveau conformément aux normes internationales, par exemple en ce qui concerne la limitation du risque de crédit.			4/30/2021		Mission d'assistance technique		
				La réglementation prudentielle sur la gestion du risque de liquidité est actualisée rédigée pour la BCSTP conformément aux normes internationales.			4/30/2021		Mission d'assistance technique		
				Les réglementations prudentielles révisées sur la gestion du risque de crédit sont terminées, approuvées et adoptées.			6/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Une réglementation prudentielle révisée sur la gestion du risque de liquidité est terminée, approuvée et adoptée.			6/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Une nouvelle réglementation sur la planification de maintien des activités est rédigée pour la BCSTP en tenant compte des meilleures pratiques pertinentes.			4/30/2020		Mission d'assistance technique		
				La nouvelle réglementation sur la planification de maintien des activités est terminée, approuvée et adoptée.			6/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
		Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour mettre en place, entre autres, des conseils d'administration et un contrôle de la direction efficaces et un solide environnement de contrôle	Adoption de directives et de réglementations relatives au gouvernement d'entreprise et aux contrôles internes	Les réglementations prudentielles sur le contrôle interne et la conformité sont examinées.	4		4/30/2019	5/18/2018	Mission d'assistance technique		
				Les réglementations prudentielles sur le contrôle interne et la conformité sont terminées, approuvées et adoptées.			6/30/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Des directives sont données sur la mise en œuvre des normes de gouvernement d'entreprise et sur les meilleures pratiques en matière de diffusion de l'information et de transparence (pilier 3 de Bâle II) applicables aux banques (séminaire régional).	4		4/30/2019	1/11/2019	Séminaire régional		
				Les processus de contrôle sont axés sur les problèmes de gouvernance, comme recommandé.			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGLEMENTATION ET CONTROLE BANCAIRES
(En date du 27 Février 2019)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Sao Tomé-et-Principe (STP)		Les instances de contrôle disposent des moyens nécessaires pour mettre à niveau la réglementation bancaire et l’appliquer de manière effective	Les instances de contrôle revoient à intervalle régulier le cadre réglementaire et formulent des suggestions pour mettre à niveau la réglementation à partir de l’évolution du secteur bancaire et des normes internationales	Les ressources humaines appropriées sont renforcées pour gérer la progression des réformes réglementaires en interne.			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Les instances de contrôle suivent l'application de cette réglementation dans leurs activités courantes	Les procédures et la méthodologie internes pour les processus de surveillance bancaire sur pièces et sur place sont rédigées et approuvées.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Les instances de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Les instances de contrôle sont pleinement formées pour être en mesure d’assurer la mise en œuvre du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Le contrôle du risque de crédit basé sur les risques est mis en œuvre par les processus de contrôle.			4/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	
		Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d’un contrôle basé sur les risques	Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	Le cadre d'un système de notation CAMELS/ORAP est rédigé pour permettre aux agents sur place de noter les banques en fonction de leur profil de risque.	3	◆	4/30/2019		Mission d'assistance technique		
				La méthodologie de notation basée sur les risques pour évaluer le profil de risque des banques est terminée, approuvée et mise en œuvre.			12/31/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Réception des directives sur les principes fondamentaux du contrôle basé sur les risques et sur la manière d’établir un projet de mise en œuvre de manière opérationnelle (séminaire régional).	4	◆	4/30/2019	7/13/2018	Séminaire régional		
				Un plan d'action global pour terminer la mise en œuvre complète du contrôle basé sur les risques est approuvé et mis en œuvre.	1	◆+	12/31/2018	2/6/2018	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
		Le niveau des effectifs est revu et renforcé		Le nombre d'employés et l'expertise requis pour la surveillance bancaire sont évalués, en fonction de critères objectifs et en tenant compte de la portée complète des missions de la BCSTP, et cette évaluation est approuvée.			6/30/2019		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		



ANNEXE 5

RAPPORT FINANCIER

État du programme - État financier (Phase III)

La Phase III d'AFRITAC Centre a démarré en novembre 2017 et se terminera en avril 2022 (4,5 ans). Le budget de la phase est fixé à 37,8 millions de dollars. Des contributions ont été reçues de plusieurs partenaires au développement, dont la Chine, la Banque européenne d'investissement, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Commission européenne (**tableau 1**). Les pays membres ayant signé des accords sont le Gabon, le Cameroun et la République démocratique du Congo. Le FMI contribue également au budget du Centre.

Au 31 janvier 2019, des contributions d'un montant de 12,0 millions de dollars ont été reçues de partenaires au développement. Toutefois, aucun paiement n'a été reçu des pays ayant signé des accords et aucun autre engagement de la part des autres pays n'a été reçu. En outre, le paiement ponctuel des contributions impayées des Etats membres (15 millions de dollars ont été annoncés) sera essentiel pour éviter toute interruption des activités de renforcement des capacités au cours des prochains exercices fiscaux dont l'exercice fiscal 2020.

Dépenses pour l'exercice 2019

Au 31 janvier 2019, les dépenses totales atteignaient environ 5,0 millions de dollars (**tableau 2**). Sur la base des projections de dépenses pour le reste de l'exercice fiscal (fin avril 2019), le total des dépenses devrait atteindre 8,8 millions de dollars environ.

Projet de budget pour l'exercice 2020 (Mai 2019-avril 2020)

Sur la base de l'évaluation des besoins des pays membres, de la connaissance des conseillers résidents et des consultations du siège du FMI, un programme de travail pour l'exercice budgétaire 2020 a été élaboré. Le budget proposé pour ce programme est estimé à 8,4 millions de dollars (**tableau 3**).



International Monetary Fund
AFRITAC Central



TABLE 1 : STATUS OF FINANCIAL CONTRIBUTIONS FOR PHASE 3 (AS OF JANUARY 31, 2019)

Agreement information				In U.S. Dollars			
Partners	Signed Date	Currency ¹	Amount	Agreement Amount	Contributions Received	Requested Contributions	Future Contributions
				(A)	(B)	(C)	(D)
Partners				17.150.981	10.168.582	-	7.027.071
China	7/13/2018	USD	2.000.000	2.000.000	2.000.000	-	-
European Investment Bank	4/19/2018	EUR	200.000	247.555	237.180	-	-
France	12/5/2017	EUR	2.000.000	2.346.041	961.720	-	1.384.321
Germany	11/30/2017	EUR	3.000.000	3.556.188	3.531.300	-	-
Germany	12/11/2018	EUR	2.000.000	2.270.663	2.278.820	-	-
Netherlands	11/6/2015	EUR	1.000.000	1.087.784	1.159.562	-	-
European Commission	N/A	EUR	5.000.000	5.642.750	-	-	5.642.750
Members				8.000.000	-	6.000.000	2.000.000
Cameroon	12/5/2017	USD	2.000.000	2.000.000	-	2.000.000	-
Congo, Democratic Republic Of	4/6/2018	USD	2.000.000	2.000.000	-	2.000.000	-
Gabon (Host country)	4/30/2018	USD	4.000.000	4.000.000	-	2.000.000	2.000.000
Internal Transfers				1.910.685	1.910.685	-	-
China				1.294.813	1.294.813	-	-
European Commission				615.872	615.872	-	-
Partners, Members and Internal Transferts Total				27.061.666	12.079.267	6.000.000	9.027.071
IMF				2.500.000	-	-	-
Program Document Budget				37.780.859			
Funding Gap ²				(8.219.193)			

Source : FMI, Institut pour le développement des capacités

¹ Les contributions qui ne sont pas en dollars américains sont converties en utilisant le taux de change du jour de la signature de la convention.

² Le financement de la Phase 3 du Centre est conditionné par le décaissement des contributions des partenaires et des pays membres engagées, et le versement des contributions des autres pays membres. Le gap calculé tient compte du montant de l'agrément.



International Monetary Fund
AFRITAC Central
TABLE 2 : PROGRESS REPORT (AS OF JANUARY 31, 2019)



Project	FY2019 (In U.S. Dollars)		
	Working Budget	Expenses	Execution (%)
Public Financial Management	1.952.033	1.161.432	59%
Customs Administration	379.288	222.689	80%
Tax Administration	1.102.831	637.206	62%
Banking Supervision and Regulation	960.277	511.976	53%
Debt Management	650.000	344.441	39%
Real Sector Statistics	594.945	394.546	66%
Government Finance Statistics	680.389	344.366	53%
Financial and Fiscal Law	-	11.691	-
Admin Project	964.004	558.071	67%
Customized Training	28.289	19.943	70%
Training project	200.000	54.872	14%
Governance and Evaluation (including RBM advisor/backstopping)	253.300	162.672	97%
Sub Total	7.765.356	4.423.905	55%
Trust Fund Management	544.812	309.673	
Total	8.310.168	4.733.578	56%
IMF Expenses	500.000	349.956	70%
Total	8.810.168	5.083.534	56%

Source : FMI, Institut pour le développement des capacités



International Monetary Fund
AFRITAC Central
TABLE 3 : BUDGET FOR FISCAL YEAR 2020 (AS OF MARCH 16, 2019)



Project	Working Budget (In U.S. Dollars)
Public Financial Management	2.218.432
Customs Administration	232.949
Tax Administration	676.759
Banking Supervision and Regulation	789.859
Debt Management	606.615
Real Sector Statistics	662.296
Government Finance Statistics	744.770
Financial and Fiscal Law	11.691
Admin Project	986.890
Customized Training	-
Training project	184.548
Governance and Evaluation (including RBM advisor/backstopping)	250.000
Sub Total	7.364.809
Trust Fund Management	515.537
Total	7.880.346
IMF Expenses	500.000
Total	8.380.346

Source : FMI, Institut pour le développement des capacités



ANNEXE 6

PERSONNEL D'AFRITAC CENTRE

I- DIRECTEUR/COORDONNATEUR : PAULO DRUMMOND

II- CONSEILLERS RESIDENTS :

ADMINISTRATION DES REVENUS : RENILDE BAZAHICA

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES : ABDOULAYE TOURE, BLAISE YEHOUEYOU

ANALYSE ET PREVISIONS MACROBUDGETAIRES : SEVERIN YVES KAMGNA

STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES : FRANCIS GAHIZI

STATISTIQUES MACROECONOMIQUES : SEBASTIEN MANZI

GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE : CHAKER SOLTANI

REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES : ALEXIS BOHER

GESTION AXEE SUR LES RESULTATS : PHILIPPE ATHANASSIOU

III- SUPPORT ADMINISTRATIF :

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE : MARIE-HELENE ISSEMBE

CHARGE DE PROJETS : ARMEL HOUTSA

ASSISTANTES ADMINISTRATIVES : CARINE MBOUMBA, LARISSA MABIKA BALENGA,

DJENA LAETITIA DJEMBO, GIANNA MAMALEPOT

TECHNICIEN COURSIER : WILFRIED MAGUENGA MAGUENGA
